

**République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de L'Enseignement Supérieur et
De la Recherche Scientifique
Université Abderrahmane Mira – Béjaïa-**



**Faculté des Lettres et des Langues
Département de Français**

Mémoire de Master

Option : Sciences du Langage

Adaptation des emprunts à l'Arabe et à l'Anglais dans le discours
journalistique de Mustapha BENFODIL : cas d'*El Watan* 2015/2016

Présenté par :

MEDJEDOUB Tinhinane

REKKAS Khoukha

Le jury :

Mme. BOURBIAA, présidente

Mme. AIT ANNANE, directrice

Mme. MAHROUCHE, examinatrice

Remerciements

Remerciements

Après avoir rendu grâce à Dieu Tout Puissant et le Miséricordieux.

Nous tenons à remercier vivement notre directrice de recherche Mme Ait Annane, pour sa gentillesse, sa disponibilité et sa contribution générale à l'élaboration de ce travail.

Les remerciements les plus profondes s'adressent à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la rédaction de ce modeste mémoire.

Nous tenons également à remercier tous ceux qui nous ont encouragé à poursuivre nos études, et tous ceux qui nous ont accompagnés tout au long de ce parcours d'étude.

Et puis, un remerciement très chaleureux à toutes nos familles, parents, frères et sœurs, cousins et cousines, amants et amies.

SOMMAIRE

Introduction générale	07
Chapitre I : Aspects théoriques et définitions des concepts	
Introduction	12
1. Aperçu sur la presse algérienne	13
2. La presse écrite francophone algérienne et le contact de langues	14
3. Adaptation et/ou intégration des emprunts linguistiques	23
4. Les emprunts à l'arabe	27
5. Les emprunts à l'anglais (les anglicismes)	27
Conclusion	27
Chapitre II : Analyse des emprunts adaptés dans la langue d'accueil	
Introduction	30
1. Présentation de corpus	30
2. Taux d'utilisation des langues dans le discours journalistique de M.BENFODILE	31
3. Analyse des critères d'adaptation des emprunts	35
Conclusion	53
Conclusion générale	55
Références bibliographiques	59
Annexes	64
Table des matières	113

INTRODUCTION GENERALE

1. Présentation du sujet

Les médias et les différents moyens de communications, connaissent un développement depuis des années. Parmi eux, on désigne la presse écrite, qui signifie d'une manière générale l'ensemble des moyens de diffusion de l'information écrite, comme les journaux que ce soit quotidiens, hebdomadaires ou autres. Ce moyen recourt à des pratiques plurilingues qui manipulent la communication, et qui cachent à son tour des réalités sociales.

Dans le contexte algérien, plusieurs langues interviennent dans le discours médiatique francophone. Donc, plusieurs journalistes font recours à ce phénomène de plurilinguisme, c'est ce qui caractérise leurs discours journalistiques. Parmi eux, on distingue le journaliste du quotidien El Watan : Mustapha BENFODIL, qui est à la fois poète, auteur et dramaturge. Ce journaliste fait recours, dans ses articles, à l'emprunt, et c'est ce qui donne plus de spécificité et d'originalité à ses écrits. D'après ses articles, l'emprunt est considéré comme un moyen de communication qui se nourrit de la réalité sociale. Ce procédé est aussi défini, comme un facteur par lequel une langue incorpore un élément d'une autre langue, BOUMEDINI et DADOUA ajoutent à cette définition : *« l'emprunt est un phénomène collectif d'intégration d'éléments d'une langue dans l'autre et se caractérise par le degré d'acceptation de ces éléments dans la communauté emprunteuse »*¹.

Dans ce passage, les auteures nous expliquent que l'emprunt est considéré comme un phénomène où une langue intègre des éléments d'une autre langue, et que ce processus se marque par le niveau d'acceptabilité que la langue emprunteuse accorde à ces éléments.

Notre travail de recherche s'inscrit dans le domaine de la sociolinguistique ainsi que la linguistique, en suivant une méthodologie qui consiste à étudier ses différents phénomènes linguistiques qui résultent du contact de plusieurs langues, et à analyser l'ensemble des emprunts collectés dans les articles journalistiques de Mustapha BENFODIL.

¹ BOUMEDINI. B, DADOUA. H, « Catégorie d'emprunt dans la chanson rap en Algérie l'exemple des groupes : T.O.X, M.B.S et Double Canon », Université de Mostaganem, Algérie, in Synergies n°8, 2009, p.140.

Après avoir présenté notre sujet de recherche, nous expliquerons d'abord les raisons qui nous ont poussées à choisir ce thème, ensuite nous proposerons des hypothèses qui vont répondre à une problématique posée sous forme de questions. Puis nous nous pencherons sur la description du corpus ainsi que la méthodologie que nous suivrons dans notre travail.

2. Motivation et choix du sujet

Notre travail de recherche portera sur l'adaptation des emprunts à l'arabe et à l'anglais, dans le discours journalistique de Mustapha BENFODIL, ce qui attire notre attention dans ce sujet est le processus que suivent les emprunts lors de leur installation dans le lexique de la langue française. A cet effet, nous essayerons de mener une étude qui portera sur les différents aspects de la sociolinguistique, et une autre étude qui traitera l'ensemble des branches de la linguistique auxquelles les emprunts sont adaptés.

3. Problématique

Les trois langues en contact, l'arabe, l'anglais et le français dans le domaine journalistique, précisément dans le discours de BENFODIL, abouti à la création de ce qu'on appelle le procédé de l'emprunt linguistique. Dans notre travail de recherche, nous essayerons de mettre en évidence les éléments qui définissent l'emprunt et ses aspects, dans son utilisation dans ce domaine. C'est pourquoi nous espérons arriver à expliquer et à éclaircir notre problématique, résumée dans la question suivante : Est-ce que les emprunts à l'arabe et à l'anglais employés par le journaliste BENFODIL sont adaptés au lexique de la langue française ?

Au cours de notre prochaine analyse, nous essayerons de répondre à cet ensemble de questions :

- Est-ce que l'utilisation des emprunts par le journaliste est due à l'influence de son milieu social ? Et quel est l'objectif visé à travers cette utilisation ?
- Quelles sont les modifications que subissent les mots empruntés aux deux langues sur les différentes branches du système de la langue d'accueil ?

4. Hypothèses

Pour tenter de répondre à notre problématique posée précédemment, nous élaborons cet ensemble d'hypothèses :

- Les emprunts employés par BENFODIL sont adaptés au lexique de la langue française.
- Les journalistes ne pratiquent pas nécessairement la langue de la même façon, chacun est influencé par son entourage, son vécu et son expérience. A ce sujet, BENFODIL utilise dans ses rédactions un langage inspiré par son milieu social, comportant ses habitudes et ses acquis, et cela dans le but de se rapprocher des lectorats et de faire passer un message clair et explicite.
- L'emprunt lors de son adaptation à un nouveau système linguistique, a subi souvent des modifications et des transformations qui touchent aux différents processus d'adaptation sur le niveau phonétique, graphique, morphosyntaxique et même sémantique.

5. Méthodologie et description du corpus

Notre sujet de recherche a pour objectif : répertorier une centaine de mots empruntés à l'arabe et à l'anglais dans le discours journalistique de Mustapha BENFODIL, afin d'étudier les aspects sociolinguistiques qui interviennent dans ce discours.

Notre corpus est précisément constitué d'une centaine de termes empruntés à la langue arabe et à la langue anglaise, tirés d'articles de Mustapha BENFODIL qui datent de 2015 à 2016.

L'objectif de ce travail est d'identifier les mots d'origine arabe et anglaise empruntés dans le discours de Mustapha BENFODIL, et les analyser afin de déterminer le niveau de leur adaptation dans le lexique de la langue française.

Nous structurerons notre mémoire en deux grands chapitres ;

Le premier exposera l'aspect théorique, qui contient les différentes définitions de concepts de base, et ce chapitre traitera aussi le domaine du journaliste ainsi que sa biographie, et les caractéristiques de son discours.

Introduction générale

Le deuxième sera réservé au volet pratique de la recherche, où nous essayerons d'effectuer une analyse qui portera sur les différentes branches de la linguistique à savoir : la phonétique, la morphosyntaxe et la sémantique, sur lesquelles l'ensemble des emprunts relevés dans le discours de Mustapha BENFODIL sont adaptés dans le lexique de la langue française.

Nous espérons conclure notre étude pour confirmer ou infirmer nos hypothèses de départ.

CHAPITRE 01 :
Aspects théoriques et définitions des
concepts

Introduction

L'homme comme membre d'une société ou d'un groupe social quelconque est en contact permanent avec les autres, avec ses semblables. Son évolution et les échanges qu'il peut avoir avec autrui dans divers domaines (économie, culture...) ne connaissent pas de frontières. Ce contact avec ses semblables fait naître inévitablement des relations publiques dans des domaines aussi nombreux que variés et ce avec les membres d'autres communautés ou sociétés, d'où la naissance aussi des échanges communicationnels. C'est ainsi que le phénomène de contact de langues est engendré, sans oublier les autres facteurs essentiels qui favorisent ce contact de langues, tel que le facteur historique et le facteur géographique en rapport avec le pays.

Ce phénomène de contact de langues est omniprésent en Algérie. Il a pris une grande place sur le plan des pratiques langagières, et il implique plusieurs langues à savoir l'arabe, le berbère, le français et parfois même l'anglais. Ces langues, ou autres dialectes, sont en relation de complémentarité en Algérie, car les langues ne peuvent pas se suffire à elles-mêmes, et répondre à tous les besoins de communication de leurs utilisateurs. Toute langue maternelle fait recours aux autres langues, et c'est ce qui favorise la naissance de plusieurs phénomènes linguistiques, comme la création de nouveaux lexiques à travers, entre autres, la dérivation, la composition, et l'emprunt.

Ce dernier, qui constitue notre sujet de recherche, occupe une place très importante dans les pratiques langagières. Il revêt donc une importance notable que Jean DUBOIS souligne d'ailleurs, en considérant que *«l'emprunt est le phénomène sociolinguistique le plus important dans tous les contacts de langues»*¹.

L'emprunt se construit par l'intégration ou bien l'adoption d'une unité linguistique d'une langue d'origine dans une langue cible ou d'adoption. Il représente le moyen d'enrichissement linguistique qu'on peut observer le plus au niveau des langues. Il n'est pas étranger aussi au discours journalistique et il est présent dans la presse algérienne d'expression française.

Dans ce présent chapitre, nous essayerons au début de donner un petit aperçu sur la presse algérienne, nous aborderons par la suite, le phénomène linguistique du contact de langues qui a donné naissance aux différents procédés de formations linguistiques tel que

¹ DUBOIS .J. et All, *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Larousse, Canada, 1999, p. 177.

le bilinguisme, plurilinguisme, xénisme et emprunt. Puis, nous évoquerons les caractéristiques du discours de journaliste BENFODIL, et enfin nous ne pouvons pas conclure ce chapitre sans parler de processus d'adaptation et d'intégration des emprunts linguistiques.

1. Aperçu sur la presse algérienne

1.1 La presse écrite en Algérie

Les médias en général, et la presse écrite en particulier, connaissent un développement considérable en Algérie depuis l'indépendance du pays, porté par un élan de démocratisation et de liberté d'expression. Mais la diffusion des informations n'a jamais été aussi importante que ces dernières années.

La presse écrite remplit plusieurs fonctions dont celle qui répond au besoin de communication. Elle remplit donc la fonction informative, qui est considérée comme la fonction principale, la fonction distractive, ainsi que la fonction sociologique.

Ce moyen de diffusion de l'information touche à différents domaines, concernant par exemple la politique, la culture, l'économie, la société et les sports. Les journaux mettent à la disposition des lecteurs une variété d'informations qui leur sont fournies en quantité importante et, dans la majorité des cas, quotidiennement.

1.2. Les caractéristiques de la presse écrite algérienne

La presse écrite en Algérie se manifeste par l'importance du nombre des titres publiés, la diversité des domaines traités, mais aussi des langues utilisées, à savoir l'arabe, le français, et, à un moindre degré, tamazight, introduite tardivement dans la Constitution algérienne comme langue nationale et officielle.

Plusieurs titres francophones ont vu le jour pendant la colonisation française, mais clandestinement. Après l'indépendance, la presse algérienne a connu un développement en passant par de grandes étapes¹. Ces étapes sont classées selon des périodes qui se caractérisent par la nationalisation de la presse coloniale et par la concurrence de journaux européens, qui n'ont pas encore été interdits au début de l'indépendance. Ces différentes

¹AYAD. A, *Analyse de la rubrique Tranche de Vie dans le quotidien d'Oran*, mémoire magister, université Constantine, Algérie, [en ligne], URL : www.AYA%20presse%20ecrite%20f%20Algrn.bien%20setructuré.pdf, consulté le : 24-02-2017, à 15h, p. 20.

périodes sont aussi marquées par des mouvements politiques importants, d'où l'apparition de nombreux quotidiens nationaux et régionaux, arabophones et francophones. Après les événements d'octobre 1988, une ouverture dans le champ médiatique a été opérée ce qui a permis la création, à partir de 1989, de journaux privés qui se sont ajoutés aux journaux étatiques déjà existants. Dans les années 1990, une prédominance de la presse francophone a été enregistrée, entraînée par la disparition de quelques journaux arabophones qui n'ont pas pu résister aux circonstances de l'époque. Mais à partir des années 2000, la presse écrite algérienne a subi des changements imposés par la modernisation, la professionnalisation et l'industrialisation du secteur des médias.

1.3. La presse écrite algérienne de langue française

Le français en Algérie est une langue étrangère héritée de la période de la colonisation française. L'utilisation de cette langue reste importante dans plusieurs domaines dans le pays à savoir la politique, l'économie et les médias.

Après son évolution constante, la presse écrite francophone algérienne est constituée aujourd'hui de plusieurs titres¹, qui sont arrivés sur la scène médiatique et se différencient selon l'âge, les domaines de spécialisation (sports, politiques, généralistes,...), les régions qu'ils couvrent et les besoins des lecteurs auxquels ils répondent. Cette évolution suit le changement des conjonctures politiques, économiques et linguistiques du pays. Et ces conjonctures influent d'une manière perpétuelle sur la presse écrite algérienne d'une façon générale.

La presse écrite francophone algérienne se manifeste par l'alternance et le mélange de plusieurs registres de langues, ainsi que par l'utilisation des procédés de création lexicale tels que le xénisme, le calque et l'emprunt. Dans ce domaine, la plupart des journalistes algériens d'expression française n'écrivent pas avec le français dit standard ou bien académique. Ils font plutôt recours à des variations en utilisant des termes arabes, que ce soit l'arabe dialectal ou classique, et même à des mots anglais. Ce mélange est dû à l'influence que subissent les journalistes de la part de la société et de la culture algériennes, en plus de l'importance du facteur géographique.

¹ ICHEBOUDENE. Z, « Exploration textométrique dans le paysage plurilingue de la presse algérienne francophone », Université de Franche-Comté, France, [en ligne], URL : Icheboudene.%20Zina%20et%20al.%20-%20Exploration%20textometrique.pdf, consulté le 20-04-2017, à 23h, p. 502.

2. La presse écrite francophone algérienne et le contact de langues

La situation sociolinguistique en Algérie est due à une forme de plurilinguisme, où cohabitent plusieurs variétés linguistiques, citons, pour le cas du champ journalistique, le berbère, avec ses différentes variétés, l'arabe classique et l'arabe dialectal, le français et même l'anglais. Comme le souligne AREZKI A, *«l'Algérie, comme bon nombre de pays dans le monde, offre un panorama assez riche en matière de multi ou de plurilinguisme»*¹. Ces variétés linguistiques sont la conséquence de l'histoire, de la géographie et autres particularités de la région.

En dépit de cela, la situation du français en Algérie est toute particulière. La langue française occupe toujours une place de choix dans divers secteurs publics. Pour cette raison, l'utilisation du français dans le champ médiatique est aussi nécessaire, comme d'ailleurs dans tous les autres secteurs, vu qu'elle est la première langue étrangère, et elle reste toujours dominante dans les institutions administratives et économiques. Cet état de fait s'explique aussi par le fait que :

*« L'Algérie, est toujours resté sous l'influence de la culture européenne ; ainsi le contact avec la France et le français, ce dernier ne semble pas avoir perdu totalement pied après l'indépendance car non seulement il est toujours reconnu comme une chance d'ascension sociale, mais elle demeure également un instrument de communication largement employé même en dehors du secteur économique »*².

La créativité lexicale est présente dans la presse écrite francophone algérienne. Elle est extrêmement riche grâce à l'importance que donnent les journalistes algériens aux enjeux linguistiques et sociolinguistiques, pour donner une image propre à leur écriture et à leurs articles.

Le contact de langues est omniprésent dans la presse écrite francophone algérienne, et c'est ce qui caractérise le discours de plusieurs journalistes, comme celui de Mustapha BENFODIL à qui nous allons faire recours dans notre analyse.

Ce phénomène de contact de langues a donné lieu à des situations d'interférences linguistiques qui se traduisent par plusieurs phénomènes, comme nous le soulignons plus

¹ AREZKI.A, « Le rôle et la place du français dans le système éducatif algérien », Université Abderahamane MIRA, Bejaïa, Algérie, [en ligne], URL : <http://www.unice.fr/bcl/ofcaf/23/AREZKI%20Abdenour.pdf>, Consulté le : 25-02-2017, à 12h, p. 22.

² ZEMMAM.L, TOUATOU. L, *Etude sociolinguistique et lexico-sémantique des langues en usage dans le discours publicitaire des opérateurs téléphoniques algériens*, mémoire, Université Abderahamane MIRA, Bejaïa, Algérie, 2016, p. 17.

haut, à l'exemple de l'alternance codique, le plurilinguisme, le bilinguisme, le xénisme, et l'emprunt.

2.1. Contact de langues

Les définitions qui sont données au contact de langues sont multiples. Parmi elles, nous citerons celle que propose Jean DUBOIS :

« Le contact de langues est la situation humaine dans laquelle un individu ou un groupe sont conduits à utiliser deux ou plusieurs langues. Le contact de langues est donc l'événement concret qui provoque le bilinguisme où on pose les problèmes. Le contact de langues peut avoir des raisons géographiques : aux limites de deux communautés linguistiques, les individus peuvent être amenés à circuler et à employer ainsi tantôt leur langue maternelle, tantôt celle de la communauté voisine. [...]. Mais il y a aussi contact de langues quand un individu, se déplace par exemple, pour des raisons professionnelles, est amené à utiliser à certains moments une langue autre que la sienne ».¹

Dans cette définition, J. DUBOIS explique le phénomène de contact de langues comme étant une situation humaine où un individu ou une communauté utilisent deux ou plusieurs langues étrangères, d'où l'apparition du bilinguisme. Ce bilinguisme naît d'un contact qui est dû à un facteur géographique, du fait de déplacements, massifs ou non, d'une communauté ou d'un individu pour des raisons professionnelles. Il y a donc nécessité de communiquer dans un nouvel environnement linguistique et surtout face à de nouveaux locuteurs. Les individus sont appelés ainsi à employer l'ensemble des langues en contact (langues maternelles, langues étrangères) pour pouvoir s'exprimer et se faire comprendre.

2.1.1. Bilinguisme

Le bilinguisme est favorisé par de nombreux facteurs, tel que le phénomène de contact de langues dans une communauté ou dans une région, et le besoin d'utiliser une langue étrangère, autre que la langue première². C'est la situation impliquant un individu ou une communauté parlant couramment deux langues, selon les besoins du contexte sociolinguistique. C'est le fait de pouvoir s'exprimer et penser dans deux langues. Cette

¹DUBOIS.J, et All, *op. cit*, p. 115.

² GROSJEAN, « BILINGUISME INDIVIDUEL », Encyclopædia Universalis, [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bilinguisme-individuel/>, Consulté le : 23-02-2017, à 12h30.

notion s'oppose au monolinguisme. Selon le dictionnaire de linguistique de J. DUBOIS : « *Le bilinguisme est la situation linguistique dans laquelle les sujets parlants sont conduits à utiliser alternativement, selon les milieux ou les situations, deux langues différentes. C'est le cas le plus courant du plurilinguisme* »¹.

J. DUBOIS définit d'une manière globale la notion du bilinguisme, qui est selon lui la situation linguistique où l'individu ou bien un groupe d'individus utilisent dans leurs échanges communicationnels deux langues différentes.

2.1.2. Plurilinguisme

Le plurilinguisme est une particularité linguistique qu'acquière certaines personnes par le fait des études ou bien des voyages qu'elles peuvent avoir, et il consiste à pouvoir parler plusieurs langues. Le plurilinguisme est la situation linguistique où le sujet parlant utilise dans un même groupe ou dans une même communauté plusieurs langues différentes selon les besoins et les types de communication (relations familiales, relations administratives et les différentes relations sociales)².

2.1.3. Xénisme

Le xénisme, comme il a toujours été traité par les linguistes, implique une problématique à propos de son intégration dans une nouvelle langue. Ce processus est utilisé tel quel dans un lexique étranger d'une autre langue, sans qu'il soit, pour autant, intégré. La différence qui existe entre l'emprunt et le xénisme demeure dans le degré d'intégration de l'unité empruntée.

Le xénisme est toujours accompagné d'une marque typographique comme les guillemets, ou d'une marque linguistique telle que la traduction, l'équivalent ou la définition. A ce propos, CHERIGUEN Foudil affirme que ce procédé n'est pas mis en morphologie, ce qui n'est pas le cas pour l'emprunt. Il écrit, à propos du xénisme, qu' « *il n'appartient pas à la langue cible pour laquelle sa base est étrangère* »³.

¹ DUBOIS.J, et All, *op. cit*, p. 66.

² GARMADI.J, « Sociolinguistique », 1981, In CNRTL, [en ligne], URL : <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/plurilingue> consulté le 02/02/2017, à 18h.

³ CHERIGUEN.F, *Les mots des uns, les mots des autres : le français au contact de l'arabe et du berbère*, Casbah, Alger, 2002, p. 220.

2.1.4. Emprunt

Le lexique de la langue française évolue et s'enrichit à toute période. Parmi les différentes sources d'enrichissement lexical, on distingue l'emprunt aux autres langues. Ce phénomène linguistique est généralement lié au développement et à l'histoire d'une société ou d'un peuple, à partir des échanges et des relations qu'ils entretiennent avec les autres communautés. Ce procédé a fait l'objet d'étude dans plusieurs domaines dont celui de la lexicologie. Etant un phénomène ordinaire et fréquent dans l'usage de toutes les langues, il demeure indispensable pour l'enrichissement du lexique.

Le terme « emprunt » est très difficile à définir. Il a un sens assez vague dans certains ouvrages linguistiques, et prend plusieurs significations. Pour les besoins de notre recherche, nous estimons qu'il est important de trouver une définition qui soit plus adéquate et plus précise. Nous pensons la trouver, d'abord, dans le dictionnaire de linguistique et des sciences du langage, où J. DUBOIS explique d'abord comment se manifeste l'emprunt avant de le définir :

« [On reconnaît l'emprunt] quand un parler A utilise et finit par intégrer une unité ou un trait linguistique qui existait précédemment dans un parler B (dit langue source) et que A ne possédait pas...L'emprunt est le phénomène sociolinguistique le plus important dans tous les contacts de langues, c'est à dire d'une manière générale toutes les fois qu'il existe un individu apte à se servir totalement ou partiellement de deux parlars différents».¹

Dubois nous explique que ce procédé se fait lorsqu'une langue d'accueil intègre une unité ou un trait linguistique d'une autre langue, qui est une langue source. Selon lui donc, l'emprunt est un phénomène sociolinguistique qui résulte du contact de langues, c'est-à-dire lorsqu'un individu est capable de se servir de deux langues différentes.

Dans une autre définition, M. F MORTUREUX situe l'emprunt lorsque « *en règle générale, l'énonciateur qui emprunte un mot étranger, le fait parce qu'à tort ou à raison, il a le sentiment qu'aucun mot de sa propre langue ne peut désigner le référent dont il veut parler* »². MORTUREUX nous explique que le fait d'emprunter des unités aux autres langues, par la voie d'un individu, est dans le but de trouver des mots qui, aux yeux du locuteur, traduisent le mieux les idées qu'il veut exprimer.

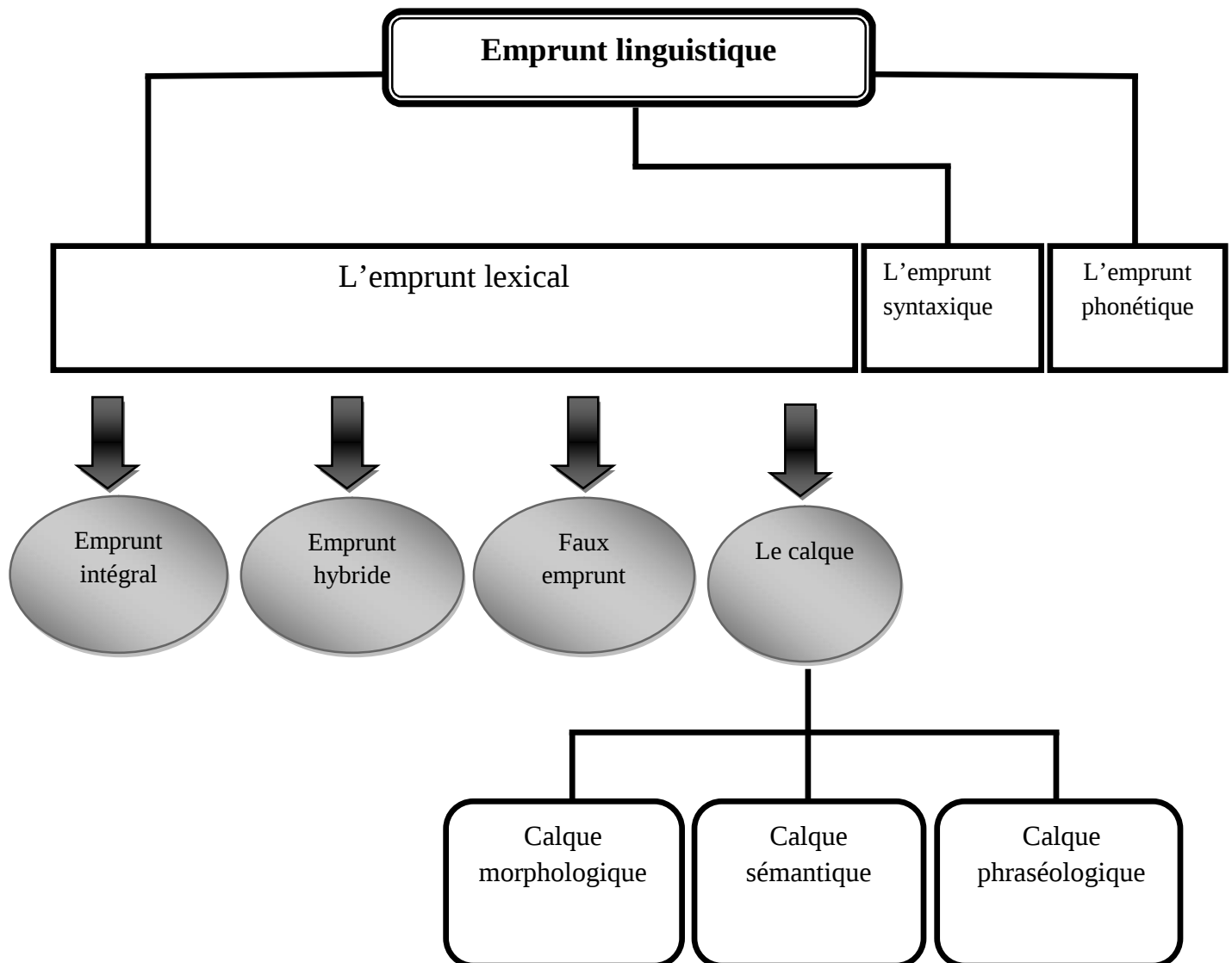
¹ DUBOIS J et all. *Op. cit.*

² MORTUREUX.M.F, *La lexicologie entre langue et discours*, Armand colin, Paris, 2008, p. 145.

▪ Les catégories d'emprunt

Pour éclaircir et pour bien comprendre le phénomène de l'emprunt, nous présentons ci-après une typologie proposée par C. LOUBIER¹ et qui permettra de reconnaître ses différentes catégories. Cependant, nous proposons de présenter cette typologie dans notre propre schéma, et ce par souci de plus de clarté.

Représentation des types d'emprunt



¹LOUBIER.C, *De l'usage de l'emprunt linguistique*, Québec, 2011, p. 12/13.

2.1.4.1. L'emprunt lexical

Ce type d'emprunt porte essentiellement sur le mot, dans sa relation sens-forme. C'est ce qui le différencie des autres types. C'est dans le lexique d'une langue que les emprunts à d'autres langues sont les plus nombreux. On distingue quatre types d'emprunts lexicaux :

2.1.4.1.1. L'emprunt intégral

C'est un emprunt de la forme et du sens, et ce, sans adaptation à la langue emprunteuse ou avec une adaptation minimale. Exemple : **shopping, week-end**, etc.

2.1.4.1.2. L'emprunt hybride

C'est un mélange entre la langue emprunteuse et la langue prêteuse, qui est un emprunt de sens, mais dont la forme est partiellement empruntée, c'est-à-dire qu'il est emprunté en partie. Exemple : **coach de vie, ramadhanesque**, etc.

2.1.4.1.3. Faux emprunt

En français, il peut exister un terme composé d'une forme étrangère, mais le sens ne correspond pas à cette forme. Parfois, le faux emprunt résulte d'un emprunt limité à la forme. Il donne lieu à des sens différents selon la langue. Il a l'apparence d'un emprunt intégral. Exemple : **Brushing**. Ce terme est une création française mais qui s'apparente à une forme anglaise. En français, il a le sens de séchage à la brosse, alors qu'en anglais on dit plutôt Blow-drying. Aussi, le mot **tennisman** qui est un mot français d'une forme anglaise. En anglais, on utilise tennis player.

F. GAUDIN et L. GUESPIN indiquent que l'usage des emprunts « *tient notamment à leur efficacité dans la désignation. En effet, il faut insister sur le fait que l'emprunt par la langue d'accueil se fait toujours par spécialisation du sens de la langue source, c'est ce phénomène qui permet aux emprunts leur précision sémantique* »¹.

2.1.4.1.4. Le calque

Dans cette catégorie d'emprunt lexical, F. GAUDIN et L. GUESPIN ont défini le calque comme suit :

« On parle de calque lorsque des locuteurs utilisent, dans une langue cible, un signifiant qui existe en lui attribuant un signifié nouveau, par emprunt d'une valeur

¹ GAUDIN, F., GUESPIN, L., *Initiation à la lexicologie française. De la néologie aux dictionnaires*, Duculot, Paris, 2000, p. 297.

sémantique présente dans une langue source, ou quand un signe emprunté est intégré formellement par une traduction littérale. Il y a alors transposition d'un mot ou d'une construction d'une langue dans une autre, par traduction »¹.

Ce qui nous montre que ce type d'emprunt est calqué ou emprunté littéralement selon ses constituants, tout en imitant le mot d'origine, en apportant un sens nouveau (signifié) à un mot ou avec construction d'une langue déjà existante (signifiant) dans la langue emprunteuse. Dans ce type, on distingue trois sous catégories :

2.1.4.1.4.1. Le calque morphologique : il consiste à intégrer un sens étranger dans une nouvelle forme, en lui accordant une traduction littérale.

Exemple : **supermarché** qui est une forme nouvelle que prend le terme anglais **supermarket**, en lui accordant une traduction littérale : **super** = **super**, **market** = **marché** en français, et qui garde toujours son sens étranger.

2.1.4.1.4.2. Le calque sémantique : il consiste à associer un sens étranger à une forme déjà existante dans la langue source, autrement dit, il donne un sens étranger à un mot déjà existant dans la langue emprunteuse.

Exemple du mot **gradué** (existant dans la langue française), qui prend le sens du mot étranger **graduate** qui est d'origine anglais.

2.1.4.1.4.3. Le calque phraséologique ou idiomatique : dans cette catégorie, le calque phraséologique intègre un sens étranger dans la langue source, lors d'une traduction des expressions ou de locutions figées.

Exemple de l'expression anglaise « **to have the blues** », qui est calquée et traduite entièrement à la langue française « **avoir le blues** ».

2.1.4.2. L'emprunt syntaxique

Ce type d'emprunt est en relation avec la construction ou la syntaxe des phrases, ou il réfère à une structure syntaxique étrangère, comme l'indique C. LOUBIER :

« Les emprunts syntaxiques entraînent, la plupart du temps, une modification notable des structures et de la valeur sémantique qu'elles véhiculent. Ce type d'emprunt est très fréquent

¹ Ibid, p. 298.

dans les situations de bilinguisme social où les phénomènes d'alternance et d'interférence de langue sont fréquents »¹.

2.1.4.3. L'emprunt phonétique

On trouve ce type d'emprunt souvent utilisé à l'oral, non pas à l'écrit, car il est d'une prononciation étrangère. Exemple : la marque du pluriel (s) est prononcé en anglais ; **verbs** [VERBS], alors qu'en français le (s) est muet ; **verbes** [VERB].

2.2 L'emprunt comme procédé stylistique dans le discours de Mustapha BENFODIL

2.2.1. Biographie de Mustapha BENFODIL

Mustapha BENFODIL voit le jour le 7 novembre 1968 à Relizane, dans l'Ouest de l'Algérie. Il est romancier, dramaturge, poète et travaille également comme reporter au journal El Watan. Avant de se consacrer au journalisme, il a entamé des études en mathématiques. Dès son jeune âge, il s'intéresse à la littérature. Il commence par la poésie. En 1993, il est primé pour son poème *A la santé de la République*, écrit en hommage à Tahar Djaout. Il passe à l'écriture des nouvelles et des romans, et a publié trois romans : *Zarta* (Barzakh, Alger, 2000), *Les Bavardages du Seul* (Barzakh, 2003) et *Archéologie du chaos [amoureux]* (Barzakh, 2007 ; Al dante, Marseille, 2012). En France, il est connu pour son théâtre, il est l'auteur d'une quinzaine de textes dramatiques, pour la plupart créés en France, comme : *Ça va merder à l'Elysée* (Bocal à trois, Paris-Alger-Tunis, Gare-au-Théâtre, avril 2002). *France 0 – Uruguay 0* (Bocal varois, Gare-au-théâtre. 2002). *Papa, c'est quoi un faux barrage ?*, *Le Tigre*, *H.* (Trois pièces écrites sur une commande de la compagnie Gare-au-Théâtre), *Clandestinopolis* (Théâtre. Ed. L'Avant-scène Théâtre. Paris, 2008). En tant que reporter, Mustapha BENFODIL s'est rendu deux fois en Irak en pleine guerre, expérience qu'il raconte dans un récit : *Les Six Derniers Jours de Baghdad – Journal d'un voyage de guerre*, (Editions SAEC Liberté - Casbah éditions, 2003).

2.2.2. Les caractéristiques du discours de Mustapha BENFODIL

Mustapha BENFODIL est parmi les journalistes les plus connus en Algérie par son style d'écriture. Dans ses rédactions, BENFODIL essaye toujours de mettre les langues en contact. Son discours journalistique est très riche en matière de langue, il fait appel aux plusieurs phénomènes linguistiques, comme il le témoigne : « *Moi, la première chose que*

¹ LOUBIER.C, *op. cit*, p. 16.

je fais en tant qu'écrivain, c'est d'abord d'inventer une langue, j'aurais rêvé qu'elle soit une langue "benfodilienne" »¹

C'est ce qui nous laisse choisir son discours comme thème d'analyse. Derrière les écrits de cet écrivain se cache une langue florissante, qui se caractérise par le mélange de plusieurs langages. Il pratique un style qu'on appelle «*La pop littéraire*», qu'il définit comme :

« Une manière d'écrire en empruntant un petit peu tous les langages dans lesquels on baigne, qu'il s'agisse d'Internet, des médias, des langages SMS, des tags, de l'art plastique, du cinéma, de la pub, etc. C'est-à-dire manipuler des objets triviaux de la vie quotidienne et leur donner une dimension artistique, pour casser le côté pompeux et la langue de bois de la littérature »².

3. Adaptation et/ou intégration des emprunts linguistiques

Avant d'entamer cette partie de notre analyse, nous tenons à signaler que notre étude portera sur la problématique de l'adaptation des emprunts à l'arabe et à l'anglais dans le discours journalistique de M. BENFODIL. Mais nous ne pouvons pas aborder ce sujet sans mettre en exergue la différence qui existe entre l'adaptation et l'intégration des emprunts linguistiques. Ces deux concepts, intégration et adaptation, entraînent un débat très tendu entre les linguistes. On entend par intégration, le fait qu'une unité étrangère s'introduit dans le système linguistique de la langue d'accueil avec ou sans adaptation.

Le terme intégration désigne, le fait d'incorporer un élément étranger dans une langue donnée. Tous les systèmes linguistiques ont tendance à subir ce genre de phénomène.

Pour que l'emprunt soit adapté dans une langue, il doit répondre aux différents critères linguistiques de la langue emprunteuse.

L'adaptation peut rendre le mot emprunté complètement différent, vu son installation dans un nouveau paysage linguistique, comportant toute une variété de champ ; grammatical, morphologique, syntaxique, et même sémantique. HAMERS et BLANC indiquent à ce propos que : « *Des emprunts adaptés sont des mots empruntés, qui ont été*

¹ MARSAUD. O, « Mustapha Benfodil l'écriture dans tous ses états », interview in JEUNE AFRIQUE, 2004, [en ligne], URL : <http://www.jeuneafrique.com/109051/archives-thematique/mustapha-benfodil-l-criture-dans-tous-ses-tats/>, Consulté le 10/03/2017, à 11h.

² Ibid.

modifiés conformément au lexique de la langue emprunteuse afin de rentrer dans une catégorie grammaticale déterminée »¹.

Certains mots empruntés conservent leur aspect étranger, alors que d'autres s'adaptent parfaitement aux règles de la langue.

Notre recherche consiste à analyser les différents aspects du processus d'adaptation des mots empruntés à l'arabe et à l'anglais dans le discours de BENFODIL, en évoquant en premier l'aspect graphique et phonétique.

3.1. Adaptation phonétique et graphique

Cette adaptation est considérée comme principale, car le premier stade du mot emprunté se limite seulement à la prononciation, comme le confirme J. DERROY : « *La première adaptation que subit un mot emprunté est phonétique et dans une certaine mesure phonologique* »².

Cette dernière est souvent attachée à l'adaptation graphique, d'où naît une double prononciation, l'une francisée et l'autre est la prononciation du mot dans sa langue d'origine. Les systèmes phonologiques des différentes langues ne sont pas toujours les mêmes, en passant d'un système linguistique à un autre, les mots empruntés s'adaptent plus au moins à la diversité des deux systèmes en matière de sons ou bien de l'alphabet phonétique.

On trouve rarement des sons dans la langue donneuse (arabe et anglais dans notre cas) qui n'existent pas complètement dans la langue emprunteuse (français). Nous pouvons donner à ce titre l'exemple du phonème /h/ dans le mot arabe «قهوة» emprunté à la langue française **quahwa**, qui tombe et n'est pas prononcé, car aucun phonème ne lui correspond dans la langue française. Et cela peut parfois rendre le mot emprunté totalement différent de ce qu'il est dans sa langue d'origine. Il s'agit donc dans ce cas de respecter certaines règles de la phonétique proposées par le système de la langue française.

Cette adaptation se fait par la suppression des phonèmes qui n'existent pas dans la langue cible, ou bien par leur remplacement par d'autres qui existent dans la langue française, et qui leur sont plus proches. C'est ainsi pour les graphèmes étrangers, qui à leur

¹ HAMERS et BLANC, *Bilinguisme et Bilingualité*, In BOUGEDAL.L, *Etude de l'évolution des emprunts d'origine arabe dans la langue française à travers deux éditions du dictionnaire LE PETIT ROBERT*, mémoire, université Tizi Ouzou, 2010, [en ligne], URL : www.la%20presse%20ecrite%20f/BOUGDAL_Leila.pdf, consulté le 22/01/2017, à 18h, p. 13.

² DERROY, *L'emprunt linguistique*, cité par, ZEMMAM L, TOUATOU L, *Étude sociolinguistique et lexico-sémantique des langues en usage dans le discours publicitaire des opérateurs téléphoniques algériens*, mémoire, Université Abderahmane Mira, Bejaïa, Algérie, 2016.

tour doivent être aussi remplacés par d'autres qui sont plus conformes à la prononciation française. Comme il faut aussi éviter les signes étrangers qui causent l'obscurité de la graphie et de la prononciation¹.

3.2. Adaptation morphosyntaxique

« Outre l'adaptation phonétique, les mots empruntés subissent aussi une accommodation morphologique spontanée ou progressive qui leur permet de fonctionner aisément et clairement dans le système de la langue »². DEROY, dans ce passage, ajoute à l'adaptation phonétique, qui est la principale, une autre qui est l'adaptation morphologique. Cette adaptation est liée étroitement à la forme des mots empruntés et aux changements qu'ils subissent en passant de la langue d'origine à la langue cible, et cela pour que ces mots fonctionnent clairement dans le nouveau système linguistique auquel ils s'intègrent.

L'emprunt, lors de son passage de la langue source vers la langue cible, s'intègre morphologiquement afin de pouvoir s'adapter à son système, d'où le changement de la structure formelle des mots empruntés. L'emprunt respecte la variation morphologique de la langue cible, et on peut prendre, à ce propos, l'exemple des marques du genre et du nombre des emprunts, qui sont considérées comme un problème crucial puisqu'il se pose pour tous les emprunts. Comme il y a lieu aussi d'évoquer l'exemple des formes du singulier et du pluriel. Parfois même, un mot emprunté peut adopter une forme hybride et ce en mettant les deux langues en contact (français/arabe, français/anglais) dans un seul mot emprunté en ajoutant des affixes, ainsi que les marques du pluriel à un noyau de la langue source (arabe ou anglais).³

3.3. Adaptation sémantique

En plus de l'adaptation phonétique, graphique, morphologique et syntaxique, les mots empruntés peuvent aussi subir des changements sur un cinquième plan, qui est celui du sens, comme le note DEROY : « l'emprunt d'un mot entraîne aussi parfois des modifications sémantiques »⁴.

En passant de la langue source à la langue cible, les mots empruntés ne gardent pas toujours le sens qu'ils désignent dans leur langue primitive. Ils peuvent parfois

¹ YUCEFI.S, *les chroniques dans la presse algérienne d'expression française : analyse de la créativité lexicale Cas de "Raina Raikoum" et "Tranche de vie" dans le "quotidien d'Oran"*, mémoire, université Kasdi MERBAH Ouregla, 2009, [en ligne], URL : www.YUCEFI_Saida%20sémantique.pdf, Consulté le : 30-04-2017, à 14h, p. 81.

² DEROY, *op. cit.*

³ QUEFFELEC. A, « Emprunt ou xénisme : les apparitions d'une dichotomie introuvable ? », [en ligne], URL : www.tere_crucial_tant_en_zones_crolophones_qu_en_Afr.pdf, consulté le 15/02/2017, à 21h, p. 292,

⁴ DEROY, *op. cit.*

conserver ou garder leur sens, mais ils peuvent aussi le dépasser en portant un nouveau sens, ou en perdant complètement leur sens initial.

L'adaptation sémantique est un processus d'assimilation des emprunts dans un nouveau paysage linguistique, où ils se retrouvent face à des notions qui sont parfois identiques à celles de la langue source, et d'autre fois différentes. Ce qui veut dire que le mot emprunté, une fois intégré dans une nouvelle structure d'accueil sémantiquement, reste tantôt fidèle à sa signification d'origine, la dépasse tantôt pour désigner un autre contenu sémantique¹.

Dans cette adaptation, les mots empruntés peuvent être classés selon leur degré de changement sémantique.

3.3.1. La restriction de sens : on parle de la restriction du sens, lors de l'adaptation sémantique des emprunts, quand un mot ou un terme porte dans sa langue source un sens générique, ou même parfois plusieurs sens, et devient ensuite, dans la langue emprunteuse, un terme portant un sens particulier, et qui désigne de ce fait une chose bien précise.

On prend par exemple le mot **Emir** qui signifie largement dans la langue arabe, qui est sa langue d'origine, « **une personne de rang royal, prince** », mais qui prend une signification plus spécifique dans la langue emprunteuse, qui lui attribut le sens de « **terroriste, ou un commandant d'un groupe armé** ».

3.3.2. La préservation de sens : comme nous l'avons déjà signalé, le mot emprunté reste parfois fidèle à sa signification première ou bien d'origine, et il garde la même désignation dans la langue d'accueil.

Pour illustrer cela, nous prenons l'exemple du terme arabe **kif-kif** qui veut dire **pareil**, et qui porte la même signification aussi bien en arabe (algérien) qu'en français.

3.3.3. L'extension de sens : c'est le fait d'élargir les sens des mots empruntés, en leur incluant des sens vastes qui leur donnent plus de signification avec des détails, et en ajoutant à leur sens initial plusieurs autres sens. Cela se réalise par la force de l'usage des mots empruntés par les locuteurs dans un nouveau système linguistique.

¹ KHELLADI.S.A, « processus d'intégration de l'emprunt lexical dans la presse algérienne d'expression française », synergies, n°8, 2012, [en ligne], URL : https://gerflint.fr/Base/Chili8/khelladi_sid_ahmed.pdf, consulté le 14/03/2017, à 22h, p. 79

Prenant l'exemple du mot **harragas**, qui désigne tout simplement « **immigrants clandestins algériens** », mais sa propagation lui accorde un sens qui dénomme largement tout ceux qui voyagent clandestinement à travers le monde.¹

Dans ce type d'adaptation le mot emprunté est conforme à des modifications qui donnent plus de significations à un mot qui ne contient qu'un simple et unique sens dans sa langue d'origine.

4. Les emprunts à l'arabe

En Algérie, la langue arabe occupe la première place dans divers domaines, à l'exemple de l'enseignement et la politique, vu qu'elle est la langue maternelle d'une grande partie de la population. Depuis 1988, elle est devenue une langue véhiculaire et un outil de communication de la population. Même les médias et la presse écrite francophone font recours à cette langue.

Dans plusieurs situations de communication, plus particulièrement dans le discours journalistique, se trouve le contact entre la langue française et la langue arabe. Le contact de ces deux langues nous laisse la possibilité de rencontrer, dans l'usage quotidien, des mots nouveaux qui sont intégrés dans la langue française.

5. Les emprunts à l'anglais (les anglicismes)

Le contact entre le français et l'anglais engendre une richesse dans le lexique de la langue qui emprunte (le français dans notre cas). Cette opération est liée à l'usage de cette langue dans les échanges quotidiens dans les marchés internationaux, comme l'indique MORTUREUX : « *la majorité des emprunts à l'anglo-américain sont liés à l'internationalisation de l'économie, et à l'usage de cette langue dans les échanges* »².

L'anglais est la deuxième langue étrangère en Algérie après le français. L'utilisation de cette langue ne se limite pas seulement à l'enseignement, mais elle est plutôt en usage dans les différentes entreprises et sociétés économiques, et même dans les médias en général et la presse écrite en particulier, tel que le discours de Mustapha BENFODIL, auquel nous allons faire appel tout au long de notre travail.

¹CHAREFEDINE. A, *Intégration linguistique des emprunts à l'arabe dans la presse écrite algérienne d'expression française*, Université Biskra, Algérie, 2014, [en ligne], URL: revues.univbiskra.dz/index.php/fll/article/download/1313/1241, Consulté le : 14-03-2017, à 22h, p. 111.

² MORTUREUX. M. F, *op. cit.*, p. 146.

Conclusion

En conclusion de ce présent chapitre sur l'emprunt linguistique et tout ce qui s'en rapporte, nous espérons avoir présenté un ensemble de traits théoriques en relation direct avec ce procédé et que nous estimons essentiels. Il nous a permis d'exposer aussi les différents types d'emprunts, et leur processus d'adaptation dans les différentes branches du système linguistique de la langue cible qui est le français.

A partir de ce chapitre, nous pouvons dire que ce procédé de formation du lexique, qui est l'emprunt linguistique, est l'un des résultats majeurs engendrés par le contact de langues. Ce dernier est omniprésent dans la presse écrite algérienne d'expression française, vue la présence de plusieurs langues qui se manifestent dans le contexte algérien à savoir l'arabe, le berbère, le français et parfois même l'anglais. De ce fait, on s'est intéressé aux deux langues, que sont l'arabe et l'anglais, en relation avec ce procédé en usage dans le domaine journalistique, d'où nous avons tiré notre corpus. Celui-ci contient des emprunts à l'arabe et des anglicismes, qu'on définit comme un processus à partir duquel une langue incorpore des mots d'une autre langue.

CHAPITRE 02 :
Analyse des emprunts adaptés dans la
langue d'accueil

Introduction

Toutes les langues sont en perpétuelle recherche d'un nouveau lexique (étranger), qui favorise leur enrichissement sur le plan du vocabulaire. Cette continuelle recherche se réalise à travers un processus qui fait recours aux différents procédés de création d'un nouveau lexique. Le procédé d'emprunt revêt donc une importance dans ce processus, ce qui nous a poussés à nous y intéresser et à étudier son adaptation dans la langue française, en général et dans le discours journalistique de BENFODIL, en particulier. Et cela nous donne l'opportunité de l'analyser, selon le type d'adaptation dans le nouveau système linguistique.

De ce fait, nous pouvons dire que le procédé d'emprunt a été toujours influencé par tous les éléments et les niveaux du nouveau système linguistique dans lequel il est intégré et auquel il est adapté. Ceci nous amène à effectuer une analyse linguistique touchant aux différents volets qui englobent les emprunts lors de leur installation au sein de la langue emprunteuse, et ce en se référant aux changements qu'ils subissent sur les différents plans (phonétique/graphique, morphosyntaxique et sémantique).

Ce second chapitre, nous le réserverons à la description du corpus, qui forme notre échantillon d'analyse, et qui est constitué d'un ensemble d'emprunts à l'arabe et à l'anglais. Ces emprunts aux deux langues, nous les mettrons en évidence, à travers leurs cheminements et leurs manifestations dans le lexique de la langue d'accueil, en décrivant les changements et les modifications qu'ils subissent, ainsi que les facteurs linguistiques qui les assimilent dans le lexique du français.

1. Présentation du corpus

Nous avons, dans le chapitre théorique, abordé succinctement le sujet de la presse écrite algérienne d'expression française et les caractéristiques qu'elle porte. Observant la diversité des quotidiens existants et l'ensemble des journalistes qui écrivent dans ces journaux, nous avons pensé qu'il est judicieux de choisir pour notre étude le discours de Mustapha BENFODIL, dans lequel nous avons tiré notre corpus. Notre choix est dicté par le fait que les écrits journalistiques de Mustapha BENFODIL contiennent une matière importante qui répond au besoin de notre sujet de recherche et qui se prête suffisamment à l'analyse.

Notre corpus est donc entièrement puisé dans le discours journalistique de BENFODIL, et est constitué d'une centaine de mots empruntés à l'arabe et à l'anglais qui forment notre échantillon d'analyse.

Dans ce présent chapitre, nous évoquerons en premier lieu le taux d'utilisation des langues par le journaliste dans ses écrits. Dans le cadre de notre recherche, nous avons choisi de travailler uniquement sur les deux langues arabe et anglaise, dans lesquelles proviennent les emprunts qui constituent notre corpus.

En second lieu, nous passerons à l'analyse des critères d'adaptation des emprunts dans le système de la langue emprunteuse. Cette adaptation touche en général à tous les éléments et les branches du système de la langue cible, qui attribue des critères qui lui sont propres, tels que le critère phonétique et graphique, critère morphosyntaxique, et le critère sémantique, et qui contiennent des marques que les emprunts épousent et assimilent, pour qu'ils s'adaptent dans le nouveau système linguistique.

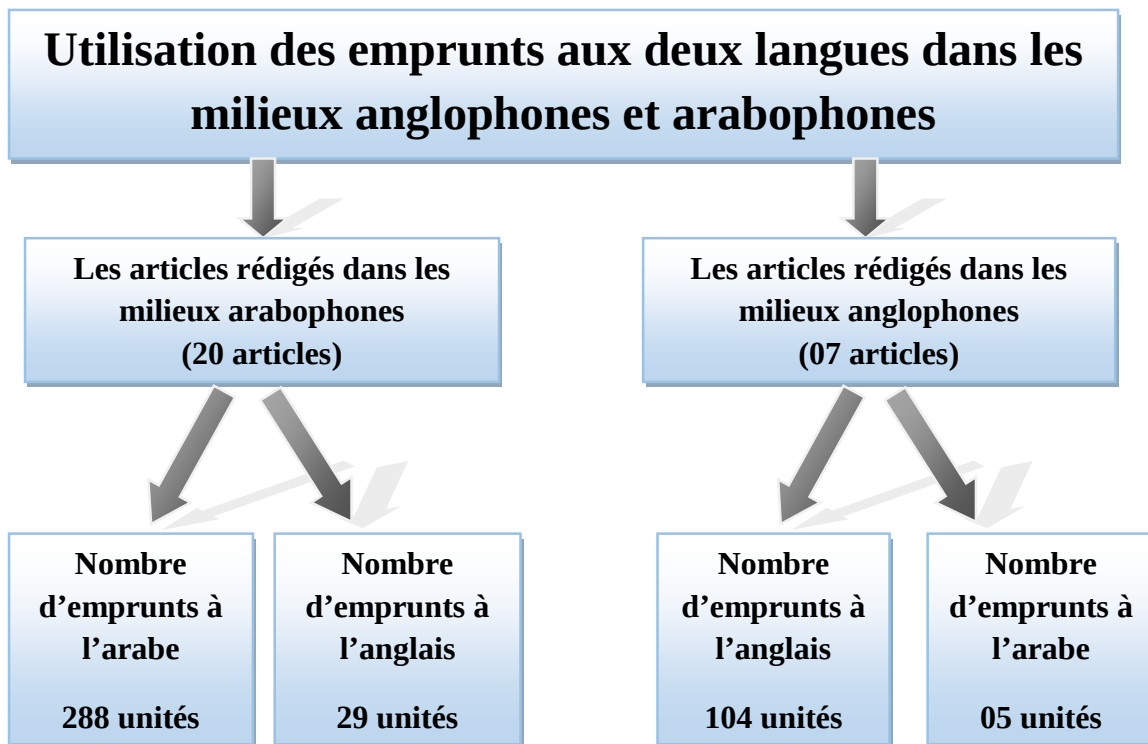
2. Taux d'utilisation des deux langues dans le discours de M. BENFODIL

Nous avons choisi d'organiser notre analyse selon les hypothèses déjà proposées, et ce titre nous aidera à confirmer ou infirmer l'hypothèse qui traite le sujet du milieu social qui influence sur le journaliste.

A partir des lectures effectuées sur l'ensemble des articles journalistiques de BENFODIL, on constate que plusieurs langues se présentent dans ses écrits. Dans notre étude, on se penchera, uniquement sur l'analyse des emprunts aux deux langues déjà citées (arabe et anglais).

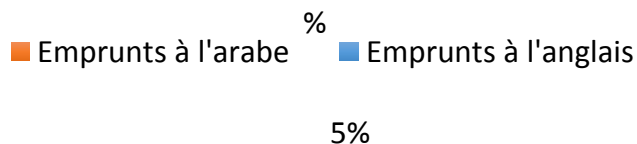
De ce fait, nous essayerons de présenter l'ensemble des emprunts utilisés par BENFODIL selon les milieux où il les a employés. Nous le ferons premièrement sous forme d'un schéma qui englobe le taux d'utilisation des emprunts aux deux langues, et deuxièmement, par des présentations graphiques qui servent à déterminer le taux d'utilisation des emprunts aux deux langues dans les milieux arabophones à l'exemple de l'Algérie et la Tunisie, et dans les milieux anglophones exemple des Etats Unis d'Amérique.

▪ Les emprunts relevés dans les articles de BENFODIL



Ce schéma représente les emprunts aux deux langues que le journaliste emploie dans ses articles, rédigés dans des milieux arabophones et anglophones, et auxquels nous avons eu recours pendant notre analyse.

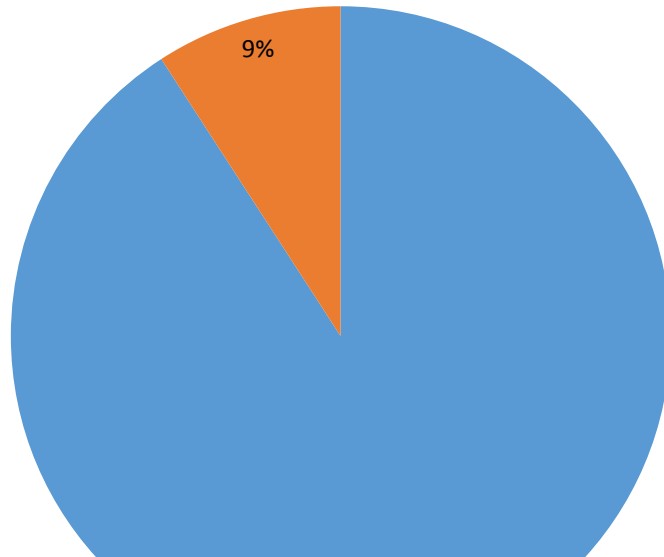
La totalité des emprunts utilisés dans les articles rédigés dans des milieux anglophones 2015/2016



Ce graphique représente l'ensemble des articles rédigés dans des milieux anglophones comme les Etats Unis d'Amérique, ou qui portent des thèmes qui sont en relation avec ces derniers. Ces articles sont en nombre de sept (07), qui contiennent cent quatre (104) unités empruntées à l'anglais, ce qui représentent quatre-vingt-quinze pour cent (95%), et cinq (05) unités empruntées à l'arabe, qui représente cinq pour cent (5%). D'après ces chiffres, nous remarquons que l'ensemble des anglicismes utilisés est élevé par rapport aux emprunts à l'arabe.

La totalité des emprunts utilisés dans les articles rédigés dans les milieux arabophones 2015/2016

■ Emprunts à l'arabe ■ Emprunts à l'anglais



Ce secteur représente à son tour l'ensemble des articles réalisés dans des milieux arabophones, on prend l'exemple d'Iraq et Tunisie, et qui atteignent le nombre de vingt (20) articles, dans lesquels nous avons repéré l'ensemble des emprunts à l'arabe, qui sont au nombre de deux cent quatre vingt huit (288), qui représentent quatre-vingt-onze pour cent (91%), et cinq (05) emprunts à l'anglais, qui représentent neuf pour cent (9%). De ce fait, nous constatons que le taux d'utilisation des emprunts à l'arabe est plus élevé par rapport à celui des emprunts à l'anglais

3. Analyse des critères d'adaptation des emprunts

3.1. Le critère phonétique et graphique

Il est bien évident que les systèmes phonétiques et graphiques varient en passant d'une langue à une autre, tout en observant les difficultés de prononciation et de transcription que posent les emprunts pour les usagers de la langue emprunteuse. Notre corpus, qui est formé, pour rappel, d'un ensemble d'emprunts à l'arabe et d'anglicismes, nous présente certains cas où ces emprunts contiennent une sonorité et une graphie inconnues pour le système phonétique et graphique de la langue d'accueil.

Dans ce qui suit, nous exposerons quelques emprunts à l'arabe, et quelques anglicismes qui ont subi des modifications au niveau de la prononciation et de la transcription.

3.1.1. Adaptation par remplacement des phonèmes

Nous étudierons et analysons ci-après la substitution des phonèmes que subissent les mots empruntés à l'arabe et à l'anglais lors de leur adaptation aux systèmes vocaliques de la langue cible qui est le français dans notre cas.

3.1.1.1. Les emprunts à l'arabe

3.1.1.1.1. Substitution du phonème /ح/ par le phonème /h/

Commençons par le phonème arabe /ح/, qui se transcrit en français par la pharyngale fricative sourde /h/ dans les exemples qui suivent : **sahraoui**, **harraga**. Le phonème /ح/ n'existe pas dans le système phonétique du français, et lors de son intégration dans le nouveau système, il a été substitué par un autre son qui lui est proche ou voisin [h].

Emprunt	Transcription	Le phonème substitué
<i>Sahraoui</i>	[sarawi]	/h/
<i>Harraga</i>	[araga]	/h/

3.1.1.1.2. Substitution du phonème /ħ/ par le phonème /h/

Il en est de même pour le phonème arabe /ħ/, qui se transcrit à son tour en français par le phonème /h/, dans les exemples suivants : **fiqh**, **inch Allah**, **ijtihād**, **djihād**.

Dans ces exemples, le phonème arabe /ħ/ ne figure pas dans le système phonétique du français, et il ne correspond à aucun son français.

Emprunt	Transcription	Le phonème substitué
<i>fiqh</i>	[fiq]	/h/
<i>inch Allah</i>	[inʃala]	/h/
<i>Ijtihad</i>	[iʒtiad]	/h/
<i>Djihad</i>	[dʒiad]	/h/

3.1.1.1.3. Substitution du phonème /ḡ/ par le phonème /k/

Sur la même voie, l'ovulaire fricative sourde /ḡ/ se classe dans le même cadre des phonèmes inexistantes dans le système phonétique du français, ce phonème est orthographié dans le français (**kh**) et parfois (**c**), et dans quelques exceptions par le (**k**), qui se transcrit phonétiquement /k/ dans nos exemples. Nous avons seulement deux exemples qui répondent à la variante phonétique du son /ḡ/ en arabe. Cela figure dans l'exemple **cheikh** et **califat**.

Emprunt	Transcription	Phonème substitué
<i>Cheikh</i>	[ʃɛk]	/k/
<i>califat</i>	[kalifa]	/k/

3.1.1.2. Les emprunts à l'anglais (anglicismes)

Quant aux emprunts à l'anglais, leur prononciation dans la langue française est plus au moins identique à celle de la langue d'origine. Il faut cependant noter que certains phonèmes anglais existent aussi dans la langue d'accueil, et si ce n'est pas le cas, ils seront francisés, puisqu'ils sont inconnus dans le système phonétique de la langue française, comme le souligne OURFAHLI J. : « D'un autre côté, certains mots ont parfois des

sonorités inconnues de la langue d'accueil ; ils peuvent alors être transformés et prendre l'allure de cette langue d'accueil »¹.

3.1.1.2.1. Substitution du phonème /ʌ/ par le phonème /œ/ et /i/

La lettre (**u**) dans les deux lexies **club** et **rush** se prononcent différemment dans les deux systèmes phonétiques (anglais/français). Quant à la prononciation d'origine, la lettre (**u**) se prononce /ʌ/ dans /klu**b**/, /rʌ**ʃ**/. Mais dans le système français, elle se prononce /œ/, [klœb], [rœʃ]. Dans ce cas, le phonème /ʌ/ dans nos exemples a été substitué par un autre phonème plus proche qui est /œ/. Toujours concernant la lettre (**u**), on la retrouve dans la lexie **business** qui se transcrit en anglais /bʌzɪnəs/, mais qui prend une nouvelle prononciation en français qui est le /i/ [biznɛs].

Emprunt	Transcription	Phonème substitué
<i>Club</i>	[klœb]	/œ/
<i>Rush</i>	[rœʃ]	/œ/
<i>Bussiness</i>	[biznɛs]	/i/

3.1.1.2.2. La chute du /h/ dans les anglicismes

Il en est de même pour la pharyngale fricative sourde /h/ dans les lexies suivantes : **hobby** et **hall**, qui se prononcent respectivement en français ['ɔbi] et ['ol], car le phonème /h/ ne correspond à aucun autre phonème figurant dans le système phonétique du français, sauf dans certaines interjections. Ce dernier est parfois muet ou aspiré, par contre en anglais ce phonème est prononcé comme suit /hɒbi/ et /hɔ: l/.

Emprunt	Transcription	Phonème chuté
<i>Hobby</i>	['ɔbi]	/h/
<i>Hall</i>	['ol]	/h/

3.1.1.2.3. Substitution du phonème /əʊ/ par le phonème /o/ou /ɔ/

¹ OURFAHLI, J, *Analyse comparée des emprunts informatiques dans la langue arabe et française*, mémoire de magister, université d'Alep, 2007, [en ligne], URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00412048/document>, consulté le : 27-03-2017, à 11h.

Ajoutons, à ce propos, la lettre **(o)** dans les unités suivantes : **show**, **overdose**, **smartphone**, qui se prononcent en anglais /əʊ/ dans /ʃəʊ/, /'əʊvə(r)dəʊs/, /'smɑː(r)tʃəʊn/, mais qui se prononcent différemment en français /o/ dans **show** [ʃo], et /ɔ/ dans **overdose** [ɔværdɔz], et **smartphone** [smɑrtfɔn].

Emprunt	Transcription	Phonème substitué
<i>Show</i>	[ʃo]	/o/
<i>Overdose</i>	[ɔværdɔz]	/ɔ/
<i>Smartphone</i>	[smɑrtfɔn]	/ɔ/

➤ Nous constatons que le système vocalique anglais est différent de celui du français, vu la présence des diphtongues, comme on le trouve dans les lexies suivantes : **ferryboat**, **mainstream**, **coach**, ainsi que la hauteur de l'intonation et la longueur vocalique dans le son /i/, qu'on ne trouve pas dans le système français, exemple : **clean** /kliː n/, [klin], **streaming** /'striːmiŋ/, [strimiŋ] : Et le son /o/ dans la lexie **score** /skɔː(r)/, [skɔr].

On remarque aussi un autre cas d'adaptation au système phonétique français. Dans ce cas, il s'agit du phonème /r/ qui ne se prononce pas toujours en anglais dans les lexies suivantes **soccer** /'sɒkə(r)/, **leadership** /'liː də(r)ʃɪp/, **dealer** /'diː lə(r)/, vu sa transcription qui ne correspond pas à celle du français, où le /r/ est prononcé ; [sɒkæɹ], [liːdæɹʃɪp], [diːlæɹ].

3.1.2. Adaptation par remplacement des graphèmes

Dans ce critère qui est lié étroitement au critère phonologique, nous examinerons uniquement quelques cas d'emprunts à l'arabe. Nous nous limitons à ces emprunts pour cause d'absence d'anglicismes qui répondent à ce type d'adaptation dans notre corpus. Les emprunts que nous étudierons subissent un remplacement de quelques graphèmes, pour favoriser leur appartenance à un nouveau système graphique.

Pour bien expliquer ce critère, nous avons jugé utile de faire appel à quelques emprunts à l'arabe, qui se trouvent dans notre corpus et qui marquent ce cas d'adaptation.

3.1.2.1. Substitution du graphème (ق) par les graphèmes (q), (k)

Nous entamons cette analyse par le graphème (ق), qui est orthographié par (q) dans le mot **fiqh**, et (k) dans le mot **kalaâ**. Ce graphème se manifeste seulement dans deux exemples tirés de notre corpus.

Le phonème /ق/ n'existe pas dans la langue française, et lors de son déplacement, il a été remplacé par un autre phonème voisin [k], qui est orthographié différemment (k) et (q) dans les exemples cités précédemment.

3.1.2.2. Substitution du graphème (خ) par le graphème (k) et (c)

Il en est de même pour la lettre (خ), qui est orthographiée par deux différents graphèmes (k) et (c) dans les deux exemples cités auparavant.

3.1.2.3. Substitution du graphème (و) par le graphème (ou) ou (w)

Toujours dans la même démarche la lettre (و) prend elle aussi des variantes orthographiques lors de son intégration, comme le graphème (ou) dans le mot **douar**, et le mot **zaouïa**, et le graphème (w) dans **fatwa**, et **wahhabisme**.

3.1.2.4. Substitution du graphème (ع) par le graphème (a) ou (â)

Ajoutant à cette liste de graphèmes, qui prennent différentes variantes orthographiques, la lettre (ع), qui prend deux formes graphiques (a) et (â) dans les exemples : **charia** et **chaâbi**, ces deux graphèmes ne correspondent presque pas à la première forme sonore (ع).

➤ Nous observons aussi la présence de la substitution du phonème /u/ par deux variantes, parfois par le graphème (ou) et d'autres fois par (u), c'est le cas des lexies suivantes : **gourbi** [gurbi], et **mufti** [myfti].

3.2. Le critère morphosyntaxique

Ce titre nous le consacrons à l'analyse des procédés qui sont en relation avec la morphosyntaxe, qui traite des règles de combinaison des morphèmes, et qui regroupe l'étude des formes.

Dans le cadre de notre analyse, nous mettrons en évidence les changements que subissent les mots empruntés que nous prendrons de notre corpus, sur le plan

morphologique et syntaxique. Ce sont les deux éléments que nous évoquerons dans ce qui suit.

3.2.1. Le critère morphologique

On dit que le mot est morphologiquement intégré dans une langue lorsqu'il subit des modifications au niveau morphologique, et lorsqu'il répond aux règles grammaticales de la langue cible, tels que les procédés de l'affixation et ceux du genre et du nombre, et de la composition dans les emprunts à l'anglais.

3.2.1.1. L'affixation

Dans la morphologie, le procédé de l'affixation consiste à ajouter un affixe (suffixe ou préfixe) au radical d'un mot, ce qui modifie le sens ou la fonction de ce dernier, créant ainsi un sens nouveau et un mot nouveau.

Concernant ce paramètre, nous nous pencherons sur un ensemble de mots empruntés à l'arabe et à l'anglais, et où nous verrons la modification morphologique par l'ajout des suffixes ou des préfixes. Nous commencerons cette analyse par un ensemble d'emprunts à l'arabe, ensuite nous passerons aux anglicismes.

3.2.1.1.1. La suffixation des emprunts à l'arabe

Commençons par le suffixe **-isme** dans les exemples **soufisme**, **wahhabisme**, **salafisme**, et **islamisme**, qui signifie une opinion ou un courant religieux, politique... etc.

Passant au suffixe suivant **-iste** qui signifie un partisan d'une opinion ou d'un métier. C'est le cas des mots : **islamistes**, **salafistes**, **djihadiste**, **hittistes**.

On ajoute aussi le suffixe **-ite** qui sert à désigner un des membres d'un peuple, ou des membres d'un groupe religieux ou des partisans d'une doctrine. Citant comme exemples **wahhabite**, **sunnites**, et **mozabite**.

Pour sa part, le suffixe **-èsque** sert à former des adjectifs qui indiquent une caractéristique, une ressemblance, une qualité. Il s'ajoute souvent à un radical issu d'un nom propre. Le seul exemple qui figure dans notre corpus est le mot **Ramadhanèsque**.

Il en est de même pour le suffixe **-ique** qui sert à constituer un adjectif, dans l'exemple **islamique**.

Le tableau suivant résume tous les exemples donnés plus haut.

Emprunt	Radical	Suffixe	Signification du suffixe
<i>Soufisme</i> <i>Wahhabisme</i> <i>Salafisme</i> <i>Islamisme</i>	<i>Soufi</i> <i>Wahhab</i> <i>Salafi</i> <i>Islam</i>	-isme	Un courant, une opinion
<i>Islamistes</i> <i>Salafiste</i> <i>Djihadiste</i> <i>Hittistes</i>	<i>Islam</i> <i>Salafi</i> <i>Djihad</i> <i>Hitt</i>	-iste(s)	Un partisan d'une opinion
<i>Wahhabite</i> <i>Sunnites</i> <i>Mozabites</i>	<i>Wahhab</i> <i>Sunna</i> <i>Mozab</i>	-ite(s)	Membre d'un peuple, d'un groupe religieux, ou des partisans d'une doctrine
<i>Ramadhanèsque</i>	<i>Ramadhan</i>	-èsque	Adjectif indiquant une caractéristique, une ressemblance, ou une qualité
<i>Islamique</i>	<i>Islam</i>	-ique	Adjectif

3.2.1.1.2. La préfixation des emprunts à l'arabe

Dans notre corpus nous n'avons marqué qu'un seul cas de préfixation, il s'agit ici de l'emprunt à l'arabe **anti-sunnite**, qui se compose du préfixe **anti-** qui exprime l'opposition et d'une base arabe **sunnite**.

3.2.1.1.3. La préfixation des anglicismes

Quant aux anglicismes, nous tenons à signaler que dans notre corpus, il ne figure qu'un seul cas de préfixation, et qui est celui du préfixe dans le substantif **anti-black**, qui se compose du préfixe **anti-** qui exprime l'opposition et de l'anglicisme **black** qui signifie une personne de race noire.

3.2.1.2. Le nombre

Toujours dans le cadre de la morphologie, le critère du nombre représente la catégorie grammaticale qui sert à déterminer la quantité des unités (noms-adjectifs-pronoms-verbes...).

Dans notre travail de recherche, ce critère sera réservé pour l'analyse des emprunts à l'arabe et à l'anglais dans la langue française, en expliquant les différentes formes du pluriel que peut prendre un mot emprunté.

Pour former le pluriel de ces mots, plusieurs possibilités interviennent dans le processus du marquage du pluriel des emprunts à l'arabe.

3.2.1.2.1. Le pluriel des mots est arabe

Il s'agit des cas lorsqu'un mot arabe garde sa forme du pluriel, même lors de son installation dans le système du français, sans que ce mot ne prenne aucune marque grammaticale qui désigne le pluriel, mais qui se note à partir de sa sémantique.

Dans cette possibilité, nous n'avons qu'un seul mot présent dans notre corpus qu'on peut prendre comme exemple : **moudjahidine**.

3.2.1.2.2. Le pluriel des mots est de formation française

Cela est le cas lorsqu'on ignore les règles grammaticales de formation du pluriel des mots de la langue source, ce qui laisse place aux règles grammaticales de la langue cible pour former le pluriel des mots en leur ajoutant le (s).

On mentionne à titre d'exemple les mots suivants : **hittistes, wahhabites, chiites**.

3.2.1.2.3. Le pluriel des anglicismes par l'attribution de la marque du pluriel du français « s »

Le marquage du pluriel dans le système linguistique de l'anglais ne diffère pas de celui du français, vu les similitudes existantes entre ces deux systèmes, où la majorité des lexies anglaises prennent le « s » comme marque du pluriel. Le processus le plus utilisé dans notre corpus est celui de la détermination par (**des/les**) plus la marque du pluriel « s ».

Pour illustrer ce propos, nous présenterons quelques exemples dans un tableau qui contient certains anglicismes relevés de notre corpus, et leurs marques du pluriel :

Anglicismes	Déterminant	Anglicisme au singulier	Marque du pluriel
Des news	Des	New	(s)
Des leaders	Des	Leader	(s)
Des gangs	Des	Gang	(s)
Les parkings	Les	Park	(s)
Des barbecues	Des	Barbecue	(s)
Des boy-scouts	Des	Boy-scout	(s)
Des campings	Des	Camping	(s)

3.2.1.3. Le genre

Quant au procédé du genre, il sert à déterminer le genre du mot (féminin/masculin). Le genre des mots empruntés est souvent relatif à celui de la langue d'origine. Cette idée a été confirmée par QUEFFELEC dans ce passage : « *pour le genre, l'emprunt est doté d'une mémoire forte puisqu'il conserve généralement son genre d'origine* »¹. Ce qui veut dire que le genre des mots empruntés garde souvent les marques qui les caractérisent dans la langue d'origine. Ce qui marque cette catégorie dans la langue française c'est la présence des indices qui ont pour objectif de déterminer la nature des mots empruntés, tels que les articles définis et indéfinis et autres. Ces derniers constituent l'indice d'intégration des emprunts à l'arabe et à l'anglais, comme l'affirme HORDE : « *L'intégration morphosyntaxique d'un terme étranger est considérée comme achevée à partir du moment où il reçoit des affixes, marques de genre, de nombre, suffixes* »².

3.2.1.3.1. Le genre des emprunts à l'arabe

Dans ce critère, les mots empruntés à l'arabe qui figurent dans notre corpus sont déterminés par des articles définis (la, le), et indéfinis (un), c'est ce qui nous laisse la possibilité de les considérer comme des emprunts adaptés et intégrés. C'est ce qui figure dans le tableau suivant :

¹ QUEFFELEC.A, *Des migrants en quête d'intégration : les emprunts dans le français d'Afrique*, Université de Provence, 1998, [en ligne], URL : <http://www.unice.fr/bcl/ofcaf/12/Queffelec.htm>, Consulté le : 02-04-2017, à 21h.

² HORDE.T, « Note sur l'emprunt », in Bref n°12, 1977, p. 47, cité par, SERIDJ. F, *Etude lexico-sémantique des anglicismes informatiques dans la langue française : Cas des revues électroniques*, mémoire de magister, Université de Bejaia, Algérie, 2012.

Emprunt	Genre/nombre	Déterminant	Remarque
La fatwa La zakat	Féminin/singulier	La	Article défini « la » + base arabe
Le mufti Le cheikh	Masculin/singulier	Le	Article défini « le » + base arabe
Un imam Un haouch	Masculin /singulier	Un	Article indéfini « un » + base arabe

3.2.1.3.2. Le genre des anglicismes

Le genre des anglicismes dans la langue emprunteuse est indiqué par plusieurs procédés : on peut le trouver marqué par la présence des articles qui le détermine comme nous l'avons déjà signalé dans le genre des emprunts à l'arabe, où bien par une marque qui est suffixée à l'anglicisme, et parfois c'est le contexte grammatical qui le détermine.

Dans notre cas, le genre des anglicismes qui figurent dans notre corpus est marqué par la présence des déterminants (articles définis/indéfinis), comme on le constate dans cet ensemble d'anglicismes présentés dans le tableau ci-dessous :

Anglicisme	Genre /nombre	Déterminant	Remarque
<i>Le club</i> <i>Le football</i> <i>Le consulting</i> <i>Le fair-play</i>	Masculin/singulier Masculin/singulier Masculin/singulier Masculine/singulier	Le	L'article défini « le » + anglicisme
<i>Un fan</i> <i>Un t-shirt</i> <i>Un job</i>	Masculin/singulier Masculin/singulier Masculin/singulier	Un	L'article indéfini « un » + anglicisme

➤ Nous tenons à noter que dans le système linguistique anglais, l'aspect du genre n'est pas indiqué, il connaît uniquement l'usage de l'article indéfini « a » ou « an » qui précède un nom ou un adjectif, contrairement au système linguistique français qui marque le genre des mots et qui distingue le féminin du masculin.

3.2.1.4. La composition

La composition dans la linguistique est le fait de juxtaposer deux mots existants dans une langue pour former un autre qui est nouveau. Comme le cite J. M. ESSONO, la composition est un « *processus morphologique qui forme, par association de lexèmes, des unités lexicales complexes pouvant figurer de façon autonome dans une phrase et susceptible de fonctionner comme un élément simple ou indépendant* »¹.

Dans ce cas, il s'agit d'un ensemble d'anglicismes puisés de notre corpus, qui se forment à base de deux unités indépendantes, dont l'une est d'origine anglaise. Il s'agit donc de la composition dite hybride.

Les composés hybrides de notre corpus prennent une forme graphique séparée par un trait d'union, comme dans **anti-blacks** et **boy-scouts**.

- **Anti-blacks** : de **anti-** élément savant exprimant l'opposition, et de **-blacks** qui signifie une personne de race noire.
- **Boy-scouts** : de **boy-** qui signifie un jeune garçon, et de **-scout** qui signifie celui qui fait partie d'une organisation de scoutisme.

3.2.2. Le critère syntaxique

Le critère syntaxique se manifeste souvent dans une phrase ou bien dans un énoncé, où le mot emprunté se trouve intégré syntaxiquement aux règles de la langue d'accueil. Dans ce cas, la syntaxe dépasse le cadre de la structure et de la combinaison des unités qui forment une phrase, pour toucher aux autres éléments, comme les déterminants, ainsi que les adjectifs et autres. Dans ce qui suit, nous présenterons le critère de la détermination des mots empruntés à l'arabe et à l'anglais relevés de notre corpus.

3.2.2.1. La détermination

Tous les emprunts se soumettent au mode d'actualisation de la langue dont ils s'intègrent. C'est ainsi qu'ils prennent des marques qui les déterminent, tels que les articles définis/indéfinis, et les adjectifs démonstratifs, possessifs... etc. Ces derniers jouent un rôle

¹ ESSONO J.M, *Précis de linguistique générale*, l'Harmattan, Paris, 1998, p. 113.

très important dans l'accord du genre et du nombre des mots empruntés. Dans ce qui va suivre, nous nous baserons uniquement sur les articles définis et indéfinis des unités empruntées, relevées de notre corpus, qui sont adaptées au système syntaxique français, vu que cette détermination respecte la morphologie des unités empruntées, et les règles syntaxiques de la langue emprunteuse, dans les exemples que nous avons pu relever.

3.2.2.1.1. Les articles définis des emprunts à l'arabe

Nous pouvons apercevoir ces articles définis dans les exemples des emprunts à l'arabe suivants :

- **La fatwa, La charia, La zakat, La kalaâ**, ces emprunts portent un déterminant français « **la** » qui indique le genre féminin, singulier, en se référant à leur genre dans la langue d'origine.
- **L'Emir, Le mufti, Le cheikh, L'ijtihad**, ils se composent d'un déterminant français « **le** » qui démontre le genre masculin, singulier, et d'une base arabe du genre masculin, singulier.
- **Les moudjahidine, Les salafistes, Les soufis, Les ibadites**, ces unités, à leur tour, portent un déterminant français « **les** » du genre masculin ou/et féminin, pluriel, ajouté à une base arabe.

Nous pouvons dire que dans ce cas, les emprunts sont actualisés par le système linguistique français.

3.2.2.1.2. Les articles définis des anglicismes

En ce qui concerne ce type d'emprunt, nous exposerons à cet effet un ensemble d'anglicismes déterminés par des articles français.

- **Le club, le consulting, le show, le foot, le week-end**, ces anglicismes se composent d'un déterminant français qui est l'article défini « **le** » qui indique le genre masculin, singulier, et d'une base anglaise.
- **Les parkings, les leaders**, ces lexies sont formées d'un déterminant français du genre masculin, pluriel, « **les** », et d'une base anglaise.

3.2.2.1.3. Les articles indéfinis des emprunts à l'arabe

Les articles indéfinis jouent le même rôle que les premiers dans la détermination du genre et du nombre des unités empruntées. C'est ce que nous constaterons dans cette liste d'exemples :

- **Un salafisme, un haouch, un imam**, ces unités sont formées d'un déterminant français indéfini du genre masculin singulier « **un** » et d'une base arabe aussi du genre masculin.
- **Des sunnites, des guitounes, des douars**, dans ce cas, ces emprunts portent un déterminant français « **des** » qui indique le pluriel des emprunts qui sont du genre masculin ou/et féminin.

3.2.2.1.4. Les articles indéfinis des anglicismes

- **Un t-shirt, un parking, un speech, un job** : ces unités empruntées à l'anglais sont composées d'un déterminant français qui est l'article indéfini « **un** » qui indique le genre masculin, singulier et d'une base anglaise.
- **Des campings, des boy-scouts, des barbecues, des news**, ces lexies portent un déterminant français « **des** » qui indique le genre masculin ou/et féminin au pluriel, et une base anglaise.

➤ Dans ce qui précède, nous pouvons constater que les anglicismes de notre corpus sont déterminés par l'un des articles définis (**le, les**) et indéfinis (**un, des**), et qu'ils appartiennent au genre masculin. On remarque l'absence totale des déterminants qui indiquent le genre féminin (**la, une**).

3.3. Le critère sémantique

Outre les critères phonologiques/graphiques et morphosyntaxiques, il existe aussi le critère sémantique qui demeure une étape essentielle que peut subir un mot emprunté lors de son installation dans un nouveau système linguistique. Cette partie de notre étude nous la réserverons à une analyse purement sémantique pour déterminer les différentes

difficultés qui se rapportent au volet sémantique des mots empruntés à l'arabe et à l'anglais dans la langue française, utilisés dans le discours journalistique de BENFODIL.

Il est bien évident qu'en passant d'un système linguistique à un autre, un mot emprunté peut changer de sens, comme il peut aussi prendre de nouvelles significations surtout quand ces deux systèmes sont génétiquement éloignés. C'est dans ce cas que le mot emprunté est considéré comme bien intégré dans le système de la langue d'accueil : *« D'ordinaire une mutation sémantique des emprunts est signe de leur insertion dans le système de la langue d'accueil. »*¹

La nature des modifications sémantiques que prend un mot emprunté se classe selon différents types d'adaptation sémantique. Le plus souvent une unité empruntée garde la même sémantique de la langue d'origine, cela est justifié par le biais du bilinguisme, et du plurilinguisme des locuteurs. Comme il peut y avoir aussi restriction ou extension du sens, des procédés du changement sémantique que nous traiterons à partir d'un ensemble de lexies empruntées à l'arabe et à l'anglais, en se référant à quelques dictionnaires².

3.3.1. Restriction de sens

Ce procédé se détermine par le fait de la diminution du sens d'un mot emprunté. Autrement dit, ce dernier perd, lors de son installation dans un nouveau système linguistique, la charge sémantique qu'il possède dans sa langue d'origine, pour se limiter à une seule signification. Il s'explique aussi par le fait de partir d'une idée générale, dans la langue source, pour arriver à une autre idée qui est particulière et précise dans la langue d'accueil. Nous exposerons à cet effet, quelques emprunts à l'arabe et quelques anglicismes tirés de notre corpus, et qui répondent à ce procédé qui se rapporte à la sémantique.

3.3.1.1. Restriction de sens des emprunts à l'arabe

- **Douar** : dans la langue d'origine qui est l'arabe, ce mot porte plusieurs sens. Il est donc polysémique, selon Le Larousse dictionnaire arabe³, ce mot désigne : « 1) La chose qui tourne autour d'elle. 2) La partie de la rotation dans un appareil. 3) Habitation d'une

¹ SEMMAR. N, *La néologie dans le français d'Algérie*, thèse d'état, cité par CHAREFEDINE. A, *Intégration linguistique des emprunts à l'arabe dans la presse écrite algérienne d'expression française*, Université de Biskra, 2014, [en ligne], URL: revues.univbiskra.dz/index.php/fil/article/download/1313/1241, Consulté le : 14-03-2017, à 22h, p. 109.

² LAROUSSE Dictionnaire Arabe, 1989. LAROUSSE De La Langue Française, 2002. Oxford Advanced Learner's Dictionary, 8th Edition, 2010. Le Petit LAROUSSE grand format, 2005. Le petit LAROUSSE illustré, 2014. Le Nouveau Petit Robert de la langue française, 2007.

³ LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 480.

grande famille. 4) Rotation constante. » Mais en français, selon Larousse de la langue française¹, il désigne seulement « l'agglomération de tentes disposées en cercle que les Arabes nomades installent temporairement et aussi une division administrative rurale en Afrique du nord. »

- **Minaret** : en arabe, ce mot désigne², « 1) Le cierge. 2) Phare. 3) La Tour de la perrière », mais en français, il a gardé uniquement le sens³ d' « une tour d'une mosquée de laquelle le muezzin invite les fidèles à la prière. »

- **Zaouïa** : en arabe, il désigne⁴, « 1) Une pièce dans une maison. 2) Etablissement religieux. 3) Un refuge pour les pauvres. 4) Une équerre. 5) En géométrie, c'est le point de convergence de deux lignes droites. » En français, il signifie⁵ seulement « un établissement religieux sous l'autorité d'une confrérie musulmane spécialement affecté à l'enseignement. »

3.3.1.2. Restriction de sens des anglicismes

- **Short** : ce mot désigne en anglais, selon Oxford Advanced Learner's Dictionary⁶. « 1) Mesurer ou convertir une petite longueur ou une distance plus petite que d'habitude. 2) Pour une personne, il désigne la petite taille. 3) Prendre une petite durée ou moins de temps que d'habitude. 4) Qui semble avoir passé très vite. 5) Qui ne possède pas assez de quelque chose. 6) N'ayant pas assez de qualité particulière. 7) Qui ne fournit pas autant que vous avez besoin (la disponibilité). 8) Moins de nombre de montant ou de distance nécessaire. 9) Ayant de la difficulté à respirer (maladie). 10) Forme plus courte d'un nom ou d'un mot. 11) parler à quelqu'un en utilisant quelques mots d'une manière ridicule. 12) En phonétique, il désigne une voyelle courte qui se prononce dans un temps très court. » En français, il désigne⁷ « une culotte très courte que l'on porte pour faire du sport, en vacance. »

- **Patchwork** : « 1) C'est un type de travail à l'aiguille dont lequel les petites pièces de tissu de couleurs différentes ou de dessins, sont cousus ensemble, 2) Une chose qui est composée de beaucoup de pièces différentes »⁸. Et en français, il désigne⁹ « un ouvrage

¹ LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 573.

² LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 1241.

³ LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1161.

⁴ LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 595.

⁵ LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 2041.

⁶ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1417.

⁷ LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1735.

⁸ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1112.

⁹ LAROUSSE De La Langue Française, op.cit, p. 1351.

formé par l'assemblage de divers carrés d'étoffe ou de tricot pour faire des tapis, des couvertures. »

- **Web** : « 1) Toile d'araignée. 2) Un motif compliqué de choses qui sont étroitement liées les unes aux autres. 3) Toile d'araignée mondiale (Wold Wide Web). 4) Un morceau de peau qui rejoint les orteils de quelques oiseaux et des animaux qui nagent. »¹ Mais sa signification en français se limite uniquement à celle de « toile d'araignée mondiale, qui est un système basé sur les liens hypertextuels permettant l'accès aux ressources du réseau internet. »²

- **Basket-ball** : ce mot en anglais désigne³ : « 1) Un jeu pratiqué par deux équipes de cinq joueurs, qui utilisent un ballon, où les joueurs essayent de lancer le ballon dans le panier. 2) Le ballon utilisé dans ce jeu ». Mais qui signifie selon Le Petit Larousse⁴ uniquement en français, « sport qui oppose deux équipes de cinq joueurs, et qui consiste à faire entrer le ballon dans un anneau muni d'un filet fixé sur un panneau à 3.05 cm du sol. »

- **Staff** : cet anglicisme signifie⁵ en anglais : « 1) Un groupe de travailleurs qui forment une organisation. 2) Les gens qui travaillent dans une école, collège, ou dans une université, mais qui n'enseignent pas les étudiants. 3) Groupe d'officiers supérieurs de l'armée qui aident un commandant. 4) Un long bâton utilisé comme support lors de la marche ou de l'escalade. 5) Un ensemble de cinq lignes sur lesquelles la musique est écrite ». Mais en français il désigne selon Le Petit Larousse Illustré⁶ : « 1) Groupe formé par les dirigeants d'une entreprise, d'une organisation. 2) Groupe de personnes travaillant ensemble ; équipe, service. »

- **Challenge** : en anglais ce mot signifie⁷ : « 1) Une tâche nouvelle ou difficile qui teste la capacité et la compétence de quelqu'un. 2) Une invitation ou une suggestion à quelqu'un qu'il entre dans une compétition ou dans un combat. 3) Une déclaration ou une action qui montre que quelqu'un refuse d'accepter quelque chose et se demande si c'est juste ou légale ». En français, cet emprunt signifie : « 1) Epreuve sportive dans laquelle le gagnant détient un objet jusqu'à ce qu'un concurrent l'en dépossède. 2) Cet objet lui-même. »

¹ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1746.

² Le Nouveau Petit Robert de la langue française, 2007, op. cit, p. 2751.

³ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op cit, p.112.

⁴ Le Petit LAROUSSE grand format, op.cit, p. 148.

⁵ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1499.

⁶ Le petit LAROUSSE illustré, op.cit, p. 1090.

⁷ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 238.

3.3.2. Préservation de sens

Ce procédé comme nous l'avons signalé auparavant est le plus fréquent. Le mot emprunté maintient son sens original et garde sa sémantique (polysémie/monosémie), qu'il possède dans sa langue d'origine. Cela s'explique, comme nous l'avons aussi mentionné, par le bilinguisme, ou bien par le plurilinguisme des locuteurs, ce qui constitue le facteur principal de cette conservation sémantique, comme l'indique SEMMAR dans ce passage : « *le bilinguisme (plurilinguisme) des locuteurs et leurs connaissances de la langue source constituent assurément le facteur primordial de cette conservation.* »¹

3.3.2.1. Préservation de sens des emprunts à l'arabe

- **Imam** : en arabe et en français², cet emprunt désigne « le titre donné au successeur de Mahomet et à ceux d'Ali, c'est aussi le chef de prière dans une mosquée, c'est celui qui dirige une communauté musulmane. »
- **Ramadhan** : cet emprunt désigne dans les deux langues³ : « le neuvième mois de l'année de l'hégire, mois lunaire pendant lequel les musulmans doivent s'astreindre à l'abstinence, prescription religieuse de ce mois. »
- **Chèche** : cet emprunt signifie⁴ « une longue écharpe de coton qui peut servir de coiffure (on appelle « chèches » des écharpes arabes dont on peut faire tout ce qu'on veut). »
- **Burnous** : « c'est un grand manteau de laine à capuchon et sans manches, c'est aussi un peignoir de bain pour bébé à capuchon et sans manches. »⁵

3.3.2.2. Préservation de sens des anglicismes

- **Remake**⁶ : « nouvelle version d'un film ancien. »
- **Self-control**⁷ : « maîtrise de soi. »

3.3.3. Extension de sens

¹ SEMMAR. N, *La néologie dans le français d'Algérie*, idem.

² LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 108. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 934.

³ LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 551. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1564.

⁴ LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 709. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 324.

⁵ LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 151. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 243.

⁶ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1289. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1605.

⁷ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 1387. et LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1716.

Contrairement au procédé de la restriction, l'extension sémantique est le fait d'élargir un sens que porte un mot emprunté, pour qu'il dépasse sa désignation première, qu'il possède dans la langue d'origine, pour avoir de nouvelles significations dans la langue d'accueil. Cela soit par le passage d'un hyponyme à un hyperonyme, pour désigner toute une classe d'objet, soit par l'ajout de nouvelles significations, à la signification initiale. Ce changement est dû à la force d'usage de ces unités empruntées. Comme le démontrent les exemples ci-dessous.

3.3.3.1. Extension de sens des emprunts à l'arabe

- **Califat** : mot arabe qui signifie ¹: « un titre donné aux gouverneurs musulmans dans les siècles précédents ». Mais en français ce terme porte toute une liste de significations², à savoir : « 1) dignité de calife. 2) territoire soumis au calife. 3) durée de règne d'un calife ou d'une dynastie du pouvoir spirituel et temporel. »

- **Harragas** : ce terme dans le contexte algérien désigne³ uniquement « les émigrants clandestins algériens. » Par contre, dans le contexte français⁴, ce terme a pris largement un sens générique qui englobe « tous ceux qui voyagent clandestinement dans le monde. »

3.3.3.2. Extension de sens des anglicismes

- **Tramway** : cette lexie en anglais désigne⁵ seulement : « les rails qui forment l'itinéraire d'un tram. » Et en langue française, ce terme s'élargit pour porter deux significations⁶ : « 1) Chemin de fer urbain à traction électrique. 2) Véhicule qui circule sur des rails. »

- **Jogging** : cet anglicisme porte un seul sens⁷, « c'est celui de l'activité de courir lentement et régulièrement comme une forme d'exercice. » Mais dans la langue française elle porte deux différentes significations selon Le Petit Larousse Illustré ⁸: « 1) Une course à pied pratiquée pour l'entretien de la forme physique, sur des terrains variés. 2) Survêtement utilisé pour cette activité. »

¹LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 419.

²LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 256.

³LAROUSSE Dictionnaire Arabe, op. cit, p. 615.

⁴ Le Petit LAROUSSE grand format. op. cit, p. 910.

⁵ Oxford Advanced Learner's Dictionary. op. cit, p. 1664.

⁶LAROUSSE De La Langue Française, op. cit, p. 1919.

⁷ Oxford Advanced Learner's Dictionary, op. cit, p. 836.

⁸ Le PETIT LAROUSSE I illustré, op. cit, p. 639.

Conclusion

En arrivant à la fin de ce chapitre qu'on a consacré à l'analyse des emprunts à l'arabe et à l'anglais, nous pouvons dire que le milieu social influence le journaliste et ses écrits, voyant la totalité des emprunts employés dans les deux différents milieux (arabophone et anglophone) où le nombre des emprunts à l'arabe employés dans les milieux arabophones est plus élevé par rapport à ceux à l'anglais, et vice versa, en suivant leur processus d'adaptation sur les différentes branches de la linguistique, nous pouvons dire que les emprunts intégrés dans la langue d'accueil, prennent et épousent les critères de cette dernière, afin de mieux s'adapter à leurs systèmes. Nous citons le critère d'adaptation phonétique et graphique, où les lexies empruntées à l'arabe et à l'anglais présentent l'absence de similarité avec le système de la langue d'accueil, d'où proviennent les difficultés de prononciation. C'est ce qui nous a poussé à présenter quelques cas d'adaptation phonétique et graphique, où la langue française a imposé à certaines lexies une substitution de phonèmes et de graphèmes, pour maintenir une prononciation et une transcription purement française.

Quant au critère d'adaptation morphosyntaxique, nous avons exposé quelques marques morphologiques et syntaxiques, que la langue française a attribué aux emprunts à l'arabe, et aux anglicismes que nous avons pris de notre corpus, tels que les déterminants, les affixes, la composition ainsi que les marques qui indiquent le genre et le nombre de ces emprunts, qui gardent en général, leur genre de la langue d'origine.

Enfin, nous avons ainsi évoqué le critère d'adaptation sémantique, qui présente à son tour des mutations qui se rapportent au volet de la sémantique, et qui touchent en général la majorité des unités empruntées.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

Le phénomène de contact de langues en Algérie, a donné naissance à plusieurs procédés de formation de lexique, parmi eux, on distingue celui de l'emprunt linguistique, qui est considéré comme un moyen important, qu'une langue donnée utilise dans le but d'enrichir son lexique.

Dans notre travail, l'analyse que nous avons effectuée, n'est qu'un essai d'analyser certains emprunts à l'arabe et à l'anglais, utilisés dans le discours journalistique de M.BENFODIL, et qui forment notre corpus qui est limité à une centaine d'unités, mais qui est varié. Cela est dans le but de répondre à notre problématique posée précédemment.

Notre thème porte sur l'adaptation des emprunts à l'arabe et à l'anglais dans le discours journalistique de M.BENFODIL, qui a pour objectif de répondre à la problématique suivante : Est-ce que les emprunts aux deux langues employés par ce journaliste sont adaptés au lexique de la langue française ?

Pour conclure ce travail, nous tenons à répondre à notre problématique de départ, en suivant l'ensemble des hypothèses posées. Nous pouvons dire que la totalité des emprunts relevés dans les articles de BENFODIL qui forment notre corpus, sont adaptés dans le lexique de cette dernière qui est le français. Et que ce journaliste utilise souvent un langage inspiré par le milieu social où il rédige ses écrits. Ces emprunts lors de leur adaptation subissent des changements au niveau de leurs prononciations, de leurs formes et de leurs sens.

Pour confirmer l'hypothèse qui aborde le sujet du milieu social qui influence le journaliste, nous avons fait appel premièrement, à un schéma qui représente le taux d'utilisation des deux langues dans les milieux anglophones et arabophones, dans l'ensemble des articles que nous avons étudié, deuxièmement aux graphes dans lesquels nous avons justifié l'influence du milieu social sur le journaliste.

Et pour justifier le processus d'adaptation de ces emprunts au lexique du français, nous avons effectué une analyse sur les différents aspects, à savoir le critère phonétique et graphique, morphosyntaxique et sémantique, et les changements qu'ils attribuent à ces emprunts, afin de les adapter dans le lexique de la langue emprunteuse.

Pour ce qui est de l'adaptation phonétique et graphique, d'après l'ensemble des emprunts que nous avons analysé, nous avons constaté beaucoup de changements et de modifications au niveau de leurs transcriptions, et de leurs graphies. Cela revient à la

Conclusion générale

divergence qui existe entre les trois systèmes, au niveau phonétique et graphique, du français, de l'arabe et de l'anglais, d'où on a tiré des exemples d'emprunts qui contiennent des sons qui n'existent pas dans le système phonétique du français. Exemple de la prononciation des phonèmes arabe /ح/ et /ل/ qui ont été substitués par le phonème français /h/. Dans le cas des anglicismes, nous avons remarqué qu'ils s'adaptent au lexique du français, soit par la substitution des phonèmes, exemple du phonème anglais /ʌ/ qui est a été remplacé par le phonème français /œ /, soit par la chute du phonème /h/ dans la langue d'accueil.

D'autres exemples d'emprunts qui contiennent, à leur tour, des graphèmes qui n'existent pas dans le système du français. Exemple de graphème arabe (ع).

Pour cela, nous avons indiqué l'absence de certains phonèmes et graphèmes dans le système de la langue française, ce qui mène à les substituer par d'autres qui leurs sont proches ou voisins, afin d'élaborer quelques arrangements de prononciation et de transcription.

Quant à l'adaptation morphosyntaxique, nous pouvons dire que les emprunts adaptés à la langue française ont subi des modifications au niveau de leur forme et de leur syntaxe. Et cela par plusieurs procédés, à savoir l'ajout des affixes propre à la langue française qui aboutissent à la production de nouveau terme dans le lexique de la langue emprunteuse. Ainsi que l'attribution des marques qui indiquent la catégorie du genre et du nombre, à partir des emprunts que nous avons analysés, nous avons pu constater que les emprunts à l'arabe gardent en général le genre de leur langue d'origine. Et pour les anglicismes que nous avons étudiés, nous avons remarqué que c'est la langue française qui leur a assimilé la catégorie du genre, vu qu'elle n'est pas déterminée dans le système de la langue anglaise.

Quant à la catégorie du nombre, la majorité des emprunts à l'arabe et à l'anglais, que nous avons analysé à ce sujet, ont épousé les marques du pluriels françaises comme l'ajout de « s » à titre d'exemple.

Dans le même sillage, l'ensemble des emprunts auxquels nous avons effectué une analyse, ont subi des marques syntaxiques qui renvoient à la langue française, à l'image de la détermination.

Conclusion générale

Un autre indice morphologique qu'on a repéré au sein de notre corpus, qui s'agit du procédé de la composition, à ce propos, nous tenons à dire que nous avons tiré qu'un seul composé, dit hybride, voire sa forme qu'est à base de deux mots, l'un est d'origine anglaise et l'autre d'origine française. Les emprunts que nous avons analysé et qui sont intégrés, sont adaptés à sa morphologie.

Concernant l'adaptation sémantique, plusieurs changements ont été repérés à travers les emprunts aux deux langues qu'on a analysé, au niveau de leurs sens. Ces emprunts ont subi des modifications soit par la restriction de sens, qui consiste à diminuer le sens (du général au particulier), soit par la préservation de sens, ou par son extension, en lui accordant des significations nouvelles.

Nous pouvons déduire que les emprunts linguistiques aux deux langues, employés dans le discours journalistique de BENFODIL, que nous avons analysés au cours de notre recherche, sont adaptés au système linguistique de la langue française, en respectant les règles de la phonétique, de la graphie, de la morphosyntaxe et de la sémantique de cette dernière.

Signalons, avant de terminer l'ensemble des empêchements que nous avons rencontré au cours de notre modeste travail de recherche. Nous aurions aimé approfondir notre présente étude, et aller plus dans le détail, mais la contrainte du temps, nous est limité, ne nous a malheureusement pas permis de le faire. Ainsi que la documentation qui ne nous a pas été favorables.

Finalement, nous pouvons dire que ce présent travail nous ouvre d'autres portes d'exploitation dans le domaine de l'adaptation des emprunts à l'arabe et à l'anglais employés particulièrement dans le discours journalistique de BENFODIL. Nous aimerions creuser davantage dans cette étude pour aboutir à une recherche plus profonde.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Ouvrages et articles

- BOUMEDINI. B, DADOUA. H, « Catégorie d'emprunt dans la chanson rap en Algérie l'exemple des groupes : T.O.X, M.B.S et Double Canon », Université de Mostaganem, Algérie, in Synergies n°8, 2009.
- CHERIGUEN.F, *les mots des uns, les mots des autres : le français au contact de l'arabe et du berbère*, CASBAH, Alger, 2002.
- ESSONO. J. M, *Précis de linguistique générale*, Harmattan, Paris, 1998.
- GAUDIN. F, GUESPIN. L, *Initiation à la lexicologie française. De la néologie aux dictionnaires*, Duculot, Paris, 2000.
- LOUBIER.C, *De l'usage de l'emprunt linguistique*, Québec, 2011.
- MORTUREUX.M.F, *La lexicologie entre langue et discours*, Armand colin, Paris, 2008.
- PAILLARD.M, *Lexicologie contrastive anglais-français, formation des mots et construction du sens*, OPHRYS, France, 2000.

Thèses et mémoires

- BENAMARA.M, *Le contact de langues dans le discours publicitaire radiophonique algérien : Cas de la « chaine 03 »*, mémoire de master, Université de Bejaia, Algérie, 2015.
- BOUALI.N, *Analyse des emprunts à l'arabe dans les textes officiels algériens écrits en français : cas du code de la famille*, mémoire de master, Université de Bejaia, Algérie, 2013.
- HAMMOUM. N, *L'emprunt à travers la presse écrite d'expression française : le cas d'El Watan Et Liberté (2013/2014) (approche morphologique et sémantique)*, Mémoire de master, Université de Bejaia, Algérie, 2014.
- MARZOUK. S, *Analyse des phénomènes néologiques : emprunt, dérivation et siglaison en situation de contact entre français, arabe et berbère dans la presse écrite en Algérie*, Thèse de doctorat, Université de Bejaia, Algérie 2012.
- SERIDJ. F, *Etude lexico-sémantique des anglicismes informatiques dans la langue française : cas des revues électroniques*, mémoire magistère, Université de Bejaia, Algérie, 2012.

- ZEMMAM.L, TOUATOU. L, *Etude sociolinguistique et lexico-sémantique des langues en usage dans le discours publicitaire des opérateurs téléphoniques algériens*, mémoire master, Université de Bejaïa, Algérie, 2016.

Dictionnaires

- DUBOIS, J et al, *Dictionnaire de la linguistique et des sciences du langage*, Larousse, Paris, 1999.
- Glossaire de termes en linguistique, dictionnaire en ligne.
- LAROUSSE, Dictionnaire arabe, 1989.
- LAROUSSE De La Langue Française, 2002.
- LE NOUVEAU PETIT ROBERT de la langue française, 2007.
- Le Petit LAROUSSE illustré, 2014.
- Le Petit LAROUSSE grand format, 2005.
- MOUNIN.G, *Dictionnaire de la linguistique*, PUF, Paris, 1993.
- OXFORD ADVANCED LEARNER4S DICTIONARY, 8th Edition, 2010.

Sites internet

- AREZKI.A, « Le rôle et la place du français dans le système éducatif algérien », Université de Bejaïa, Algérie, [en ligne], URL : <http://www.unice.fr/bcl/ofcaf/23/AREZKI%20Abdenour.pdf>, Consulté le : 25-02-2017.
- AYAD. A, *Analyse de la rubrique Tranche de Vie dans le quotidien d'Oran*, mémoire magister, université Constantine, Algérie, [en ligne], URL : www.AYA%20presse%20ecrite%20f%20Algm.bien%20setructuré.pdf, consulté le : 24-02-2017.
- BOUGEDAL.L, *Etude de l'évolution des emprunts d'origine arabe dans la langue française à travers deux éditions du dictionnaire LE PETIT ROBERT*, mémoire, université Tizi Ouzou, 2010, [en ligne], URL : www.la%20presse%20ecrite%20f/BOUGDAL_Leila.pdf, consulté le 22/01/2017.
- CHARDENET. P, *Échanges plurilingues en ligne : à la recherche de l'objet du discours*, 2006, [en ligne], URL: <http://cediscor.revues.org/690>, consulté le 04/01/2017.
- CHAREFEDINE. A, *Intégration linguistique des emprunts à l'arabe dans la presse écrite algérienne d'expression française*, Université Biskra, Algérie, 2014, [en ligne], URL:

- revues.univbiskra.dz/index.php/fil/article/download/1313/1241, Consulté le : 14-03-2017.
- Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, [en ligne], URL, <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/plurilingue>, consulté le 02/02/2017.
 - DJABALLAH. B, « Mobilité linguistique (français-arabe) dans la consommation de la presse écrite en Algérie, de l'indépendance à nos jours : Glissement naturel ou inversion forcée des tendances », in al-manach, 2011, [en ligne], URL: <http://www.almanach-dz.com/index.php?op=fiche&fiche=2692>, consulté le 04/01/2017.
 - GARMADIJ, *Sociolinguistique*, 1981, In CNRTL, [en ligne], URL : <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/plurilingue>, consulté le 02/02/2017.
 - GROSJEAN, « BILINGUISME INDIVIDUEL », Encyclopædia Universalis, [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bilinguisme-individuel/>, Consulté le : 23-02-2017.
 - GUZUNDHAJT. H, *Emprunts et variation lexicale*, 2004, [en ligne], URL : <http://www.linguistes.com/mots/variation.html>, consulté le : 12/11/2016.
 - ICHEBOUDENE. Z, « Exploration textométrique dans le paysage plurilingue de la presse algérienne francophone », Université de Franche-Comté, France, [en ligne], URL : [Icheboudene,%20Zina%20et%20al.%20-%20Exploration%20textometrique.pdf](http://www.icheboudene.fr/Zina%20et%20al.%20-%20Exploration%20textometrique.pdf), consulté le 20-04-2017.
 - KHELLADI.S.A, « processus d'intégration de l'emprunt lexical dans la presse algérienne d'expression française », synergies, n°8, 2012, [en ligne], URL : https://gerflint.fr/Base/Chili8/khelladi_sid_ahmed.pdf, consulté le 14/03/2017.
 - Kouidri. F, *Contact de langues et positionnement identitaire : la langue métissée du rap algérien*, ENS/LSH d'Alger, Bouzaréah, n° 8, [en ligne], URL : <https://gerflint.fr/Base/Algerie8/kouidri.pdf>, consulté le 21 /01 /2017.
 - MARSAUD. O, « Mustapha Benfodil l'écriture dans tous ses états, interview », in JEUNE AFRIQUE, 2004, [en ligne], URL : <http://www.jeuneafrique.com/109051/archives-thematique/mustapha-benfodil-l-écriture-dans-tous-ses-tats/>, Consulté le 10/03/2017.
 - MZOUGHJI. I, *Intégration des emprunts lexicaux au français en arabe dialectal tunisien*, 2015, [en ligne], URL : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01220289/document>, consulté le 12/11/2016.

- OURFAHLI. J, *Analyse comparée des emprunts informatiques dans la langue arabe et française*, mémoire de magister, université d'Alep, 2007, [en ligne], URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00412048/document>, consulté le : 27-03-2017.
- QUEFFELEC. A, « Emprunt ou xénisme : les apparies d'une dichotomie introuvable ? », [en ligne], URL : www.tere_crucial_tant_en_zones_cr_olophones_qu_en_Afr.pdf, consulté le 15/02/2017.
- QUEFFELEC.A, « Des migrants en quête d'intégration : les emprunts dans le français d'Afrique », Université de Provence, 1998, [en ligne], URL : <http://www.unice.fr/bcl/ofcaf/12/Queffelec.htm>, Consulté le : 02-04-2017.
- REHOROVA. J, *Emprunts arabes en français*, 2007, [en ligne], URL : [https://is.muni.cz/th/80324/pdf_m/DP-emprunts arabes en français-.pdf](https://is.muni.cz/th/80324/pdf_m/DP-emprunts_arabes_en_francais-.pdf), consulté le 13/11/2016.
- YUCEFI.S, *Les chroniques dans la presse algérienne d'expression française : analyse de la créativité lexicale Cas de ''Raina Raikoum'' et ''Tranche de vie'' dans le ''quotidien d'Oran''*, mémoire, université Kasdi MERBAH Ouregla, 2009, [en ligne], URL : [www.YUCEFI Saida%20sémantique.pdf](http://www.YUCEFI_Saida%20sémantique.pdf), Consulté le : 30-04-2017.

ANNEXES

Liste des emprunts analysés

Emprunt	Langue source	La source/la date de publication	Fréquence d'utilisation
Sahraoui	Arabe	« Haro sur la délégation officielle »	01
Stands	Anglais	Le 29-03-2015	01
Djihadistes	Arabe	« La sémantique piégée de la violence »	04
Islam	Arabe	Le 29-03-2015	03
L'ijtihad	Arabe		03
Islamique	Arabe		01
Chèche	Arabe	« La caravane citoyenne » sur la route ALGER-TUNIS »	01
		Le 04-04-2015	
Islamistes	Arabe	« La déclaration Bardo » clos le forum social mondial »	01
		Le 31-05-2015	
Charia	Arabe	« L'Islam est compatible avec la démocratie »	02
Islamique	Arabe	Le 06-07-2015	01
Islam	Arabe		01
Casbah	Arabe	« Le nationalisme est en crise »	04
Islam	Arabe	Le 08-07-2015	03
Ramadhan	Arabe		02
Islamité	Arabe		01
Chiites	Arabe		01
Antisunnites	Arabe		01
Islamisme	Arabe		01
Chiite	Arabe		01
Mozabites	Arabe		01
Think-tank	Anglais		01
Des imams	Arabe	« La mauvaise gouvernance sert la cause de l'extrémisme »	01
Fatwa	Arabe	Le 25-07-2015	01
Zakat	Arabe		01
Rush	Anglais	« Tramway, bateau, bus et « plages urbaines » »	01
Hobby	Anglais	Le 23-08-2015	01
Ferry-boat	Anglais		01
Le week-end	Anglais		01
Tramway	Anglais		03
Short	Anglais		02
Parking	Anglais		01
Clean	Anglais		01
Imam	Arabe	« Graffitis : ce que disent les murs d'Alger »	01
Chaabi	Arabe	Le 06-10-2015	01
Islamisants	Arabe		01
Harraga	Arabe		02
Islamiste	Arabe		02
Islamique	Arabe		02
Hittistes	Arabe		01
Aid El Kbir	Arabe		01
Haouch	Arabe	« Débidonvillisation : le calvaire des exclus Ni baraque, ni logement »	01
Gourbi	Arabe	Le 17-12-2015	01

Imam	Arabe	« Sabu le magicien engagé »	03
Minbar	Arabe	Le 21-12-2015	01
Inchallah	Arabe		02
Harraga	Arabe	« Dénier d'appartenance et marché noir de la hargha »	04
		Le 08-06-2016	
Ramadhan	Arabe	« Génération « circulation » Alger. Les enfants des embouteillages »	03
Ramadhanèsque	Arabe	Le 30-07-2016	01
			01
Les Moudjahidine	Arabe	« Paix à ton âme yemma Kheira »	01
Chahid	Arabe	le 10-08-2016	01
Islam	Arabe	« On assiste à une déspiritualisation de l'Islam »	30
Wahhabisme	Arabe	Le 11-08-2016	20
Soufisme	Arabe		16
Soufie	Arabe		06
Islamiste	Arabe		05
Wahhab	Arabe		03
Wahhabite	Arabe		13
Soufis	Arabe		06
Salafisme	Arabe		05
Chiites	Arabe		02
Wahhabites	Arabe		02
Salafistes	Arabe		02
Imams	Arabe		01
Wahhabisés	Arabe		01
Zaouias	Arabe		01
Djihadiste	Arabe		02
Soufi	Arabe		02
Imam	Arabe		01
Sunnites	Arabe		01
Salafiste	Arabe		01
Djihad	Arabe		01
Califat	Arabe		01
Douar	Arabe	« L'enfer au pied de Kef Azrou »	01
Douars	Arabe	Le 13-08-2016	01
Ramadhan	Arabe	« Quand les syriens deviennent des sans papiers »	01
Emir	Arabe	Le 14-09-2016	01
Club	Anglais	« Un Chenwi chez les Los Angeles Galaxy »	01
News	Anglais		01
Fan	Anglais	Le 08-11-2016	01
T-shirt	Anglais		01
Smartphone	Anglais		01
Streaming	Anglais		01
Des boy-scouts	Anglais	« Le boy-scout infatigable »	01
Des campings	Anglais	Le 08-11-2016	01
Le boy-scout	Anglais		01
Leadership	Anglais		01
Jogging	Anglais	« Le récit d'une autre Amérique »	01
Foot-ball	Anglais	Le 08-11-2016	01

Base-ball	Anglais		01
Business	Anglais		01
Des leaders	Anglais		01
Des gangs	Anglais		03
Staff	Anglais		01
Web	Anglais		01
Un parking	Anglais		01
Les parkings	Anglais		02
Le consulting	Anglais		01
Des barbecues	Anglais		01
Le show	Anglais		01
T-shirt	Anglais		01
Hall	Anglais		01
Le fair-play	Anglais		01
Patchworks	Anglais		01
Le foot	Anglais		01
Imams	Arabe		01
Gang Leadership	Anglais Anglais	« Il faut apprendre à voir le génie de ces jeunes, leurs talents cachés au lieu de les surveiller » le 09-11-2016	01 02
Hall Campus Basket-ball Des gangs Les gangs	Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais	« Des guitares et des violons contre le langage des flingues » Le 09-11-2016	02 01 01 01 02
Imam Soufie Cheikh Islam Islamiques Islamique Muftis Mufti Soufi Fiqh	Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe Arabe	« Mohamed Bashar Arafat, un imam « cool » » le 10-11-2016	06 03 03 03 02 02 01 02 01 01
Un t-shirt Foot Le foot-ball Le foot Le week-end Coach Score	Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais	« Soccer without Borders : le foot du service des réfugiés » Le 10-11-2016	01 03 03 01 01 01 01
Mainstream Remake T-shirt Overdose Gangs Leaders Un imam	Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais Anglais Arabe	« Trump, Freddie Gray et le printemps de Baltimore » Le 10-11-2016	01 01 01 01 03 06 03

Self-control	Anglais		01
Challenge	Anglais		02
Dealer	Anglais		01
Un job	Anglais		03
Des imams	Arabe		01
Anti-black	Anglais		01
Un speech	Anglais		01
Staff	Anglais		01
End	Anglais		01
Cheikh	Arabe	« Le SOS de la Kalaâ des Beni Abbas » Le 21-11-2016	02
Burnous	Arabe		01
Djihad	Arabe		01
Haouch	Arabe	« Le rude d'hiver des sinistrés » Le 25-12-2016	03
Douars	Arabe		01
Guitounes	Arabe		01

L'API de l'arabe

Lettres	Lettre /transcription
ا	/a:/
ب	/b/
ت	/t/
ث	/θ/
ج	/dʒ/
ح	/h/
خ	/x/
د	/d/
ذ	/ð/
ر	/r/
ز	/z/
س	/s/
ش	/ʃ/
ص	/sˤ/
ض	/dˤ/
ط	/tˤ/
ظ	/zˤ/
ع	/ʔˤ/
ف	/f/
ق	/q/
ك	/k/
ل	/l/
م	/m/
ن	/n/
ه	/h/

و	/w/
ي	\j\ \i:\

L'API de l'anglais

Voyelles	Diphtongues	Consonnes sonores	Consonnes sourdes
/ə/	/ai/	/n/	/t/
/i/	/ei/	/d/	/s/
/e/	/əu/	/l/	/k/
/ʌ/	/au/	/θ/	/w/
/i:/	/εə/	/r/	/f/
/æ/	/ɪə/	/m/	/p/
/ɒ/	/ɔɪ/	/z/	/h/
/ɔ:/	/uə/	/v/	/ʃ/
/u:/		/b/	/tʃ/
/ʊ/		/ŋ/	/θ/
/ɑ:/		/g/	
/ɜ:/		/j/	
		/dʒ/	
		/ʒ/	

Table des matières

Introduction générale.....	07
Chapitre I : Aspects théoriques et définitions des concepts	
Introduction	12
1. Aperçu sur la presse algérienne	13
1.1. La presse écrite en Algérie	13
1.2. Les caractéristiques de la presse écrite algérienne	13
1.3. La presse écrite algérienne de langue française	14
2. La presse écrite francophone algérienne et le contact de langues	14
2.1. Contact de langues	16
2.1.1. Bilinguisme	16
2.1.2. Plurilinguisme	17
2.1.3. Xénisme	17
2.1.4. Emprunt	18
• Les catégories d'emprunt	19
2.1.4.1. L'emprunt lexical	20
2.1.4.1.1. L'emprunt intégral	20
2.1.4.1.2. L'emprunt hybride	20
2.1.4.1.3. Faux emprunt	20
2.1.4.1.4. Le calque	20
2.1.4.1.4.1. Le calque morphologique	21
2.1.4.1.4.2. Le calque sémantique	21
2.1.4.1.4.3. Le calque phraséologique ou idiomatique	21
2.1.4.2. L'emprunt syntaxique	21
2.1.4.3. L'emprunt phonétique	22

2.2. L'emprunt comme procédé stylistique dans le discours de M.BENFODILE	22
2.2.1. Biographie de M. BENFODILE	22
2.2.2. Les caractéristiques de discours de M.BENFODILE	22
3. Adaptation et/ou intégration des emprunts linguistiques	23
3.1. Adaptation phonétique et graphique	24
3.2. Adaptation morphosyntaxique	25
3.3. Adaptation sémantique	25
3.3.1. Restriction de sens	26
3.3.2. Préservation de sens	26
3.3.3. Extension de sens	26
4. Les emprunts à l'arabe	27
5. Les emprunts à l'anglais (les anglicismes)	27
Conclusion	28
 Chapitre II : Analyse des emprunts adaptés dans la langue d'accueil	
Introduction	30
1. Présentation de corpus	30
2. Taux d'utilisation des langues dans le discours journalistique de M.BENFODILE	31
3. Analyse des critères d'adaptation des emprunts	35
3.1. Le critère phonétique et graphique	35
3.1.1. Adaptation par remplacement des phonèmes	35
3.1.1.1. Les emprunts à l'arabe	35
3.1.1.1.1. Substitution du phonème /ح/ par le phonème /h/	35
3.1.1.1.2. Substitution du phonème /ه/ par le phonème /h/	36
3.1.1.1.3. Substitution du phonème /ك/ par le phonème /k/	36
3.1.1.2. Les emprunts à l'anglais (anglicismes)	36

3.1.1.2.1. Substitution du phonème /ʌ/ par le phonème /œ / et /i/	37
3.1.1.2.2. La chute du /h/ dans les anglicismes	37
3.1.1.2.3. Substitution du phonème /əʊ/ par le phonème /o/ou /ɔ/	38
3.1.2. Adaptation par remplacement des graphèmes	38
3.1.2.1. Substitution du graphème (ق) par les graphèmes (q), (k) et (c)	39
3.1.2.2. Substitution du graphème (ك) par le graphème (k) et (c)	39
3.1.2.3. Substitution du graphème (و) par le graphème (ou) ou (w)	39
3.1.2.4. Substitution du graphème (ع) par le graphème (a) ou (â)	39
3.2. Le critère morphosyntaxique	39
3.2.1. Le critère morphologique	40
3.2.1.1. L'affixation	40
3.2.1.1.1. La suffixation des emprunts à l'arabe	40
3.2.1.1.2. La préfixation des emprunts à l'arabe	41
3.2.1.1.3. La préfixation des anglicismes	41
3.2.1.2. Le nombre	42
3.2.1.2.1. Le pluriel des mots est arabe	42
3.2.1.2.2. Le pluriel des mots est de formation française	42
3.2.1.2.3. Le pluriel des anglicismes par l'attribution de la marque du pluriel du français « s » :	42
3.2.1.3. Le genre	43
3.2.1.3.1. Le genre des emprunts à l'arabe.....	43
3.2.1.3.2. Le genre des anglicismes	44
3.2.1.4.. La composition	45
3.2.2. Le critère syntaxique	45
3.2.2.1. La détermination	45
3.2.2.1.1. Les articles définis des emprunts à l'arabe	46
3.2.2.1.2. Les articles définis des anglicismes	46
3.2.2.1.3. Les articles indéfinis des emprunts à l'arabe	47
3.2.2.1.4. Les articles indéfinis des anglicismes	47
3.3. Le critère sémantique	47
3.3.1. Restriction de sens	48
3.3.1.1. Restriction de sens des emprunts à l'arabe	48

3.3.1.2. Restriction de sens des anglicismes	49
3.3.2. Préservation de sens	51
3.3.2.1. Préservation de sens des emprunts à l'arabe	51
3.3.2.2. Préservation de sens des anglicismes	51
3.3.3. Extension de sens	52
3.3.3.1. Extension de sens des emprunts à l'arabe	52
3.3.3.2. Extension de sens des anglicismes	52
Conclusion	53
Conclusion générale	55
Références bibliographiques	59
Annexes	64
Table des matières	113

Haro sur la délégation officielle

Organisateurs et associations autonomes dénoncent ses agissements au forum

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le, 29-03-2015

Tbahdila !» «Ils nous foutent la honte !» fulmine un militant associatif participant au Forum social mondial (FSM). Des mots d'exaspération que l'on n'a eu de cesse d'entendre depuis notre arrivée à [Tunis](#), agrémentés d'un chapelet de récriminations. Celles-ci visent la délégation «officielle» algérienne, forte de 1200 membres issus de quelque 650 associations et qui, malheureusement, s'est davantage illustrée par ses écarts de conduite que par sa participation active aux débats qui émaillent le forum. Se baladant, pour la plupart, en casquette floquée du drapeau national, ils se signalent le plus souvent aux cris de «One two three, viva l'Algérie», le drapeau bien mis en évidence.

Et à force de le scander à tout-va, notre slogan fétiche a fini par perdre de sa saveur. Davantage encore lorsqu'il est associé à des comportements indécents. Dès l'ouverture du forum, lors de l'assemblée générale des femmes, un groupe issu de cette délégation avait perturbé les travaux, une attitude qui reviendra dans nombre d'ateliers, débats et conférences au nom de la défense de la cause sahraouie.

Écarts de conduite

Alors, certes, les membres de la délégation marocaine ne sont pas tous des enfants de cœur, mais le fait est là : la délégation algérienne fait parler d'elle, et en mal. Plusieurs vidéos circulent sur les réseaux sociaux, donnant à voir des gestes aux antipodes de la posture éthique et politique d'un rassemblement altermondialiste.

«Ils ne font que traîner et danser du matin au soir», lâche un activiste antigaz de schiste en pointant un sérieux problème de «casting» dans le choix des participants, surtout quand on connaît la teneur des débats ici, tous plus pointus les uns que les autres. Une militante féministe bien de chez nous regrette, pour sa part, «l'abus de folklore» dont font preuve les «nôtres».

D'ailleurs, l'un des rares domaines où nos compatriotes se seront montrés à leur avantage, à en juger par la curiosité qu'ils suscitent, c'est quand une troupe folklorique aux couleurs nationales a gratifié le public d'une danse aux sons du karkabou. Sauf que, pour une délégation de 1200 personnes, l'une des plus importantes du forum, force est de convenir que c'est assez maigre comme contribution.

Les attitudes survoltées de la délégation algérienne, qui ont été confondues vidéos à l'appui, ont obligé les organisateurs à les rappeler sévèrement à l'ordre dans un point de presse improvisé vendredi à l'hôtel Africa. Le scandale a poussé les associations et collectifs algériens autonomes à se fendre d'un communiqué (dont El Watan a obtenu une copie) pour dénoncer ces mêmes agissements et se démarquer de la délégation officielle.

A noter que pas moins de 17 associations ont signé ce texte, dont RAJ, la LADDH, Tharwa Fadhma N'soumer, Agir pour la démocratie en Algérie, Agora, le Groupe antigaz de schiste d'Oran (GASO), Femmes plurielles, Coordination nationale pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC), Action citoyenne pour l'Algérie (ACA), Comité populaire contre le gaz de schiste en Algérie ou encore le Mouvement culturel amazigh des Aurès.

Table ronde émaillée d'incidents

«De très graves incidents ont marqué la table ronde «Résolution des conflits pour l'unité du Maghreb», qui s'est tenue jeudi dernier, au second jour du Forum social mondial 2015 de [Tunis](#)», rapportent les auteurs du communiqué. Des éléments, en force, se réclamant de la «société civile» algérienne, ont eu un comportement violent à l'égard d'intervenants et de participants, empêchant le débat de s'instaurer. A la fin de la table ronde, un membre du comité d'organisation a été violenté et un participant a été agressé physiquement.

Ces éléments, constitués en véritable commando, affublés de drapeaux et de casquettes aux couleurs algériennes, ont entravé en permanence le débat.

Il est fait état, aussi, d'«agissements et d'agressions par ces mêmes éléments lors d'autres rencontres et même contre des stands d'associations algériennes», relève le communiqué.

«Ce comportement est contraire à la charte des Forums sociaux mondiaux et à leur esprit, caractérisé par la liberté d'expression et le refus de la violence et des discours haineux. Ces éléments ne représentent en aucun cas la société civile algérienne et donnent une image détestable de notre pays», déplorent ces associations. «Ces agissements sont d'autant plus condamnables que nous avons constaté une participation importante et remarquable de collectifs algériens à ce Forum social mondial», regrettent-elles encore.

Par cette position, les auteurs du communiqué ont tenu à condamner «fermement les responsables de ces agissements, dignes des pratiques de «baltagias» tout en se désolant que ces attitudes «viennent entacher une participation algérienne forte et inédite».

Enfin, ces représentants de la société civile s'engagent à poursuivre leur combat «pour que, en Algérie même, ce genre de rencontres, de débats contradictoires, d'espaces d'expression libre, de société civile indépendante et autonome ne soient plus empêchés par les autorités algériennes».

Selon certaines indiscretions, l'affaire aurait pris des proportions telles que les hautes autorités tunisiennes en auraient été saisies, et une plainte aurait même été déposée contre les auteurs de ces violences.

La sémantique piégée de la violence

Terrorisme et résistance : quelle ligne de démarcation ?

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 29 - 03 - 2015

Quelle est la frontière entre résistance et terrorisme ? Comment protéger sémantiquement les mouvements d'émancipation des peuples, à l'instar de la résistance palestinienne, des éclaboussures nauséabondes de Daech et consorts ? Qu'est-ce qui motive réellement les interventions militaires au [Mali](#), en Syrie et en Irak ? Est-ce uniquement la traque des groupes djihadistes ? Sommes-nous vraiment tous des Charlie ? Autant de questions qui ont été soigneusement disséquées par une brochette de prestigieux panelistes réunis autour d'une table ronde, jeudi soir, à la salle Le Colisée, au cœur de l'avenue Habib Bourguiba, à [Tunis](#).

Il s'agit d'un cycle de tables rondes en nocturne, organisées dans le cadre du Forum social mondial sous le titre générique «Quel monde se prépare ?», et modérées par le journaliste Patrice Barrat. Sur le plateau de la belle salle conçue à l'italienne étaient réunies cinq «pointures» : le philosophe tunisien Youssef Seddik, la charismatique Aminata Traoré du [Mali](#), grande figure du mouvement altermondialiste africain, le secrétaire général par intérim du FPLP, Abou Ahmad Fouad, l'anthropologue africaniste Jean-Loup Amselle, et le président du réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, Michel Tubiana.

«Est-il possible de tracer une ligne de démarcation claire entre résistance et terrorisme ?» interroge Patrice Barrat. Michel Tubiana tranche en posant comme postulat de principe que le terrorisme englobe «toute violence indiscriminée à l'égard des populations civiles». «Quelle que soit la légitimité d'une lutte, on ne peut considérer que la fin justifie les moyens», appuie-t-il en constatant une «militarisation accrue de tous les rapports, politiques, économiques et sociaux» au niveau mondial. Se tournant vers son voisin, Abou Ahmad Fouad, il jugea utile de préciser dans la foulée que «le peuple palestinien a le droit de résister, les armes à la main, face à Israël», pour peu, suggère-t-il, que cela épargne les civils.

«Daech est une création impérialiste»

Le responsable du FPLP et membre du Parlement palestinien ne se fit pas prier pour dresser un réquisitoire détaillé des exactions israéliennes à l'encontre de la population palestinienne pour dire que l'entité sioniste produit du terrorisme de masse, à une échelle industrielle.

Le n°2 du FPLP rappelle, pour commencer, que le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine, Ahmad Saâdat, croupit depuis maintenant 12 ans dans les geôles israéliennes.

D'après lui, «il y a une différence incommensurable entre le terrorisme et la résistance. Tous les pays qui ont arraché leur indépendance l'ont fait à la faveur d'une lutte armée». Le député palestinien précise cependant que «le peuple palestinien dénonce le terrorisme». «Mais il faut noter, poursuit-il, que la plus grande manifestation du terrorisme dans la région, c'est Israël et l'occupation de notre terre.

Et malgré l'attachement de l'OLP aux résolutions de la communauté internationale, et qui ont plus de 67 ans maintenant, rien n'a changé.

Prenez la résolution 194 relative au droit au retour. Elle a plus de 67 ans d'âge et elle est restée lettre morte. Les administrations américaines successives ont opposé leur veto à 67 reprises contre le peuple palestinien». Abou Ahmad Fouad insiste : «Nous sommes contre le terrorisme et particulièrement les crimes perpétrés au nom de l'islam, que ces crimes soient commis à [Paris](#), à [Tunis](#), à Ghaza ou à Haïfa. Mais je vous laisse méditer les crimes, sans commune mesure, commis par Israël à Ghaza à l'été 2014.

Ces crimes sont connus de tous. Des atrocités qui n'ont pas leur pareil dans l'histoire de l'humanité et la communauté internationale n'a pas bougé le petit doigt. Aussi nous demandons à nos amis dans tous les pays de nous aider à juger ces criminels de guerre ». Le secrétaire général par intérim du FPLP observe : «Il n'y a pas de consensus quant à la distinction entre résistance et terrorisme.

Et cette confusion est sciemment entretenue de la part de l'impérialisme.» Et de marteler : «La destruction de pays entiers, ce n'est pas du terrorisme ? Qui a détruit la Libye, le Liban et Ghaza ? Ce déluge de feu, ce n'est pas du terrorisme ? L'occupation de l'Irak, ce n'est pas du terrorisme ? Les forces de la coalition qui bombardent la Syrie et l'Irak, ce n'est pas du terrorisme ? Et cette intervention militaire au Yémen, qu'est-ce qui la justifie ? Pourquoi ne pas laisser le peuple yéménite décider lui-même de son propre sort ?»

Abou Ahmad Fouad accuse, par ailleurs, les puissances occidentales de parrainer les mouvements djihadistes. «Daech, qui coupe les têtes, est financé par des parties ayant des liens directs avec l'impérialisme américain. Et ce que font les forces coalisées ne vise pas à mettre fin à ce phénomène mais à faire perdurer la situation !», dénonce-t-il. Pour sa part, Aminata Traoré s'est attardée sur l'intervention militaire française au [Mali](#) sous le couvert de la campagne anti-AQMI, avec à la clé une mise en perspective économique de la guerre au Sahel.

La cofondatrice du Forum social malien a indiqué d'emblée qu'un document a été élaboré au nom des femmes africaines «pour dire non à la guerre par procuration». «Lorsqu'on a annoncé le sauvetage du [Mali](#) par l'ancienne puissance coloniale, je disais que le remède peut être plus destructeur que le mal», lance Aminata Traoré, avant d'ajouter : «C'est clair que Tombouctou était occupée, mais la colonne de véhicules djihadistes venant prendre [Bamako](#), on pouvait empêcher cela par un appui aérien. Au lieu de cela, on a fait débarquer 5000 soldats.

On a assisté à la militarisation du [Mali](#), et aujourd'hui, dans cette zone désertique où il n'y a plus rien, plus d'artisanat, plus d'économie, il n'y a plus qu'une économie de guerre. On assiste à l'approvisionnement des soldats en biens de consommation à profusion dans un désert où les gens n'ont strictement rien», dénonce-t-elle.

Aminata Traoré «flingue» l'opération Serval

Selon Aminata Traoré, «l'une des caractéristiques de cette guerre est qu'elle est racontée par l'autre. Il faut s'inscrire dans le discours dominant. Malheureusement, je ne sais pas le faire», dit-elle avec ironie. L'auteur de *Le viol de l'imaginaire* met magistralement à nu ce qu'elle appelle «une guerre de prédation». «Et l'Afrique, qui est immensément riche, constitue à la fois un réservoir et un dépotoir.» «Il faut qu'on rentre dans le système, il faut réformer l'Afrique pour que les biens, les services et les capitaux puissent circuler au profit des multinationales», analyse-t-elle.

«Vous voyez passer ici des milliers de jeunes Africains qui viennent se noyer aux portes de l'Europe et il a fallu ajouter à cela la violence armée.

Je considère que la militarisation est la suite logique de cette entreprise de domination du monde. La crise systémique et surtout l'émergence des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, ndlr) obligent aujourd'hui les dominants à se positionner dans la bande saharienne.

On n'est pas présents au [Mali](#) pour la sécurité des [Maliens](#), mais précisément parce que toute cette bande recèle des richesses immenses et il n'est pas question que la Chine, les Brics, s'y installent.

Donc c'est la reconquête des bases, des aéroports, toutes les infrastructures héritées de la période coloniale dont on a besoin pour relancer la croissance de l'Europe», dissèque Aminata Traoré.

«Un traitement inégal des victimes»

L'anthropologue Jean-Loup Amselle, rédacteur en chef du *Cahier d'études africaines*, s'est attaché quant à lui à déconstruire le récit véhiculé par le slogan mondialement repris «Je suis Charlie». Iconoclaste au possible, il développe un contre-récit en déclarant sans ambages : «Je ne suis pas Charlie.» Non pas qu'il ne fût pas sensible à la tragédie qui a frappé la bande à Wolinski, loin s'en faut. Ce que dénonce l'anthropologue, c'est cet «unanimité factice», selon ses mots, assorti d'un climat d'«hyper surveillance des individus » comme il dit. L'après-7 janvier a donné lieu à une «conjoncture nouvelle», constate-t-il, notamment après la grande marche républicaine du 11 janvier 2015, qui a fait l'objet, selon lui, d'une «récupération immédiate par François Hollande».

Jean-Loup Amselle note également qu'il y a un «traitement inégal des victimes», en citant en exemple «la policière d'origine antillaise (Clarissa Jean-Philippe, ndlr) qui n'a pas reçu de traitement compassionnel, alors que François Hollande s'est rendu à la grande synagogue de [Paris](#) aux côtés de Benjamin Netanyahu» pour honorer la mémoire des victimes juives de la tuerie de la supérette casher. «Les attentats qui ont eu lieu au Yémen et qui ont fait 142 victimes on n'en a pas parlé, en tout cas pas autant que les victimes de l'attaque contre Charlie-Hebdo», appuie-t-il.

Analysant les conflits asymétriques, Jean-Loup Amselle considère que «le terme de terrorisme est aveuglant en ce qu'il interdit de comprendre les tenants et les aboutissants de ces conflits asymétriques». «Ce que je dis n'est pas une façon de justifier les crimes commis par Daech, Al Qaïda ou Al Nosra», précise-t-il. «Il n'empêche qu'il faut replacer ces exactions terroristes dans un cadre plus global». Apportant de l'eau au moulin d'Aminata Traoré, l'anthropologue, qui a beaucoup travaillé au [Mali](#), souligne : «Il faut replacer ça dans le cadre des interventions françaises au [Mali](#), d'abord en Centrafrique, où l'armée française a pris le parti des chrétiens contre les musulmans.»

Et d'affirmer : «Je pense qu'il y a une politique pro-israélienne et antimusulmane de François Hollande.» Le panéliste a évoqué aussi l'effet boomerang des interventions françaises au Moyen-Orient, «notamment en Irak et en Syrie qui provoquent des réactions du monde musulman, du moins de certaines de ses fractions».

Revenant aux conséquences des attentats de [Paris](#), l'anthropologue estime qu'il y a une sorte de «Patriot act» qui ne dit pas son nom. «Il y a aujourd'hui un problème de liberté d'expression en [France](#) tel qu'il n'est plus possible de remettre en cause le récit officiel», regrette l'orateur en se disant clairement «hostile à ces mots d'ordre». «'Je suis Charlie', 'Je suis la [Tunisie](#)'...Ce sont des détails sémantiques. Ce n'est pas une façon de mener un combat politique», assène-t-il.

Enfin, le philosophe Youssef Seddik a plaidé pour une réforme en profondeur de la pensée islamique. Parfait érudit, connu pour sa fine connaissance du corpus coranique pour avoir consacré sa thèse de doctorat à l'anthropologie du texte sacré, le délicieux philosophe a tenu à apporter cette nuance : «Moi je ne suis pas de ceux qui vous diront ça, c'est pas de l'islam.» (Allusion aux groupes djihadistes).

«La porte de l'ijtihad est fermée depuis 1000 ans»

Avec son humour féroce, il use d'une métaphore scatologique pour le moins osée, pour qualifier les extrémistes en disant : «Vous savez, tout organisme vivant, qu'il soit théorique ou biologique, a ses excréments.» Youssef Seddik est de ces voix qui ont inlassablement et courageusement milité pour une relecture du Coran à la lumière des mutations structurelles de la société humaine.

«Il est absolument temps, pour ce vaste territoire théorique qu'est l'islam, d'opérer une réforme, une rupture avec ce qui s'est arrêté il y a plus de 1000 ans», insiste-t-il. «La porte de l'ijtihad a été fermée. Je n'ai plus rien à faire avec l'ijtihad. Les grandes écoles ont épuisé leurs ressources. Il faut dire que nous avons été floués pendant des siècles. Ce texte (le Coran) a des bijoux pour qui recherche la paix, mais ils ont été scotomisés, biffés, raturés». Youssef Seddik recommande de graver sur tous les frontons des édifices publics le verset qui proclame : «Il n'y a point de contrainte en religion.» «Et cela date du VIIe siècle, quand personne n'était tolérant !»

«Caravane citoyenne» sur la route Alger-Tunis Dans le bus avec la «délégation autonome»

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 04 - 04 - 2015

Boulevard Aïssat Idir, près du siège de l'UGTA. Nous sommes le dimanche 22 mars. Trois bus s'apprêtent à s'ébranler à destination de **Tunis**. Non, il ne s'agit pas d'un circuit touristique mais plutôt d'une caravane citoyenne.

Dans quelques minutes, nous allons embarquer avec la «délégation autonome» devant participer aux travaux du Forum social mondial. Ourida Chouaki et sa sœur Yasmina, de l'association féministe Tharwa Fadhma N'soumer, vérifient une dernière fois les listes. Les responsables du RAJ, du CLA, de la LAADH et autres associations participantes en font de même.

Koceila, artiste plasticien activant au sein de la Ligue des arts cinématographiques et dramatiques (LACD) de **Tizi Ouzou**, est impatient de fouler le sol tunisien. Mais le trajet sera long.

Très long. Il est presque 18h. Après avoir fait quelques provisions pour le voyage, les trois bus démarrent enfin, au grand soulagement des militants. Certains, en particulier ceux qui venaient de loin, attendaient depuis trois bonnes heures devant le lycée El Idrissi.

Ambiance festive dans le bus. Ourida Chouaki est au four et au moulin. Elle a pris sur elle de coordonner, en partie, ce long déplacement. «On est dans un groupe de quelques associations qui constituent le comité de suivi du Forum social maghrébin», explique-t-elle. «Il comprend Tharwa Fadhma N'soumer, le CLA, le RAJ, le SNAPAP, et les ligues des droits de l'Homme. Chaque organisation a pris le soin de contacter d'autres associations.

Ce qu'on voulait, c'était de faire participer le maximum de dynamiques, non seulement sur toutes les thématiques (le gaz de schiste, les droits des femmes, les chômeurs...) mais en veillant aussi à ce qu'il y ait une bonne répartition géographique où il y aurait des représentants d'In Salah, de **Ghardaïa**, de **Laghouat**, d'Oran, etc.» Ourida précise que les participants étaient simplement tenus de s'acquitter des frais du voyage (7000 DA pour l'aller-retour), l'hébergement étant assuré par la partie tunisienne.

«Cela nous a permis de faire venir presque 300 personnes», se félicite Ourida Chouaki. «Mais le plus important, c'est de multiplier les contacts, les échanges, les prises de position communes de façon à construire des choses ensemble et renforcer le travail de la société civile en Algérie», souligne-t-elle. A noter que les initiateurs de cette «expédition» ont loué les services d'une agence de voyages spécialisée dans le circuit.

«Nous avons été échaudés par l'expérience de 2013 où nos bus avaient été empêchés de pénétrer en territoire tunisien, faute d'une autorisation. Je dis bien les bus, pas les militants. Cette fois-ci, nous avons fait appel à une agence de voyages qui a l'habitude de travailler avec la **Tunisie**. On est plus tranquilles», indique Ourida.

«Je veux manifester ma solidarité»

Dans notre bus, une autre figure féministe est également du voyage : Soumia Salhi, présidente de la Commission nationale des femmes travailleuses de l'UGTA. Elle aurait pu partir avec l'autre délégation, celle agglomérée autour de la Centrale syndicale, mais elle a préféré faire le trajet avec ses camarades de lutte. Soumia Salhi nous confie qu'elle avait longuement hésité avant de se décider à participer au forum.

«C'est la première fois que j'assiste à un Forum social mondial. La vérité est que je n'aime pas les forums sociaux. Je pense qu'ils n'ont pas de prolongement réel dans les sociétés, alors que c'est précisément dans les sociétés, dans les pratiques sociales que les choses doivent changer», dit-elle. «C'est la société qu'il faut gagner à notre combat pour l'égalité, pour la dignité humaine en général», insiste-t-elle. Et de préciser : «En fait, ce qui m'a le plus décidée, c'est l'attentat (du Bardo, ndr). Nous avons vécu le terrorisme, nous avons vécu dans la douleur, dans l'isolement, et je sais très bien ce que cela signifie. J'avais donc envie de voir mes camarades tunisiens, leur manifester ma solidarité.» Les trois bus vont rouler toute la nuit, d'autant plus que l'itinéraire qui a été retenu les obligeait à passer par **Tébessa** (700 km à l'est d'Alger) plutôt que **Annaba** «pour plus de sûreté». Ce n'est que vers 7h que la caravane pointe au poste frontalier de Ras El Ayoun après quelques haltes observées en cours de route, notamment une longue pause à El Yachir, aux environs de 22h, pour se sustenter.

Il a fallu attendre près de trois heures en ce matin frisquet au poste de Ras El Ayoun avant de pouvoir franchir la frontière. Les formalités douanières côté tunisien s'avèreront moins longues.

A peine une heure. La PAF tunisienne a toutefois jugé nécessaire de noter notre organe de presse avant de tamponner notre passeport. Il est presque 11h. Le bus rentre enfin en territoire tunisien. Applaudissements nourris. Sentiment de délivrance. L'un des trois bus aura, cependant, moins de bol. Il sera retenu un bon moment en raison d'un participant qui, par malchance, portait le même nom qu'un élément recherché par les services de sécurité tunisiens, nous dit-on. «En 2013, nous avons poireauté de 3h du matin jusqu'à 8h à cause d'un cas similaire, et il a fallu attendre que sa femme nous faxe son extrait de naissance pour récupérer notre camarade», se souvient Idir Achour du CLA.

Enfin **Tunis** après 22 heures de trajet !

La route qui s'étale du poste-frontière d'Hidra en direction du Nord se déploie au milieu d'un magnifique tapis vert printanier. On comprend mieux pourquoi on appelle ce beau pays «Tounès el khadra». Des vestiges antiques parsèment le paysage. La caravane citoyenne poursuit son trajet cahin-caha en enfilant villes et petites bourgades : Tajerouine, El Kef, Sidi Medyen, El Krib, avant d'arriver au poste de péage de **Testour**. C'est la dernière ligne droite avant **Tunis**. Détail à signaler : tout au long du trajet, des barrages de la Garde nationale filtraient les véhicules à divers points de notre parcours. Mais à aucun moment nous n'eûmes à exhiber nos papiers. Il est 15h50.

Enfin **Tunis** ! Après vingt-deux heures de trajet. Nous voici au campus Farhat Hached d'El Manar, dans la banlieue de **Tunis**, pas loin d'El Menzah.

La plupart des passagers n'ont rien dans l'estomac, hormis le café du matin. Mais les corps se revigorent aussitôt le pied à terre, et les visages, fripés par la fatigue et le manque de sommeil, reprennent des couleurs en se faisant fouetter par le vent frais qui souffle sur **Tunis**. Koceila se dégourdit les jambes en grillant une cigarette. «Tout ce que je souhaite, c'est d'avoir de bons échanges, de faire de bonnes rencontres. Je ne suis pas venu pour faire de la politique», confie-il. Nous retrouverons notre jeune artiste à la fin du forum, avenue Habib Bourguiba, chèche immaculé noué autour du cou et arborant une belle tunique traditionnelle qui braque tous les regards sur lui.

D'ailleurs, on n'arrête pas de le saluer. Sa délicatesse est telle qu'il répugne à jeter ses mégots par terre et prend le soin de les ranger dans une petite boîte métallique qui ne le quitte jamais. «Il m'arrive même parfois de les mettre dans ma poche quand je ne trouve pas de poubelle», assure-t-il. S'il a tout du gendre idéal, Koceila ne se sent pas le devoir de jouer à l'«Algérien exemplaire», digne représentant de la tribu. Il se hâte de préciser : «Je ne représente que ma petite personne.

Loukane koul wahed fina yefriha maa rouhou, c'est déjà beaucoup.» La sollicitude dont il se voit entouré et son désir de poursuivre sa quête l'ont finalement décidé à prolonger son séjour, surtout qu'une grosse manif était prévue pour le lendemain. «J'ai vraiment passé des moments formidables», sourit-il, comblé. «J'ai fait de belles rencontres.

On a créé des liens avec plein de camarades. Il y a même de petits projets en perspective.» Koceila ne s'en fait pas pour l'hébergement. «Je me

suis fait tellement d'amis que je vais crêcher chaque nuit chez un copain différent. Dire qu'il y a seulement quelques jours je ne les connaissais même pas !»

La «Déclaration du Bardo» clôt le Forum social mondial

45 000 personnes de 121 pays ont participé à la grand-messe altermondialiste

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 31 - 03 - 2015

Samedi dernier, le Forum social mondial clôturait ses travaux après cinq jours d'échanges et de débats intenses. Hier, les organisateurs ont esquissé un premier bilan de cette 13^{ème} édition en présence de membres du Conseil international du FSM.

Une conférence de presse a ainsi été organisée à l'hôtel Africa pour faire le point sur cette édition. D'abord quelques chiffres. Alors que certaines estimations parlaient de 60 000 voire 70 000 participants, le chiffre définitif communiqué par le comité d'organisation tunisien est de 45 000 participants venus de 121 pays. C'est ce qu'a indiqué Taoufik Ben Abdallah, membre dudit comité.

Autre chiffre à retenir : 4500 organisations ont pris part à cette 13^{ème} édition du FSM. En outre, 1200 activités (séminaires et ateliers notamment) ont été animées durant les cinq jours qu'aura duré le Forum, celui-ci s'étant tenu, faut-il le rappeler, du 24 au 28 mars au campus universitaire Farhat-Hached d'El Manar, dans la banlieue de [Tunis](#).

Dans la foulée, Taoufik Ben Abdallah a insisté sur les manifestations de rue qui ont marqué cette édition. « D'habitude, le Forum organise une seule marche. Cette année, il y en a eu deux, l'une à l'ouverture du Forum par solidarité avec le peuple tunisien et pour dénoncer le terrorisme, et l'autre à la clôture du Forum par solidarité avec le peuple palestinien » a-t-il expliqué. Revenant sur les circonstances très particulières du déroulement de cette édition 2015 qui débute une semaine à peine après l'attaque terroriste du musée du Bardo, Abderrahmane Hedhili, président du Comité d'organisation, a reconnu : « L'attaque du Bardo fut un choc terrible pour nous.

Et l'on se demandait s'il fallait maintenir ou annuler le Forum. Mais les organisations et les syndicats ont tout de suite répondu présent et nous ont assuré de leur détermination à maintenir leur participation.

Pour eux, c'était la réaction naturelle à avoir suite à l'attaque du Bardo et je les salue pour leur soutien ». M. Hedhili n'a pas manqué de saluer également l'implication de l'Union générale des Travailleurs tunisiens qui, faut-il le souligner, jouit d'un poids, d'un ancrage et d'une aura exceptionnels au sein de la société tunisienne. « L'UGTT a joué un rôle essentiel dans l'organisation de ce Forum.

Elle nous a beaucoup aidés dans la coordination avec les autorités. Ils nous ont accompagnés dans le moindre détail et leur caution a permis une forte participation syndicale à cette édition » témoigne le président du Comité d'organisation. Evaluant les contenus présentés au cours de ce FSM 2015, Abderrahmane Hedhili a souligné qu'il y a eu « une appréciation positive des thématiques présentées aussi bien que de la teneur des débats ». « De manière générale, une première évaluation fait ressortir que cette édition est meilleure que celle de 2013, surtout au niveau thématique » a-t-il appuyé.

Un « Observatoire maghrébin des migrations »

M. Hedhili a fait savoir que l'assemblée de convergence des mouvements sociaux de la région Maghreb-Machrek ont adopté un document baptisé « Déclaration du Bardo » qui fait évidemment écho aux derniers événements, et dont une copie a été remise à la presse. « Nous, organisations, mouvements sociaux et civils réunis au sein des composantes du Forum social mondial à [Tunis](#) quelques jours après l'attentat terroriste du Bardo, et devant la persistance du terrorisme dans la région et son extension à d'autres pays, exprimons notre accord pour proclamer la Déclaration du Bardo des mouvements sociaux et civils pour lutter contre le terrorisme et pour diffuser les valeurs de paix et de démocratie » peut-on lire dans ce document. Les auteurs de cette déclaration se sont, en outre, engagés à « traduire [leur] dénonciation effective du terrorisme et les références idéologiques qui le justifient » à travers la « lutte pacifique afin de l'isoler et dénoncer ses propagandistes ».

Les signataires de la déclaration affirment aussi leur volonté de « construire un réseau des mouvements sociaux et civils dans la région pour une lutte globale contre le terrorisme des groupes d'islamistes extrémistes ». Ils disent également leur désir de contribuer à « diffuser la culture des droits de l'homme, de la tolérance, de la démocratie » tout en oeuvrant à libérer « les peuples de la région des entraves qui l'empêchent concrètement de lutter contre le retour de la répression ».

Et de fustiger, au passage, les « régimes autoritaires, policiers et militaires qui étouffent les libertés au nom de la lutte contre le terrorisme ». Abderrahmane Hedhili a évoqué, par ailleurs, la création, à l'issue de ce forum, de « L'Observatoire maghrébin des Migrations » dont l'une des missions est de « permettre aux ONG et associations de défense des droits des migrants de disposer de données crédibles, avérées et vérifiables ».

Reconnaissant que des couacs organisationnels ont pesé sur cette édition, particulièrement au niveau logistique, Abderrahmane Hedhili les attribue, en premier lieu, au manque de coopération de la météo. « Les conditions climatiques ont négativement influé sur le travail de la commission logistique » a-t-il déploré tout en rendant hommage à l'abnégation de l'équipe d'encadrement constituée de quelques 2000 volontaires. « Les intempéries obligeaient nos jeunes à redresser continuellement les tentes.

C'est surtout le programme culturel qui en a pâti le plus. Il y avait quelques 200 activités culturelles programmées, et elles ont malheureusement été fortement perturbées par les mauvaises conditions météorologiques » a regretté le président du Comité d'organisation.

Enfin, les organisateurs ont annoncé que le prochain Forum social mondial se tiendra à Montréal en août 2016. « Le [Canada](#) devait accueillir déjà l'édition 2013 du FSM, mais c'est pour soutenir le processus démocratique en [Tunisie](#) que le Conseil international du Forum avait décidé d'en attribuer l'organisation à la [Tunisie](#) » a tenu à préciser Mouhieddine Cherbib du comité d'organisation. Et plutôt deux fois qu'une, signe que la société civile tunisienne a arraché de haute lutte une belle respectabilité internationale. Une vraie.

L'islam compatible avec la démocratie

50% des algériens en sont convaincus

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 06 - 07 - 2015

« Parmi les Algériens, 25% sont prêts à quitter le pays. » C'est ce qu'a déclaré le sociologue Nacer Djabi en s'appuyant sur les résultats d'un récent sondage.

C'était lors d'une rencontre organisée par le collectif Nabni autour de l'identité algérienne et le « récit national », qui s'est tenue samedi soir au restaurant [Havana](#) (Saïd Hamdine).

Outre l'éminent sociologue, Nabni a convié l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Abderrahmane Hadj-Nacer, ainsi que l'ancien président du PRA, Noureddine Boukrouh, pour débattre de cette question.

A noter que cette thématique inaugure un nouveau cycle de réflexions sur des questions sociétales initié par le think tank, Nabni sous le titre

«L'Algérie rêvée».

Ainsi, à l'heure où nous célébrons le 53e anniversaire de l'indépendance de notre pays, le quart de la population est disposé à s'exiler sous d'autres cieux si l'occasion lui en était offerte. Nacer Djabi a tenu à souligner que les personnes interrogées estiment que «les conditions économiques sont plus ou moins bonnes».

Par-delà les conditions socioéconomiques, ces chiffres mettent naturellement en cause la qualité de la vie en Algérie, estime le sociologue, indépendamment du niveau économique. Il n'est, dès lors, pas interdit d'inclure la situation politique et culturelle, et le «climat général» comme mobiles justifiant ce puissant désir de changer d'air qui travaille au corps des millions de nos compatriotes.

55% des Algériens «moyennement pratiquants»

Nacer Djabi a présenté au cours de sa brillante intervention d'autres chiffres, tout aussi significatifs, qui constituent un véritable tableau clinique de l'état de notre société. D'abord, quelques indications méthodologiques.

Contacté par nos soins, le sociologue a tenu à préciser que les résultats qu'il a présentés étaient, en vérité, le fruit de quatre sondages réalisés à différentes périodes : 2006, 2011, 2013 et 2015. Les trois premiers sondages ont été menés dans le cadre du programme Arab Barometer tandis que le sondage réalisé en 2015 a été fait dans le cadre du programme Arab Transformation (ArabTrans).

Il s'agit d'un projet de recherche chapeauté par l'université d'Aberdeen (Ecosse) et financé par l'Union européenne. Il a pour objectif d'étudier de plus près les effets du «printemps arabe».

Ce projet est mené en partenariat avec des centres de recherche de sept pays : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, l'Egypte, l'Irak et la Jordanie. «Cela obéit à la démarche des sondages comparatifs», explique le sociologue. Pour la partie algérienne, c'est une équipe de recherche du Cread dirigée par Nacer Djabi qui a mené cette enquête d'opinion. Outre M. Djabi, chef de projet, celle-ci compte également les chercheurs Mohamed Benguerna, Louisa Aït Hamadouche et Fadila Akkache.

Le sondage réalisé en 2015 porte sur un échantillon de 2000 personnes réparties sur tout le territoire national. Nacer Djabi insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un échantillon on ne peut plus représentatif quand on sait que l'échantillon standard adopté en sciences sociales tourne autour de 1200 personnes.

«L'une des questions centrales était : Comment les Algériens se perçoivent-ils ? Quelles représentations nos concitoyens ont-ils d'eux-mêmes ?», dit l'auteur d'Algérie, l'Etat et les élites (Chihab, 2008). «40% se définissent avant tout comme Algériens, 36% se définissent comme musulmans, 7,9% se présentent comme Arabes, 7,2% comme Amazighs et 3% se définissent en faisant référence à la région où à la ville dont ils sont issus», rapporte le sociologue.

Ainsi, selon ce sondage, la frange dominante est la référence à la patrie, tandis que le référent religieux arrive en second lieu. Explorant la relation qu'entretiennent les Algériens avec la religion, le conférencier indique que «55,6% répondent qu'ils sont "moutadayinine ila had ane ma" (pratiquants jusqu'à un certain degré) et 32% affirment qu'ils sont pratiquants assidus ("moutadayinnine")». Toujours selon le même sondage, «entre 5 et 8% disent qu'ils sont non pratiquants ("ghayr moutadayinnine")».

1,2% seulement des Algériens adhère à un parti politique

Le sociologue révèle, par ailleurs, que «76% des Algériens disent qu'ils ne font pas confiance à la majorité des gens» et seulement 18% font confiance à leurs compatriotes. Et ils font d'autant moins confiance à nos politiques : «1,2% des Algériens adhère à un parti politique», souligne le sociologue. «Le parti est l'institution la moins légitime aux yeux des Algériens», analyse-t-il.

Autre aspect abordé, la qualité de la gouvernance avec, à la clé, cette question : «Le gouvernement et l'Assemblée des députés élaborent-ils les lois selon la volonté des gouvernés ?» 50,4% répondent par oui tandis que 40% estiment que le gouvernement et les députés ne décident pas selon la volonté du peuple. Dans la foulée, cette question-clé : «Pensez-vous que les lois doivent être promulguées selon la charia islamique ?» Nacer Djabi affirme à ce sujet que 76% des personnes interrogées se disent favorables à ce que les lois de la République se basent sur la charia tandis que 12% sont contre.

Enfin, «50% des Algériens estiment que la démocratie est compatible avec l'islam», selon ce même sondage. Commentant ces résultats, le chercheur souligne que «les positions modernistes ouvertes sur l'universalité représentent un tiers de la société, soit un Algérien sur trois. Et les deux tiers expriment en général des positions conservatrices proches des courants religieux ou conservateurs».

Et de conclure : «Il y a un travail qui doit être fait en Algérie vis-à-vis des citoyens afin de changer ces proportions et faire en sorte qu'au lieu d'avoir un Algérien sur trois (acquis à la modernité), nous aurons deux Algériens sur trois concernant ces positions.» Nous reviendrons, par le menu, dans nos prochaines éditions, sur ce passionnant débat et notamment sur les interventions magistrales de Abderrahmane Hadj-Nacer et Nouredine Boukrouh.

«le nationalisme est en crise»

Nabni lance «algérie rêvée» et questionne notre socle identitaire

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 08 - 07 - 2015

Nabni : acronyme de «Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées». Et, des idées neuves, le think tank n'en tarit pas.

La preuve ? Le collectif d'experts vient de lancer un cycle de réflexions à caractère sociétal baptisé «Algérie rêvée». Ce cycle fut étreint samedi soir, dans une salle archicomble du restaurant [Havana](#), à Saïd Hamdine, avec pour thème inaugural : «Quel récit fondateur pour les Algériens ?» Balaise.

Pour le disséquer, trois pointures : le sociologue Nacer Djabi, l'ancien gouverneur de la Banque centrale et auteur de l'excellent La Martingale algérienne (Barzakh, 2011) Abderrahmane Hadj-Nacer, et enfin l'intarissable Nouredine Boukrouh qui fait un tabac en ce moment avec ses réflexions audacieuses sur la réforme de l'islam et de l'approche du texte coranique. En introduisant le débat, Abdelkrim Boudra, le très sympathique porte-parole de Nabni, confie : «C'est un exercice inhabituel pour nous. D'habitude, nous produisons des idées, des rapports.

Et là, nous nous attaquons à un domaine où nous voulons traiter d'un certain nombre de questions fondamentales, fondatrices de la société algérienne.

Nous voulons sortir du discours sur ce qui ne va pas, pour essayer de nous projeter dans un avenir que nous espérons radieux même si les indicateurs ne s'y prêtent pas.» Et pour opérer ce bond en avant, il est important de questionner, de l'avis de Nabni, les «mythes fondateurs» de notre destin collectif. Ce que les historiens appellent «le roman national».

Citant Mostefa Lacheraf, le porte-parole de Nabni propose une définition du «récit national» comme étant «une mise en valeur sélective et subjective de certains pans de notre histoire».

Pour commencer, le sociologue Nacer Djabi gratifie le public de données statistiques fort révélatrices de l'état de notre société et du regard que les Algériens portent sur eux-mêmes, de leur manière de pratiquer la religion ainsi que leur appréciation de la haute gouvernance (voir

notre article du lundi 6 juillet).

Prenant le relais, Abderrahmane Hadj-Nacer souligne d'emblée que la question identitaire «est un débat permanent chez tous les peuples du monde. Les Etats-Uniens se demandent s'ils sont hispanophones. Les Français se demandent s'ils sont musulmans.

Et nous, on se demande si on existe».

«Une fausse Casbah sur de la faïence de salle de bains»

Avec son sens aigu du détail, M. Hadj-Nacer note comment la texture de la ville dit le récit perdu ou grossièrement magnifié dans du kitch orientaliste comme l'illustrent les fresques qui tapissent [Alger](#), et qui célèbrent maladroitement La Casbah.

Le paradoxe (pour ne pas dire la schizophrénie) est que «nous avons une vraie Casbah qu'on détruit, et nous essayons de reproduire une fausse image d'une fausse Casbah sur de la faïence de salle de bains», ironise le conférencier, avant d'ajouter : «C'est quand même extraordinaire, et cela explique l'état dans lequel nous sommes aujourd'hui quant à la conscience de soi.» Après avoir mis en évidence «la destruction systématique de (notre) mémoire» par les Français, M. Hadj-Nacer souligne que le nouveau visage du colonialisme s'appelle «l'ultra-capital».

Et le grand capital mondialisé se traduit par «la volonté d'instaurer un gouvernement du monde» et la «fusion des pays» en confinant les souverainetés vacillantes dans des postures de sujétion et des «parcs à thèmes». «L'ultra-capital, c'est la destruction des identités de territoires, des identités de peuples, des identités de communautés, pour pouvoir obtenir des populations mobiles, précarisées, aptes à subir toutes les sujétions possibles et imaginables», martèle le brillant économiste. «Mon rêve à moi, c'est de sortir de cette situation où nous sommes encore dans la gestion déléguée», lance M. Hadj-Nacer. Pour lui, on est simplement passés «de la gestion directe par la puissance coloniale à une gestion indirecte. On n'est pas encore dans l'indépendance».

«Francitude auto-entretenu»

L'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie sous Hamrouche fait un autre constat : «Il est clair que la caractéristique principale aujourd'hui de l'Algérien, c'est la haine de soi.» Et d'asséner : «Il n'est pas normal aujourd'hui qu'on ne connaisse pas Massinissa !» Il déplore le fait que certains de nos manuels colportent et cultivent l'idée selon laquelle «les Ibadites, les Fatimides, c'est pas une histoire positive». Que «c'est une histoire antisunnite algérienne».

«Dès le départ on nous dit : attention, ceux-là, ce ne sont pas de bons musulmans.» S'inspirant volontiers de Amin Maalouf, il revendique la notion d'identité multiple. «Nous sommes tous porteurs d'identités multiples. L'amour de soi consiste à accepter la multiplicité de ses identités», plaide-t-il. M. Hadj-Nacer casse, au passage, un véritable tabou en appelant à assumer notre «francitude». «C'est honteux de le dire mais après 132 ans de "francitude" et 50 ans de "francitude" auto-entretenu, nous sommes tous un peu français.

Si on ne le reconnaît pas, on ne peut pas se développer dans notre identité telle que nous voulons la construire. Il faut reconnaître toutes ces identités.» Brisant un autre tabou, il s'insurge contre ceux qui présentent les chiites algériens comme «le mal absolu». Abderrahmane Hadj-Nacer le dit clairement : «Tant que chaque Algérien n'est pas fier d'avoir été chiite, tant que chaque Algérien n'est pas fier d'avoir été juif, chrétien, même vandale, on ne pourra pas aller loin dans ce pays.» «Il n'est pas normal qu'on parle des Mozabites comme d'étranges étrangers.

On ne se sent pas dans la fraternité. On parle d'une partie de soi comme d'un folklore. Quand on est du Nord et qu'on parle des Touareg, c'est très exotique.» Hadj-Nacer insiste : «Tant qu'on ne reconnaît pas la totalité de nos composantes, on ne peut pas se construire, ni comme individus ni comme ensemble.»

«La Révolution est notre seul mythe rassembleur»

Pour sa part, Noureddine Boukrouh a soulevé l'importance d'avoir des «réalisations communes» pour faire un «Nous». «Il y a une dimension capitale qui fait l'identité d'un peuple, d'une collectivité humaine. C'est les réalisations en commun», professe-t-il. «Quand vous avez une population qui n'accomplit pas de réalisations d'une façon régulière et constante dans l'histoire, comment voulez-vous que les gens se perçoivent comme étant un "Nous", comme étant une collectivité ? Nacer Djabi vient de nous apprendre que les deux tiers des Algériens ne se font pas confiance.

Donc il y a ici l'idée d'étrangeté. Chacun est étranger à l'autre, chacun est une curiosité aux yeux de l'autre. Il nous a manqué de construire une histoire.» L'auteur de L'islam sans l'islamisme pense que les Algériens ont besoin d'un grand dessein exaltant. «L'Algérie, il ne faut pas la considérer comme un acquis derrière nous mais un projet devant nous», lâche-t-il. «Il n'est jamais trop tard pour naître. Nous avons eu un mythe rassembleur, c'est la Révolution du 1er Novembre.

C'est la première fois, depuis 3000 ans, que l'ensemble des Algériens ont contribué à une œuvre commune, et cette œuvre-là est une œuvre fondatrice puisqu'elle a fondé la nation algérienne. Aujourd'hui, on ne peut pas vivre avec un mythe qui a réalisé son objet.» Et d'interroger : «Qu'est-ce qu'on a comme souvenir commun ? Qu'est-ce que les Algériens peuvent célébrer ensemble aujourd'hui ? Il y a le Mouloud, l'Achoura, mais en termes d'entreprise nationale, on n'a que la Révolution.» Pour lui, «l'Algérie n'est pas une conquête classée. L'Algérie reste à faire. Nous avons des bouts d'histoire, des moments glorieux, mais il nous reste à construire socialement notre réalité.»

«Le nationalisme est coupé des jeunes et des femmes»

Nacer Djabi constate, de son côté, que le nationalisme comme creuset de nos pulsions collectives semble avoir atteint ses limites :

«L'histoire de l'Algérie a été construite sur le nationalisme mais aujourd'hui, c'est un nationalisme en crise. Le nationalisme qui a réussi à mobiliser les Algériens est en rupture avec la société réelle. Il est coupé des jeunes et des femmes», dit-il. Le sociologue estime qu'à l'heure actuelle, «le nationalisme ne mobilise plus» et qu'il a «besoin d'une grande rénovation à travers sa mise en lien avec la vraie société pour qu'il ne reste pas l'apanage des officiels». L'auteur d'El Wazir El Djazaïri, oussoul wa massarate (Chihab, 2011) note, par ailleurs, que nous avons affaire à un «nationalisme communautaire qui n'accepte pas l'individu».

Selon le sociologue, l'une des raisons de cette crise du nationalisme est à chercher dans la faiblesse de ses composantes idéologiques. Il rappelle qu'historiquement, «le nationalisme est né au sein de la gauche française».

Plus tard, il s'est enrobé d'islamité et d'arabité. «Or, aujourd'hui, la gauche est en crise, le panarabisme est en déclin est l'islam politique est décrié.» Dans la foulée, le sociologue aborde la fameuse question des «constantes nationales». «Les constantes nationales étaient une forme de résistance passive au colonialisme», fait-il remarquer.

Il cite à ce propos le Ramadhan en soulignant que «c'était le meilleur rituel collectif que les Algériens pouvaient opposer aux Français». Il était donc vécu davantage comme un instrument de différenciation. «On en a fait par la suite une valeur centrale. On a transformé un instrument de résistance passive à la colonisation en constante nationale.

Et parce que l'Etat est absent, ce sont les gamins, les "ouled el houma" qui surveillent qui fait le Ramadhan et qui ne le fait pas», observe le sociologue.

A la suite de M. Harbi, Nacer Djabi se demande : «Est-ce que nous voulons des citoyens ou bien des croyants ?» Il tombe sous le sens que cette crise du nationalisme découle, dans une très large mesure, de la crise de légitimité du «système» qui, à force de tirer sur la corde du «novembrisme», a fini par vider le combat libérateur de son sens et de son prestige.

Abderrahmane Hadj-Nacer prophétise, en l'occurrence, la fin de cette longue séquence autoritariste : «Le coup d'Etat permanent arrive aujourd'hui à sa fin», dit-il. Le «fleuve détourné» en 1962, selon la métaphore de Rachid Mimouni, doit maintenant retrouver son cours.

Et cela passe inéluctablement par la «légitimation par le peuple» préconise M. Hadj-Nacer. «Il m'est difficile de croire qu'on puisse

construire un récit national en dehors d'un contexte national de liberté», ajoute-t-il. «S'il n'y a pas de liberté de pensée, s'il n'y a pas de démocratie, s'il n'y a pas de représentativité politique, je ne vois pas comment on pourrait construire un mythe national parce qu'à ce moment-là, le récit historique devient le justificatif idéologique d'un pouvoir qui perdure.»

«La mauvaise gouvernance sert la cause de l'extrémisme»

Clôture de la conférence d'Alger sur la déradicalisation

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 25 - 07 - 2015

La Conférence internationale sur «L'extrémisme violent et la déradicalisation» qui s'est tenue les 22 et 23 juillet au Palais des nations a adopté une trentaine de recommandations dont la bonne gouvernance, le renforcement de la justice et la prise en charge des victimes du terrorisme. Les travaux de la Conférence internationale sur «L'extrémisme violent et la déradicalisation» se sont achevés ce jeudi, au Palais des nations ([Alger](#)), par l'adoption d'un certain nombre de recommandations que Abdelkader Messahel s'est chargé de résumer dans son discours de clôture. Ces conclusions, faut-il le souligner, sont le fruit de concertations et d'échanges intenses entre experts issus d'une cinquantaine de pays.

Dans le «relevé des conclusions» lu par M. Messahel en plénière, en présence de la presse, au terme de 48 heures de débats à huis clos, la nécessité de coordonner les politiques et les législations en matière de lutte contre «l'extrémisme violent» (concept adopté officiellement par l'ONU) semble avoir fait consensus entre les spécialistes de l'antiterrorisme réunis à Club des Pins.

De fait, l'une de ces recommandations-clés a mis l'accent sur «le besoin pressant de révision des législations nationales pour les adapter aux nouvelles exigences de la lutte antiterroriste dans ses différentes dimensions». Dans le même registre, les participants ont préconisé l'élaboration de «stratégies et approches nationales et internationales anticipatives intégrées, avec la participation des acteurs nationaux et en recourant à la coopération internationale».

Autre point à retenir : la «révision des instruments politiques et institutionnels de gestion, de protection et de promotion des véritables et authentiques référents religieux et leur utilisation, dont notamment l'organisation de la fatwa, la gestion des mosquées et de la zakat» ainsi que «l'amélioration de la formation des imams et des mourchidate». Dans l'esprit de cette approche qui se veut «globale» et «intégrée», le diagnostic de nos experts relève très clairement que «la mauvaise gouvernance aggrave les problèmes et sert la cause de l'extrémisme violent et le terrorisme», ajoutant qu'«il en est de même pour la mauvaise gouvernance internationale».

Le relevé des conclusions présenté par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes insiste en outre sur «le rôle déterminant de la justice dans la déradicalisation», le «renforcement et la consolidation de la relation de confiance entre le citoyen et son Etat». La conférence d'[Alger](#) a souligné également «l'importance du rôle de la prise en charge des victimes du terrorisme dans la lutte contre la radicalisation». Les experts ont pointé, par ailleurs, «le besoin de prendre des mesures économiques et sociales en faveur des couches défavorisées» tout en précisant que «la pauvreté n'a jamais justifié ou expliqué le terrorisme».

Autre aspect abordé : le financement des organisations terroristes en appelant à «travailler davantage à l'assèchement effectif des sources de financement du terrorisme». Notons aussi l'attention accordée, lors de ce conclave, à la propagande véhiculée par Internet et les réseaux sociaux en invitant les pays à «dépasser les obstacles que pose actuellement la multiplicité des législations nationales régulant le fonctionnement d'Internet».

Les participants exhortent les Etats à «promouvoir et structurer la coopération internationale dans l'exploitation des matériaux terroristes publiés sur Internet, notamment en raison de la diversité des langues utilisées». Dans la foulée, ils n'ont pas manqué de relever la «difficulté à impliquer le secteur privé dans ce genre d'opération».

A noter que la trentaine de recommandations issues de la Conférence d'[Alger](#) seront versées aux débats lors du sommet de l'ONU consacré à «l'extrémisme violent» qui se tiendra en septembre prochain à [New York](#). Reste à savoir si, dans l'écheveau des intérêts qui s'affrontent, sous l'impulsion de groupes de pression, de multinationales, de lobbies, d'enjeux géopolitiques, les partenaires engagés dans le processus de la «lutte globale» contre «l'internationale terroriste» sont réellement disposés à coopérer pour appliquer cette feuille de route...

Tramway, bateau-bus et «plages urbaines»

Petites stratégies pour se réapproprier la mer

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 23 - 08 - 2015

«Les Algériens tournent le dos à la mer».

Sentence ô combien rebattue censée résumer le rapport des Algériens à la grande bleue. Aujourd'hui encore, la formule fait florès. A Alger, la mer ne serait ainsi qu'un «trompe-l'œil». Longtemps, effectivement, le littoral n'était qu'un décor dans notre imaginaire urbanistique.

Au mieux, la mer ne valait que par ses promesses d'évasion sur le mode «harraga».

Pourtant, en y regardant de plus près, on verra que tout n'est pas gris, et que même s'il est vrai qu'il y a encore un gros travail à accomplir en matière d'environnement, de qualité de prestations, de mentalités, de civisme, de restauration, de liberté d'accès à «l'espace public maritime», notre rapport à la mer est en train de changer.

Saison estivale oblige, l'image dominante, en l'occurrence, est évidemment celle du rush sur la moindre parcelle de grève.

Et les «plages urbaines», c'est-à-dire celles situées à l'intérieur ou à quelques encablures des agglomérations urbaines, ont un succès fou du fait, principalement, de leur proximité.

A bien y voir, nous sommes en face d'un «haliotropisme» croissant, autrement dit un puissant attrait des populations pour les zones côtières.

Et cela se traduit physiquement et géographiquement déjà par la très forte densité démographique dans les bandes maritimes et au long du littoral au point de donner le sentiment que le reste du pays, toutes ces étendues désertiques et désertées, laissées en rade, ne font pas partie du même territoire.

De fait, cet «entassement» en soi près de la mer dans notre cartographie sédentaire est le premier signe de cette proximité «atavique» avec la mer. «Après tout, et les gens semblent l'oublier, nous étions des corsaires.

Nous étions les patrons de la Méditerranée, et les puissances navales de l'époque nous payaient un droit de passage», fait remarquer un pêcheur à la ligne rencontré à Raïs Hamidou. Justement, la popularité de ce hobby qu'est la pêche à la ligne est un autre symbole ritualisé de cette relation très forte avec la «Mare Nostrum».

Captain Morgan pour vous sauver de la «circulation»

Le succès populaire des balades maritimes et autres sorties en mer, comme cela se fait à Tipasa (voir reportage) en est une autre expression. Mais la meilleure chose qui nous soit arrivée ces deux dernières années en termes de transport maritime urbain s'appelle Captain Morgan, du nom de ce «bateau-bus» qui assure la liaison La Pêcheirie-Port d'Elbdjemila (La Madrague) pour seulement 50 DA le ticket. Leur succès est tel qu'un deuxième ferry-boat a été affrété par l'ENTMV pour renforcer cette liaison maritime, avec une capacité globale de 670 passagers. Cela, en attendant l'ouverture d'une autre navette en direction de Tamentfoust (La Pérouse).

Et en attendant surtout le lancement du cabotage maritime qui offrira une sacrée bouffée d'oxygène à la capitale, au lieu de multiplier les trémies et les bretelles-spaghettis.

Ainsi, pour un certain nombre de raisons «structurelles», la mer est en train de revenir progressivement et positivement dans nos villes comme une marée haute «bénigne», avec, à la clé, toutes sortes d'équipements, de pratiques, de rituels, faisant des urbanités liées au littoral des espaces publics susceptibles d'être investis socialement.

Et cet investissement (au sens d'occupation d'un territoire) s'opère, comme on peut le constater, sur deux niveaux : d'un côté, en tirant directement profit de la mer, «les pieds dans l'eau», c'est-à-dire comme plaisir balnéaire à l'état pur, et ce, notamment grâce à l'ouverture d'un nombre croissant de plages des communes de l'Algérois à la baignade (70 en 2015 contre 46 en 2007).

De l'autre, en occupant les bords de mer par toutes sortes d'activités récréatives, foraines et de loisirs. Il faut dire que la mer offre un confort visuel inégalable.

A ce titre, elle fonctionne comme un puissant «objet visuel», comme «élément scénographique» naturel qui se tient tout seul, même sans les commodités inhérentes aux stations balnéaires. Un espace d'autant plus utile en l'absence de parcs, de jardins publics et autres espaces de détente accessibles à tous, en dehors des quelques jardins souffreteux de la capitale. Le littoral urbain constitue, dès lors, une énorme bouffée d'aération à une ville sonnée par la canicule, la pollution et les embouteillages.

Les plages urbaines au secours des «non-aoûtiers»

Tout le monde n'a pas la chance de s'offrir des vacances en ce mois d'août, et quand bien même un salarié prendrait-il un congé, en ce mois de farniente sur le papier, «congé» n'est pas toujours synonyme de «vacances».

Au vu des tarifs pratiqués, il faudrait carrément un prêt Ansej ou une loi de finances complémentaire pour se permettre une semaine dans le plus minable de nos complexes touristiques. Et la Tunisie reste une destination onéreuse pour la plupart des ménages, même à titre solidaire. D'où l'engouement pour les «plages urbaines» auxquelles on peut se rendre même en bus. Ainsi, pour tous les galériens qui ne font pas partie des heureux aoûtiers, cela reste très flexible : de petites pauses de détente à la sauvette, après le travail, ou une petite escapade le week-end sans avoir à se saigner pour aller s'offrir des vacances improbables dans l'une de ces destinations touristiques très courues en été.

En faisant du «micro zonage» à travers les plages du littoral algérois, force est de constater que les estivants investissent à fond ces plages urbaines qui s'étendent, en gros, de oued Mazafran à oued Réghaïa. Nous parlions, tantôt, des facteurs «structurels» qui ont permis cette avancée dans la mer.

Outre les grands aménagements opérés sur le front de mer (à l'exemple des Sablettes), la gratuité du «service public balnéaire», la disponibilité d'une plus grande surface maritime, il convient de citer aussi un autre élément déterminant : la mobilité.

De plus en plus de ménages disposent d'au moins un véhicule. Et même pour ceux qui ne sont pas motorisés, le renforcement et la modernisation du réseau urbain de transport collectif permet aujourd'hui d'aller en «tram» à la plage. Ce dont beaucoup d'estivants de la banlieue d'Alger ne se privent pas.

Aller en tram à la mer

Ligne de tramway Ruisseau-Dergana. Station de Bordj El Kiffan. 17h passées. Un groupe de gamins, dans les 12-14 ans, monte dans un brouhaha festif.

En short et portant des tongs, le teint hâlé, les cheveux encore trempés, il ne fait aucun doute qu'ils reviennent de la plage. Ils nous rappellent d'emblée les petits héros gouailleurs du film Loubia Hamra de Narimane Mari.

L'un d'eux a le torse couvert juste d'une serviette de bain jetée sur les épaules. Inutile de préciser qu'ils voyagent «batolis». Ils descendront quelques stations plus tard, du côté de la cité du 5 Juillet, à Bab-Ezzouar. Ils ne sont pas les seuls à emprunter le tram pour se rendre à la plage. Du fait de sa proximité et des commodités qu'elle offre, la «plage urbaine» de Bordj El Kiffan est l'une des plus prisées du littoral algérois. La station de tramway est à 200 m à peine de la mer.

Plusieurs passagers, un bob sur la tête, en mules, short ou pantacourt, descendent du tram en provenance des quartiers environnants, accompagnés de leurs enfants, avant de gagner les plages Sirène I et II. «Moi, j'habite à Aïn Taya. Je suis obligé de venir en voiture et c'est infernal en été.

Mais des fois, je fais, en partie, le trajet en tram et c'est très pratique», confie Sid Ahmed, rencontré aux abords de la plage Sirène II. La petite anse protégée par une digue artificielle grouille littéralement de monde malgré le drapeau orange qui flotte pour signaler une eau plutôt nerveuse.

Dressé sur un promontoire, Sid Ahmed jette un œil scrutateur vers la plage : «Mes filles sont en train de se baigner là-bas», lâche-t-il les mains en casquette pour se protéger les yeux d'un soleil insolent. «Je préfère ramener les enfants ici.

C'est tranquille, le site est sécurisé. C'est à côté de chez moi, et ça ne coûte pas cher. Pourquoi aller louer à 10 millions de centimes et tu n'es même pas satisfait ?» Sid Ahmed gère un petit Quatre Saisons près de la plage.

Avec la forte affluence estivale, il travaille bien. «Mais il faut voir surtout le soir. C'est la folie ! Les gens viennent de toute la région.

Certains viennent même de Tizi», affirme-t-il. «Fort-de-L'eau est vivante été comme hiver. Il y a de l'ambiance toute l'année. D'ailleurs, je vais continuer à assurer le service après l'été», promet-il.

«Les gens n'ont pas où aller»

Le front de mer de Bordj El Kiffan est une longue promenade d'environ 1 km ponctuée de bassins d'eau balisés par des brise-lames en forme de T. Une haie de palmiers tout frais est plantée tout au long de la promenade. Il faut noter que le site tout entier connaît des mutations à grande échelle.

«Il n'y avait pas tout ça avant», témoigne un habitué des lieux. «Fort-de-L'eau a toujours été une ville coquette et animée. Mais la plupart des bars ont été contraints de fermer, et des petits bouis-bouis sont en train de pousser un peu partout pour meubler», poursuit-il.

Des hôtels, des restaurants, des terrasses, des crémeries, des aires de jeux pour enfants poussent un peu partout pour répondre à la demande d'une nouvelle clientèle estampillée «familiale». Autour de la plage, des petites buvettes meublées de tables en plastique proposent boissons fraîches, beignets et m'hadjeb dans une ambiance festive à dominante raï.

Walid, 25-26 ans, gérant d'un petit commerce du côté du Lido (dont la plage est interdite à la baignade), est venu lui aussi faire trempette accompagné de son cousin.

Croisé au bord de la plage Sirène 1, à l'ombre d'un hôtel en travaux, il n'est pas très emballé par la fièvre estivale et pose un regard assez critique sur ce «tourisme balnéaire bas de gamme». «Je viens ici juste parce que c'est pratique pour moi», précise-t-il. «Tout cela, c'est bien, mais il y a trop de monde.

Et puis, il y a trop de saleté», maugrée-t-il. Le tramway ? «C'est très commode, OK, mais d'un autre côté, il faut dire que ça a donné un coup de frein aux commerces de l'artère principale.

Beaucoup ont dû baisser rideau», tempère-t-il. Et de confier : «De toute façon, moi, mes plages préférées sont hors d'Alger. J'aime plutôt El Belj (Chenoua), Béni Haoua, à l'ouest, ou bien [Jijel](#), à l'est. C'est plus propre et il y a moins de "hamadj". Mais on se contente de ce qu'on a. Les gens n'ont pas où aller.»

Tourisme d'affaires

Comme un symbole des grandes transformations urbaines et du boom immobilier que connaît la capitale, et notamment Alger-Est, entre centres commerciaux, forêts de cités AADL, ligne de tramway, sièges sociaux de grandes entreprises, hôtels de luxe, zones sous douane, services aéroportuaires, «zone d'affaires internationale» de [Bab Ezzouar](#), on peut apercevoir à l'horizon, depuis les plages de Bordj El Kiffan, les nouvelles tours qui montent près de l'hôtel Hilton, et qui réverbèrent tel un mirage de verre. «C'est l'AADL des généraux», lâche un plaisantin. Ce sont en réalité les nouvelles tours d'affaires de l'ensemble «City Center».

Elles font partie du projet Alger Médina. La restructuration du Front de mer d'Alger-Est ne serait ainsi qu'une pièce du puzzle, l'objectif étant de «nettoyer» la façade maritime de façon à hisser l'offre balnéaire au niveau des attentes de ces nouvelles clientèles (dont pas mal d'étrangers) drainées par ces nouvelles entités économiques et autres enseignes commerciales. «Il y a de plus en plus d'étrangers qui travaillent avec les entreprises implantées dans cette zone, qui descendent dans les hôtels du coin, que ce soit ici ou à [Bab Ezzouar](#). Moi-même j'ai été souvent contacté pour leur conseiller un hôtel.

Et je ne parle pas des 4-5 étoiles. Il y a un tas d'autres hôtels, des 2-3 étoiles, qui sont disséminés par ici, et qui sont très demandés. D'ailleurs, les hôtels de moyenne gamme sont la base du développement touristique», témoigne Walid.

De fait, il y a tout un «tourisme d'affaires» qui a pris place ces dernières années, et les investisseurs dans le secteur de l'hôtellerie l'ont parfaitement compris à l'instar de Djillali Mehri qui a investi dans les chaînes Ibis et Novotel en partenariat avec le groupe Accor.

La Baie d'Alger bientôt saturée

Ardis. Plage Mazéla, commune de Mohamadia. Bien qu'officiellement interdite à la baignade, cette plage de 800m est très prisée, essentiellement par les habitants issus des quartiers voisins. Là, on est au cœur du projet Alger [Medina](#). Les fameuses tours qui nous apparaissent de loin comme un mirage de verre sont maintenant toutes proches et écrasent le paysage.

L'une d'elles ([Algeria Business Center](#)) est fonctionnelle depuis une dizaine d'années. «Depuis 2005, cette tour abrite le siège algérien d'une cinquantaine de firmes internationales.

Les travaux de réalisation des deux autres tours de bureaux "Tours [Oslo](#) et Genava" sont en cours, elles seront livrées au courant du second semestre de l'année 2016.

L'hypermarché Ardis, intégré au Centre commercial [Medina](#) Center ainsi que le parc aquatique sont opérationnels depuis plus d'une année», peut-on lire sur le site d'Alger [Medina](#) (www.algermedina.com/le_projet/).

«La Baie d'Alger sera bientôt saturée, entre usine de dessalement, palmiers à tout-va qui barrent la vue sur la Baie depuis la route Moutonnière, et maintenant ces tours», regrette un architecte.

Du côté des Sablettes, le projet d'aménagement de la Baie d'Alger (qui fait partie du Plan stratégique d'Alger à l'horizon 2030) continue à avancer cahin-caha.

Il faut reconnaître que la partie livrée, ouverte au public à l'été 2014, rencontre un franc succès, même en nocturne. Longue de plus de 3 km - 5 km si on compte des rives de Oued El Harrach à l'usine de dessalement - la promenade des Sablettes a complètement transformé le rapport des Algérois à la Baie.

L'étude d'aménagement de la Baie d'Alger avait été confiée, rappelle-t-on, au cabinet parisien Arte Charpentier.

«La Baie d'Alger est l'une des plus belles baies du monde, un site d'exception comme Hong-Kong, Rio de Janeiro ou encore [Istanbul](#).

Aujourd'hui coupée de la mer par le port, les industries, le train et les routes, la ville tourne le dos à son littoral et ne dispose plus de lieux d'urbanité au bord de l'eau : espaces commerciaux et de loisirs, promenades et grandes plages bien aménagées...», constate ledit cabinet.

Ruée sur les Sablettes

Pour y remédier, les pouvoirs publics ont mis le paquet de façon à rendre à la Baie son statut de pôle attractif et de «carte de visite» (pour ne pas dire «carte postale») d'El Bahdja, et pour faire des Sablettes la vitrine de la Baie.

A la clé, une concentration d'équipements et de

services : piscines en plein air, piste cyclable de 3 km, jardins paysagers, aires de jeux, connexion wifi, tri sélectif, bibliothèque ambulante, terrasses et buvettes pour se sustenter, parking de 700 places...

Pour les piétons, des navettes de l'Etusa assurent le transport depuis le centre-ville. En outre, une passerelle, longue de 200 m, qui relie les Sablettes au Caroubier, sera bientôt réceptionnée.

Les trois piscines à ciel ouvert, dont la gestion est assurée par l'Office des parcs de loisirs d'Alger (OPLA), font le plein : 12 000 visiteurs en moyenne par jour (voir [El Watan](#) du 10 août 2015).

Des flux humains qui s'expliquent, en partie, par les prix attractifs pratiqués : 400 DA pour les adultes et 200 DA pour les enfants. Tout autour du site, protégé par un grillage, des bancs en bois sont mis à la disposition des visiteurs désireux s'offrir un pique-nique en plein air en humant les embruns marins.

Le site est physiquement limité par l'embouchure de Oued El Harrach dont les travaux de dépollution ont considérablement avancé. Et même si des odeurs nauséabondes continuent d'émaner du fleuve, il n'empêche que, visuellement, c'est clean.

Le clou de ce dispositif est sans doute la petite plage «Piquet Blanc», aménagée dans la foulée de ces grands chambardements autour de la Baie. Brahim, la cinquantaine, peintre en bâtiment résidant à Oued Ouchayeh, est venu en bus avec ses quatre enfants pour s'offrir un moment de détente au bord de cette plage à l'écrin féérique.

A l'ouest, Alger se dresse dans toute sa majesté. Les dizaines de cargos en rade apportent un ton métallique à ce spectacle étrange où se mêlent l'azur, l'argent, le sable et les conteneurs. Brahim a dû enjamber le pont emprunté par les voitures pour rejoindre la Promenade. «Mais pour le retour, je prendrai un clandestin. 200 DA et je suis chez moi», dit-il. Brahim raconte : «Depuis mon enfance, je viens aux Sablettes.

Cela n'avait évidemment rien à voir avec ça. Avant, on venait ici se baigner en cachette». C'est que ce segment de la baie était plutôt insalubre et malfamé. Brahim reconnaît : «C'est un bon plan pour moi. Tu te paies des vacances à moindre frais.

J'ai fait une bonne partie des plages d'Algérie, et je peux vous dire que la Baie d'Alger n'a pas son pareil. Moi, je travaille à mon compte, donc je n'ai pas de souci. Par contre, j'ai un été chargé. Je n'arrête pas. Mais au moins je m'offre une pause de temps en temps pour faire plaisir aux

enfants.»

Bab El Oued : la mer en chantier

Bab El Oued by night. Un feu d'artifice géant célèbre le 94^e anniversaire de la création du Mouloudia d'Alger. Le doyen des clubs algérois est né, rappelle-t-on, le 7 août 1921.

Et c'est la folie sur l'esplanade El Kettani. Débauche de gerbes de feu vert et rouge. Il faut dire que même sans le spectacle pyrotechnique et l'ambiance de feu des supporters du MCA, le front de mer de Bab El Oued connaît une effervescence ininterrompue.

Toboggans et autres manèges gonflables géants, avec toutes les animations annexes (kid-cars, glaces, vendeurs de jouets, baby-foot) confèrent à la place des airs de fête foraine. Le panorama depuis les balcons d'El Kettani est juste mirifique. «Rien que ça, ça me suffit. C'est un régal pour les yeux.

Pas besoin de se baigner», roucoule un jeune père de famille en admirant «Madame l'Afrique».

En descendant vers R'mila, le chantier de Meditram assorti du panneau «Plan Stratégique d'Alger» est toujours là. Une grue imposante trône sur la place.

Entamés en 2012 en même temps que les Sablettes, les travaux d'aménagement des «plages et piscines naturelles de Bab El Oued» semblent accuser quelque retard. «ça fait trois ans que ça dure. Je ne comprends pas pourquoi ça traîne autant !» s'agace un riverain. Mais ce n'est pas fait pour décourager les inconditionnels de la mer.

Alors que des manèges pour enfants et autres vendeurs de sucreries ont jeté l'ancre à proximité des palissades du chantier, les baigneurs investissent l'espace de la nouvelle jetée.

Les plus jeunes se hissent sur les blocs de béton balisant la brise-lames en forme de T. Mais c'est surtout les bassins naturels dessinés par les nouvelles digues qui sont les plus convoitées.

«Nous avons tous appris à nager ici», confie Hocine, un enfant de Bab El Oued. «Avant, il y avait beaucoup de bars et de restos chics», se souvient-il.

«Maintenant, la plupart des restaurants ont fermé, mais l'hôtel (El Kettani) a toujours la cote», ajoute-t-il.

Hocine nous explique les codes du commerce avec la mer pour les habitants du quartier :

«Généralement, les gens qui viennent se baigner ici ne sont pas du quartier, et surtout pas les femmes. Vous ne trouverez aucun gars de Bab El Oued qui viendrait se baigner ici avec sa femme et ses filles.

Les gens vont toujours vers des plages éloignées de chez eux, discrétion oblige. Moi-même j'ai cessé très vite de fréquenter cette plage. Quand j'ai grandi un peu, je me baignais discrètement en me cachant derrière les rochers situés à l'emplacement de l'actuel Stade Ferhani. C'était "ib" de se baigner dans la plage "taâ el houma".

Aujourd'hui encore, c'est très mal vu».

A partir de Bab El Oued, et jusqu'à pratiquement La Madrague, le rapport à la mer est plus intimiste. Changement total d'échelle. On n'est plus dans les grandes plages d'Alger-Est, avec leurs équipements de dimension «industrielle». Il y a nettement moins d'infrastructures. Il faut dire que le relief ne s'y prête pas non plus.

En égrenant les petites criques qui ponctuent la Corniche de Bologhine, les petites plages de La Pointe Pescade, Bains Romains, Baïnem, on s'aperçoit très vite que ce sont presque des plages de quartier, même si l'attrait de la mer pousse de plus en plus de gens, les plus jeunes surtout, à braver ces codes.

«Avant, chaque segment du quartier, chaque famille ou groupes de familles avaient leur petite crique. C'était une convention tacite», explique une Saint-Eugénoise. «Les uns se baignaient à La Poudrière, les autres à Deux-Chameaux, l'Olivier,...Bologhine, c'est spécial.

C'est à la fois populaire et résidentiel. Les villas qui ont pignon sur mer ou carrément bâties sur pilotis ont un accès direct à la mer et avaient quasiment leur propre plage privée».

C'est notamment le cas à Miramar, [Hammamet](#) et Baïnem. «Mais aujourd'hui, ça a changé. Les gens viennent d'un peu partout pour des raisons de commodité. C'est moins intime. D'ailleurs, on ne descend plus à la plage.»

Graffitis : Ce que disent les murs d'Alger

Les écritures urbaines, d'octobre 1988 aux années Boutef

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 06 - 10 - 2015

Hassou bina» (pensez à nous), «Nouridou ettarrhil fawrane» (nous voulons être relogés en urgence), «Koullouna Ghazza» (Nous sommes tous Ghaza), «Nouridou ziyada lil mouâwaqine» (nous voulons une augmentation pour les handicapés), «Je t'aime Chouchou», «Tupac love», «La Glacière cinéma»...

Un florilège de graffitis que l'on peut voir en longeant les murs de quelques quartiers de l'Algérois, de Bachdjarrah à Bologhine. Certains datent un peu. D'autres sont plus frais. Ils disent avec des mots crus, sans langue de bois, le mal-être, la mal-vie, la précarité sociale, le désir d'ailleurs, la misère affective, les sens interdits...

Bref, nos murs sont bien plus parlants qu'il n'y paraît. Et malgré la concurrence féroce du «mur» de facebook, les «écritures urbaines» continuent à s'accrocher, à résister, à contester les récits dominants dans une proximité charnelle avec la cité, avec le réel. Elles racontent les convulsions d'une Algérie en mouvement, en perpétuelle mutation. Non. Les murs n'ont pas que des oreilles, ils ont aussi une langue. Ils ont des choses à dire et les graffeurs du quotidien ne se privent pas pour y clamer «tout haut ce que la société pense tout bas» (Karim Ouaras).

«Un seul héros, le peuple»

Petit travelling arrière. Sans remonter jusqu'aux gravures rupestres et bien avant l'apparition du street art comme expression politico-artistique établie, à partir des années 1960, aux Etats-Unis, il faut souligner que la pratique du graffiti est aussi vieille que le signe. A chaque époque, ses inscriptions gravées dans le marbre, d'autres dans le ciment, la terre cuite ou les pierres tombales...

Sous l'action lancinante du temps (et des autorités), des épigraphes en chassent d'autres, le tout formant des couches et des couches de mots-témoins, produisant des murs palimpsestes. De fait, nos textes urbains rappellent à cet égard les ces parchemins du Moyen-âge appelés «palimpsestes», que les copistes réutilisaient jusqu'à l'usure après avoir effacé les écritures qui y étaient hébergées pour céder la place à de nouveaux récits. Durant la Guerre de Libération nationale, les murs en espace public étaient rarement des espaces neutres, soumis, sans voix. Ils servaient souvent de tribune, de relais, aux mots d'ordre du FLN.

Les sigles FLN, ALN, peints en toutes lettres, étaient déjà en eux-mêmes un haut acte de subversion anticoloniale. L'un des graffitis-phares de cette époque est le fameux «Un seul héros, le peuple». Retenons aussi «Vive le FLN», «Vive l'ALN», «Le FLN vaincra» et tous les graffitis rageurs qui accompagnèrent le référendum pour l'autodétermination du peuple algérien, comme l'illustre cette consigne gravée dans les rues d'[Alger](#) : «Votez pour l'indépendance !»

Après 1962, les murs seront sollicités au gré des tensions, des remous, des conflits idéologiques, sociaux, sociétaux qui agitent la nouvelle nation en construction. «Durant les périodes de tension politique, on assiste souvent à la prolifération de ce phénomène dans la sphère publique», souligne Karim Ouaras, maître de conférences à l'université de [Mostaganem](#), spécialiste des sciences du langage et qui a consacré sa thèse de doctorat aux graffitis.

«Octobre a boosté la pratique du graffiti»

Le soulèvement populaire d'Octobre 1988 constitue, à ce propos, un tournant en ce que Octobre a permis une libération de l'espace public et, par ricochet, une libération de la parole. «Les événements sanglants d'Octobre 1988 constituent le moment-clé de l'appropriation de l'espace public et de la libre expression en Algérie», souligne Karim Ouaras. Cependant, le chercheur estime que «ces événements n'ont fait que 'booster' la pratique du graffiti dans le contexte algérien. D'autres conjonctures politiques antérieures et postérieures à Octobre 1988 ont leur lot de graffitis également. La Guerre de libération nationale et la crise de l'été 1962 ont joué un rôle majeur dans l'expansion de cette pratique en Algérie».

La période post-Octobre 1988, marquée par l'ouverture du champ politique et la consécration du multipartisme, a été accompagnée par une prolifération de sigles partisans, en l'occurrence ceux des formations politiques nouvellement agréées. Les antagonismes idéologiques qui opposaient principalement le courant islamiste et le courant progressiste transformeront les murs de nos villes en un véritable champ de bataille.

La violence politique et le terrorisme de masse des années 1990 ne feront qu'exacerber cette «guerre des murs», notamment après l'interdiction du parti de Abassi Madani et Ali Benhadj. «L'arrêt du processus électoral en 1992, suivi de la dissolution de l'Assemblée nationale a eu, entre autres conséquences, la multiplication des graffiti appelant à la violence», note Karim Ouaras (in *Les Graffitis de la ville d'Alger* : carrefour de langues, de signes et de discours. Les murs parlent..., revue *Insaniyat*, 2009).

Le chercheur cite à l'appui ce graffiti emblématique de cette époque chaotique : «Ya toghat, mawtana fil djanna, ya koffar, mawtakoum fi ennar» (O apostats, nos morts sont au paradis, ô impies, vos morts sont en enfer). Ce graffiti «s'adresse à tous ceux qui s'opposent à la mouvance islamiste et au projet d'un Etat islamique, que ce soit du côté des autorités politiques ou du côté de la société civile», décrypte notre spécialiste. Pour le courant opposé, Karim Ouaras convoque ce graffiti qui ornait le Tunnel des facultés au début des années 1990: «El Djazaïr layssat Irane, El Djazaïr dimocratia» (L'Algérie n'est pas l'Iran, l'Algérie est démocratique).

«Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts»

Autre moment-clé de notre histoire contemporaine : les événements du Printemps noir en Kabylie (2001-2003). Là aussi, les graffitis éclatent à foison, relayant le plus souvent les mot d'ordre des aïrouch et les slogans du mouvement citoyen : «Ulac smah» (pas de pardon), «Pouvoir assassin»... Certains de ces slogans font clairement écho à ceux scandés après l'assassinat de Matoub Lounès, le 25 juin 1988. Ils étaient le plus souvent assortis du Z berbère, décliné en tfinagh, symbole par excellence de la revendication identitaire amazighe. On se souvient aussi de ce slogan-graffiti qui avait marqué les esprits : «Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts». Il avait d'ailleurs inspiré le titre du livre de nos confrères Farid Alilat et Shéhérazade Hadid (Editions n°1, 2002).

Aujourd'hui, en parcourant les murs de nos villes, ce qu'on constate, à première vue, est que les graffitis «citoyens», les graffitis anonymes ont déserté les grandes artères principales. Les murs y semblent clean. Sur les principaux boulevards, en effet, il ne faut pas s'attendre à une débauche expressionniste de tags et autres «mouâlaqate» explosives. Pourtant, en s'immisçant dans les interstices de la ville, dans les petites ruelles adjacentes aux grandes avenues quadrillées par la police et les édifices publics, en «lisant» les murs des cités enclavées, des cages d'escalier et des toilettes publiques, force est de constater que les graffitis demeurent un médium très convoité, un mode d'expression privilégié, notamment pour les jeunes.

Nous avons recueilli, en ce mois de septembre 2015, une cinquantaine de graffitis répartis sur une dizaine de quartiers de la wilaya d'Alger (Alger-Centre, Bachdjarrach, Oued Ouchayeh, La Glacière, Belcourt, Bab El Oued, El Biar, Chéraga, Bologhine, Aïn Benian). Ce que l'on peut dire d'emblée en examinant ce corpus, c'est que les graffitis proprement politiques sont assez discrets dans l'ensemble. Parmi ceux qui ont retenu notre attention sous ce registre, cette inscription relevée sur un mur bordant les escaliers qui mènent du Telemly vers la rue Docteur Saâdane en longeant la Fac centrale. «Pas de vote avec les voleurs et les voyous», tonne cet écrit, qui résume à lui seul la très grande désaffection populaire vis-à-vis des cérémonies électorales, quelle que soit la période.

Il est à signaler au passage l'absence de toute trace de la présidentielle de 2014. Hormis quelques posters de Boutef rongés par l'humidité, il faut croire que la dernière formalité électorale qui a offert sur un plateau un quatrième mandat à un Abdelaziz Bouteflika fortement diminué, n'a pas laissé de trace impérissable dans la mémoire collective. Au demeurant, partout où nous sommes passés, Boutef n'est cité nulle part ni en bien ni en mal. Comme s'il était mort depuis longtemps.

«Dawla islamiya»

Autre enseignement : les graffitis à la gloire de l'ex-FIS dominent les inscriptions murales à caractère politique. L'un d'eux, débusqué du côté de Djenane Mabrouk, près de Bachdjarrach, proclame : «Le FIS ne meurt jamais». Si ce graffiti reste passablement visible, d'autres écrits du même acabit n'ont pas connu la même fortune. L'un deux, déniché en bordure des longs escaliers qui mènent de Bab El Oued à l'hôpital Aït Idir, près de Bab J'did, dans la Haute-Casbah, martèle : «Dawla islamiya, votez FIS» (Etat islamique, votez FIS). Le slogan-graffiti est maladroïtement escamoté à la chaux, mais le trait est aisément déchiffrable.

C'est d'ailleurs souvent le cas avec les graffitis «censurés» : les grossières bandes blanches passées dessus attisent la curiosité à l'endroit du signe effacé plus qu'elles n'éteignent le désir de dire.

Plus récent, ce graffiti lu sur un mur de la rue Réda Houhou, près de la mosquée Errahma : «El houria li Mourad Dhina» (liberté pour Mourad Dhina). Référence à cet ancien dirigeant du FIS exilé depuis une vingtaine d'années en Suisse. Si la majorité des graffitis sont anonymes, celui-ci est signé et revendiqué : «Chabab 8 Mai 1945» (Jeunesse du 8 Mai 45).

Autre type de graffitis «islamisés» : ceux de la dernière campagne anti-Charlie Hebdo. Au fameux «Je suis Charlie», slogan mondialement relayé au lendemain de l'attentat qui avait décimé la rédaction du célèbre hebdomadaire satirique français, le 7 janvier 2015, les auteurs de cette campagne répondaient : «Koullouna maâ Mohammed» (Tous avec le Prophète Mohammed). Sur un mur à Oued Ouchayeh, ce graffiti tracé en rouge : «Illa Rassoul Allah ya âda' Allah» (Ne touchez pas au Prophète, ennemi de Dieu). A quelques pas de là, sur le fronton d'un taudis encastré dans un décor à l'urbanisme chaotique, cette injonction : «Ansourou Rassoul Allah ya oummata Mohammed» (Soutenez le Prophète, ô nation de Mohammed).

«Nahnou mankoubine moundhou 1962»

Dans le registre social, nous avons noté un certain nombre de graffitis au contenu revendicatif très explicite et bien précis. L'un des thèmes qui revient le plus souvent sous ce chapitre est celui de la «rahla», l'exigence d'un logement, surtout aux abords des habitations menaçant ruine comme c'est le cas du côté de Malakoff, près de Bologhine. A quelques mètres du stade Omar Hammadi, cette doléance murale :

«Nouridou ettarih fawrane» (Nous voulons être relogés d'urgence). A l'extrémité du mur, cette indication : «Sotouh wa aqbia» (terrasses et caves), allusion à la précarité des locataires de ces logements insalubres. Ces graffitis sont apparus peu après le séisme du 1er août 2014 qui avait fait des dégâts à Bologhine et Bab El Oued.

Cela avait même poussé certains habitants du boulevard Abderrahmane Mira à manifester bruyamment pour presser les autorités à les évacuer. Voisinant avec cette inscription, on peut lire sur ce même mur : «Nouridou oqoud wa layssa ouoûd» (nous voulons des contrats,

non des promesses). A Bab El Oued, sur la porte d'une vieille bâtisse sise à quelques mètres du cinéma Le Maghreb (ex-Marignan, salle hors service), ce SOS : «Imara mouhaddada bil inhiyar» (Immeuble menaçant ruine, IMR). A signaler qu'une quarantaine d'IMR sont recensés à Bab El Oued et, à la moindre secousse, les pensionnaires de ces bâtisses retiennent leur souffle. Au lendemain du tremblement de terre du 1er août 2014, nombre de ces immeubles ont été carrément démolis.

Au 35, avenue Colonel Lotfi, la cage d'escalier d'un petit immeuble désaffecté est murée avec des parpaings pour dissuader les éventuels squatteurs de le réoccuper. Dégâts sismiques toujours, nous revient en mémoire un graffiti bien inspiré qui nous avait frappé lors d'un reportage que nous avions effectué, il y a quelques années, dans la ville de Thénia, fortement touchée par le séisme du 21 août 2003. Ce graffiti disait : «Nahnou mankoubine moundou 1962» (nous sommes sinistrés depuis 1962).

Autre doléance explicite : l'appel à une prise en charge plus digne des personnes handicapées. Lu sur un mur du côté des Tagarins, à quelques encablures du MDN : «Ir'faou lana minhate el mouaquine, innaha la takfina» (Augmentez-nous l'allocation pour handicapés, elle ne nous suffit pas). La même réclamation est exprimée sur une palissade jouxtant le grand rond-point du Val d'Hydra : «Nouridou ziyada lil mouaquine» (Nous voulons une augmentation pour les handicapés). «Bouteflika n'a rien fait pour les handicapés. Notre allocation est d'à peine 4000 DA. C'est une insulte à notre dignité !» dénonce un handicapé résidant à Boufarik.

«Pardonnez-nous de vivre»

Certains tags et graffitis sont un concentré de la colère populaire contre nos dirigeants et attestent d'un rejet viscéral de l'incurie, de l'injustice, de l'incompétence et de la corruption à grande échelle érigées en mode de gouvernance sous nos cieux. Ce graffiti cinglant repéré sur un petit mur, à quelque 200 mètres de la mairie de Boufarik, résume parfaitement ce sentiment : «Samhouna ki rana aychine. Akhtiwna !» (Pardonnez-nous d'être en vie. Fichez-nous la paix!). Une autre inscription murale gravée sur la façade d'un immeuble décrépi de Belcourt, près d'un commissariat, témoigne de ce marasme généralisé : «Hassou bina» (Pensez à nous).

Des mots poignants qui dénoncent en filigrane le manque d'empathie de nos «mas'ouline» envers les plus fragiles de leurs gouvernés.

Comme en écho à ce graffiti émouvant, un cordonnier adossé à ce même mur nous interpelle gentiment pour nous dire : «Au lieu de vous intéresser aux murs, allez enquêter sur les bénéficiaires des locaux commerciaux et des logements sociaux. Moi, je fais partie des sinistrés de Clos Salembier. Ma maison a été démolie et je me suis retrouvé à la rue.

Eddoula ma âtatni walou. J'ai 50 ans et je suis sur la paille. Je réclame juste un toit bach enderag rassi. Je demande selon quels critères nos responsables décident des bénéficiaires des logements. Je vais refaire mon passeport et je ferais tout pour partir. Au moins là-bas, tu as tes droits. Ma bqat'che m'icha fel bled hadi (il n'y a plus de vie dans ce pays).» D'où le succès des «Kanada», «Italia», «Lengliz»,

«Almania»...Autant de villes-refuges qui continuent à faire fantasmer nos «muristes».

L'un des graffitis qui ont fait florès sur le thème de «el hargha» assène avec humour : «Adjayez roma wala entouma» (Les vieilles chipies de Rome plutôt que vous). Slogan qui a inspiré le titre d'un film à succès de Tarik Tegui : Roma wala entouma (2006). Nous ne sommes pas près d'oublier aussi cet autre coup de gueule qui nous avait giflé au détour d'une ruelle des Planteurs, quartier vétuste perché sur les hauteurs d'Oran. Ça disait : «Yakoulna el hout ou mayakoulname eddoud» (Nous donnerons notre chair aux poissons plutôt qu'aux asticots).

Les vagues de harraga se succédaient à un rythme effréné à l'époque. Les plages de l'Oranie étaient devenues des plateformes de départ à destination des côtes espagnoles à bord de «botis» de fortune avant que «l'industrie» de la hargha ne bascule vers la côte Est, depuis les plages bônoises, avec pour destination l'Italie. Mais le slogan est resté et c'est même devenu la devise-phare de tous les harraga. Même le raï s'en est emparé.

A Bachdjarrach, un graffiti occupant une large façade latérale d'une cité populaire, aux alentours de la rue de Marseille, entretient cette fascination pour l'autre rive avec ces mots : «Oropa, vive Paris». Le détournement orthographique du mot «Europe» dit toute l'inventivité de la langue «graffitique». Il importe de souligner que d'autres villes, d'autres contrées font désormais vibrer le cœur de nos auteurs urbains. «Vive Ghazza !» scande un graffiti à Bab El Oued. «Allah Akbar... Koullouna Ghazza Souria» (Nous sommes tous Ghazza, Syrie) martèle un autre, avenue Mohamed Belouizdad.

«Chenwi men soghri»

Et le foot dans tout cela ? Les usagers de la ville que nous sommes le voient tous les jours : notre sport-roi est également le roi incontesté des graffitis. Les sigles des clubs de foot sont partout, changeant au gré des quartiers, épousant scrupuleusement la cartographie des domiciliations sportives. Il convient de noter aussi la très forte corrélation entre la «houma» comme espace communautaire intimiste dans la grande ville et le club censé la représenter et en porter les couleurs. «USMH kawassir» (USMH rapaces), «Malakoff MCA 1921»...

A Bab El Oued, sur l'un des blocs de béton attenants à la plage R'mila, cette déclaration enflammée : «Chenoui men soghri» (supporter du Mouloudia depuis mon enfance). «Chenwi» fait, pour ceux qui ne le savent pas, référence aux «chnawa», littéralement les Chinois, surnom des supporters du Mouloudia d'Alger pour signifier leur très grand nombre. Nous avons été interpellés aussi par cet autre graffiti plein de subtilité recueilli sur un mur du front de mer de Bologhine : «Le 29 novembre, voter USMA». Bel exercice de détournement politique, la date mentionnée ici étant celle des élections municipales du 29 novembre 2012.

A Belcourt, le sigle CRB est omniprésent. Dans une ruelle perpendiculaire à la grande artère (rue Mohamed Belouizdad), on est scotché par une magnifique peinture murale à la gloire de Hacène Lalmas, la star mythique du club de Laâqiba. A côté s'allonge un slogan mural de couleur rouge vif, s'inscrivant dans la charte graphique du Chabab. «La grande storia 1962» énonce l'inscription. Ces deux œuvres sont de facture très «street art». «Elles ont été réalisées par des jeunes du quartier. Ils sont très doués», indique Lyès, un Belcourtois pur jus doublé d'un fervent amazigh. «Le pouvoir n'aime pas Belcourt», lâche notre hôte, appuyé par un de ses voisins qui renchérit : «Belcourt a toujours été un quartier d'opposants.» Lyès souligne que Belcourt, c'est aussi un quartier d'artistes.

Et de nous montrer, dans la foulée, la maison où naquit le maître du châabi, El Hachemi Guerrouabi. Et pour revenir aux graffitis, coïncidence : «J'ai un fils qui pratique justement cet art» confie Lyès, avant de nous présenter le fils en question, Toufik. Passionné de street art, Toufik nous parle brièvement de sa pratique du graffiti : «Nous sommes un collectif de graffeurs. Nous faisons essentiellement des choses en soutien à notre club de cœur. Nous nous inspirons de la culture des 'ultras' (supporters organisés qui soutiennent activement leur club), nous réalisons des tifos, des banderoles pour les fans, des trucs de ce genre... Nous avons même un local pour ça.»

Nous reviendrons avec un reportage à part sur le street art dans ses différentes formes d'expression. Notons simplement que l'art urbain connaît ces dernières années un essor considérable et s'impose comme une pratique ritualisée, avec ses codes, ses communautés, ses espaces consacrés, ses «stars» et ses pages facebook qui se comptent par dizaines.

«Ils sont les Pharaons et nous sommes les corsaires»

En parlant de foot, comment ne pas citer l'épisode Omdurman. Alger garde encore des traces de ce haut moment de communion nationale et de folie collective. Jamais l'emblème national ne fut à ce point célébré, pavaisant toutes les bourgades, gravé sur tous les murs. Les scènes de liesse populaire, drapeau en main, prenaient des airs de juillet 62, le «one, two, three...» en moins.

Les murs, on s'en souvient, étaient massivement investis par des contingents de graffiteurs d'un jour, gravant d'un geste reconnaissant les noms des Ziani, Antar Yahia, Matmour, Bougherra et autre Mourad Megheni. L'effigie de Saâdane était partout et l'ancien entraîneur des Verts pouvait légitimement briguer la magistrature suprême ! Un des vestiges de cette campagne héroïque aperçu furtivement sur un mur, du côté de Chéraga, fanfaronne : «Houma el pharaïna wah'na el qarassina» (Ils sont les Pharaons, nous sommes les corsaires).

Autre observation : le foot se politise. En témoigne ce graffiti qui avait résisté longtemps, à Saint-Eugène avant d'être effacé (censuré ?) : «Un derby sans public est un derby sans âme». Slogan protestataire adressé à la LNF après que le MCA fut condamné au huis clos. Autre exemple de cette politisation du graffiti footballistique, cette charge accablant le président de la FAF sur un vieux rempart de Bologhine : «Irhal ya Raouraoua» (Raouraoua dégage !). A l'entrée de Ain Benian, un graffiti de la même veine s'en prend cette fois au président de la JSK en assénant : «Irhal ya Hannachi» (Hannachi dégage !). Un petit stade de quartier, enserré dans une cité populaire de la périphérie d'El Harrach est baptisé ironiquement «Malâab Guantanamo» (Stade Guantanamo). Citons aussi ce sigle ACAB omniprésent, propre aux «ultras». Ce n'est pas un club de foot.

Il s'agit plutôt de l'acronyme du slogan british «All cops are bastards» (Tous les flics sont des bâtards), balancé par les mineurs de fond contre les forces de Margaret Thatcher dans les années 1980. Slogan détourné par certains militants de la gauche radicale en «All capitalists are bastards». Toujours est-il que les forces de l'ordre, comme visage de la répression, en prennent souvent pour leur grade dans et en dehors des stades. Sur un mur lépreux du quartier de La Glacière, un subversif «Fuck Polis» claqué dans la pure tradition de la subversion «graffitique» et ses «punchlines» caustiques.

«Interdit de pratiquer le romantisme»

Dernière rubrique de cette «revue de presse murale» non exhaustive : le registre moral et civique. En tête de liste, les graffitis exhortant les usagers à ne pas jeter les ordures sur la voie publique ou encore à ne pas utiliser les cages d'escalier comme urinoirs. Parfois, ces appels au civisme n'hésitent pas à rudoyer les contrevenants potentiels d'un tonitruant «Matarmiche zeblek h'na ya h'mar» (ne jette pas tes déchets ici, bourricot !). Les graffitis «hygiéniques» sont d'ailleurs les plus partagés sur le mur de la ville.

Dans le même ordre d'idées, notons cette campagne à coup d'affichettes sur papier A4 invitant badauds et hittistes à ne pas proférer de «kalam fahiche» (propos indécents). Moralisation de la voie publique toujours : ce graffiti barbouillé en gros caractères sur un mur délabré d'une petite crique de Saint-Eugène : «Mamnou' chorb al khamr» (interdit de consommer de l'alcool). Le commandement est accompagné d'une...croix gammée. Sans parler de tous ces graffitis et autres pictogrammes «anticouples» enjoignant aux jeunes tourtereaux de ne pas roucouler dans tel ou tel endroit, même soustraits aux regards. Un graffiti hilarant qui a beaucoup circulé sur facebook décrète : «Mamnou moumarassate al romancia» (interdit de pratiquer le romantisme). Les «romantiques pratiquants», eux, ne s'en laissent pas conter.

A défaut de vivre leur passion, ils se consolent en l'écrivant et la criant sur tous les toits et les murs de l'interdit. «Youcef Chouchou habibi» (Bab El Oued), «F+M = hob» (Bologhine), «A+Y= Love» (Belcourt)... Autant de cœurs transis additionnés dans l'anonymat des lettres solitaires attendant une union en bonne et due forme par devers l'imam ou le commissaire aux mœurs. Sur une palissade, à [Béchar](#), cette déclaration d'amour un peu particulière : «Aachaqu fatate ismouha La Quille» (Je suis amoureux d'une fille qui s'appelle La Quille). Il s'agit sans doute d'un appelé du service militaire. Sur la même page chaulée, il renchérit : «Vive la liberté», «Vive darna» (vive chez moi). Touchant. «Moi, je ne me prive pas de crier mon amour pour une fille qui me plaît sur les murs de Sidi Aïssa», confie Taha. Ce beau gosse de 20 ans, originaire de la ville de Mostefa Lacheraf, est aiguiser de couteaux occasionnel. Nous l'avons rencontré deux jours avant l'Aïd El Kebir, au marché de Bachdjarah, adossé à ce mur qui chantait «Oropa Vive [Paris](#)». Notre fringant rémouleur poursuit : «Une fois, j'avais écrit : 'I Love Basma' et la fille a vu mon graffiti. Elle passait par là et elle lisait ça. Elle était gênée.» «Hach'mate», sourit-il malicieusement.

Mais pas de regrets. Taha assume : «Je n'ai pas honte de le faire, j'aime exprimer mes sentiments sur les murs. Mais je ne fais pas de politique.» Son autre passion, c'est les motos, n'hésitant pas à déclarer sa flamme aux grosses cylindrées vrombissantes de l'écurie Yamaha ou BMW. «Il m'arrive de taguer les marques de motos que j'aime. Par exemple, 'I love PCX' (moto de marque Yamaha).» Et de lâcher avec son profond regard tendre couleur noisette : «Melli mat Hasni, ma bkache hob (Depuis la mort de Hasni, il n'y a plus d'amour)...

Débidonvillisation : Le calvaire des exclus Ni baraque, ni logement

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 17 - 12 - 2015

Pour 72 752 familles recensées, 84 766 logements. L'équation paraît facile sur le papier, et la bataille de la débidonvillisation gagnée d'avance. Il y aurait ainsi un toit pour tout le monde. Sur le terrain, c'est une autre affaire. Déterminée à éradiquer toutes les baraques, la wilaya d'Alger ne fait pas de quartier.

Résultat des courses : ceux qui ne sont pas dans la liste et qui ne sont pas repêchés après recours se retrouvent à la rue. Ils ne pourront même plus réoccuper leur ancien gourbi, les autorités étant décidées à raser les sites précaires, récupérer toutes les assiettes et y planter des projets d'utilité publique. Si bien que, dans tous les sites de recasement que nous avons visités, l'euphorie «post-rahla» a très vite cédé la place à une forme de déception, voire un mécontentement solidaire en dressant l'inventaire de ceux qui manquent à l'appel.

Les joies étaient contenues, pudiques, quand elles ne se transformaient pas carrément en mouvement de colère. C'est le cas à la cité des 160 Logements, à Souidania. A peine avons-nous mis les pieds dans cette nouvelle cité, une foule nous a entourés avec un seul nom à la bouche : Salaheddine. «Nous sommes tous Salaheddine», clamaient-ils presque dans un élan empathique. Référence à Salaheddine Larbah, un de leurs voisins à Haouch Kaïti, site d'habitat précaire situé à Staouéli.

On comprendra très vite que Salaheddine n'a pas eu sa place dans le «bateau» de la «rahla». Pour eux, c'est comme laisser un frère en mer, livré à la furie des flots quand tout le monde a pu embarquer. Pour faire court, Salaheddine Larbah, 22 ans, ouvrier en bâtiment, marié et père d'un enfant de 3 ans, n'a pas bénéficié d'un logement après la démolition de sa baraque à Kaïti.

Nous l'avons rencontré, et le moins que l'on puisse dire est que sa situation est des plus déplorables. Il en est réduit à végéter dans un local commercial désaffecté, un trou insalubre aux murs gris, couleur ciment, sans électricité, sans eau, sans toilettes, ni la moindre commodité, n'ayant pour tout confort qu'un lit de camp et une couverture élimée. Le local en question est niché dans l'un des bâtiments de la cité des 160 Logements. Pour y accéder, on traverse un vestibule nauséabond puant l'urine. En face, un local vacant est transformé en décharge clandestine. Bref, des conditions de vie inhumaines.

«Je ne vais quand même pas habiter dans la cuisine»

Le calvaire de Salaheddine a commencé le jour de l'évacuation des baraques de Haï Kaïti en octobre 2014. «Ce jour-là, les forces de l'ordre ont envahi le site avec hargne. Ils étaient décidés à chasser tout le monde. J'ai été tabassé à mort, mais j'ai résisté et ma baraque a été épargnée. Trois mois plus tard, à 8h du matin, ils sont revenus à la charge et m'ont chassé avec sauvagerie. Ma baraque a été rasée. Maintenant, il reste juste une petite tente là-bas où j'ai accroché un drapeau. J'y ai laissé toutes mes affaires», raconte Salaheddine.

A l'appui, le jeune homme nous montre des cicatrices tatouées sur son corps frère : une bosse sur le front, une entaille profonde sur le bras gauche, mal suturée, séquelles d'une bastonnade féroce. «Ma femme a fait deux fausses couches suite à ces violences», affirme Salaheddine.

Malgré cela, il ne compte pas baisser les bras. Sa revendication ? Un logement individuel où il pourrait retrouver sa petite famille déchirée.

«Depuis l'évacuation du bidonville, je suis coupé de ma famille. Ma femme est chez ses parents à Chérâga avec mon fils. Mon enfant me manque terriblement.

Je ne le vois qu'occasionnellement. Je ne peux pas les ramener vivre avec moi dans ces conditions.» Selon Salaheddine, il ne fait aucun doute que son nom figurait sur la liste des relégués : «Je suis marié depuis 2011, j'ai un enfant, j'avais une baraque indépendante. Il n'y a pas de raison à ce que je ne bénéficie pas d'un logement séparé comme tout le monde. Je suis convaincu que mon logement a été détourné !» martèle-t-il. Dans la logique des autorités, Salaheddine devait emménager dans l'appartement qui a été affecté au nom de sa mère, elle-même ex-pensionnaire du bidonville Kaïti. Sauf que le logement en question, un petit F3, ne pouvait suffire pour contenir la nombreuse fratrie des Larbah. «J'ai un frère marié, avec femme et enfants, qui occupe une pièce ; ma mère occupe l'autre pièce avec ma sœur. Reste le salon que se partagent mon autre frère qui a 24 ans et ma sœur de 29 ans. Déjà qu'un garçon dort avec sa sœur, ça ne se fait pas, ib. Ne reste finalement que la cuisine. Je ne vais quand même pas habiter dans la cuisine avec ma femme et mon fils !» proteste Salaheddine.

«On n'a jamais demandé à partir»

Lakhdar, un de ses voisins, n'y va pas par quatre chemins : «Salaheddine a 22 ans, ils ont vu qu'il était jeune, alors hagrouh. Ils ont détourné le logement qui lui était destiné. On sait de source sûre qu'il était sur la liste, et son logement a été détourné purement et simplement. Karitha !»

Et de faire remarquer : «Salaheddine vivait avec sa femme et son fils dans sa propre baraque. Pourquoi le mettre avec sa mère sachant que c'est un ménage à part ?» Lakhdar renchérit : «A la limite, il est plus prioritaire que moi.

Moi, je suis originaire d'El Attaf (wilaya de Aïn Defla, ndlr). Nous sommes tous des Algériens, mais je vous le dis honnêtement, je suis un nouveau débarqué à Kaïti et j'ai bénéficié d'un logement. Lui, il est né à El Harrach, il a droit à un logement plus que nous tous, ne serait-ce que pour son fils. Ça fait des mois qu'il ne l'a pas vu. Il ne fait que regarder ses photos sur son téléphone portable et pleurer.» Image saisissante : du local où crèche Salaheddine, il y a un vasistas qui donne sur le bâtiment d'en face. Salaheddine s'exclame : «Vous voyez cette fenêtre ? C'est là-bas qu'habite ma mère. Depuis que je suis dans cet état, elle souffre le martyre.

Elle n'a pas vu un seul jour heureux depuis qu'on est arrivés dans cette cité. Elle n'a plus d'appétit. Elle ne dort pas la nuit. Y a-t-il une seule mère au monde qui va jeter son fils à la rue ? Elle me dit : viens dormir près de moi, ramène ta femme et ton fils, on va se serrer. Mais ce n'est pas possible.

Et je ne peux pas revenir dans ma baraque, ils ont rasé le site. Le maire m'a promis de m'aider, j'attends toujours.» Salaheddine s'écrie :

«Nous, on n'a jamais demandé à partir. J'étais bien dans ma petite baraque. Au moins, j'avais la paix, j'avais mon fils près de moi. C'est l'Etat qui nous a chassés en disant qu'ils avaient besoin de ce terrain pour bâtir une salle de sport. Au début, ils nous ont assuré que nous serions tous relégués. Mais ils n'ont pas tenu leur promesse. Il y a deux autres familles qui sont dans la même situation que moi. On ne met pas des familles à la rue pour construire une salle de sport. Ce n'est pas juste !»

Un malheur n'arrivant jamais seul, le jeune père de famille est aujourd'hui au chômage. Ouvrier dans une usine de céramique à Chéraga où il a été embauché avec ses frères, ils ont tous été contraints de quitter leur travail par crainte de choper la silicose ou quelque autre maladie professionnelle incurable. «On travaille dans des conditions inhumaines, on respire du poison, le tout pour un salaire de misère. Et on n'est même pas assurés !» fulmine l'un de ses frères.

Sabu, le magicien engagé

Ancien patriote, il vient de créer le «Koriche Circus»

Mustapha Benfodil Publié dans *El Watan* le 21 - 12 - 2015

Mustapha Koriche, alias Sabu, son nom de scène, est illusionniste de métier. Une passion qui remonte à ses 14 ans et qui ne l'a jamais quitté. Ce joyeux trublion, natif de Boufarik, a vécu dans sa chair la débâcle sanglante des années 1990. En 1993, ses petits tours de magie pour enfants lui vaudront les foudres d'un imam ombrageux, du haut d'un minbar rasé depuis. Le GIA veut sa peau. En septembre 1995, il revient au bercail après moult tribulations qui le mènent jusqu'à [Tunis](#) et s'engage dans le corps des Patriotes.

Il devient très vite la figure de proue de la lutte antiterroriste dans la Mitidja. Mais la scène lui manque et, dès le début des années 2000, il renoue avec ses vieux tours de prestidigitateur enchanté, tout en continuant à porter l'uniforme de la résistance. Après vingt ans de bons et loyaux services, il dépose définitivement les armes et se lance dans un projet audacieux qu'il caresse depuis sa prime jeunesse : monter son propre cirque.

Il livre une ultime bataille contre la bureaucratie et, au bout de deux ans de combat, il revient plus déterminé que jamais, arborant son registre du commerce avec, en guise de raison sociale, cette drôle d'enseigne : «Koriche Circus». «Il y a le Cirque Amar et il y a moi», proclame-t-il fièrement, décidé à se lancer très rapidement sur les routes pour semer des étoiles dans les yeux des enfants, de Tablat à Tamanrasset. C'est que pour lui, le cirque, les clowns, les saltimbanques, «c'est aussi une forme de résistance».

A 57 ans, Mustapha Koriche a le corps sec et souple d'un acrobate. A un âge où les organismes se gâtent, lui arbore une silhouette insolitement gracieuse et fine comme un bâton d'allumette. Béret vissé sur le crâne, cigarette au bec et faux airs de Bruce Willis, il faut reconnaître que «Sabu» a de l'allure. Rendez-vous est pris ce mercredi 24 novembre avec Mustapha dans l'agora de son quartier de toujours, la cité Makhloufi Boualem, au nord de Boufarik. Nous prenons place dans un local à la bordure de la cité pittoresque construite à la fin des années 1950.

C'est dans ce local couleur ciment que Mustapha a rangé son matériel de cirque : une bâche pliée, de couleur rouge et blanc, des pieux, des corniches, 200 chaises empilées et autres accessoires encore sous emballage et jalousement conservés dans leur carton en attendant le jour J. Mustapha sort d'emblée de la poche de son imper bleu marine une pile de photos pour nous montrer «l'animal» : «Voilà mon chapiteau debout. Ça, ce sont des tests que j'ai faits pour vérifier le matériel. J'ai effectué deux essais, l'un à Zemmouri, l'autre à la cité Matico de Boufarik.» Une manière de suggérer que le Koriche Circus, c'est du concret.

Aide-magicien à 14 ans dans un cirque français

Mustapha se lance dans une rétrospective truculente en égrenant les dates de son parcours picaresque. «Je suis né le 16 août 1958 à Boufarik, précisément à la rue Victor Hugo. Mon père et mon grand-père sont tous deux nés à Boufarik» raconte-t-il. Comment s'est faite la rencontre du «petit Mus» avec le monde du cirque ? «C'était en 1972, j'avais 14 ans.

A l'époque, il y avait une compagnie de cirque française qui se faisait appeler «Le Cirque mondial», qui s'était posée à Boufarik, sur le parking du vieux marché. Je suis allé voir le patron, je lui ai dit : «Je voudrais vous accompagner. Il m'a tout de suite pris en sympathie. Il s'appelait Alexei Robin. Il était charmé par mon audace. J'étais devenu comme un fils pour lui.

Il m'a confié aux bons soins d'un magicien qui s'appelait Roger Roustan, qui avait rejoint la troupe au [Mali](#). Au bout de quelques jours, j'ai été engagé comme aide-magicien. J'ai été d'emblée lancé sur la piste. Je dormais dans une roulotte. C'est comme ça que j'ai acquis les rudiments du métier, en observant Roger et en l'aidant à préparer ses astuces.» Le jeune apprenti prend rapidement goût à la chose.

Son idée est faite : il sera magicien ou rien. «J'ai accompagné cette troupe jusqu'en 1975. Après, j'ai commencé à sillonner les parcs forains. J'ai

fabriqué un mini-théâtre. A 20 ans, je connaissais l'Algérie tchoukhna b'tchoukhna, commune par commune.» A la fin des années 1970, Mustapha Koriche franchit un palier en intégrant le circuit scolaire. «J'ai eu la première autorisation du ministère de l'Education en 1979-1980. J'ai commencé avec les wilayas de [Blida](#) et de Mascara», se souvient-il.

Dans les années 1980, Mustapha Koriche est à l'apogée de son art. Il est sollicité partout. «Je travaillais très bien. Je n'arrêtais pas. Je faisais les écoles, mais aussi les centres culturels, les colonies de vacances, les complexes touristiques... J'ai fait le Casif (Sidi Fredj), Moretti, Club des Pins, qui était ouvert au peuple à l'époque... Je me produisais aussi à Zéralda, Matarès, au CET (Tipasa), à Chréa.

Matlagt oualou !» Mustapha affectionne particulièrement les spectacles pour enfants, son public de prédilection : «Je monte mes numéros dans un esprit éducatif, avec des visées à la fois ludiques et pédagogiques. Ce sont des tours adaptés aux enfants. Des trucs minimes. Par exemple, la réapparition du lapin, la disparition de l'objet, le déplacement d'un objet, le coup du chapeau...Je leur évite les tours de grande illusion, réservés aux adultes.»

«Tout ce que fait ce sahhar est h'ram»

Arrivent les années noires. Rouges. Les jours «sang». Sabu est montré du doigt. «On a senti le vent tourner dès le début des années 1990. L'atmosphère était devenue pesante. Un jour de 1993, l'imam de la mosquée Ettouba s'est fendu d'un prêche incendiaire, où il me ciblait nommément. Il disait «ce sahhar (sorcier) ira en enfer».

Je n'oublierai jamais ça. A l'époque, j'avais un fourgon chamarré, avec des essaims de colombes, des clowns farceurs et mon nom gravé en toutes lettres : SABU LE MAGICIEN. Je faisais mes tournées avec. Et l'imam qui fulmine : «Tout ce que fait ce sahhar est h'ram. Ne lui adressez pas la parole, ne prenez pas son argent, ne montez pas avec lui ! Cet homme est hram fi h'ram, de la tête aux orteils.»»

Mustapha commente : «J'étais dégoûté, désespéré. J'ai pris cet avertissement très au sérieux. J'avais une BMW, je l'ai vendue à perte et j'ai quitté Boufarik. J'ai passé six mois à traîner d'un hôtel à l'autre. Je suis parti à [Oran](#). Grâce au soutien de l'académie d'[Oran](#), j'ai pu travailler dans les écoles de la région : [Oran](#), Arzew, Gdyl, Hassi Bounif, Bettioua...

Ensuite, je suis parti en [Tunisie](#). J'ai travaillé au Théâtre de verdure de la ville d'Ezzahra, près de [Tunis](#). Il était dirigé par ammi Ali, celui qui a joué dans Les Vacances de l'inspecteur Tahar (le comédien tunisien Mohamed Ben Ali, ndlr). Il m'a beaucoup aidé. Je suis resté six mois en [Tunisie](#) et je suis rentré. Je m'inquiétais pour ma famille.» Mustapha s'établit à [Blida](#) pour être au plus près des siens. «Et puis un jour, j'apprends que l'armée occupait le CEM qui jouxte notre cité (CEM Bellouche, ndlr). C'était en septembre 1995.

Ça m'a rassuré. J'ai aussitôt réintégré la cité. Deux ou trois jours à peine après mon retour, j'ai rejoint le corps des Patriotes.» Mustapha insiste sur le fait qu'il a toujours été prompt à s'engager depuis son enfance. Une sorte de boy-scout qui bataillait sur tous les fronts. «Déjà quand j'étais petit, j'ai adhéré aux Scouts musulmans. Ensuite, j'ai milité au sein de l'UNJA. Et j'ai toujours été volontaire. Quand il y a eu le séisme d'El Asnam en 1980, je me suis tout de suite rendu sur place. Je faisais partie d'une équipe de secouristes qui intervenait à El Abadia.»

«Rani ayeche Fel fayda»

Mustapha endosse l'uniforme de la résistance sans la moindre préparation ni formation paramilitaire. Néanmoins, il gravit les échelons et devient chef de groupe. «J'avais 60 bonshommes sous mon autorité. Les gens à Boufarik se sont tout de suite mobilisés. C'était ça ou notre extermination. Allah yerham echouhada.

Des hommes se sont sacrifiés pour qu'on vive en paix.» Mustapha raconte ses innombrables flirts avec la mort et lâche dans un sourire : «Rani ayeche fel fayda. Tout ce que je vis est un bonus. J'ai frôlé la mort à plusieurs reprises. Une fois, une mine a explosé juste à quelques mètres de moi sur la route de Chebli. Nous avons perdu deux des nôtres, déchiquetés par la mine.»

Et de souligner : «Je le dis en toute objectivité : ce sont les Patriotes qui ont porté les coups les plus fatals au GIA et consorts. Non pas que l'armée était faible, loin de là. Mais notre action de proximité s'est révélée payante. Tu ramènes un militaire de [Ouargla](#) ou de [Constantine](#), tu le mets à Boufarik, il ne connaît pas la ville, les quartiers, il ne connaît pas les gens, comment veux-tu qu'il soit efficace ?» Il poursuit : «J'ai été affecté par la suite au commandement des Patriotes à la cité [Dallas](#).

J'ai été promu secrétaire général du coordinateur de la région est de [Blida](#), qui s'étend jusqu'à Meftah.» Mustapha continuera à servir dans le corps des Patriotes jusqu'en 2010.» «Un jour, on nous a notifié que les Patriotes c'était fini, que nous serions reversés à la protection des grandes entreprises. Et voilà que je me retrouve posté dans une guérite d'une filiale de Sonelgaz. J'étais indigné !

J'avais 2400 hommes sous ma responsabilité et je me retrouve dans une garita ! Ce n'était pas facile à digérer. Le chef du secteur militaire (de [Blida](#)) m'a convaincu de poursuivre ma mission et j'ai tiré encore cinq ans. Jusqu'au jour où un responsable de cette entreprise m'a lancé : «Derna fikoum m'ziya, on vous a fait une faveur en vous recrutant.» Ça m'a profondément blessé. J'aurais servi pendant 20 ans au total et voilà comment on me récompense.

Là, j'ai dit basta. Je suis parti sans demander mon reste. J'étais un engagé volontaire à la base, je ne demandais pas l'aumône !» martèle-t-il. Malgré cet affront, Mustapha se dit prêt à rempiler si une nouvelle menace se profilait. «Je répondrai présent, bien sûr ! On demande juste à l'Etat de surveiller les frontières, on s'occupera du reste. Mais Inchallah, tout ça est derrière nous. Le peuple est vacciné.»

«Il n'y a jamais eu de cirque algérien depuis 1962»

Si Mustapha prenait à cœur sa mission de Patriote, Sabu, lui, n'était jamais loin, même si les circonstances l'avaient contraint à ranger sa cape et son chapeau de magicien. «Je n'ai véritablement arrêté que durant la période 1995-2000. Mais dès que la situation sécuritaire a commencé à s'améliorer, j'ai repris mes activités. A mes heures perdues, j'allais faire de l'animation pour faire oublier à nos enfants les traumatismes qu'ils ont vécus.»

Pendant toutes ces années, une idée entêtante n'a pas quitté son esprit : monter un cirque. Il surfe sur internet, se renseigne sur les sociétés de fabrication de chapiteaux de cirque. En 2013, il entame la procédure de création de ce qui deviendra le «Koriche Circus». Il fait son montage financier, compare les factures proforma.

C'est ainsi qu'il réussit, après moult péripéties, à s'offrir un chapiteau de cirque d'une valeur de 6 millions de dinars après une galère sans nom. «Je l'ai importé du Danemark, auprès de la société Dancover. Il m'a fallu deux ans rien que pour obtenir mon registre du commerce. Je le dois au DRAG de la wilaya de [Blida](#) qui m'a beaucoup aidé», dit-il avec reconnaissance. «Mais pour le financement, je n'ai pas eu un sou de l'Etat», lâche-t-il. «J'ai été aidé uniquement par ma famille. Seul, je n'y serais jamais arrivé.»

Les yeux pétillants, Mustapha soupire : «C'est un vieux rêve qui se réalise. Il y a le Cirque Amar et il y a moi. Quoique le Cirque Amar n'a d'algérien que le nom. Certes, il est né en Algérie (fondé par Ahmed Ben Amar à la fin du XIXe siècle), mais il s'est installé en [France](#) (bien avant l'indépendance, ndlr). Il n'y a jamais eu de cirque vraiment algérien depuis 1962. Pourtant, c'est quelque chose qui passionne les gens. Je le constate à chacune de mes tournées. J'ai donné récemment un spectacle à la salle omnisports de [Djelfa](#), la salle était archicomble.»

«J'ai besoin de sponsors»

Qu'y a-t-il au menu du Koriche Circus ? Mustapha tempère ses ambitions : «Je commence avec un mini-cirque. C'est tout ce que me permettent mes moyens pour le moment.» Dans ses dimensions actuelles, il n'est pas possible d'avoir des trapézistes. Il n'est pas prévu également de ménagerie. «Mais ça viendra, Inchallah. Il faut un début à tout. Une fois que le mini-cirque aura pris son envol, on va se

développer.

Le chapiteau que j'ai fait 4m de hauteur, 32 m de long et 25 m de large. Il a une capacité de 200 places», détaille le prestidigitateur. «C'est du cirque sur scène. Il y aura des numéros de magie, des spectacles de clowns, il y aura aussi un contorsionniste, un numéro de danse robotique, des ballets... On aura des costumes aux normes internationales. Les hôtes d'accueil, le préposé à la caisse, l'ouvreur seront tous en tenue de cirque.»

Autre ambition de Mustapha Koriche : lancer une école du cirque, la formation étant, comme de juste, la clé de voûte pour jeter les bases d'une discipline quasi inexistante sous nos latitudes. «L'école du cirque est dans le programme, ça démarrera avec la tournée. L'entraîneur est prêt. C'est un gars de [Médéa](#). Il vivait en [Tunisie](#) et maintenant il s'engage avec nous. Il va former des jongleurs, des funambules...» Mustapha se penche actuellement sur le casting. «J'auditionne beaucoup de gens. Je vais créer de l'emploi. Tous ces artistes, ces clowns qui ne travaillent qu'une fois la saint-glinglin vont pouvoir monter sur scène d'une façon régulière», jubile-t-il.

Mustapha piaffe d'impatience. Il ne peut plus attendre : «Je vais démarrer dans un mois, un mois et demi. Je démarre diminué. Il me manque la clôture, les roulottes, mais on est habitués à la misère. Je ne peux pas attendre davantage, je ne peux pas laisser le matériel en jachère comme ça !» Dans la foulée, il lance un appel aux sponsors pour l'aider à mettre en route son spectacle. «J'ai besoin d'aide juste pour démarrer. Je compte beaucoup sur le sponsoring pour tenir. Je vais sillonner les 48 wilayas.

Les sponsors peuvent être sûrs que je ferai entrer leurs marques dans les plus petites bourgades», promet-il. L'ancien Patriote indique qu'avec son registre du commerce, il a simplement besoin d'une autorisation des APC pour installer son chapiteau. Il a déjà une idée de l'itinéraire de sa tournée inaugurale : «Je souhaiterais commencer par Larba, enchaîner sur Tablat, Beni Slimane, Berrouaghia, Ksar El Boukhari, Hassi Bahbah, [Ain Oussera](#), [Djelfa](#), [Laghouat](#), puis piquer plein Sud.

Pourquoi priver ces populations de gaieté ? Je ne veux pas faire comme ces tourneurs qui ne visent que les grandes villes, et à quel prix ! Nous, on veut pratiquer des prix populaires et porter la culture et la joie aux fins fonds de l'Algérie.» Pour Sabu, il ne fait aucun doute que «la culture, le divertissement, c'est important. Ça va ouvrir l'esprit à nos gamins et les prémunir de l'extrémisme. Un peuple sans culture, c'est comme un zèbre sans rayures»

Déni d'appartenance et marché noir de la hargra

Les traversées migratoires dans l'Algérie contemporaine de Salim Chena

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 08 - 06 - 2016

«En Algérie, aucun Subsaharien reconnu par l'antenne algérienne du HCR ne l'est par le Bureau algérien de protection des réfugiés et apatrides.»

Les traversées migratoires dans l'Algérie contemporaine est le titre d'un ouvrage capital signé Salim Chena, chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le monde (CNRS, Sciences Po Bordeaux). L'ouvrage, qui vient de paraître aux éditions Karthala, à [Paris](#), est tiré, faut-il le souligner, d'une thèse de doctorat en sciences politiques soutenue par l'auteur en 2011 à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

La force et l'originalité de ce livre tiennent au fait qu'il casse la dichotomie (presque discriminatoire) entre «émigrant national» et «immigrant étranger». A ce titre, il explore rigoureusement les modalités migratoires en croisant les mobilités d'origine subsaharienne qui transitent par l'Algérie et les mobilités depuis l'Algérie sur le mode harraga à destination de l'Europe. En outre, Salim Chena (dont on connaît la compétence intellectuelle et la sensibilité empathique et communicative) allie avec élégance langage théorique et épistémologique et matériau empirique. De fait, pour les besoins de sa thèse, le chercheur a mené des enquêtes ethnographiques très fouillées entre 2008 et 2011 à la rencontre des migrants. Son long périple l'a conduit à Tamanrasset, [Alger](#), [Annaba](#), Sidi Salem, [Oran](#), Aïn Turck, Maghnia, [Oujda](#) et [Rabat](#). Il a recueilli à l'occasion les récits de vie de 53 exilés ou candidats à l'exil. Salim Chena part du constat que «les migrations internationales sont habituellement, et trop simplement, expliquées par des facteurs extérieurs à leurs protagonistes.

Les causes ainsi envisagées des mobilités humaines sont multiples : pauvreté, chômage, violences multiformes, crise politique aiguë, conflit armé, crise écologique aux diverses conséquences...» Au-delà de ces mobiles constamment invoqués, Salim Chena insiste sur la nécessité ontologique de «rendre l'exil aux exilés» en récusant farouchement les schémas «essentialistes». Dans les deux premiers chapitres, l'auteur s'attache à déconstruire les représentations médiatiques et l'appareil discursif produits à l'endroit de ce que l'on désigne par les «migrations irrégulières» (ou «clandestines»).

Il relève à ce propos une concordance pointilleuse entre la rhétorique officielle et le traitement médiatique réservé aux migrants, avec, à la clé, une forte propension à la criminalisation et la «sécuritisation» (emprise du discours sécuritaire) à l'égard notamment des demandeurs d'asile subsahariens. «La première étape de cette guerre psychologique faite aux migrants consiste à fonder une opposition irréductible entre 'eux' et 'nous', donc à les séparer et à les opposer aux 'autres' et, in fine, à les instituer comme 'nos ennemis' potentiels. Pour cela, il convient d'essentialiser certaines caractéristiques menaçantes attribuées aux exilés, de déshumaniser l'exil comme expérience sociopolitique en créant un exilé mythique et une mythologie de l'exil», dissèque l'universitaire.

Dans les deux chapitres suivants, il est question de «marchandisation» et de «marché noir de l'exil». Le chercheur montre comment les parcours migratoires qui étaient au début autonomes et «artisansaux» ont donné lieu à des filières organisées. Parallèlement, la pression des Etats, notamment sous l'impulsion de l'Union européenne, a poussé à l'émergence de différents acteurs dans les rouages même des institutions, qui vont tirer de gros bénéfices de cette «économie informelle de la mobilité» moyennant le couple «répression-corruption».

Ce business a engendré une forme de «réification objective des exilés par le détournement des premières filières de la migration irrégulière – maîtrisées par les exilés eux-mêmes – dans le sens d'une marchandisation de l'exil ; celle-ci offre, dans le cadre d'une mise en irrégularité des exilés par le droit, des bénéfices secondaires à différents acteurs allant des logeurs (ou bailleurs) aux forces de sécurité en passant par les réseaux de passeurs organisés. Les exilés sont ainsi pris dans un marché captif de la mobilité», observe le chercheur.

Dans le cinquième chapitre intitulé «De l'asile à l'exil : déni de reconnaissance envers les exilés», l'auteur décortique le dispositif de prise en charge des réfugiés en faisant remarquer : «En Algérie, aucun Subsaharien reconnu par l'antenne algérienne du HCR ne l'est par le Bureau algérien de protection des réfugiés et apatrides.» Le chercheur pose la «question du déni de reconnaissance de l'exil comme expérience douloureuse et celle du déni d'appartenance qu'elle induit par la disqualification du discours des exilés».

L'ouvrage est ponctué de témoignages saisissants qui disent la violence de ce bannissement.

Analysant la structure socioéconomique des migrations harraga, le politiste relève : «Tandis qu'au départ la somme à débloquer pour émigrer se partageait aisément entre amis en mettant en commun les diverses ressources de chacun, la hausse des prix des moyens de l'émigration, elle-même causée par la hausse de la demande, a favorisé l'apparition de nouveaux acteurs, les 'entrepreneurs'. Se sont développés dans les villages maritimes des ateliers clandestins de fabrication de bateaux dont le sérieux laisse parfois à désirer quant à la qualité du produit.»

«No rights land»

L'auteur termine en inscrivant les problématiques migratoires dans une perspective géopolitique où les intérêts des Etats, notamment de la zone Frontex, écrasent tout sur leur passage : «En dernier lieu et en complément d'une approche 'par le bas', écrit Salim Chena, il est nécessaire de souligner l'importance de la politique internationale dans la réification des exilés.»

Citant l'attitude de notre gouvernement, il dira : «L'alignement plus tardif d'Alger sur les normes européennes de contrôle des migrations par l'adoption de deux lois en 2008 et 2009 peut se comprendre, d'une part, par sa volonté de rattraper son retard relatif en terme de coopération migratoire avec l'Union européenne et, d'autre part, de couper court aux externalités des mouvements des harraga et des Subsahariens sur et à partir de son territoire.

En effet, le phénomène des harraga donnait à voir la face défavorable d'un régime se vantant de posséder près de 200 milliards de dollars de réserves de change pour financer son développement ; de même, des organisations non gouvernementales, ou encore le département d'Etat américain, mettaient en évidence la situation précaire des exilés subsahariens en Algérie.»

«La chosification des exilés prend alors sa pleine et entière signification politique ; les bénéfices secondaires de la criminalisation des migrations, soit de la production sociopolitique de l'irrégularité migrante, profitent également aux Etats, quand bien même ceux-ci, par leur fonctionnement, produisent le désir de partir.» Et de conclure : «Finalement, la mise à jour de ces contradictions amène à repenser dialectiquement les mouvements migratoires, les personnes qui les réalisent et les institutions sociopolitiques qui leur font face.

C'est alors une prophétie autoréalisatrice, un cercle vicieux qui provoque la relégation dans les marges de la légalité des exilés, la mise en place d'un marché noir de l'exil, l'opportunité de prédateurs multiples sur des individus vivant dans un no rights land sans questionner ni les conséquences humaines et sociales de ces pratiques et politiques, ni les intérêts sous-jacents qui président à leur reproduction. La réification de l'exil et des exilés est donc la dépossession de leur force de mobilité puis son retournement, mais aussi et surtout l'établissement des bases nécessaires à son dépassement.»

Génération «circulation»

Alger : Les enfants des embouteillages

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 30 - 07 - 2016

Circulation» : l'un des mots les plus usités du dictionnaire algérois.

Désigne bien sûr la «mauvaise circulation» du flux automobile dans l'organisme urbain à [Alger](#) et les monstrueux bouchons qui congestionnent le trafic quasiment à toutes les heures de la journée, de Reghaïa à Aïn Benian, spécialement aux heures de pointe.

L'ampleur prise par les embouteillages et leur impact sur la quiétude générale sont tels que c'est devenu une obsession nationale. Avec la météo, le foot et la succession de Bouteflika, c'est l'un des sujets qui tournent en boucle dans toutes les discussions.

Et cela meuble allègrement les réunions mondaines. Entre collègues, entre amis, en famille, il y a forcément un moment où il est question de la «circulation», l'enfer du stationnement, les barrages de police qui ne servent à rien si ce n'est à vous retarder dans votre course, la pénurie organisée des vignettes automobiles, les dos-d'âne (des dos-d'éléphant plutôt) casse-gueule installés à tout bout de champ, les enfants qui maugréent en se levant dès potron-minet pour aller à l'école avant les gros bouchons du matin...

A quoi s'ajoutent les petits et grands désagréments du trajet, fatalement ponctués de scènes désagréables : tel gendarme mal luné qui vous aurait retiré votre permis pour une «moukhalafa» anodine, un geste périlleux d'un chauffard exécutant une queue de poisson qui a failli vous envoyer dans les décors, un carambolage provoqué par deux gouttes de pluie, la trémie inondée au moindre orage, la chaussée qui devient une patinoire, une bagarre qui éclate en pleine autoroute...

Tout ce stress, toute cette violence motorisée devenue ordinaire liée à la «sémantique du bitume» et la civilisation automobile font intimement et «anthropologiquement» partie, désormais, de notre vie, il faut s'y faire ! Et l'on ne compte plus les mesures, les circulaires, les campagnes de sensibilisation, les émissions spécialisées (cf. la célèbre «Tariq essalama» de Mohamed Lazouni), les «journées sans voiture», les colloques, les séminaires, les conseils interministériels, destinés à endiguer la «violence routière».

Dernière info en date : une circulaire interministérielle décidée à en finir avec les «ralentisseurs anarchiques», évalués à 42% sur l'ensemble du réseau national. Ne manque que des cabinets de psychothérapie dédiés aux «névroses de la route». D'ailleurs, l'université de [Batna](#) a déjà pris les devants en mettant sur pied un laboratoire spécialisé justement en «psychologie des usagers de la route» avec master.

Pourquoi ça bouchonne ?

«Maintenant, même le week-end ça bouchonne à certains endroits !» peste un chauffeur de taxi que nous avons pris à Bab El Oued. «Si ça ne tenait qu'à moi, il y a longtemps que j'aurais changé de métier», fulmine-t-il en s'engouffrant dans un bouchon inextricable, à hauteur du Square Port-Saïd. «Avec ça, il faut se farcir les abus des agents de la circulation. Pour un oui ou pour un non, "ziyyar !" (serre à droite). Et il t'enlève les papiers, à croire que nous sommes des clandestins. Wallah, si je ne faisais pas ce boulot par obligation, je garerais ma voiture et je me déplacerais à pied. Au moins je me dégourdirais les jambes.

Et ça va plus vite en prime ! Tu as des gens qui ne sont pas capables de faire deux pas sans leur véhicule, même pour acheter le pain. Je me demande qu'est-ce qu'ils font tous ces assoiffés du volant qui tournent en rond toute la journée. Même en augmentant le prix du carburant, rien n'y fait. Farghine ch'goul !» Le temps d'arriver à la Grande-Poste, le pauvre «taxieur» est sur le point d'attraper un ulcère à force de ruminer son fiel.

Et il est loin d'être le seul à stresser ainsi. C'est l'effet «circulation» encore une fois. Impossible de faire deux mètres, dans quelque direction que ce soit, sans buter sur un pare-choc. «Bientôt, les embouteillages d'Alger seront inscrits au patrimoine de l'humanité», ironise un cadre qui fait dans la résistance au «tout-voiturage».

Une étude réalisée par Madani Safar Zitoun et Amina Tabti-Talamali, respectivement sociologue et spécialiste en transports urbains, et consacrée à la «mobilité urbaine dans l'agglomération d'Alger» (2009), décortique rigoureusement la structure de la circulation motorisée dans l'aire métropolitaine algéroise.

Outre la contrainte physique que représente le relief algérois et la configuration naturelle du site «qui a imposé le tracé et le dimensionnement des voies», les chercheurs relèvent un certain nombre de facteurs à l'origine de cette saturation, parmi lesquels la concentration des administrations centrales, des ministères, des sièges sociaux des grandes entreprises dans la capitale ; la très forte activité portuaire dans l'hyper centre-ville ; la croissance exponentielle du parc automobile ; la forte expansion urbaine vers la périphérie tout en maintenant une dépendance excessive vis-à-vis du centre, que ce soit par des liens administratifs, économiques, culturels ou tout simplement familiaux...

[Alger](#) a atteint ses limites de fonctionnement»

«Le parc de voitures particulières à disposition des ménages a fortement augmenté au cours des dernières années. Le développement de l'urbanisation en périphérie, l'élévation du niveau de vie, l'allongement des distances de déplacement et le besoin fréquent d'accéder au centre-ville qui continue à exercer une forte attractivité liée notamment à l'emploi, aux services et aux loisirs ont contribué à l'équipement des ménages en voitures particulières», soulignent les auteurs, avant de constater : [Alger](#) a atteint ses limites de fonctionnement dans l'état actuel des infrastructures.

Les parkings existants sont saturés, le stationnement empiète sur la chaussée, les carrefours ne peuvent plus écouler la demande malgré la réalisation des trémies. Des bouchons se forment durant toute la journée et plus particulièrement aux heures de pointe des déplacements : migrations alternantes domicile-travail.

La congestion gagne aujourd'hui la périphérie et les réseaux secondaires», énumèrent-ils. «Les conditions de circulation à [Alger](#) peuvent donc se résumer par : l'absence de gestion et de régulation des carrefours ; l'absence de stratégie liée au stationnement et à la logistique (livraisons, poids lourds, etc.) ; l'absence de mesures spécifiques et de priorité pour les transports collectifs ; l'absence d'une bonne prise en charge des piétons», dissèquent les chercheurs.

En gros, les déplacements, en termes de motifs, se répartissent en deux catégories : les déplacements pour «motifs obligés» et ceux induits par des «motifs non obligés». Une enquête sur «les déplacements des ménages dans l'agglomération d'[Alger](#)» diligentée par le ministère des Transports en 2004 montre que «les déplacements se font à 71% pour les motifs obligés et à 29% pour les motifs non obligés». Fautes d'études actualisées, difficile d'évaluer les tendances aujourd'hui.

Déplacements «non obligés» : la preuve par le ramadhan

Mais il y a fort à parier que si les déplacements «obligés» continuent à dominer la carte des mobilités (essentiellement pour le travail et les études), la part des déplacements «non obligés» s'est sensiblement accrue ces dernières années, entraînés par l'émergence de nouveaux pôles commerciaux ou de loisirs (Promenade des Sablettes, Kidz Land de Chéraga, piscines et parcs aquatiques de Bordj El Kiffan, centres commerciaux de [Bab Ezzouar](#) et de Mohammadia...). A noter aussi la profusion de festivals culturels qui drainent du monde et qui sont concentrés pour la plupart à [Alger](#) tout comme d'ailleurs les espaces dédiés à la culture (salles de cinéma, théâtres, musées, Bibliothèque nationale...).

Cela vaut aussi pour la programmation artistique et autres festivités qui accompagnent inmanquablement les soirées ramadanesques. En parlant de Ramadhan, il est curieux de constater, comme le fait remarquer cet autre chauffeur de taxi, que «la matinée, la circulation est étrangement fluide à [Alger](#) pendant le Ramadhan. Rahmat Rabbi. C'est la preuve que beaucoup d'automobilistes ne prennent pas leur véhicule par nécessité les autres mois de l'année.»

Parallèlement à cela, la «culture transports collectifs», disons-le franchement, peine à s'installer dans les esprits. En tout cas, il y a encore une marge de progression notable en matière de transports en commun, tant au niveau de l'offre et de l'organisation que de la disponibilité des usagers à «troquer» leur véhicule contre un bus ou un... téléphérique.

Exemple criant : la ligne de téléphérique Bab El Oued-Bouzaréah, mise en service en septembre 2014. Pour avoir emprunté ces télécabines à maintes reprises, nous pouvons témoigner qu'une année après sa mise en service, cette ligne était loin de faire le plein.

Autre exemple : le métro a mis du temps pour se faire adouber par les Algérois. Cependant, ces derniers mois, il est évident qu'il capte plus de passagers, surtout depuis l'extension de la ligne vers El Harrach. «J'ai garé ma voiture à Hussein Dey et je suis venue régler mes affaires à [Alger](#)-centre. Ici, pour trouver une place de parking, c'est infernal.

C'est plus pratique de prendre le métro», dit une dame rencontrée à la station Khelifa Boukhalfa. Le tramway, quant à lui, a immédiatement rencontré un franc succès populaire. Ce moyen de transport présente l'avantage de desservir des zones extrêmement congestionnées et qui formaient jusqu'à il n'y a pas si longtemps de gros points noirs, comme Kahwat Chergui. Pendant les foires et autres événements organisés à la Safex, notamment le SILA, les visiteurs sont de plus en plus nombreux à s'y rendre en tram, l'accès par l'autoroute aux Pins Maritimes étant tout simplement infernal.

«Bientôt il va falloir qu'on circule tous à vélo», lâche un automobiliste en voyant les nouvelles cités qui montent à Aïn Malha, Djenane Sfari (près de Birkhadem), et plus loin, vers Baba Ali, Birtouta... Ces nouveaux sites émettent des flux de mobilité qui convergent tous vers La Côte, à la sortie de Bir Mourad Raïs, avec un effet entonnoir.

Au risque de décevoir notre ami, ce n'est même pas la peine de songer aux deux-roues : globalement, le relief de la ville ne se prête pas aux voies cyclables. Et les motos s'avèrent être un moyen de locomotion pas très sûr à en croire la DGSN : «524 accidents de la route ont été causés par les motocycles durant le 1er trimestre de l'année 2016», indique un communiqué des services du général Hamel en soulignant que la Police nationale a «lancé à travers son site internet et les réseaux sociaux Twitter et Facebook des campagnes de sensibilisation destinées aux motocyclistes».

«Desserrement résidentiel» et nouvelles cités

Madani Safar Zitoun et Amina Tabti-Talamali expliquent avec pertinence comment la répartition spatiale des ménages à la faveur des nouveaux programmes de logement influe considérablement sur la densité du trafic dans l'Algérois : «La ville d'[Alger](#) a connu depuis 1987 de profonds changements dans sa structure démographique et dans les modalités de redéploiement de ses populations dans l'espace», écrivent-ils. «La superficie urbanisée a été multipliée par trois en l'espace de vingt années (1987-2008), avec l'ouverture de nouveaux espaces périphériques aux populations provenant des quartiers centraux de l'agglomération, alors que la population de la wilaya n'a augmenté que de 40% durant la même période.

C'est significatif du formidable phénomène de desserrement résidentiel qu'a vécu l'agglomération en un laps de temps relativement court. Ce phénomène de desserrement urbain a certes occasionné une amélioration du confort résidentiel des Algérois (...), mais également une augmentation importante des déplacements motorisés. En effet, ce sont les couches sociales les plus motorisées qui se sont installées dans les communes des premières et deuxième couronnes, sans pour autant changer de lieux de travail, les emplois étant toujours massivement concentrés dans le centre-ville administratif et tertiaire qui, au contraire, a connu un vigoureux phénomène de reconversion des appartements du centre-ville en locaux à caractère professionnel.»

Et de poursuivre : «Cet accroissement des distances entre des logements situés dans les périphéries et des lieux de travail situés au centre de l'agglomération a entraîné corrélativement un effort accru de motorisation des ménages pour compenser les défaillances et l'absence de connectivité des réseaux de transport en commun.» «Les nouveaux programmes de logements sociaux (...) ajoutent des milliers de nouveaux usagers des transports en commun. Or, la densité des réseaux de transports collectifs, la qualité de service et la connectivité entre les modes et les lignes n'ont pas accompagné ces mouvements de migrations résidentielles.»

«Ma fille passe deux à trois heures dans la voiture»

«La densité du trafic est telle que nous passons un temps considérable "incarcérés" dans les encombrements. Dès la maternelle, les enfants apprennent à s'accommoder des tracas et des aléas de la circulation urbaine. Entre déplacements préscolaires, scolaires, familiaux ou

d'agrément, nos petits sont désormais conditionnés voire "formatés" par le paysage (et le langage) automobiles. Pour ma fille, c'est une moyenne de deux à trois heures de voiture par jour», témoigne une maman résidant à [Alger](#)-centre, et dont la fille est inscrite dans une école privée du côté de Dély Ibrahim. Notons au passage que quelque 60 000 élèves sont inscrits dans environ 320 établissements privés recensés au niveau national, selon l'Association nationale des écoles privées agréées.

Au moins 40% de ces écoles sont situées à [Alger](#), généralement dans les zones urbaines périphériques. Fini le temps où l'école était à 500 m de la maison à tout casser. Cela aussi est un élément à prendre en compte. «C'est toujours un pincement au cœur de la réveiller le matin, vers 6h30, pour aller à l'école. A 7h30, il faut être sur la route, sinon on est fatalement en retard.

Du coup, tous les matins, c'est la course contre la montre. Je prévois toujours une petite couverture dans la voiture pour qu'elle puisse piquer un petit somme durant le trajet», confie notre interlocutrice, avant de préciser : «Que voulez-vous, c'est le prix à payer pour lui assurer une formation de qualité. L'école est très bien, alors, ça vaut bien ce petit sacrifice.» «Pour rentabiliser pédagogiquement le temps du trajet, je prévois des livres audio, des contes pour enfants enregistrés, des leçons d'anglais, des comptines, des jeux, des devinettes, de quoi s'occuper», assure la mère dévouée.

«Le plus dur, ajoute-t-elle, c'est l'épuisement le soir. On n'a plus de force pour rien. Il est des jours où on frôle le burn-out, surtout quand on passe un temps fou à chercher une place de stationnement. Je n'ai plus de plaisir à prendre la voiture. La conduite à [Alger](#) devient une corvée. Et on ne peut pas s'en passer malheureusement. Même les activités extrascolaires sont inaccessibles à pied ou en bus. Quand on veut inscrire son enfant pour faire du sport, de la musique ou quelque autre activité culturelle, il faut, là encore, se farcir de longs déplacements fastidieux.»

Du temps «politique» perdu dans les transports

Et de citer dans la foulée l'angoisse des stationnements interdits, des sens interdits, l'agressivité des automobilistes... Et les humeurs et les dépassements des agents de la circulation. «Une fois, j'ai écopé d'une amende de 4000 DA pour quelques mètres franchis en sens interdit dans une ruelle sans plaque de signalisation. Une autre fois, c'était pire : en plus de l'amende, j'ai écopé d'un retrait de permis avec passage en commission pour avoir mal interprété le geste d'un agent de l'ordre à un barrage de police.

C'est la double peine. Il y a des abus insupportables de la part de la police. Ils n'ont aucun sens de la mesure. Le retrait de permis, c'est la chose la plus terrible qui puisse vous arriver. C'est notre hantise absolue. Sans permis, sans voiture, c'est toute la scolarité de ton enfant qui se trouve compromise. Maintenant, ma fille a intériorisé toutes ces contraintes. Elle a développé un traumatisme à l'égard de la police. Où que l'on stationne, elle me demande : "Maman, ici il n'y a pas la police ?" Elle mime bien aussi le langage des gardiens de parkings. "Dawri koullèche, braki à droite...". Cela fait partie des dommages collatéraux de la dépendance au véhicule. Hélas, rien n'est accessible dans cette ville.» De fait, nos villes semblent organisées de manière à ce que l'espace soit fragmenté.

Peut-être est-ce planifié ? Peut-être est-ce une façon de casser l'espace public en tant que continuum physique citoyen que nous sommes censés occuper, à la base, avec nos corps et nos pieds... Quoi qu'il en soit, le fait est là : nous passons un temps fou, oui, incarcérés dans nos prisons de tôle ambulantes à fulminer et ruminer notre fiel jusqu'à l'abrutissement comme ce «taxieur» ulcéré qui grille chaque jour un peu plus ses neurones sur l'axe Bab El Oued-Grande-Poste.

Il faut croire que le chaos urbain algérois (dont la «circulation» n'est qu'un symptôme finalement) est apparemment planifié, oui. «Tous ces problèmes de transport sont provoqués sciemment. Moins de temps tu as, moins de temps "politique" tu auras», martèle Anis Saïdoun, jeune écrivain talentueux qui vient d'initier un nouveau concept, un projet de «covoiturage philosophique» sous la marque «Tonophile» (voir portrait). «Ton disque dur est plein. Tu passes ton temps dans la première pyramide de Maslow. Après, pour avoir du temps pour développer de la pensée politique aboutie, iheblek kho ! (il t'en faut).

Et eux, les gens taà el kiada (les pontes du pouvoir), ils ont leurs bagnoles blindées, leurs propres voies de circulation, leurs parcours sécurisés, avec escorte et feux de détresse... Ils confisquent la route sans crier gare. De bon matin, tu as la rage. Si vous êtes en détresse, il faut partir messieurs !»

Paix à ton âme, Yemma Kheira !

Celle par qui l'affaire Mohamed Garne a éclaté nous a quittés

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 10 - 08 - 2016

Elle vient de nous quitter en toute discrétion.

De son vivant, elle n'aura connu ni honneurs, ni reconnaissance officielle, ni attestation, ni pension. Elle, c'est Kheira Garne, un nom qui ne vous dit peut-être rien. Et pourtant ! A l'instar de Louisette Ighilahriz, Kheira Garne est de ces voix qui ont eu le courage de révéler au grand jour, à leur corps défendant, l'un des crimes les plus abominables de l'histoire coloniale, qui est resté longtemps, trop longtemps, couvert d'une chape de plomb : les viols massifs commis par l'armée française durant la Guerre de Libération nationale. Kheira Garne n'avait que 15 ans lorsque des militaires français la torturèrent et la violèrent dans un camp de concentration à Theniet El Had, dans l'Ouarsenis. C'était en août 1959.

De ce viol collectif naîtra un enfant, Mohamed, qui voit le jour le 19 avril 1960, à El Attaf. Mohamed Garne restera 28 ans durant séparé de sa mère «biologique». Mohamed attaque l'Etat français en justice contre les «prescriptions» des Accords d'Evian, et obtient gain de cause.

«Français par le crime», comme il dit, il demeure à ce jour la seule victime reconnue de la «Guerre d'Algérie».

Dans un numéro de l'émission «Secret de famille» sur [France2](#) consacré au destin bouleversant de Mohamed Garne (première diffusion le 18 janvier 2012), Kheira, sa mère, témoigne : «Pendant la guerre, nous étions dans la montagne. Ils (les soldats français) voulaient nous capturer.

Il y avait les avions, les chars. On était dans le maquis. J'étais cachée dans un arbre et c'est un chien qui m'a trouvée.

On nous a emmenés dans un camp d'internement. Certains sont morts pendant la capture, d'autres ont survécu, comme moi.» Kheira était alors mariée à un valeureux maquisard de l'ALN, Abdelkader Bengoucha. L'armée française voulait ainsi soutirer à la jeune captive des informations sur les moudjahidines. Kheira est soumise à la «question».

«Ils nous ont torturés et ont attenté à notre honneur», raconte-t-elle dans ce reportage. «J'ai été frappée, ligotée, humiliée... Dieu seul sait ce qu'on a subi.

Pour mon pays, j'ai sacrifié ma vie, mon honneur, l'honneur de mon fils...La nuit, quand les soldats remontaient, je ne pouvais pas dormir. Celui qui n'a pas vécu les horreurs de la guerre ne peut pas comprendre.» Kheira peine à contenir son émotion. Mais voilà.

C'est dit.

«On m'a violée, on m'a violée, on m'a violée !»

En novembre 1960, Kheira Garne et son fils Mohamed sont placés à l'orphelinat Saint-Vincent-de-Paul, à [Alger](#). C'est cet orphelinat attendant au

Palais du peuple. Fortement marquée par les terribles sévices qui lui ont été infligés pendant plusieurs mois, Kheira est transférée dans un établissement psychiatrique pour «crises de démence». Le petit Mohamed est confié à une nourrice. Dans le document diffusé par [France2](#), Kheira déclare : «Ils m'ont dit ton fils est mort, j'étais désespérée.

Quand j'étais seule, je priais Dieu pour qu'il envoie quelqu'un qui le fasse revivre.» Il a fallu attendre un soir pluvieux de septembre 1988 pour que Mohamed vienne frapper à la porte de sa vraie mère. Dans l'intervalle, un parcours époustouflant qu'il raconte dans son autobiographie : *Lettre à ce père qui pourrait être vous* (Lattès 2005) — l'ouvrage a été réédité chez l'Harmattan en 2011 sous le titre : *Français par le crime, j'accuse !* Jusqu'à l'âge de 5 ans, Mohamed vit l'enfer entre les mains de sa nourrice qui l'enferme toute la journée dans une sorte de cagibi. Il ignore jusqu'à l'existence de celle qui lui donna le jour.

En 1965, le sort a voulu qu'il fut adopté par une certaine... Assia Djebbar, oui, la célèbre écrivaine. Il vit en [France](#) jusqu'en 1975 dans sa nouvelle famille. Suite à la séparation de ses parents adoptifs, il est renvoyé à [Alger](#) et réintègre l'orphelinat du Palais du peuple.

Un jour, il consulte subrepticement le dossier administratif qui accompagne chaque pupille de l'Etat. Et c'est ainsi qu'il découvre le nom de sa mère biologique : Kheira Garne. Il entreprend, dès lors, des recherches folles pour la retrouver. Il est persuadé qu'elle est vivante. Le concours d'un de ses amis qui travaille dans la police est décisif. Un beau jour, il lui remet un bout de papier sur lequel sont griffonnés le nom et l'adresse de sa mère. A sa grande stupéfaction, il apprend que celle à qui il doit la vie logeait dans une espèce de grotte, entre les tombes, au cimetière Sidi Yahia, à [Alger](#).

Dans le reportage de [France 2](#), Kheira confie : «Je vivais dans ce cimetière à cause de la guerre et du destin ; j'ai choisi d'habiter avec les morts car les vivants m'ont fait du mal.» «On la surnommait la louve», glisse son fils. «Elle tenait une hache dans son dos», précise Mohamed Garne dans la même émission.

Ceux qui l'accompagnent au cimetière pour retrouver sa mère l'exhortent à ne pas trop l'approcher. Mohamed ne veut rien entendre. Il pose sa tête sur son épaule et Kheira reconnaît en lui immédiatement la chair de sa chair. «Elle me humait comme une louve qui hume son louveteau», se remémore-t-il avec tendresse.

La reconstruction du lien cassé par les violences et les années saccagées ne sera guère de tout repos. Mohamed se lance dans une quête identitaire éperdue. Après avoir retrouvé sa mère, il voudrait maintenant reprendre le nom de son père. Au début, Kheira lui dit : «Tu es le fils de Abdelkader Bengoucha, mort en chahid.» Mohamed se demande alors pourquoi ne s'appellerait-il pas «Mohamed Bengoucha» ? Sa mère se montre réticente.

Elle essaie de couper court aux tribulations généalogiques de son fils et lâche : «Tu es le fils de l'Algérie.» Il n'en démord pas. Mohamed finit par porter l'affaire devant les tribunaux afin d'arracher cette précieuse reconnaissance patronymique. L'affaire arrive jusqu'à la cour suprême. Audience du 22 mars 1994 : Kheira Garne n'en peut plus, et, face au juge, elle demande la parole et s'écrie (comme le rapporte son fils sur [France2](#)) : «Vous faites ceux qui ne savent pas ? Vous savez ce qui s'est passé pendant la guerre ? On m'a violée, on m'a violée, on m'a violée !»

Passé le choc, Mohamed Garne se lance dans une bataille autrement plus âpre, cette fois devant les juridictions françaises, contre le ministère français de la Défense, pour crimes de guerre. Le 22 novembre 2001, la cour régionale des pensions de [Paris](#) le reconnaît officiellement comme «victime de guerre», accordant dans la foulée une pension d'invalidité de 30% à M. Garne.

Durant le procès, des experts avaient établi un lien direct entre ses souffrances psychiques et les mauvais traitements et autres brutalités infligées à sa mère pendant sa grossesse. Une victoire hautement symbolique pour ne pas dire...historique !

«On assiste à une déspiritualisation de l'islam»

Zaïm Khenchelaoui . Anthropologue des religions

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 11 - 08 - 2016

Zaïm Khenchelaoui est anthropologue des religions et fin connaisseur du soufisme. Dans cet entretien, il revient sur les derniers attentats revendiqués par Daech en désignant le wahhabisme comme matrice idéologique commune à toutes ces sectes exterminatrices. Le chercheur établit un lien très étroit entre wahhabisme et terrorisme.

«Le wahhabisme, c'est du terrorisme spéculatif», dissèque-t-il. Zaïm Khenchelaoui rappelle que les premières victimes de cette «internationale wahhabite» sont d'abord les musulmans et souligne l'urgence de s'attaquer au discours takfiriste inhérent à cette doctrine et répercuté à travers les mosquées, les chaînes de télévision et internet.

Nous vivons une séquence terrifiante avec ce chaos destructeur qui est en train de ravager le monde sous la bannière de Daech. Vous avez régulièrement pointé du doigt le wahhabisme comme matrice doctrinale commune à toutes ces phalanges mortifères, qu'elles s'appellent Daech, Al Qaïda ou Boko Haram. Pour vous, il est important de ne pas se tromper de diagnostic et de nommer clairement la doctrine wahhabite comme préalable catégorique si on veut sortir de cette spirale de terreur...

Ces désignations sont, en réalité, des franchises d'une même marque de fabrication qui s'appelle le wahhabisme dont il est la matrice, le foyer et le fondement théorique. Toutes ces pratiques déviantes se réclament indûment de l'islam. Mais en vérité, je vous le dis, cette guerre est menée contre l'islam. Et le point commun entre toutes ces organisations criminelles, c'est la doctrine wahhabite.

Ce phénomène ne concerne que ladite secte. On n'a pas vu des sunnites dans le sens orthodoxe du terme se faire exploser, encore moins des soufis. Bientôt va s'écrire dans les larmes et le sang le troisième centenaire de cette nouvelle religion dont la date fondatrice remonte à 1744. Dans son livre *Le Pacte de Nadjd* (Le Seuil, 2007), l'islamologue tunisien Hamadi Redissi explique très bien comment cette secte s'est substituée à l'islam.

Quant au géopolitologue français Jean-Michel Vernochet, il n'a pas tort de se poser cette question dans son livre *Les égarés : le wahhabisme est-il un contre Islam ?* (Sigest, 2013). Maintenant, nous sommes face à une Internationale wahhabite qui échappe désormais à tout contrôle. Avec le temps, cette mouvance est devenue une forme de religion autocéphale disposant de son livre sacré : le Tawhid (Kitâb at-Tawhîd de Mohammad Ibn Abd Al Wahhâb, ndr) qui a supplanté même le Coran.

C'est un livre qui met hors la loi tous les musulmans qui n'adhèrent pas au dogme wahhabite, lequel dogme abomine tous ceux qui croient en cette forme de vénération, de respect et de considération que l'ensemble des musulmans manifestent à l'égard de leur Prophète, et qui, aux yeux des tenants du wahhabisme, constitue une forme de polythéisme blâmable en raison de leur incapacité cérébrale à faire une lecture allégorique qui est largement développée chez les autres obédiences de l'islam, notamment les soufis. L'approche littéraliste et superficielle des wahhabites a même fini par produire une sorte d'anthropomorphisme qui va à l'encontre du principe monothéiste du tawhid dont ils se targuent outrageusement.

Si je devais faire la synthèse de ce phénomène, je le formulerais ainsi : le wahhabisme, c'est du terrorisme spéculatif ; le terrorisme, c'est du

wahhabisme opératif. La doctrine de cette secte est basée essentiellement sur le takfir et donc sur l'excommunication de tout le monde, à commencer par les musulmans qui sont les premières cibles à abattre du point de vue wahhabite.

Or, l'islam est pluriel depuis son apparition et cette pluralité constitue un fait historique. Il n'est pas question ici de prêcher une forme monolithique de l'islam ou une lecture unilatérale du Coran. Ces différents courants de pensée ont coexisté et continuent à coexister ; ils ne jettent pas l'anathème les uns sur les autres. Ils ont de ce fait apporté beaucoup de richesse intellectuelle, non seulement à l'islam mais aussi aux traditions judéo-chrétiennes.

Quand on voit les échanges qui avaient eu lieu à Cordoue, à [Baghdad](#) ou à Damas, entre les différentes communautés religieuses, même en dehors de l'islam, on se pose légitimement la question : que reste-il de cette coexistence ? Que se passe-t-il aujourd'hui avec cette secte - parce qu'il faut quand même l'appeler par son nom. Je dirais même que c'est la secte la plus dangereuse qu'ait connue l'histoire de l'humanité, et dont on continue malheureusement à en minimiser la portée.

C'est une secte d'autant plus ubiquiste qu'elle est présente partout, non seulement dans nos mosquées mais jusqu'à nos salles de sport. On voit d'ailleurs que le discours religieux ambiant dans le monde arabe est fondamentalement calqué sur cette secte. Donc, lorsqu'un jeune se fait exploser quelque part, il est lui-même une victime, il est programmé, manipulé par l'imam qui prêche le vendredi près de chez nous... Je ne comprends d'ailleurs pas comment se fait-il qu'on ait mis la secte de scientologie ou encore celle du Temple solaire sur la liste des sectes prohibées en [France](#) et pas le wahhabisme. Toutefois, il convient de préciser que cette secte est interdite dans certains pays, comme c'est le cas dans la Fédération de Russie où l'on essaie de protéger l'islam, pas seulement avec des sermons politico-religieux mais aussi par la force de la loi.

Justement, comment empêcher concrètement le wahhabisme d'agir sur les esprits ?

Cela passe par la proscription de leur propagande dont la toxicité n'est plus à démontrer, et qui envahit de plus en plus nos mosquées et rallie davantage nos imams, que ce soit par un livre, un article, un enregistrement sonore ou visuel, un site internet ou quelque autre support que ce soit, pour peu qu'il prêche l'exclusion de l'autre. Je ne parle même pas de terrorisme.

Un jeune, s'il est imbibé de cette culture xénophobe, comment l'empêcher par la suite de mettre en application ce qui lui a été théoriquement inculqué dans le prêche du vendredi ? Une fois qu'il est excité contre telle ou telle communauté religieuse, le mal est fait. Il faut agir en amont, de façon unanime et à l'échelle internationale. Il faut trouver des méthodologies...

Quand je dis proscription, je pense aussi au versant constructif en remettant en valeur les enseignements traditionnels de l'islam qui existent et qui ont toujours existé. Il ne s'agit pas d'innover. C'est un enseignement qui est resté enfoui sous des siècles de poussière, et qu'il convient de remettre au goût du jour. C'est le cas par exemple du soufisme qui prône l'acceptation de l'autre dans sa différence et s'applique le devoir de miséricorde, «rahma», envers toutes les créatures, une notion cardinale en islam.

C'est la clé même du Coran qui est dit et annoncé au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux. Donc, tout ce qui se fait au nom de l'islam devrait, en principe, se faire dans la compassion. Dieu possède au moins 99 noms sublimes, selon la tradition, mais il se trouve qu'il s'est choisi en premier lieu l'attribut de miséricorde, de rahma, auquel certains «musulmans» ne prêtent malheureusement plus attention.

Vous préconisez donc de réactiver et de promouvoir cet enseignement inspiré de la tradition soufie ?

Certainement. Il faut noter tout de même que le soufisme n'est pas une philosophie importée comme on voudrait le faire croire aujourd'hui. C'est l'islam originel, celui de nos ancêtres qui nous ont transmis cet héritage et cette sagesse. Nous avons toujours vécu dans cette rahma. On dit d'ailleurs dans notre langage quotidien «qalbû mâ fihsh er-rahma» pour désigner un musulman dépourvu de miséricorde, une façon de le déshumaniser. Un bon musulman ne doit pas marcher sur terre avec orgueil, mais avec humilité.

Il y a lieu de méditer ce verset ô combien caractéristique de cette attitude, et qui n'est jamais évoqué dans nos mosquées : «Les serveurs du Tout Miséricordieux sont ceux qui marchent humblement sur terre, qui, lorsque les ignorants s'adressent à eux, disent : Paix.» (sourate 25, verset 63) Il faut méditer aussi cet autre verset qui dit : «Et Nous ne t'avons envoyé que par compassion pour l'univers.» Les exégètes précisent que dans ces univers (au pluriel), il y a les musulmans et les non-musulmans, les humains et les autres créatures visibles et invisibles, le règne animal, végétal, etc. Dans cette acception, la nature elle-même est sanctifiée.

Elle devient le reflet de Dieu, un rayon de Sa lumière et un signe de Sa présence, tout comme l'âme humaine, d'où le verset qui proclame : «Celui qui a tué une âme, c'est comme s'il avait tué tous les hommes.» Ce verset est précurseur de la doctrine des droits de l'homme. Selon l'exégèse soufie, le mot «nafs» cité dans ce verset désigne le souffle de Dieu.

Comme le souffle de Dieu est consubstantiel, il est présent dans chaque être humain à part égale. Par conséquent, tuer un seul homme, c'est comme tuer l'humanité entière. L'âme humaine étant indivisible, commettre un tel acte équivaut à tuer Dieu Lui-même. Vous imaginez la gravité de la chose aux yeux du musulman non-wahhabite ?

Il est frappant de constater que c'est tout de même l'autre discours qui continue à fasciner et à mobiliser des contingents entiers de «militants takfiristes» et pas cette parole-là ; pourquoi ?

Parce que cette parole, avouons-le, a l'air quelque peu périmée, vieillotte, aux yeux des jeunes. Parce que les autres ont bien compris l'importance des nouvelles technologies plus que les soufis, qui eux sont restés en retrait par rapport aux choses de ce monde.

La mouvance soufie n'est pas agressive en ce sens qu'elle ne prône pas le prosélytisme et le matraquage acharné, comme c'est le cas pour le wahhabisme. L'islam est un voyage spirituel qui doit conduire l'itinérant à la présence divine. C'est aussi un voyage vers soi-même. Il s'agit donc d'un cheminement purement initiatique. Le soufisme voudrait que le disciple fasse lui-même le pas vers son Seigneur, sans contrainte, et donc personne ne vient vous chercher pour vous contraindre ou même vous convier à faire ce pas.

Or, à l'autre bord, on note un zèle redoutable doublé d'un pouvoir financier démesuré. Il faut savoir qu'il y a quand même beaucoup d'argent qui est investi dans cette «religion virtuelle» qui fait la guerre à l'ensemble de l'humanité, à commencer par les musulmans. D'ailleurs, je conteste la formule «terrorisme islamiste». Il s'agit d'abord et toujours de «terrorisme wahhabite», et ce terrorisme est présent d'abord sous la forme d'un discours théorique.

Il est un fait à première vue paradoxal, à savoir que cette organisation terroriste a frappé même à Médine. Comment expliquez-vous cela sachant que le wahhabisme est la doctrine officielle de l'Arabie Saoudite ?

Pour les profanes, cela peut paraître effectivement paradoxal mais pour les spécialistes, c'est tout à fait dans la logique des choses. Le fondateur de cette religion (Ibn Abd Al Wahhâb) a toujours été contre la vénération du Prophète et contre le culte des saints de façon générale.

C'est une forme de dévotion condamnable à ses yeux. Il a toujours été question pour cette secte de démolir le fameux Dôme vert qui surplombe le mausolée du Prophète ou, à tout le moins, le déplacer ailleurs et le réenterrer dans l'anonymat, comme ce fut le cas pour le cimetière de Djennet el baqî, réduit en poussière après l'effondrement du califat en 1924 suite à de nombreuses campagnes militaires menées par Constantinople contre les adeptes d'Ibn Abd Al Wahhâb au prix de plus d'un demi-million de morts.

Lors de nos échanges électroniques préalablement à cet entretien, vous dénonciez une forme de complicité mondiale avec cette secte.

Comment s'exprime cette complicité des puissances mondiales avec l'Internationale wahhabite ?

Nous observons à cet égard une certaine complicité ou du moins un silence coupable, voire une instrumentalisation irresponsable et une manipulation tout à fait malsaine. Quand on persiste à parler de «terrorisme islamiste» alors que les premières victimes du terrorisme sont des musulmans, il y a matière à s'interroger.

A un moment donné, il faut appeler un chat un chat et dire que l'humanité entière est en guerre menée non pas par l'islam mais contre l'islam. Il faut prendre compte de cela si on veut prétendre à chercher des solutions ou des possibilités de sortie de cette crise mondiale sans précédent qui devrait pouvoir, au lieu de nous diviser, nous rendre solidaires. Il y a eu certes des attentas condamnables à [Paris](#), à Bruxelles, à Munich, qui nous ont plongés tous dans la peine et la détresse. Mais que dire des attentas qui ont frappé [Istanbul](#), [Ankara](#), Kaboul, [Islamabad](#), Bagdad et [Tunis](#) ? Sans parler de ce que ce qui se passe avec Boko Haram en Afrique.

Peut-on rationnellement qualifier de terrorisme islamiste les mosquées explosées dans le Caucase, les manuscrits de Tombouctou incendiés, le tombeau du Prophète profané à Médine, les sanctuaires soufis démolis en Syrie et les mausolées chiites dynamités en Irak ? Avec tout ça, peut-on honnêtement parler de terrorisme islamiste ?

Dans cette gamme-là qu'on a parfois du mal à cerner en parlant du spectre islamiste, le wahhabisme représente un mouvement complètement à part, selon vous, qui se distingue y compris de ce qu'on appelle le salafisme, avec toutes ses variantes ?

A mon sens, le wahhabisme, c'est la version moderne du salafisme lequel date d'Ibn Taymiyya ; donc, c'est un courant plus ancien mais qui était resté marginal, honni par le peuple et étroitement surveillé par les souverains éclairés de l'islam médiéval. Aujourd'hui, on a en face de nous un néo-salafisme conquérant, parrainé et soutenu financièrement et militairement par des Etats, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Un salafisme qui, on le voit, est très offensif et avec lequel on n'a rien à négocier. Les salafistes d'avant se contentaient d'une forme passive de ségrégationnisme envers les non-salafistes. Aujourd'hui, on assiste à une forme active de ce dogme fatal qui consiste à ôter la vie d'abord aux musulmans qui ne sont pas wahhabites, puis aux non-musulmans tout court. Par conséquent, personnellement je ne fais pas de différence entre salafisme et wahhabisme.

Quelle appréciation faites-vous de la réponse antiterroriste apportée par les pays occidentaux, je pense particulièrement à la campagne militaire engagée contre Daech en Irak et en Syrie ?

Il s'agit tout au plus d'un antalgique qui peut durer un certain temps, puis la crise finit toujours par refaire surface. On gagne peut-être un combat dans un endroit, mais le mal reprendra à un autre endroit. La doctrine wahhabite est plus que jamais à l'œuvre. Elle est à l'œuvre dans les mosquées, dans les écoles, dans les médias, dans les chaînes de télévision, sur internet. Bref, il y a un travail d'endoctrinement qui se fait à grande échelle et au grand jour.

Cela se fait à visage découvert et personne n'ose arrêter cette machine infernale. La formation au wahhabisme est omniprésente partout dans le monde. Il y a beaucoup d'argent qui est investi dans ce terreau. Prenez le cas des Balkans.

C'est une région qui était très ancrée dans la tradition soufie. Observons ce qui se passe au Kosovo, où l'on commence à assister à un sérieux conflit de génération entre les jeunes wahhabisés et les anciens qui étaient plutôt de sensibilité soufie. Le même phénomène s'observe chez les musulmans d'Asie centrale qui n'étaient pas, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, infectés par ce virus.

Cela touche plus les jeunes qui sont en relation avec les nouvelles technologies. Le wahhabisme est une religion de type pavlovien. Et ça marche ! C'est parce qu'il y a un recul des valeurs culturelles et spirituelles. Il y a tout cet aspect des choses qui a fait que les jeunes se replient sur une manière de faire très mécanique.

C'est une forme d'automatisme qui plaît aux jeunes et aux adolescents. On assiste présentement à un phénomène nouveau qui consiste à voir des jeunes s'autoproclamer bombes humaines sans même avoir à suivre un cursus «djihadiste», quoique je n'aime pas le mot «djihadiste» qui est utilisé à tort et à travers dans une certaine terminologie occidentale.

Car si djihad il y a, il ne doit s'appliquer qu'aux Palestiniens qui mènent une résistance légitime pour leur liberté face à une force d'occupation qui pratique le terrorisme d'Etat, un conflit qui, non seulement alimente l'instabilité dans le monde mais justifie la rhétorique des marchands de la mort. Il y a ainsi une récupération de ces termes à laquelle je n'adhère pas du tout. C'est simpliste et réducteur. Ça veut dire quoi «radicalisation» ? Moi je dirais «wahhabisation», point barre.

Un autre mot d'ordre revient régulièrement, c'est «réformer l'islam». Qu'en pensez-vous ?

A bien regarder, c'est le wahhabisme qui représente l'islam réformé ou plutôt «déformé», et c'est le retour à la tradition musulmane ancestrale qui nous serait salutaire. Cette tradition qui n'a pas été corrompue, n'a pas été contaminée par ce système de pensée basé sur l'exclusion de l'autre qui est venu avec cette réforme déviante de l'islam qui a égaré des générations de musulmans.

Ce qu'il faut, c'est un retour au fond de la tradition spirituelle. Aujourd'hui, on assiste à une «déspiritualisation» de l'islam voire une déshumanisation de celui-ci. D'ailleurs, l'islam n'est plus une religion dans le sens propre du terme.

Dans nos mosquées, ce n'est plus l'islam qui est pratiqué mais plutôt la religion wahhabite qui est pompeusement célébrée. Il y a un recul de la spiritualité, il y a une fétichisation, une pavlovisation des rites et des pratiques. La religion devient une idéologie qui donne lieu à un phénomène nouveau qui est le terrorisme transfrontalier, et qui ne ménage pas les musulmans, je le dis et je le répète, lesquels sont les premières victimes de cette Internationale salafiste. Il faut opérer un retour aux valeurs originelles de l'islam qui est une religion de paix, de miséricorde et de douceur. Il suffit de méditer notre formule de salutation (salâm) qui consiste à offrir la paix à son interlocuteur pour s'en convaincre.

Vous être membre fondateur de l'Union mondiale du soufisme, créée à l'issue du Congrès mondial sur le soufisme qui s'est tenu récemment à [Mostaganem](#). Vous nous disiez en marge d'un colloque sur Ibn Arabi que le soufisme était le meilleur vaccin pour s'immuniser contre le terrorisme. Comment la pensée soufie peut-elle contribuer à stopper cette déferlante de violence ?

Ce n'est pas un hasard si l'Union mondiale du soufisme a vu le jour en Algérie. Notre pays dispose d'un patrimoine soufi particulièrement important et très anciennement enraciné. L'Union espère, pour ainsi dire, apporter une réponse positive aux divisions qui tourmentent le monde musulman en proposant un discours fédérateur et unificateur, lequel discours s'inscrit naturellement dans un esprit soufi qui est par essence transdoctrinaire puisqu'il est présent dans pratiquement toutes les obédiences de l'islam. Lors de ce congrès, il y avait les représentants d'une quarantaine de pays musulmans, y compris chiites, sans discrimination aucune.

C'est une initiative œcuménique louable qui a une portée très symbolique et très bénéfique à long terme. C'est une manière de dire qu'en Algérie nous voulons construire et non démolir, rassembler et non diviser. Les soufis sont présents partout dans le monde, mais c'est la première fois dans l'histoire que l'occasion leur est offerte pour se fédérer et se constituer en réseau mondial.

Cela étant dit, les soufis ne se réunissent contre personne, mais agissent en faveur de tout le monde. Le but n'est pas de combattre qui que ce soit ni d'exclure personne. Le soufisme est un espace qui accueille l'autre, y compris les égarés. Il ne fonctionne pas dans une logique d'exclusion ou d'élimination. Cette structure internationale initiée et présidée par le Dr Chaâlal, par ailleurs président de l'Union nationale des zaouïas d'Algérie (UNZA), représente une lueur d'espoir.

L'Union mondiale du soufisme se veut une invitation aux gens bien-intentionnés pour qu'ils se rassemblent autour d'un principe fondamental qui est celui de la quête de Dieu. Car, il est vrai qu'on a souvent tendance à oublier Dieu dans toute cette affaire. Le wahhabisme ne parle pas de Dieu, il n'y est question que d'anathème et de condamnation. Comment fractionner la communauté humaine quand le Coran s'adresse à l'humanité toute entière ?

Cette dimension universelle, on l'avait presque perdue. Heureusement, le soufisme est là pour nous le rappeler en se posant au chevet de l'islam pour répondre aux défis de l'heure avec sagesse et délicatesse. Il y a tout un travail qui se fait pour sensibiliser les jeunes aux valeurs humanistes qui sont remises en cause partout dans le monde avec, à la clé, la banalisation de la mort. Notons que ceux qui font ébranler la planète sont des jeunes adolescents ayant grandi avec des jeux vidéo d'une extrême violence tels que «Meurtre à la tronçonneuse». Il est important de bien analyser les causes de ce mal profond.

Il convient d'y apporter des réponses sociologiques, psychologiques, éducatives, spirituelles, et essayer de renouer les liens entre les générations. Il y a une nette rupture générationnelle observée partout de par le monde. C'est sur les causes qu'il convient de se pencher et non pas sur les conséquences. Je n'exclue pas bien entendu la réponse sécuritaire qui est, certes, nécessaire mais pas suffisante si elle n'est pas accompagnée d'une réflexion profonde et sincère sur la logique et le fonctionnement de ce phénomène.

Les éditions Alem El Afkar viennent de rééditer Chajarat el Kawn (L'Arbre du monde) d'Ibn Arabi, un travail éditorial que vous avez accompagné d'une introduction. Pourriez-vous nous dire quelques mots sur Ibn Arabi et l'Algérie ? Comment rendre son œuvre plus accessible chez nous ?

Il y a eu, souvenez-vous, ce colloque organisé à [Alger](#) à l'occasion du 850e anniversaire de la naissance d'Ibn Arabi, événement célébré par les éditions Librairie de philosophie et de soufisme. C'était le jaillissement de cet élan envers un personnage qui est à certains égards algérien et bien de chez nous puisqu'il était de mère tlemcénienne et son épouse était issue d'une famille bougiote établie à Séville. Ibn Arabi considérait par ailleurs Sidi Boumediène comme son maître spirituel.

D'ailleurs, la raison de sa première venue en Algérie était de pouvoir le rencontrer, mais Sidi Boumediène était déjà mort. Il a séjourné à Béjaïa, et là il eut des révélations et des éclosions spirituelles qui, par la suite, ont donné lieu à cette prodigieuse somme ésotérique qui est Al Futūḥat Al Mâkiyya composée de treize volumes et rédigée sur 40 ans. Six siècles plus tard, l'Emir Abdelkader, dernière grande figure de cette Ecole akbarienne, quand il arrive à Damas, demande à séjourner dans la demeure d'Ibn Arabi et à être enterré près de sa tombe.

L'Emir prend l'initiative d'envoyer une mission scientifique pour faire établir le manuscrit des Futūḥat qui était conservé à Konya. Et c'est grâce à lui que la première édition post-mortem des Futūḥat a vu le jour en Egypte en 1911, financée par ses soins.

Par ailleurs, il faut considérer Kitab El Mawakif (Le Livre des Haltes) de l'Emir Abdelkader comme un condensé précieux des Futūḥat. A la lumière de ces faits, l'Algérie est tout à fait dans son droit de se réclamer du patrimoine spirituel d'Ibn Arabi qui est un patrimoine étonnant pour les non-musulmans de par son ouverture d'esprit, sa tolérance et sa modernité, quoique je n'aime pas trop le mot «tolérance».

Dans l'islam, il est plutôt question de reconnaissance de l'autre alors que le mot «tolérance» suggère qu'on puisse accepter ce que l'on devrait normalement refuser. Pour le soufisme, l'autre c'est notre propre miroir. On y trouve aussi cette théorie de l'homme accompli qui englobe toutes les différences et les contradictions. De ce fait, l'autre devient nous et on n'a pas à le tolérer puisqu'on ne peut pas se «tolérer» soi-même. L'autre étant considéré comme une parcelle de Dieu, toutes ces individualités procèdent au final d'une même nature, ce manteau de Dieu dont parlent les maîtres de la sagesse (El kawn khil'ât Allah).

Pour revenir à ce travail éditorial qu'on a commencé initialement avec les éditions Librairie de philosophie et de soufisme, là on touche d'autres éditions comme celle de Alem El Afkar qui s'est inscrite dans cette heureuse dynamique et qui veut reprendre et rééditer à son tour les œuvres d'Ibn Arabi, d'El Ghazâli et d'autres grandes figures du soufisme parues au début du siècle dernier avant de tomber dans l'oubli, afin de permettre au lecteur algérien d'avoir la possibilité de lire autre chose qu'Ibn Taymiyya (un personnage inconnu de nos parents et de nos grands-parents) et de susciter ainsi une certaine pluralité du discours. Il y a un vide déplorable qui a été rempli par une littérature qui n'est même pas de chez nous, je le dis sans chauvinisme aucun.

Mais on devrait quand même pouvoir se lire avant de lire les autres ne serait-ce qu'à titre comparatif et commencer par diffuser la parole d'Ibn Arabi, de l'Emir Abdelkader, ou encore celle de Sidi Boumediène. Par bonheur, les poèmes de Sidi Boumediène, qui sont toujours chantés dans la musique andalouse, vont paraître prochainement dans une luxueuse édition de la Librairie de philosophie et de soufisme.

Citons aussi la poésie de Sidi Lakhdar Benkhelouf, chantre du Prophète et saint-patron de [Mostaganem](#). Il y a donc quelque chose qui a échappé à cette nébuleuse wahhabite et il faut bien reconnaître que c'est la culture populaire qui a pris en charge notre culture spirituelle, celle-ci étant censurée dans les mosquées qui avaient opté pour un discours inféodé à la propagande wahhabite. Contrairement à ce soi-disant islam savant, il y a heureusement notre islam populaire qui est resté fidèle à l'esprit du Coran.

Je termine, si vous le permettez, par un mot sur la symbolique de Chajarat el Kawn. Elle est importante dans la mesure où cet arbre cosmique incarne cet élan de rahma dont nous parlions un peu plus haut. Il n'y en a pas deux, il y a un seul arbre avec son versant opposé vers le bas.

C'est l'arbre primordial. Sous cet arbre mohamadien, il y a de la place pour tout le monde. Ibn Arabi, l'Emir Abdelkader ont porté ces valeurs universelles avant l'heure. Ils étaient dans une démarche humaniste, œcuménique, conformément à l'enseignement spirituel du Prophète. Ils étaient ouverts sur le monde et portaient un message fédérateur, pas sectaire. On gagnerait beaucoup à les connaître.

En témoignent les fameux vers d'Ibn Arabi dans Torjoumane El Ashwâq : «Mon cœur devient capable de toute image / Il est prairie pour les gazelles / Couvent pour les moines / Temple pour les idoles / Mecque pour les pèlerins / Tablettes de la Torah et livre du Coran / Je suis la religion de l'amour / Partout où se dirigent ses montures / L'amour est ma religion et ma foi.»

L'enfer au pied de Kef Azrou

Carrières des bibans

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 13 - 08 - 2016

On ne compte pas le nombre de carrières d'agréats qui exploitent les gisements rocheux à l'ombre des Bibans, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj. La commune d'El Mehir à elle seule en abrite sept.

Une industrie extractive en plein boom qui approvisionne un marché insatiable et très demandeur de granulats (sable et gravier principalement).

Une prospérité qui ne va pas sans quelques (gros) effets secondaires, rendant l'air chaque jour un peu plus irrespirable pour la population d'El Mehir, d'El Euch et autres localités dont le seul «tort géographique» est de se trouver à proximité de ces gisements juteux. Entre tirs à l'explosif et nuages de poussières minérales, les habitants des douars qui entourent Kef Azrou vivent un véritable calvaire depuis plusieurs années.

Quand vous entendez les explosions, on dirait des bombardements. C'est à croire que nous sommes en état de guerre» lâche, excédé, un habitant de Ariguebat-Maïza, hameau situé à la périphérie de la petite ville d'El Mehir, à une cinquantaine de kilomètres de Bordj Bou Arréridj. Non, il ne s'agit pas d'une campagne militaire mais d'opérations d'abattage à l'explosif effectuées par les nombreuses carrières d'agrégats qui exploitent les gisements rocheux de la région. Ici, nous sommes au pied de Kef Azrou, appelé aussi Azrou El Kebir, au cœur des Bibans. La commune d'El Mehir abrite à elle seule pas moins de sept carrières d'agrégats qui rongent méthodiquement le totem karstique, dont quelques grosses cylindrées : Cosider, Lafarge, ou encore les carrières louées par le géant chinois CITIC-CRCC pour les besoins de ses nombreux chantiers. D'autres carrières, de plus petite taille, des privés pour la plupart, s'ajoutent aux premières : carrière Meziane, Ben Hamza, Heraoua...

Du reste, des stations de concassage poussent un peu partout dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, à l'ombre des contreforts des Bibans. Une industrie extractive en plein boom qui approvisionne un marché insatiable et très demandeur de granulats (sable et gravier principalement), notamment le secteur du BTP, boulimique en matériaux de construction. Une prospérité qui ne va pas sans quelques (gros) effets secondaires, rendant l'air chaque jour un peu plus irrespirable pour la population d'El Mehir, d'El Euch et autres localités dont le seul tort «géographique» est de se trouver à proximité de ces gisements juteux.

Fausse couche à cause des explosifs

«Ces carrières ont transformé notre vie en enfer», résume Mohamed Seghir, habitant lui aussi à Ariguebat-Maïza. Au village, d'aucuns s'empressent de nous montrer les images des tirs de mines stockées sur leur téléphone portable. Les vidéos sont impressionnantes. «Tous les quinze jours, les carrières procèdent à des tirs à l'explosif pour extraire le minerai. Ces opérations utilisent de fortes charges d'explosifs. L'odeur de TNT arrive jusqu'ici. Les déflagrations sont telles que les fondations de nos maisons sont secouées, les vitres manquent de voler en éclats. Nos enfants en sont terrorisés», témoigne Mohamed Seghir. Sa maison est située tout près de Kef Azrou, à quelques centaines de mètres à peine des carrières les plus proches, une position qu'il partage au demeurant avec tous ses voisins d'Ariguebat-Maïza et du douar Djebassa.

«Parfois, des blocs de pierres projetés suite aux tirs de mines atterrissent dans nos champs», assure un autre résident du même hameau. L'effet des explosions est d'autant plus spectaculaire que les tirs sont programmés tous le même jour, nous dit-on, pour toutes les carrières qui occupent le site.

«L'acheminement des substances explosives jusqu'au site se fait sous escorte des services de sécurité. Ils ne peuvent pas mobiliser pour chaque carrière une escorte», explique un élu. N'en pouvant plus des effroyables détonations qui rythment leur quotidien, les citoyens des communes les plus exposées à ces nuisances à répétition exigent de revoir à la baisse les charges explosives utilisées. Des villageois ont attiré également notre attention sur le fait que ces tirs étaient parfois opérés à des heures indues. «Il est arrivé, et plus d'une fois, qu'ils procèdent à leurs explosions le soir» assure l'un d'eux, avant d'affirmer dans la foulée : «Une femme de chez nous qui était enceinte a fait une fausse couche à la suite d'une détonation, elle n'a pas supporté le choc.» Déclaration corroborée par ses voisins.

Nuages de poussière et pollution sonore

Abdelhakim Mekhalfia, 42 ans, père de deux enfants, raconte : «Je suis né ici et mon père est né ici. Quand j'ai ouvert les yeux, il y avait une seule carrière, c'était une carrière municipale. Ils travaillaient à la brouette. Dans mon souvenir, le paysage était vert, aujourd'hui tout est gris et ça sent la poudre. Les carrières utilisent des tirs à l'explosif chargés à 50 quintaux. J'ai des fissures qui commencent à apparaître dans la maison du fait des vibrations des tirs. Nous vivons sous la terreur des dynamites. Mon fils Yasser qui a six ans souffre d'allergies respiratoires. J'ai les certificats médicaux. Les médecins me disent que c'est à cause de la poussière des carrières qui pourrait nos poumons !» De fait, les volutes de poussière qui s'échappent des carrières sont l'autre hantise des habitants de la région. «Nos enfants souffrent tous d'allergies dues à ces poussières.

Elles ont détruit nos terres. Plus rien ne pousse dans nos champs. Regardez l'état de nos oliviers. Même les bêtes "ma selkouche" (n'y échappent pas). On ne peut plus faire d'élevage. Certains agriculteurs ont bénéficié de l'aide de l'Etat pour cultiver leurs terres et pour construire, ils y ont renoncé», énumère Mohamed-Seghir. Pour atténuer la pollution générée par les particules minérales qui flottent dans l'air, les carrières sont censées disposer d'un système d'abattage de la poussière et procéder à l'arrosage des pistes qui entourent le site. Là encore, les villageois sont formels : «On a passé un accord avec eux, ils ont promis d'arroser systématiquement le site mais on n'a rien vu», soutiennent-ils.

«On va souvent les voir, ils te disent oui, on va arroser mais ils ne font rien. Ils ne respectent pas du tout le cahier des charges.» A ce peu d'empressement à endiguer la poussière s'ajoute le manque d'eau. La région crève de soif en raison d'une sécheresse aiguë. «L'eau ne coule pas dans nos robinets durant des mois, du coup on est obligés d'acheter l'eau potable à raison de 2000 DA la citerne de 3000 litres», indique Abdelhakim. Un de ses cousins peste : «Il y a pourtant de l'espace, pourquoi ils ne vont pas ailleurs ?» Un autre renchérit : «Ils ne respectent pas les horaires. Parfois, ils travaillent jusqu'à 22, 23h, surtout depuis l'arrivée des Chinois. Si ça ne tenait qu'à eux, ils ne s'arrêteraient jamais.»

Les villageois se plaignent également de la pollution sonore induite par le boucan mécanique des concasseurs et autres véhicules industriels.

«Le vacarme produit par les engins ne s'arrête jamais. C'est comme si on habitait dans un chantier. On est harcelés à longueur de journée par le fracas des concasseurs, le manège incessant des camions. On se réveille au bruit des moteurs. Quand ils chargent ou vident leur benne, tu as l'impression que ça se passe chez toi.

La poussière envahit l'atmosphère, la dynamite ébranle nos chaumières. On n'en peut plus de cette vie !» Un riverain s'interroge : «Comment autoriser une carrière aussi près d'une zone habitée ? Nous, nous vivons ici depuis des générations, ce n'est pas nous qui avons été les chercher, ce sont eux qui sont venus vers nous.» Mohamed-Seghir glisse : «Avant, tu écoutais le bercement du train, ça avait du charme, aujourd'hui tu n'entends plus que le vacarme ininterrompu des machines et des engins. Fawdha (Anarchie) ! Même les hyènes ont fui la montagne.»

«Nous avons saisi la justice»

Othmane, autre natif de Ariguebat-Maïza, nous fait visiter sa maison en construction, une bâtisse de 300 mètres carrés érigée sur les terres familiales. Les travaux ont bien avancé. Problème : la nouvelle construction donne directement sur les fronts de taille des carrières. De la fenêtre de sa cuisine et du long balcon qui prolonge la salle de séjour, on aperçoit Kef Azrou. Sauf qu'au lieu de jouir du paysage enchanteur qu'offre le massif rocheux, Othmane et les siens devront subir de plein fouet les émanations nocives de la mine d'agrégats broyant la roche à ciel ouvert à un jet de pierre d'ici. «J'ai dépensé plus d'un milliard dans cette maison, et mon investissement est en train de partir en fumée. Je n'ai pas la force de continuer. J'ai regretté d'avoir investi dans cette construction», soupire Othmane. «Ici, on élevait même des chevaux. Ni les chevaux, ni les moutons, ni les vaches n'ont pu résister à cette pollution. On est obligé d'élever nos bêtes loin d'ici», fulmine-t-il.

Le 25 juillet 2010, un accord a été conclu, sous la médiation du maire d'El Mehir, entre les représentants des villages de Ariguebat-Maïza et Djebassa et les gérants de trois carrières opérant à Kef Azrou. En vertu de cet accord (dont nous avons consulté le procès-verbal), les

exploitants de ces carrières étaient tenus de diminuer les charges explosives utilisées dans les tirs de mines, d'informer la population en cas de tirs le soir et de procéder à un arrosage quotidien du périmètre de ces stations.

«Mais cet accord est resté lettre morte», déplorent les villageois. Le 16 août 2015, les deux parties se sont retrouvées autour d'une table pour une autre tentative de conciliation sous la houlette du maire. Le procès-verbal de cette réunion soulignait notamment l'obligation faite aux carrières de respecter les horaires de travail (7h-17h), d'intensifier les opérations d'arrosage, de bitumer la route qui mène vers le site et de ne procéder aux tirs de mines que durant les heures de travail convenues.

«Là encore, les responsables de ces carrières n'ont pas tenu leurs engagements.» Le 17 juillet dernier, les citoyens de Ariguebat-Maïza et Djebassa ont saisi par courrier les services du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ainsi que ceux du ministère de l'Environnement, de la Santé et du Tourisme. Ils ont décidé, en outre, de porter l'affaire devant la justice.

«Puisqu'ils ne veulent pas entendre raison, nous exigeons purement et simplement la fermeture de ces carrières», martèle Abdelhakim.

«Après tout, nous sommes sur les terres de nos ancêtres. C'est à eux de partir !»

Quand les Syriens deviennent des sans-papiers

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 14 - 09 - 2016

On se souvient des centaines de rescapés fuyant l'enfer d'Alep et autres provinces accablées par la violence, venus trouver refuge sous nos cieux à la faveur d'un pont aérien improvisé entre [Alger](#) et Damas.

On se rappelle de ce terrible été 2012 quand des familles syriennes désemparées se voyaient réduites à vivre dans la rue, avec femmes et enfants, comme des SDF, et durent passer tout le Ramadhan dans les allées du square Port Saïd et autres places publiques. Leur sort avait suscité une vive émotion, donnant lieu à de belles expressions de solidarité. La présence syrienne en Algérie s'est faite relativement discrète depuis, particulièrement après l'instauration du visa pour les ressortissants syriens en janvier 2015, manifestement pour des considérations sécuritaires. A la barrière géographique couplée au coût du voyage vient ainsi s'ajouter une barrière administrative qui filtre scrupuleusement les flux migratoires en provenance du Cham.

Selon le dernier rapport du département d'Etat américain sur la situation des droits humains en Algérie, la communauté syrienne dans notre pays était évaluée à 24 000 âmes à l'automne 2015, chiffre attribué au ministère de la Solidarité. Le rapport du département d'Etat américain ajoute que «d'autres organisations estiment que leur nombre est proche de 43 000». La même source assure que l'antenne du HCR en Algérie a enregistré 5500 demandes d'asile émanant de ressortissants syriens depuis 2012.

Bureaucratie sécuritaire

La communauté syrienne établie en Algérie, faut-il le préciser, est loin de se limiter à ces hères en haillons dressés au beau milieu de la route ou errant au bord des quais et brandissant une pancarte avec la mention : «Famille syrienne, aidez-nous s'il vous plaît». En réalité, la majorité des Syriens installés en Algérie vivent discrètement, ne tendent pas la sèbile, travaillent, louent des maisons, et les plus nantis d'entre eux n'hésitent pas à investir dans de petites affaires. On les retrouve notamment dans la restauration, la pâtisserie «orientale», le bâtiment, l'habillement... «Ils ont réussi à s'intégrer au sein de la société algérienne», observe Saïda Benhabiles, présidente du Croissant-Rouge algérien. Il importe de souligner qu'officiellement les Syriens n'ont pas le statut de réfugiés. Ils doivent, dès lors, se conformer aux dispositions de la loi relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie (voir encadré). Celle-ci oblige tout ressortissant étranger qui prévoit de s'établir en Algérie d'avoir une carte de résident, un sésame que la grande majorité des Syriens ont du mal à décrocher. En cause : une bureaucratie sécuritaire qui, sous couvert de la prévention contre toute infiltration d'éléments pro-Daech, a évolué très rapidement dans le sens d'un durcissement des conditions de délivrance des titres de séjour pour l'ensemble des exilés syriens.

Loin du lyrisme du discours officiel qui ne cesse de clamer urbi et orbi le soutien indéfectible de l'Algérie «houkoumatan wa chaâban» à «Souria echaqqa» et de souligner la profondeur des liens historiques entre les deux peuples en rappelant l'épisode de l'accueil de l'Emir Abdelkader lors de son exil damascène, dans les faits, les Syriens ne bénéficient d'aucun régime particulier qui leur permettrait d'accéder plus aisément à la fameuse «iqama» (résidence). On est donc dans un étrange entre-deux où, d'un côté, ils jouissent d'une grande sympathie populaire, et, de l'autre, se trouvent confrontés à une galère administrative telle, qu'une bonne partie d'entre eux sont devenus des «sans-papiers».

Des procédures qui s'apparentent à un contrôle judiciaire

Fayad est ingénieur dans une société pétrolière basée à Hassi Messaoud. Originaire de Dir Ezzour, il est arrivé en Algérie en août 2012. «J'étais venu pour un mois ; après, la situation ayant empiré en Syrie, j'ai dû rester», raconte-t-il. En août 2014, sa famille l'a rejoint sans encombre.

«Mes enfants suivent leur scolarité en Algérie sans problème et cela se passe très bien pour eux», reconnaît-il. En dépit d'un statut en béton, Fayad peine cependant à renouveler sa carte de résident. Etant sous contrat avec une société ayant pignon sur rue dans le secteur pétrolier et «qui travaille avec l'Etat algérien», tient-il à souligner, cela n'aurait dû poser aucun problème. «Habituellement, c'est la société qui s'occupe de tout», explique-t-il. «Les premières années, tout se passait très bien.

Mais ces derniers temps, nous avons perçu des changements dans le régime de délivrance de la résidence qui s'apparente à une forme de pression sur les Syriens», s'agace Fayad. Evoquant son cas personnel, il témoigne : «J'ai été surpris de me voir retirer ma résidence temporaire au niveau de Hassi Messaoud et on a signifié à la société que comme j'étais Syrien, il fallait voir avec la wilaya de [Ouargla](#). La société a présenté mon dossier à la wilaya de [Ouargla](#) il y a maintenant plus d'un mois, et jusqu'à présent je n'ai reçu aucune réponse.» Cette lenteur administrative serait-elle inhérente à l'enquête sécuritaire préalable à toute attribution de résidence ? Fayad n'a eu aucune explication. L'ingénieur pétrolier ne manque pas, en tout cas, d'exprimer son étonnement face à ce traitement auquel il n'est guère habitué en faisant valoir le fait qu'il présente toutes les garanties. «La compagnie où je travaille se porte garante pour moi, de même que mon bailleur qui m'exprime tout son soutien. Il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. Ce n'est pas juste !» peste-t-il.

Fayad rapporte cet autre fait qui en dit long sur les restrictions imposées à la mobilité des Syriens. Non seulement la grande majorité d'entre eux se retrouvent dans l'incapacité d'aller rendre visite à leurs familles, en Syrie, et revenir à leur guise, mais même sur les lignes intérieures, leurs déplacements sont devenus compliqués. «Figurez-vous que même pour prendre l'avion pour aller de Hassi Messaoud à [Alger](#), il faut montrer son visa ou sa carte de séjour. Un policier m'en a fait la remarque récemment, et j'ai dû lui expliquer ma situation par le menu en arguant du fait que cela revient exactement au même que si je prenais un bus puisqu'on est dans les frontières nationales.» Et de faire remarquer : «L'Algérie est devenue notre pays de substitution.

Nous n'avons surtout pas intérêt à créer des problèmes puisque nous en serions les premières victimes.» Fayad croit savoir que «dans le nouveau système, nous serons désormais obligés de pointer tous les deux mois pour mettre à jour nos papiers avec obligation de reconstituer

tout le dossier à chaque fois. On ne peut pas appeler cela une carte de résidence. Si au moins le délai était de six mois... Maintenant, on ne va faire que ça.» Eprouvé par les tracasseries administratives, Fayad songe carrément à lâcher prise et faire comme beaucoup de ses compatriotes : mettre une croix sur la résidence jusqu'à nouvel ordre.

«La plupart des employeurs nous font travailler sans contrat»

Devant les difficultés à obtenir certains documents, notamment le contrat de travail et le bail de location, beaucoup de Syriens ont fini par renoncer à entreprendre les démarches nécessaires pour régulariser leur situation. «Aujourd'hui, je peux vous dire que 80% des Syriens en Algérie n'ont pas de papiers», affirme Mahmoud, un jeune Syrien qui vit près de Tipasa. «Je suis entré en Algérie en 2014, avant l'instauration du visa», raconte Mahmoud. «Je suis originaire de Damas même. Ma mère et mon père ainsi que ma petite sœur sont toujours là-bas. J'ai aussi un frère qui a dû s'exiler en Autriche. Je leur parle tous les jours pour prendre de leurs nouvelles», confie-t-il.

Ayant à son actif une expérience d'une quinzaine d'années en menuiserie aluminium, Mahmoud arrive tant bien que mal à se faire embaucher. Il précise que c'est grâce à un ami algérien qui lui a offert de l'héberger qu'il a réussi à obtenir un titre de séjour. Mais sa situation administrative demeure précaire. «J'ai dû m'y prendre à trois reprises pour déposer mon dossier, à chaque fois il manquait un papier. J'ai dû abandonner la procédure et je me suis retrouvé dans la clandestinité pendant une certaine période. Après, j'ai été hébergé par un frère algérien qui m'a aidé à faire mes papiers. Tous les 45 jours, je dois pointer à la sûreté de ma commune de résidence pour prolonger mon titre de séjour.

Mais combien de Syriens peuvent bénéficier de la caution d'un citoyen algérien ?» s'interroge-t-il. Mahmoud évoque dans la foulée un autre problème récurrent auquel sont confrontés les Syriens : le travail au noir. Une pratique particulièrement répandue dans le secteur du BTP qui emploie de plus en plus de Syriens. «Les contrats de travail sont quasi inexistant, la plupart des employeurs nous font travailler au noir. S'ils te font un contrat, cela suppose qu'ils vont t'assurer la couverture sociale, l'assurance et tous les droits qui vont avec.

Or, ils ne veulent pas s'acquitter des charges sociales. Certains n'hésitent pas à exploiter les travailleurs syriens. Ils sont souvent sous-payés et tu ne peux pas te plaindre puisque tu es illégal», rapporte Mahmoud, avant de nous livrer ce témoignage : «J'ai travaillé à un moment donné dans une entreprise privée et j'ai senti que j'étais devenu un fardeau pour mon employeur du fait que j'étais syrien. Honnêtement, il a été très correct avec moi, mais j'ai fini par démissionner de moi-même pour ne pas le mettre dans la gêne.»

Mahmoud vit son exil forcé comme un «assir», un «détenu», comme il dit, faute d'un statut clair : «Sans papiers, tu te retrouves interdit de travailler dignement, interdit de circuler, interdit de tout. On demande juste une résidence légale», plaide-t-il. «Aujourd'hui, on vit comme des prisonniers. Sans papiers, tu te sens dans la peau d'un détenu. L'exil est devenu une prison pour nous.»

«On n'est pas des mendiants»

Le cas de Fadi est un tantinet différent. Agé aujourd'hui de 26 ans, cet Alépin de naissance s'est installé en Algérie il y a sept ans. Il travaille comme plâtrier et décorateur, un métier très demandé. Bien que la durée de sa présence en Algérie le rend éligible à la carte de résidence de 10 ans, Fadi a tout le mal du monde à faire ses papiers. «A l'approche de mon rendez-vous pour le dépôt de mon dossier, mon passeport avait expiré et, le temps de le refaire, j'ai perdu mon rendez-vous. Après, il y a eu beaucoup de Syriens qui sont arrivés, on m'a mélangé avec les autres, et je dois maintenant tout recommencer de zéro», déplore-t-il. Notre artisan plâtrier écume les pages facebook dédiées aux Syriens établis en Algérie.

Certaines de ces pages fonctionnent comme de véritables espaces de petites annonces. On y trouve, pêle-mêle, des offres et des demandes d'emploi, des messages de chefs de famille à la recherche d'une location pas trop chère, des demandes de renseignements sur certaines procédures administratives. On peut y dénicher également des prestataires syriens proposant leurs services. «Il ne faut pas vous attarder sur les images de ceux qui ont recours à la mendicité. Ceux qui font cela ne nous représentent pas. Un vrai Syrien ne tend jamais la main. On n'est pas des mendiants. Nous sommes des gens travailleurs et dignes», insiste Fadi.

Et d'adresser ce message à son pays d'adoption : «Nous avons été très bien reçus par nos frères algériens et nous sommes très reconnaissants à l'Algérie de nous avoir accueillis. Qu'elle aille au bout de son geste de solidarité et nous délivre la résidence. On continue à voter avec des documents de séjour éphémères de 90 jours, 45 jours... Tu te sens continuellement traqué. La résidence est notre plus grand souci. Après tout, c'est la guerre qui a ramené les Syriens ici. Vous avez connu ce genre d'épreuves vous aussi pendant la décennie noire, vous savez ce que c'est. On est combien, 25 000 ? 30 000 ? C'est quand même relativement peu, on peut nous régulariser. Depuis l'instauration du visa en 2015, je peux vous assurer qu'aucun Syrien n'est entré en Algérie. Et parmi ceux qui étaient là, beaucoup sont retournés au pays, d'autres ont gagné l'Europe, l'Allemagne plus spécialement. Il me semble qu'il y a de la place pour ceux qui sont restés. Ils ne demandent qu'à se rendre utiles. Nous ne sommes pas des parasites, nous voulons que notre présence soit une plus-value pour l'Algérie.»

«One, two, three, viva l'Algérie !»

Amine, 22-23 ans, est originaire de Damas. Il est en Algérie depuis 2013. Il travaille comme coiffeur dans un salon tenu par des Syriens pas loin de Douéra. Le salon de coiffure est décoré avec beaucoup de goût. Amine n'a pas de carte de résident lui non plus alors que sa grand-mère est algérienne. «J'ai un papier du HCR, c'est juste pour pouvoir circuler», dit-il. «La résidence, c'est trop compliqué. La plupart des Syriens n'ont pas fait les démarches pour l'obtenir. Tu n'as quasiment aucune chance de l'avoir, surtout en ce moment», tranche Amine. A un moment donné, deux jeunes clients débarquent.

Look branché et barbichette à l'orientale. Ils sont également syriens. L'un d'eux se lance d'emblée dans un panégyrique à la gloire du peuple algérien et sa prodigalité proverbiale : «Tous les pays arabes sont en train de refouler les Syriens : la Jordanie, l'Arabie Saoudite et même la Turquie. Au Liban, on est abreuvés d'insultes alors que ce sont nos cousins à la base. L'Algérie est incontestablement le meilleur pays pour nous. C'est le pays qui nous a réservé le meilleur accueil», dit-il. Quid des papiers ? «Le visa est difficile. La résidence ?

Oublie ! Et sans les papiers, tu ne peux pas bouger, tu ne peux pas aller rendre visite à ta famille. Si tu sors, tu es sûr d'être refoulé à ton retour. Du coup, je me sens comme en prison. Depuis quatre ans, je n'ai pas vu ma famille», relate notre ami. Le gérant du salon de coiffure abonde dans le même sens : «On rencontre de la sympathie partout, que ce soit du côté du peuple ou même de la police. Personnellement, je circule sans passeport, en toute quiétude. Il ne me manque que les papiers. Des familles entières sont déchirées à cause de toutes ces restrictions.

Une femme d'ici n'a pas revu son mari depuis un bail. Il a dû partir voir sa famille en urgence et il n'a pas pu revenir faute de visa. Et elle ne peut pas le rejoindre, du coup, les deux sont restés bloqués.» Malgré le fait qu'il dispose d'une activité commerciale, le jeune patron attend désespérément sa résidence. «Moi, je suis arrivé en septembre 2014. Au début, j'étais réglo. J'avais un papier de trois mois que je renouvelais. Après, ils ont durci les procédures et j'ai laissé tomber», avoue-t-il. «J'ai des amis syriens qui avaient leurs papiers en bonne et due forme, et dernièrement, quand ils sont allés renouveler leur carte de résidence, on la leur a retirée sous prétexte qu'ils avaient des problèmes avec le fisc.» Et de proclamer d'une voix émue : «Je vous dis la vérité : à présent, je me sens harrag. Je ne vois aucune issue à la crise syrienne. La Syrie s'est enlisée définitivement dans sa "ouchriya sawda" (décennie noire). Mon avenir est désormais ici. Je me sens complètement Algérien. One, Two, Three, Viva l'Algérie !»

Un chenwi chez les Los Angeles Galaxy

Rafik Rouag. Co-administrateur du site mouloudia.Org

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 08 - 11 - 2016

Rafik Rouag, 33 ans, est un fan inconditionnel du MCA et accessoirement vendeur de matériel informatique. Nous disons «accessoirement» à dessein tant sa passion du Mouloudia frisant la dévotion semble surclasser toutes les autres.

Durant notre séjour aux States, il n'hésitait pas à circuler en survêt' Mouloudia et à se coiffer d'un bob aux couleurs des Verde Leone, le groupe des ultras du club. Lors d'un match opposant L.A. Galaxy, l'ancien club de Beckham — qui compte aujourd'hui dans ses rangs Steven Gerrard et Robbie Keane — à l'équipe de [Seattle](#) Sounders, à [Los Angeles](#), auquel nous avons été invités, il s'attifa carrément d'un maillot du club en déployant une écharpe avec ce slogan : «Nadi echaâb» (Mouloudia d'Alger, le club du peuple).

Alors que l'on s'apprêtait à quitter notre hôtel à [Baltimore](#) pour rejoindre l'aéroport, il suivait anxieusement en streaming, sur son smartphone, le choc ESS-MCA. Il était évidemment déçu du résultat (victoire 2 à 0 de l'ESSétif). Et en débarquant à l'aéroport Dulles International pour rentrer à la maison, un agent en uniforme l'interpella. Il s'avèrera que c'est un compatriote installé depuis longtemps aux USA, et qui était agréablement surpris de voir le sigle MCA orner son t-shirt.

Le Doyen ne peut rêver meilleur ambassadeur... Depuis une dizaine d'années, Rafik participe activement à l'animation de divers sites dédiés aux aficionados du MCA. Il a intégré dans un premier temps l'équipe du site forum.mouloudia.org en 2005 et finit coadministrateur de la page mouloudia.org sur facebook, aux côtés de son ami Habib Brahmia. La page a franchi allègrement la barre des 900 000 followers. «On publie des news sur l'actualité du club. On a parfois des infos de première main.

On diffuse des petites séquences des matchs en live, l'ambiance dans le stade, les tifos, les craquages...», détaille Rafik Rouag. Quid des commentaires anti-MCA ? «Les gens peuvent critiquer le club, mais dans le respect. On bannit systématiquement les insultes et les posts déplacés», précise-t-il. «J'ai ouvert les yeux sur le Mouloudia», raconte Rafik en tirant sur sa cigarette. «On est tous Mouloudia dans la famille, mon père, mon grand-père, mes frères, tout le monde.» L'enfant du Lotissement Michel, près de Kouba, a découvert la folie des stades version Chnawa en 1992.

Une confrontation avec l'USM El Harrach au stade du 5 Juillet, remportée 4 à 2 par le MCA. La magie a tout de suite opéré, et depuis il accompagnera son club de cœur partout. «Même quand le Mouloudia a été relégué, j'ai continué à faire tous les déplacements», dit-il fièrement. En 2003, alors qu'il est étudiant à Bab -Ezzouar (USTHB) filière technologie, il sèche tellement les cours que la saison se solde par une année blanche.

Et pour cause : «C'était l'année du retour à l'élite. Je suivais le Mouloudia partout, si bien que j'ai sacrifié mes études, je ne passais même plus les examens», confie-t-il sans regret. Petite consolation : le MCA, lui, a réussi son examen de retour en D1. Rafik l'avoue sans détour : «Oui, je suis un chauvin du Mouloudia. C'est le seul club qui me procure des sensations aussi fortes. Même l'équipe nationale ne me soulève pas comme le Mouloudia.» En Europe, ce n'est ni le Barça ni le Real qui ont ses faveurs mais le [Milan AC](#).

D'ailleurs, il s'est déplacé à San Siro spécialement pour voir les Rossoneri dans leur antre mythique. Italie toujours : Rafik se trouvait à [Rome](#) alors qu'un derby Mouloudia-USMA, notre clasico national, devait se jouer durant la saison 2011-2012. «En désespoir de cause, je me suis rendu à notre ambassade à [Rome](#) pour leur demander s'il y avait possibilité de voir le match, le gardien n'en revenait pas et m'a chassé sans ménagement.» Rafik connaît parfaitement la sociologie et les codes des supporters Vert & Rouge. «Le Mouloudia a trois groupes d'Ultras et chaque groupe a sa fonction et sa bannière», explique-t-il. «Les plus anciens sont les Verde Leone (Lion Vert, ndlr). Ils occupent toujours la tribune côté mer du stade de Bologhine.

Le deuxième groupe, ce sont les Twelfth Player (le Douzième Homme). Leur spécialité, c'est le craquage à la 76e minute de chaque match.» Un clin d'œil à cette année magique de 1976 quand le Mouloudia avait réalisé le doublé coupe-championnat avant de remporter la coupe d'Afrique. «Le troisième groupe, poursuit Rafik, ce sont les Green Corsairs (Les Corsaires Verts, ndlr). Ils chantent torse nu pendant 90 minutes, quelles que soient les conditions météo.»

A l'appui, il nous montre des vidéos qui témoignent des animations chamarrées proposées par chacun des groupes d'Ultras. Il répète de mémoire les chants des supporters qu'il connaît évidemment par cœur : «Mouloudia dirha fe destour jedid» ; «Mazal 5 Octobre rayha tataâwed»... Rafik en est convaincu : le Mouloudia a le plus fervent des publics. Il en veut pour preuve que l'ancien club de Ali Bencheikh draine les foules même quand il joue le maintien et qu'il enquille les défaites comme Messi les buts. «Les autres ne supportent leur club que quand il gagne alors que le Mouloudia attire du monde même quand les résultats ne suivent pas», analyse-t-il.

«En 2015, on a fini la phase aller avec 11 points et à la fin de la saison, on a soulevé la coupe grâce à ce public chevronné. C'est forcément motivant pour les joueurs.» Et de faire remarquer : «Je peux critiquer tous les joueurs, je peux critiquer l'entraîneur, mais le club reste au-dessus de tout.» A l'entendre, le MCA serait «mésque un club» (plus qu'un club) sommes-nous tentés de dire en paraphrasant la célèbre devise du Barça. «Le Mouloudia a une grande histoire qui se confond avec l'histoire de l'Algérie. Beaucoup sont morts pour ce maillot. Du temps de la [France](#), les gens risquaient leur peau pour aller voir le Mouloudia d'Alger au stade», scande-t-il un brin ému.

Ses impressions sur le «soccer» américain et l'ambiance au stade chic des L. A. Galaxy ? «Oh, ça n'a rien à voir avec l'ambiance de h'bal qu'il y a dans nos stades», tranche-t-il. «Chez nous, le foot est une forme de liberté. C'est le sport des pauvres. Les gens vont au stade pour se défouler et aussi pour s'exprimer. Eddoula ne nous laisse pas vivre, alors les stades sont devenus notre espace de liberté.»

Le boy-scout infatigable

Nassim Mazari. Action bénévole pour la citoyenneté et le développement (ABCD)

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 08 - 11 - 2016

Grand blondinet au cœur tendre, Nassim Mazari, 40 ans et père de trois adorables petites filles, n'est guère le genre à chanter avec nostalgie «kan fi omri âchrine» tant il déborde de projets.

Engagé très jeune dans les SMA, les Scouts musulmans algériens, il aura passé une bonne partie de sa jeunesse comme «kechaf» avant de mettre sa longue expérience dans le scoutisme au service d'autres enseignes associatives. Pour l'anecdote, durant ce séjour US, chaque fois qu'il se présentait comme scout, cela suscitait immanquablement l'enthousiasme de nos hôtes américains qui esquissaient aussitôt le salut des boy-scout accompagné d'un sourire de connivence. «J'ai commencé au sein du groupe Ben Badis de Fort de l'Eau.

C'est un groupe qui a une grande histoire, il existe depuis 1941», raconte-t-il. Nassim rappelle les nombreuses activités auxquelles il se livrait avec la section de Bordj El Kiffan en plein dans la tourmente des années 1990. «On organisait des campings en plein terrorisme. On a campé à Oued Zhor, du côté de [Skikda](#), l'été 1993. En décembre 1995, on est tombés dans un faux-barrage sur la route de [Bou Saâda](#). On a échappé de

peu au pire.» Nassim est vite repéré par l'état-major des SMA pour sa maturité, ses qualités organisationnelles et son sens de l'initiative. Il est invité à rejoindre le QG, au boulevard Zighoud Youcef, auprès de Nouredine Belaïd. «J'ai assisté à tous les congrès», dit-il. A l'été 1999, il prend une part active dans l'envoi d'une délégation d'une cinquantaine de scouts en [France](#). Nassim devait les accompagner, mais il avait des soucis avec son sursis militaire. Il se retrouve sous les drapeaux à l'Ecole d'application du génie militaire de Béjaïa où il devient instructeur. A sa sortie, on a basculé dans le XXI^e siècle.

L'ONU lance les OMD : les Objectifs du Millénaire pour le développement. «On a décroché un projet de partenariat avec le PNUD dans le cadre de la lutte contre la pauvreté», se rappelle Nassim. Tout en renouant avec ses activités de scout, il se projette dans d'autres aventures au sein du mouvement associatif. «Je voulais élargir mes horizons. D'ailleurs, j'ai été parmi l'équipe qui a fondé le réseau Nada», affirme-t-il. Le boy-scout infatigable diversifie ses prestations : gestion d'événements, montage de projets, formation des formateurs... Il est séduit par le concept de «citoyenneté active» et participe au lancement d'une nouvelle association : Action bénévole pour la citoyenneté et le développement (ABCD).

L'association travaille sur la promotion de valeurs comme le bénévolat, la démocratie participative, l'engagement civique, l'écocitoyenneté et le développement durable. Elle anime également des ateliers de leadership et de management associatif. «On fait aussi du mentoring. On est partenaires du projet Dallil Mentoring. On ambitionne de former 300 jeunes comme encadreurs dans l'esprit de la citoyenneté active, et chacun d'entre eux formera trois autres jeunes à son tour», indique Nassim Mazari.

Dans la foulée, il s'implique dans une autre association : Green Tea pour la promotion de la santé et l'aide humanitaire, basée à Tamanrasset. «C'est la première association à caractère humanitaire en Algérie», assure Nassim. L'association est, entre autres, engagée dans l'aide aux réfugiés. Outre ses activités caritatives, Nassim travaille à l'Hôtel des Monnaies qui relève de la Banque d'Algérie, un métier qu'il doit à sa formation en industrie et arts graphiques.

Revenant sur son séjour intensif aux Etats-Unis, Nassim dit retenir surtout l'importance du travail de proximité. «Chez nous, on le fait aussi mais on manque de moyens», déplore-t-il. «On a beaucoup de beaux projets qui sont abandonnés faute de ressources. Malgré cela, on continue, on ne lâche rien !»

Le récit d'une autre Amérique

Gangs, violences à l'école, bavures policières...

Mustapha Benfodil Publié dans *El Watan* le 08 - 11 - 2016

En compagnie de Nedjma, Rafik et Nassim, trois jeunes militants associatifs de chez nous, nous avons partagé une expérience intense aux States, dans le cadre d'un programme conçu spécialement pour notre mini-délégation : Youth Violence Prevention and Conflict Resolution : a Project for [Algeria](#) (Prévention de la violence des jeunes et résolution de conflit : un projet pour l'Algérie). Notre séjour américain qui s'est étalé du 17 au 30 septembre 2016, était réparti entre [Washington](#), [Los Angeles](#) et [Baltimore](#). Il s'inscrivait dans le cadre de l'International Visitor Leadership Program qui relève du département d'Etat.

Dimanche 18 septembre. [Washington](#) DC. Il est 9h, soit 14h à Alger. Cinq heures de décalage horaire entre les deux capitales, oui. Le jetlag faisant son effet, nous sommes réveillés depuis belle lurette après une nuit bien courte. En compagnie de Nedjma, Nassim et Rafik, nous faisons nos premiers pas sur le sol américain à travers les rues les plus proches de l'hôtel Club Quarters où nous sommes logés. L'hôtel est situé sur la 17^e Rue, à moins de 500 mètres de la Maison-Blanche. Les rues de [Washington](#) sont étrangement vides en cette matinée dominicale. La plupart des boutiques et des cafés sont fermés. Il y a toutefois quelques amateurs de sport qui font du jogging dans les nombreux parcs et sur les grands boulevards de la capitale fédérale US.

Il fait un temps clément. Un bon 22°C, soit un peu plus de 70 Fahrenheit. Il faut savoir que les températures, ici, sont effectivement déclinées en Fahrenheit. «Les hivers peuvent être très rudes, avec des chutes brutales de température», nous dit-on. Nous musardons dans les allées du Lafayette Square, situé dans le périmètre du Président's Park, et au milieu duquel trône une statue équestre à la gloire du président Andrew Jackson.

Au bout du parc se profile un bâtiment blanc de style néoclassique entouré d'une pelouse soigneusement taillée. C'est la Maison-Blanche justement, lieu de pèlerinage obligé pour tous les touristes de passage à [Washington](#) DC. «On va prendre un café chez Obama ?» plaisante un membre du groupe. Des voitures de police estampillées «Secret Service» sont parkées aux abords de la White House. Mais pas de fébrilité policière ni de dispositif de sécurité exceptionnel. Pourtant, la veille, un attentat à la bombe avait été perpétré à [New York](#), faisant 29 blessés. Il s'agit, selon la presse locale, d'un engin explosif déposé dans une poubelle dans le quartier de Chelsea, à Manhattan.

Les chaînes d'info en continu ne parlent que de cela. Un activiste antinucléaire tapi sous un abri improvisé campe à quelques mètres de l'enceinte présidentielle. «Live by the bomb, die by the bomb» (Vis par la bombe, meurs par la bombe) peut-on lire sur l'une des pancartes brandies par ce militant pacifiste. Nous croiserons d'autres manifestants solitaires tout au long de notre séjour, dressés toute la journée en face de la Maison-Blanche, à l'image de cet autre activiste tenant une pancarte appelant à la libération de Mumia Abu Jamal et d'autres détenus considérés comme des prisonniers politiques.

«Salam»

En revenant sur nos pas au long de Jackson Place, et à hauteur de la White House Historical Association, nous ramassons un billet de banque qui traînait par terre, un faux dollar à l'effigie de Hillary Clinton et Donald Trump. Il y est écrit : «Peace and prosperity» (Paix et prospérité) et, détail de taille, porte dans un coin une inscription en lettres arabes, avec ce mot : «Salam» (Paix). Hormis cette trouvaille, il n'y a quasiment rien dans le paysage washingtonien en ce dimanche tiède qui indique que l'on est à quelques «encablures» de l'élection présidentielle, prévue le 8 novembre (aujourd'hui).

En se promenant dans les rues de [Washington](#) DC (ces petites lettres faisant référence à District of Columbia pour la distinguer de l'Etat de [Washington](#) situé à l'extrême nord-ouest du pays), on note d'emblée l'absence de gratte-ciel. Certains voudraient que tous les bâtiments de la ville ne devraient pas dépasser le [Washington](#) Monument, ce mémorial en forme d'obélisque de 169 m de haut, fait de marbre et de granit, érigé en hommage à George [Washington](#) et inauguré en 1885.

Ce n'est, en réalité, qu'une légende urbaine. La ville a été bâtie à la confluence de deux rivières : le Potomac et l'Anacostia. Son urbanisme est globalement de type orthogonal. Le plan originel de la métropole a été conçu par un architecte et ingénieur militaire français : Pierre L'Enfant. [Washington](#) a été créée sur le papier en 1790 et a été programmée dès le départ pour être la capitale de l'Union. Par souci de neutralité, elle ne relève d'aucun des Etats fédérés.

On a dû prélever un territoire à l'Etat du Maryland et un autre bout à l'Etat de Virginie pour la construire. Aujourd'hui, sa population «intra muros» s'élève à près de 659 000 habitants. Le paysage urbain est aéré, avec de larges avenues, des parcs en veux-tu en voilà, des sculptures

sur toutes les places publiques et à tous les coins de rue. Le National Mall offre une superbe perspective allant du [Washington](#) Monument au Capitole et sa coupole emblématique qui abrite le Congrès. Des monuments et autres stèles commémoratives sont présents en force dans le «downtown», le centre-ville, à l'instar du Lincoln Memorial, du National World War II Memorial ou le Martin Luther King Jr National Memorial. En plus de ces monuments, [Washington](#) compte une bonne ribambelle de musées : le National Museum of the American Indian, le National Gallery of Art, ou encore le National Museum of African American History and Culture qui a été inauguré par le président Obama le 24 septembre dernier. L'imposant édifice de 40 000 m² habillé en résille de bronze est signé David Adjaye, un architecte ghanéen qui a grandi en Tanzanie. Signalons aussi cet autre musée, le Newseum, littéralement «Musée de l'information», consacré au monde des médias et du journalisme, et qui, chaque jour, expose sur sa façade qui donne sur Pennsylvania Avenue les «front pages» — les Unes — de dizaines de journaux américains.

On ne peut pas ne pas remarquer cet autre haut lieu de la culture à [Washington](#), le Kennedy Center for Performing Arts et ses multiples salles de spectacle, dressé le long du Potomac. Des citations du président Kennedy tapissent ses murs, dont celle-ci : «Je suis certain qu'après que la poussière des siècles aura passé sur nos villes, nous aussi, on se souviendra de nous non pas pour des victoires ou des défaites dans la bataille ou dans la politique, mais pour notre contribution à l'esprit humain.»

5000 «visiteurs internationaux» chaque année

Nous sommes arrivés la veille à [Washington](#) via [Paris](#). Atterrissage à l'aéroport Dulles International le samedi 17 septembre vers les coups de 19h30 heure locale. Le vol a duré huit heures depuis Roissy. Notre mini-délégation est composée de trois militants associatifs et votre serviteur.

Nedjma Khelifa est membre du réseau Nada et sa coordinatrice à [Biskra](#) ; Nassim Mazari a passé une bonne partie de sa jeunesse dans les scouts et milite aujourd'hui dans l'humanitaire et la «citoyenneté active». Le troisième membre du groupe est Rafik Rouag, fan absolu du Mouloudia d'Alger et co-administrateur de la page mouloudia.org sur facebook (voir portraits). Le groupe est accompagné de deux délicieux interprètes english-arabic : Wael Abdelsattar, un Egyptien originaire d'Alexandrie établi aux Etats-Unis depuis 27 ans, et Ghada Attieh, Libano-Palestinienne native de Saida, au Liban.

Que fait donc notre quatuor DZ en plein [Washington](#) DC ? Ils sont là au titre d'un programme vieux de 76 ans, initié par le département d'Etat en 1940 : The International Visitor Leadership Program (IVLP). Celui-ci accueille chaque année près de 5000 «visiteurs internationaux» issus de divers domaines pour des échanges avec leurs homologues américains.

Pour notre petite délégation, il s'agit d'un programme qui s'est déroulé du 19 au 30 septembre sous le titre : «Youth violence prevention and conflict resolution : a project for [Algeria](#)» (Prévention de la violence des jeunes et résolution de conflit : un projet pour l'Algérie). Il a été conçu et supervisé par World Learning, une organisation non lucrative spécialisée dans l'éducation. Notre agenda était articulé autour d'une vingtaine de rendez-vous répartis entre [Washington](#), [Los Angeles](#) et [Baltimore](#).

Cela comprenait des rencontres avec des organisations de la société civile qui travaillent avec ce qui est désigné ici sous le générique de «at risk youth», les «jeunes à risque», des formateurs et autres cadres pédagogiques, des représentants de départements ministériels, des officiers de police, des leaders religieux dont deux imams, ainsi que des médiateurs engagés dans la résolution de conflits. Ces rencontres ont ainsi permis à nos camarades de se renseigner sur ce qui se fait aux USA en matière de prévention de la violence juvénile.

Il convient de souligner que la société américaine est en proie à des violences endémiques, entre violences raciales, violences policières, guerre des gangs, ravages de la drogue, sans oublier les terribles «school shootings», les fusillades dans les campus et les écoles. L'une des plus récentes est celle du 1er octobre 2015, dans un collège de Roseburg qui a fait 10 morts. Moins d'une année auparavant, une tuerie fut perpétrée dans une école primaire de Sandy Hook, dans le Connecticut. C'était le 12 décembre 2014. Ce jour-là, un jeune homme de 20 ans, Adam Lanza, après avoir assassiné sa propre mère, a ouvert le feu dans la cour de cette école, tuant 26 personnes dont 20 enfants. Autre fusillade effroyable : celle du 16 avril 2007.

Elle avait pour théâtre le campus de Virginia Tech, dans l'Etat de Virginie. Bilan : 32 morts. Ce phénomène avait, rappelle-t-on, inspiré à Michaël Moore son fameux documentaire oscarisé : Bowling For Columbine (2002). Eminemment d'actualité, le film fait référence à la fusillade qui s'était produite le 20 avril 1999 dans un lycée de Columbine, comté de Jefferson, dans l'Etat du Colorado, et qui avait coûté la vie à 12 élèves et un professeur.

«Sky is the limit»

Autres statistiques éloquentes : 15 809 homicides ont été enregistrés en 2015 aux Etats-Unis, dont 10 945 par armes à feu, selon le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) qui est la principale agence fédérale pour les questions de santé publique. 13% de ces homicides sont le fait des centaines de gangs qui rongent la société américaine.

S'agissant de la violence dans les écoles, un rapport du National Center for Education Statistics indique que 486 400 actes d'agression ont été enregistrés dans les établissements scolaires en 2014, et que 31 homicides de jeunes âgés entre 5 et 18 ans se sont produits dans des écoles en 2012-2013. Le même document affirme que 5% des enseignants ont été au moins une fois agressés par leurs élèves. En outre, 12% des élèves âgés entre 12 et 18 ans ont témoigné que des gangs ont été présents dans leurs écoles durant l'année scolaire en 2013 selon ce rapport.

Par ailleurs, une enquête réalisée auprès d'un échantillon d'élèves en 2015 révèle que 5,6% des élèves n'étaient pas allés à l'école une ou plusieurs fois durant le mois ayant précédé le sondage par peur d'être agressés à l'école ou sur le chemin de l'école. 4,1% ont déclaré avoir porté une arme (pistolet, couteau ou matraque) au moins une fois durant les 30 jours ayant précédé cette enquête. Enfin, 20,2% ont affirmé avoir subi du harcèlement moral et des intimidations à l'école et 15,5% ont déclaré avoir subi du harcèlement électronique durant l'année ayant précédé le sondage. (voir : www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/school_violence_fact_sheet-a.pdf).

De son côté, le [Washington](#) Post qui héberge sur son site web une base de données consignait au jour le jour les violences policières commises à travers l'ensemble du pays, nous apprend qu'en ce début de novembre, le décompte a dépassé les 800 personnes tuées par la police depuis le début de l'année 2016. (www.washingtonpost.com/graphics/national/police-shootings-2016/).

L'un des événements les plus marquants de ces dernières années sous ce chapitre et qui a provoqué une véritable onde de choc en Amérique : l'affaire Michael Brown qui a embrasé la ville de Ferguson, dans l'Etat du Missouri. Michael Brown, un jeune Afro-américain de 18 ans, a été froidement abattu de six coups de feu par un policier le 9 août 2014.

Des manifestations et des émeutes spectaculaires ont secoué Ferguson dans la foulée avant de s'étendre à [New York](#) et à [Los Angeles](#), dénonçant ce qui est considéré comme une violence raciale caractérisée. Au printemps 2015, c'est au tour de [Baltimore](#) de connaître des émeutes insurrectionnelles suite à la mort, dans des conditions troubles, du jeune Freddie Gray, une semaine après son arrestation par la police.

En septembre dernier, des émeutes ont secoué cette fois la ville de [Charlotte](#), en Caroline du Nord, en réaction à une énième bavure policière lorsqu'un agent de l'ordre a tiré sur Keith Lamont Scott, un citoyen de 43 ans, dans un parking. Keith Scott y a laissé sa vie. A bien y regarder, cette trame criblée de balles raconte, en creux, une autre Amérique. Une Amérique qui n'est pas à un paradoxe près, et où, décidément, le ciel

n'est pas le même pour tous... Nous songeons ici à une célèbre devise qui a fait florès aux USA, apposée sur le fronton des usines à rêves, et qui répète à l'envi : «Sky is the limit» (Le ciel est la limite), au sens de : ne fixe pas de limites à tes ambitions.

On est plutôt tenté de dire en méditant cette débauche de violence raciale (confortée encore cet été par ce qui s'est passé à Bâton-Rouge, en Louisiane, et la quasi-exécution d'Anton Sterling, un autre citoyen afro-américain) : «Skin is the limit» (Ta peau est ta limite). Et c'est pour dire basta ! à ces violences anti-Noirs que le mouvement «Black Lives Matter» (La vie des Noirs compte) a émergé et a connu tout de suite une expansion fulgurante.

Le mouvement est né précisément suite à l'assassinat, le 26 février 2012, d'un jeune Afro-américain de 17 ans, Trayvon Martin, à Sanford, en Floride. Force est de constater qu'au terme de ses deux mandats, et tout auréolé qu'il est du prestige d'être le premier Président noir de l'histoire des Etats-Unis, Barack Obama n'aura rien pu faire contre ce racisme atavique. Voilà en tout cas un autre gros dossier qui attend le prochain occupant du Bureau ovale. Et il ne faut surtout pas compter sur Donald Trump s'il venait à être élu pour stopper cette déferlante meurtrière...

Foot américain

Si certains de ces phénomènes peuvent sembler étrangers à notre société, du moins en considérant les conditions de leur émergence et leur fréquence statistique, il est toujours intéressant de se pencher sur ces expériences en matière de prise en charge des jeunes marginalisés et autres adolescents en situation de précarité sociale et affective.

Des approches comme le mentoring, la médiation professionnelle, le recours aux «peacemakers» (faiseurs de paix), aux «credible messengers» (messagers crédibles), la réinsertion des anciens «gang members» à travers des entreprises sociales comme on le verra dans notre reportage sur [Los Angeles](#) : autant de pratiques qui méritent, nous semble-t-il, d'être méditées, et qui pourraient inspirer peu ou prou nos organisations juvéniles.

Pour ce dimanche 18, le programme a prévu un match de football américain sous la férule de la National Football League (NFL). Inutile de préciser que c'est l'un des sports les plus populaires aux Etats-Unis, aux côtés du baseball et de la NBA. Le match opposait l'équipe locale, les [Washington Redskins](#) (littéralement : Peaux rouges), à l'équipe de [Dallas Cowboys](#).

Les [Washington Redskins](#) sont une vieille franchise qui date de 1932. D'une capacité de 82 000 places, le FedExField, le stade qui a abrité le match, situé dans la banlieue de [Washington](#), était quasiment plein. Les parkings qui entourent le stade, d'une capacité totale de 22 000 places, donnent à voir une impressionnante mer de tôle depuis les gradins. L'entrée au stade est sévèrement filtrée.

Contrôle de sécurité minutieux avec fouille au corps, si bien qu'on a l'impression d'être devant le sas de sécurité d'un aéroport. Des agents intraitables vous invitent à tout jeter à la poubelle, même les bouteilles d'eau. Vous êtes uniquement autorisé à porter une petite pochette ou un portefeuille dont les dimensions vous sont indiquées. L'apprenant à ses dépens, Rafik a dû se séparer de son petit sac à dos. Autre chose : interdiction formelle de fumer dans les gradins.

Des «smoking areas» sont toutefois aménagés à certains endroits, loin des tribunes. Pour le reste, les fumeurs dans les rues américaines se font rares, et même en balayant le sol du regard, il y a très peu de mégots par terre. Devant un nombre croissant d'immeubles administratifs et de sièges d'entreprises, il est clairement signifié qu'il est interdit de fumer aux abords du bâtiment en question à moins d'une certaine distance. Idem dans les campus où la cigarette est carrément bannie, de même que dans les parcs et les jardins publics.

Dans les travées du FedEx Field, on croise toutes les composantes de la société américaine. Certains viennent en famille, au bonheur des enfants grimés en supporters excités. Des barbecues sont improvisés dans les parkings, dans une ambiance délurée. D'aucuns n'hésitent pas à nous accoster pour échanger quelques mots ponctués de gros éclats de rire avant de nous inviter à poser avec eux pour une photo-souvenir.

Dans l'arène, les emblématiques pom-pom girls (ici, on les appelle plutôt cheerleaders) font le show avant le début du match, en plus des chauffeurs de foule. Tout au long de la partie, l'animation ne s'arrête jamais.

Le foot américain est célébré comme une méga-fête, un spectacle total où l'on ne lésine pas sur les moyens pour frapper les esprits. Les chants des supporters se mêlent allègrement aux homélies patriotiques. A un moment donné, quatre avions de chasse (des F16 ?) déchirent le ciel comme dans un défilé militaire. Malgré la forte rivalité entre les deux équipes, le fair-play est maître du jeu. Dans les tribunes se mélangent cordialement les partisans des Redskins, — reconnaissables à leurs t-shirts et leurs fanions couleur bordeaux, et frappés de l'effigie d'un chef indien — et ceux de [Dallas](#). Score final : 27 à 23 en faveur des [Dallas Cowboys](#), au grand dam de nos hôtes.

«Appelez-moi Akram !»

Lundi 19 septembre. C'est le début du programme proprement dit. Le groupe se retrouve au siège de l'organisation World Learning. Nous avons rendez-vous avec Akram R. Elias qui nous gratifiera d'un brillant exposé sur le fédéralisme américain. Akram Elias est co-fondateur et directeur de Capital Communications Group (CCG), une agence spécialisée dans le consulting international pour tout ce qui touche à la politique américaine. «Appelez-moi simplement Akram, pas de formalités dans ce pays», lance d'emblée le fringant directeur de CCGroup, habillé d'un costume bleu marine assorti d'une cravate rouge sur chemise blanche.

Et d'entrer directement dans le vif du sujet. Dans un arabe impeccable qu'il tient de ses origines libanaises, M. Elias nous explique par le menu la structure du système politique américain en insistant sur la «décentralisation de la décision» aux Etats-Unis et sur l'importance (et la primauté) de la gouvernance locale. Chacun des Etats fédérés, souligne notre expert, a sa propre Constitution, son propre gouvernement, son Parlement, sa police, sa garde nationale, son système fiscal, son autonomie budgétaire, sa justice et ses lois. «C'est pour cela que la peine capitale est abolie dans certains Etats et pas dans d'autres», argue-t-il.

Cette primauté du local sur le fédéral vaut également pour les élections : le choix des maires et des gouverneurs passionnerait davantage les électeurs. Akram Elias indique que les compétences du gouvernement fédéral se limitaient originellement à quatre domaines : la défense, la politique étrangère, la monnaie et le commerce international. Tout le reste était de la compétence des Etats fédérés : santé, agriculture, éducation, taxes, transport, tout.

Ce n'est qu'après les attentats du 11 Septembre, précisément en 2003, qu'a été créé le Département de la Sécurité intérieure. Par la suite, les Etats fédérés se sont évertués à rapprocher leurs politiques pour aboutir à des «standards minimum», souligne le conférencier, particulièrement pour l'éducation et la santé. «Mais il n'y pas de programme national en matière d'éducation». «Oubliez tout ce qui est central, national, en parlant des Etats-Unis», martèle Akram Elias. «Il n'y a pas quelque chose qui s'appelle "projet de société" en Amérique», appuie-t-il.

M. Elias précise, par ailleurs, que le gouvernement fédéral n'émet pas de projets de loi, ajoutant que le Président ne peut en aucune manière légiférer par ordonnance. Il ne peut pas non plus dissoudre le Congrès. Les juges de la Cour suprême ont des mandats à vie afin de les mettre à l'abri de toute pression de la part de l'Exécutif. Akram Elias met également l'accent sur un autre point : «Ici, la société civile joue un rôle capital», affirme-t-il. «Il n'y a aucune loi promulguée sans consulter et faire participer la société civile». A l'en croire, le candidat à la Maison-Blanche n'a pas de programme détaillé. «Au début, il a juste un slogan», soutient-il.

Le candidat va consulter les organisations de la société civile de chaque secteur pour recueillir leurs doléances et obtenir leur soutien, et c'est

sur la base de leurs propositions qu'il va élaborer son programme pour le secteur concerné. «Il va voir par exemple la coalition des organisations de la santé, celles-ci vont ensuite faire campagne pour lui et récolter des fonds.» Akram Elias considère qu'en termes de sociologie politique, tout commence par le bas aux USA.

Un tableau quelque peu romantique qui occulte le rôle de Wall Street, de Goldman Sachs, du complexe militaro-pétrolier et autres lobbies influents dans les coulisses du pouvoir aux States et les choix stratégiques de l'Administration américaine. Néanmoins, estime le communicant, à la base «l'esprit américain est contre l'élitisme, contrairement à l'esprit européen.» Selon le National Center for Charitable Statistics, il y a plus de 1,5 million d'organisations non lucratives aux Etats-Unis. Plus de 90 millions d'Américains participent à des actions de bénévolat pour une population de 320 millions d'habitants. La même source assure que les dons effectués par les citoyens américains se sont élevés à 258,51 milliards de dollars en 2014.

Le nombre important d'associations aux Etats-Unis s'explique en partie par la procédure de «registration» (enregistrement) qui repose sur un régime déclaratif. Chaque organisation peut activer «sans aucune déclaration préalable, on enregistre en quelques clics en ligne et c'est tout», relève Akram Elias. «L'enregistrement, c'est juste pour les impôts», dit-il. D'ailleurs, la loi dite «501 c» à laquelle se réfèrent la plupart de ces organisations n'est pas une «loi sur les associations» mais juste un paragraphe du code fédéral des impôts (IRC, Internal Revenue Code), qui exempte d'impôts fédéraux les associations et les fondations caritatives.

Contrat de comportement

Parmi les rencontres les plus instructives de l'étape de [Washington](#), celle qui nous a réuni avec David Jenkins, «manager of student behavior» comme indiqué sur sa business card, c'est-à-dire superviseur des comportements des élèves. David Jenkins dirige l'équipe Comportement et soutien aux élèves auprès de la Direction des écoles publiques du District de Columbia. Celle-ci chapeaute 111 établissements scolaires. David met à notre disposition un document intitulé «Chapter 25» qui renvoie au chapitre 25 des règlements municipaux du District. Ce code de conduite porte sur les règles que sont invités à observer les responsables pédagogiques et les réponses à apporter en cas de manquement à la discipline scolaire. Le code a recensé cinq niveaux de comportements impliquant cinq catégories de réponses disciplinaires. David Jenkins explique que le règlement a connu une évolution notable à partir de 2009.

Le principal amendement introduit dans ce code réside sans doute dans l'élargissement de l'éventail des réponses aux infractions disciplinaires, et qui préconise de ne recourir à l'expulsion qu'en tout dernier ressort. «Les responsables scolaires ont compris la nécessité de changer la manière de traiter le comportement négatif à l'école», souligne David. La philosophie de cette approche est de laisser à l'élève au comportement inadéquat toutes ses chances en maintenant le plus longtemps possible le lien des «élèves à problèmes» avec l'école et en les amenant à améliorer leur attitude progressivement vis-à-vis de l'environnement scolaire. «Les élèves ne connaissent pas toujours le bon comportement à adopter», observe David.

Dans un document explicatif, il est précisé : «La Direction des écoles publiques du District de Columbia encourage les écoles à mettre en œuvre la réorientation, la médiation, l'implication et la consultation des parents, le conseil et tout autre alternative appropriée à la suspension quand il s'agit de répondre aux comportements des élèves, particulièrement aux comportements négatifs non-violents». Et d'ajouter : «Nous encourageons les écoles à s'assurer que toutes les alternatives d'intervention ont été épuisées au moment de proposer une suspension». Ces comportements inappropriés sont classés donc en fonction du niveau de gravité de l'infraction, le niveau le plus bas ayant trait à des infractions mineures (retards répétés, chahut en classe, perturbation du cours...), tandis que le niveau le plus élevé concerne les actes de violence les plus graves qui s'accompagnent parfois de l'usage d'armes à feu.

Le même document explicite : «Chaque école a la responsabilité de veiller à ce que la philosophie par défaut soit toujours d'envisager de conclure un comportement dans le plus bas niveau (de sanction) possible». Même dans les cas d'indiscipline méritant suspension, le «chapter 25» prévoit une suspension temporaire avec maintien de l'élève à l'école en mettant à sa disposition du matériel didactique. «Les réponses disciplinaires doivent être logiques, appropriées et instructives. Elles doivent en outre tenir compte de facteurs tels la nature de l'infraction, les circonstances de l'infraction, l'âge de l'élève, l'historique des comportements précédents (...)», lit-on dans l'article 9.

Celui-ci exhorte l'encadrement pédagogique à tenir compte des effets de l'acte avant toute punition et préciser s'il y a eu utilisation d'une arme, s'il y a eu atteinte à l'intégrité physique, et si la sécurité des autres élèves et du staff a été menacée. L'idée, on l'aura compris, est de rechercher des circonstances atténuantes à l'élève en mesurant avec précaution le degré de gravité de l'infraction.

Parmi les réponses prévues par ce code selon les violations commises : réprimande verbale, conférence enseignant/élève, réunion avec les parents, suspension de courte durée (1 à 3 jours pour les élèves du cycle primaire et de 1 à 5 jours pour ceux du secondaire). Pour des infractions plus graves, la suspension peut aller jusqu'à 90 jours. C'est le cas, par exemple, des actes de vandalisme. La triche (academic dishonesty) peut avoir pour conséquence le redoublement. La consommation de drogue à l'école et surtout le trafic de drogue sont punis par l'expulsion définitive, tout comme les actes de violence extrême avec arme.

Cependant, il est signalé que la consommation de marijuana peut faire l'objet d'un «contrat de comportement». Très en vogue dans les écoles américaines, le contrat de comportement (behavior contract) prévoit une amélioration de l'attitude de l'élève moyennant un système de points suivant un certain nombre d'actions à entreprendre et d'objectifs à atteindre sur un temps déterminé. Chaque amélioration constatée donnera lieu à des points engrangés par l'élève. Le contrat peut porter sur des aspects aussi divers que la ponctualité, la discipline en classe, l'attitude vis-à-vis du prof et de ses camarades de classe, l'assiduité dans la réalisation des devoirs, l'entretien du matériel pédagogique, etc. Le contrat doit être signé et son application suivie par les parents. David projette sur data-show des graphiques et des courbes ainsi que des feuilles statistiques Excel qui relèvent soigneusement «the incidents of the month», les incidents du mois. Il y est consigné la nature des manquements disciplinaires constatés et le nombre de suspensions exécutées. «Depuis sa mise en application, nous constatons d'année en année une diminution des suspensions», se félicite-t-il.

Campagne contre le harcèlement moral

Dans l'après-midi, nous sommes attendus au Department of Education, le ministère fédéral de l'Education. Celui-ci n'existe que depuis 1979, sous Jimmy Carter. Dans le hall du ministère, une exposition d'œuvres plastiques réalisées par des élèves sélectionnés à travers tout le pays. Un catalogue en accès libre accompagne l'expo avec des reproductions des œuvres des élèves choisis où se mêlent peinture, dessins, collages, photographies d'art, patchworks, détournements d'objets...

Sur des rayonnages sont disposés des exemplaires d'un livre que les visiteurs peuvent emporter avec eux. Intitulé : The Best Teen Writing of 2016, il s'agit d'une anthologie des meilleurs textes produits par de talentueux poètes et prosateurs en herbe. L'expo comme le livre sont l'œuvre de The Scholastic Art & Writing Awards (prix des Arts et de la Littérature scolaires), une organisation qui aide les jeunes talents repérés dans les écoles américaines (répartis sur 29 disciplines artistiques) à émerger et offre même des bourses aux meilleurs d'entre eux. Nous sommes aimablement reçus par Paul Kesner, du Bureau de la santé scolaire. Il est accompagné d'Angela Vann, de l'Office of Educational Technology. Durant cette entrevue, il sera surtout question de harcèlement moral dans les écoles et de cyber-harcèlement (bullying and cyberbullying). «Le harcèlement est lié à la différence», pointe Angela Vann, «alors qu'il faut précisément célébrer cette différence», plaide-t-

elle. Cette différence peut être liée à une origine ethnique ou religieuse, à une orientation sexuelle, à un détail physique (surpoids, handicap, etc.).

Il faut préciser que la violence par l'intimidation, les humiliations, les moqueries, les insultes répétées est prise très au sérieux aux Etats-Unis. La place que se sont accaparée les réseaux sociaux dans la vie affective des jeunes, y compris les adolescents, est telle que le «cyberbullying» fait des ravages presque autant que les quolibets essuyés dans une cours de récré. Les conséquences du harcèlement moral sont nombreuses : décrochage scolaire, désocialisation, perte d'estime de soi, déprime, dépression voire suicide.

Paul Kesner évoque la prise en charge à grande échelle du problème, avec, à la clé, le lancement d'une campagne sur internet contre le harcèlement moral par le ministère de la Santé (<https://www.stopbullying.gov/>). La stratégie repose dans une large mesure sur la prévention du harcèlement en encourageant la communication parents-enfants. L'idée est d'amener l'enfant à raconter régulièrement ce qui s'est passé à l'école, et les parents à avoir un regard attentif sur ce que font leurs ados, en particulier sur internet.

Devant l'ampleur prise par le phénomène, le couple présidentiel s'est associé à cette campagne en diffusant un message vidéo suite au suicide d'un élève, victime de brimades. Outre Barack et Michelle Obama, une brochette de stars s'y sont également mis. «Le fait que des superstars en parlent a aidé à sensibiliser les gens sur ce sujet», souligne Paul Kesner. Parmi ces célébrités : Justin Timberlake, Anne Hathaway, Daniel Radcliffe (Harry Potter), Adam Levine, Justin Bieber, Lady Gaga et même la sulfureuse Kim Kardashian (To be continued).

«Il faut apprendre à voir le génie de ces jeunes, leurs talents cachés, au lieu de les surveiller»

Avec Tony Lore, fondateur de Youth Mentoring Connection (YMC)

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 09 - 11 - 2016

Sous une chaleur accablante, rencontre rafraîchissante avec Tony Lore, fondateur de Youth Mentoring Connection (YMC), une organisation qui s'attache à aider les jeunes issus des milieux pauvres de [Los Angeles](#) à changer de destin.

Tony nous reçoit dans son antre nichée dans un vieil immeuble de Western Avenue, dans un décor cosy et chaleureux. Fervent supporter de Bernie Sanders, notre hôte ne cache pas sa déception de voir son candidat favori «éjecté» de la course à la Maison-Blanche au profit d'Hillary Clinton dans le camp démocrate.

«Elle porte la responsabilité de ce qui se passe en Libye sur ses épaules», lâche-t-il.

Sur un mur de la salle d'accueil, ces mots érigés en devise : «Everyday is a gift», chaque jour est un cadeau. On apprendra que le mot «gift», qui revêt aussi le sens de don et de talent, est au cœur de la démarche de Tony Lore.

Alors qu'il était à la tête d'un business florissant, M. Lore a tout plaqué pour fonder en 2001 ce centre d'aide à la jeunesse vulnérable de [Los Angeles](#). Datashow à l'appui, il passe en revue les activités de l'association qu'il dirige. Les images mettent en évidence la transformation miraculeuse de jeunes pousses rescapées de l'enfer des bas-fonds de L.A. Petite friandise en guise de bonus : le slideshow est ponctué de poèmes soufis de Hafiz et Rûmi.

«Quand on a commencé il y a 16 ans, on a été dans les écoles pour proposer d'aider les enfants qui ont des problèmes et on les invitait à suivre notre programme. Au début, les gens se montraient sceptiques. Aujourd'hui, on a tout le temps quelqu'un qui vient frapper à notre porte», raconte Tony. Il cite en passant de nombreux cas d'adolescents qui étaient à la dérive et que le programme a sensiblement aidés à changer de cap. «Nous avons reçu un gars qui avait créé son propre gang.

Il nous a été recommandé par un de ses amis, on l'a pris en charge et on a réussi à démanteler le gang», témoigne le directeur de YMC. «On a eu un autre jeune qui était membre d'un gang, et qui est devenu patron d'une entreprise d'engineering.» Tony rapporte aussi le cas d'enfants exposés aux aléas et aux violences de la rue, et qu'il a pris sous son aile. «Il y avait une fille qui a été violée, elle est venue nous voir. Elle était dans un sale état. Depuis, elle a fait des études et elle a parfaitement réussi » se félicite l'éducateur passionné.

L'approche que propose Tony Lore, et qu'il présente sous le titre «Innovating mentoring : a gift centred approach» (mentoring innovateur : une approche centrée sur le don), consiste à reconstruire la personnalité de ces jeunes à l'enfance saccagée en commençant d'abord par identifier leurs centres d'intérêt et à détecter leurs compétences inexplorées. A partir de là, l'association va déterminer le profil du mentor qui convient pour chaque adolescent en vue de l'accompagner dans le développement de son potentiel. Youth Mentoring Connection peut compter pour cela sur un réseau étoffé de mentors et de bénévoles, dont certains sont d'anciens bénéficiaires du programme de YMC. A noter que tous les mentors font préalablement l'objet d'une enquête pour s'assurer de leur intégrité morale. De plus, ils reçoivent une formation de quelques jours qui est le plus souvent dispensée par Tony lui-même.

Concrètement, cette relation de mentoring est d'abord structurée par binômes. Chaque jeune est placé sous «l'autorité» bienveillante d'un mentor soigneusement choisi qui sera en quelque sorte son modèle. «Les jeunes et leurs mentors se rencontrent à raison de deux fois par mois. Dans l'intervalle, ils gardent contact par téléphone, par mail ou par facebook», explique Tony.

La relation dure généralement six mois. Le mentor ramène son expérience, son savoir-faire, il prodigue une autre forme d'écoute. Parfois, «il ramène juste de l'amour», lance Tony d'un ton lyrique avant d'enchaîner par cette tirade poétique : «I have fallen in love of someone who hides inside you» (Je suis tombé amoureux de quelqu'un qui est caché en toi).

«Même l'élève turbulent a un don quelque part»

Au-delà de la relation initiatique par «jumelage» (pour reprendre la terminologie de YMC) entre le jeune et son mentor, l'association œuvre pour la mise en place d'une communauté à travers laquelle les «jeunes à risque» pourront évoluer dans un climat sain. «Il s'agit de placer ce 'match' dans une dynamique de groupe structuré qui offre aux jeunes les ressources dont ils ont besoin», argue un document de Youth Mentoring.

Pour Tony Lore, le plus important est de «savoir regarder ces jeunes». Il convoque au passage un mot-clé emprunté à la langue zoulou : «Sawubona», qui signifie «je te vois». «Il faut apprendre à voir le génie de ces jeunes, leurs talents cachés, au lieu de les surveiller», plaide-t-il. «Même l'élève turbulent a un don quelque part. Au lieu de le brimer, je lui dis viens m'aider. Car s'il a réussi à retenir l'attention de ses camarades, c'est qu'il a quelque chose. C'est ce que j'appellerais le 'don de leadership' (a leadership gift). Je respecte ce trait de caractère chez lui au lieu de le réprimer et je travaille sur ça.»

Dans sa démarche, Tony tient clairement à se démarquer du modèle traditionnel et il ne s'en cache pas. «Dans le modèle traditionnel, tu as l'adulte qui sait tout et l'adolescent qui se braque, qui refuse d'écouter. Dans le modèle que nous proposons, on les associe et on crée une communauté pour eux.»

Au centre, les jeunes participent à divers ateliers qui les aident à développer leur expression : poésie, théâtre, cinéma... Tony projette à notre attention des courts métrages très inspirés réalisés par des cinéastes juniors. «Cela leur permet de trouver leur voie», souligne le philanthrope en indiquant qu'il fait régulièrement visiter à ses ouailles, pour les stimuler, les studios de HBO, Paramount et autre Warner. L'un des ateliers

les plus prisés, ajoute-t-il, est celui de la percussion africaine animé par un professionnel, Peter, qui se joint à nous. «On s'inspire des rythmes de l'Afrique de l'Ouest où la musique fait partie intégrante de la société. La culture musicale américaine vient en partie d'Afrique et on ne le reconnaît pas assez», tonne l'ex-entrepreneur.

Comme toutes les organisations de la société civile américaines qui travaillent en direction des «jeunes à risque» (at-risk youth), l'objectif numéro un de Youth Mentoring demeure le maintien des élèves à l'école le plus longtemps possible et la lutte contre le décrochage scolaire. Là-dessus, Tony est formel : YMC a aidé ces jeunes à franchir un palier dans leur existence. Et, en ce qui concerne l'impact du mentorat sur leurs études, les résultats, à l'en croire, sont plus qu'encourageants.

Selon les chiffres avancés par M. Lore, 78% des élèves qui sont passés par Youth Mentoring réussissent à l'école, 66% sont assidus en classe et moins portés sur l'absentéisme scolaire et 70% d'entre eux ont des relations positives avec leurs profs. Par ailleurs, 81% ont amélioré leur relation avec leurs parents, 72% sont moins susceptibles de consommer de la drogue et, last but not least : 90% d'entre eux ont acquis l'estime de soi.

Tony termine sur les images d'un jeune qui souffrait d'obésité, un phénomène très répandu aux Etats-Unis. Il avait une passion secrète pour le surf mais il était complexé par son corps. Il est mis en relation avec un ancien surfer qui le prend sous son aile et devient son mentor. En quelques mois, il est complètement métamorphosé et devient un surfer à succès. «On a des dizaines de jeunes qui nous disent que c'est grâce à Youth Mentoring qu'on a réussi et que sans nous, leur sort aurait été le suicide ou les gangs», pavoise Tony Lore. Le datashow s'arrête sur ces mots de Jalal-Eddine Al Rûmi : «Au-delà des idées du bien-faire et du mal-faire, il y a un champ, je te retrouverai là-bas.»

Des guitares et des violons contre le langage des flingues

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 09 - 11 - 2016

Parmi les rencontres les plus passionnantes que nous fîmes à [Los Angeles](#), celle de HOLA, acronyme de Heart of [Los Angeles](#), une organisation non lucrative fondée en 1989.

L'acronyme signifie évidemment «salut !» en espagnol. «C'est parce que nous travaillons beaucoup avec la communauté hispanique de L.A.», explique Loren Rubin, l'un des principaux managers de l'organisation.

Dans le hall du siège de HOLA sont exposées les photos de la nouvelle promotion de jeunes encadrés par l'association et qui ont réussi à accéder à l'université. C'est la fierté de Loren et son équipe. Dans un coin est exposée la carcasse d'un vieux poste de télévision transformé en un très original meuble de rangement pour livres. Dans les couloirs, des toiles de très bonne facture ornent les murs. Elles sont elles aussi l'œuvre de jeunes autrefois paumés, qui ont bénéficié de la sollicitude de Heart of [Los Angeles](#).

Loren nous explique que l'association dispense des cours de soutien scolaire (academic support) à de nombreux élèves issus des quartiers pauvres de L.A., notamment ceux des communautés latino et afro-américaine, de façon à accéder un jour à la fac. S'agissant du profil de ces élèves, il soupire : «Il y a beaucoup de tragédies dans la vie de ces jeunes. Nous essayons de les aider à trouver leur propre voie.» Loren ajoute que l'association organise des «college tours», c'est-à-dire des visites guidées aux campus universitaires pour stimuler les plus jeunes et les préparer à la vie étudiante. «C'est aussi une façon de leur dire : c'est possible pour vous ! Pour beaucoup d'entre eux, ils sont les premiers dans leur famille à pouvoir accéder à l'université, donc ils n'ont pas d'expérience de la vie universitaire. On devient leur expérience», déclare Loren.

Les jeunes qui viennent à HOLA sont en général des personnes qui ont une passion particulière pour quelque chose, par exemple la musique. A ce propos, Loren indique que l'organisation permet même aux jeunes les plus démunis de faire de la musique symphonique. Une expérience lancée il y a quelques années en collaboration avec le majestueux L.A. Phil, l'orchestre philharmonique de [Los Angeles](#) dirigé par le Vénézuélien Gustavo Dudamel. Très impliqué dans le soutien aux jeunes en difficulté par le truchement de la musique, Gustavo Dudamel – dont l'auguste portrait domine les allées d'un bâtiment annexe abritant les salles de répétition – a joué un rôle décisif dans la conclusion d'un partenariat avec le Simón Bolívar Symphony Orchestra of [Venezuela](#), basé à [Caracas](#).

«Cela nous a permis de nous inspirer des méthodes d'El Sistema», souligne Loren. El Sistema est une approche révolutionnaire basée sur l'idée d'utiliser la musique comme moyen de transformation sociale et comme outil d'épanouissement et de développement personnel. L'orchestre Simón Bolívar, qui a adopté cette approche, a permis d'initier 250 000 jeunes de toutes conditions à la musique classique au [Venezuela](#). Gustavo Dudamel a lui-même fait ses classes dans ce conservatoire populaire avant de prendre la direction du Simón Bolívar Symphony Orchestra en 1999.

«Music to change life»

Sous le slogan «Music to change life» (la musique pour changer la vie), HOLA a carrément mis en place un orchestre symphonique inspiré de la philosophie El Sistema : c'est l'orchestre YOLA, Youth Orchestra of [Los Angeles](#). Et YOLA est parrainé par Gustavo Dudamel himself. «Notre action cible essentiellement les jeunes des familles pauvres. On leur offre l'opportunité d'exercer leur passion. Il y a des enfants qui n'ont pas d'instrument pour jouer, nous prenons sur nous de le leur offrir», dit Loren. Notre interlocuteur précise que l'ensemble des activités et des formations prodiguées par HOLA sont gratuites.

Outre la musique classique, l'association abrite également des groupes de rock et de jazz. La même attention est prodiguée dans le domaine des arts plastiques. «On dispense aussi des formations dans les arts visuels. Certains de nos anciens élèves sont même devenus des artistes confirmés», affirme notre guide.

C'est le cas de Javier Carillo, un «alumni» de HOLA devenu une valeur sûre de la scène artistique anglaise, dont l'une des œuvres picturales est bien visible dans le hall d'accueil. «Ce jeune faisait des graffitis, il se faisait constamment embarquer par la police. Il a été pris en charge par un artiste sous nos auspices. Maintenant, il revient lui-même encadrer de jeunes talents à son tour.» C'est ce qui s'appelle un «retour sur investissement». HOLA dispose d'une section «Art Division» dédiée spécialement aux jeunes défavorisés qui ont un goût pour l'art.

L'organisation caritative dispose en outre d'un labo pour encourager la créativité et l'esprit d'invention des passionnés de science et de technologie. Loren nous montre une imprimante 3D ainsi qu'une maquette d'avion et une PinBox en carton, toutes fabriquées in situ. Les amateurs de sport ont également leur place.

HOLA peut compter en cela sur le précieux parrainage d'une autre institution locale : les Lakers de [Los Angeles](#), grosse franchise du basket-ball américain qui joue régulièrement les premiers rôles au sein de la NBA. HOLA a signé en l'occurrence un partenariat avec les Lakers Youth Foundation. Toutes ces activités visent à proposer une alternative à «l'offre des gangs» souligne Loren : «La culture HOLA est foncièrement différente de la culture des gangs. Mais il faut être suffisamment attractif pour garder ces jeunes avec nous. Et s'ils choisissent de rester avec nous, cela veut dire qu'ils sont capables de résister à la tentation de rejoindre les gangs. Pour cela, nous devons leur offrir quelque chose de plus intéressant que ce que leur offrent les gangs. Ce que nous leur offrons, c'est une nouvelle aventure. Par exemple : camper en montagne,

faire de l'escalade... On essaie de leur faire vivre un autre sentiment du risque, quelque chose d'excitant, mais dans un contexte positif, pour leur faire prendre conscience de leur potentiel.»

«Il faut savoir transformer les versets du Coran en ONG»

Mohamed Bashar Arafat. Un imam «cool»

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 10 - 11 - 2016

C'est l'une des âmes les plus exquises qu'il nous fut donné de connaître à [Baltimore](#). Son nom : Mohamad Bashar Arafat. Profession : imam. Et le moins que l'on puisse dire au sortir de la passionnante entrevue qui nous a réunie avec lui est que c'est un imam «cool», un théologien qui étonne et détonne par la lecture qu'il propose du corpus coranique.

Cintré dans un costume élégant, une barbe poivre et sel recouvrant son visage, Mohamad Bashar parle d'une voix douce, le sourire venant au bout de chaque phrase agrémenter son propos empreint parfois de gravité comme lorsqu'il déclare : «Soit tu fais partie de la table (des convives, ndlr), soit tu fais partie du menu, à toi de choisir. Aujourd'hui, le monde musulman fait partie du menu. Nous sommes un jouet entre les mains de Kerry et Lavrov.»

Natif de Damas, Mohamad Arafat est établi aux Etats-Unis depuis près de vingt-cinq ans. Se réclamant de l'enseignement de cheikh Ahmad Kuftaro (1915-2004) qui fut pendant de longues années Grand mufti de Syrie, il ne cache pas sa sensibilité soufie. Son mentor et maître spirituel, le cheikh Kuftaro, était lui-même connu pour être un maître soufi de la confrérie Naqshbandiya. Après avoir officié comme imam à Damas de 1981 à 1989, Mohamad Bashar Arafat débarque aux USA d'abord en qualité de conférencier. Il finit par s'y installer au début des années 1990 en choisissant comme ville d'élection [Baltimore](#).

Il exerça comme imam de la Société islamique de [Baltimore](#) jusqu'en 1993 avant de fonder l'Institut An-Nur des études islamiques. En l'an 2000, il crée le Civilizations Exchange and Coopération Foundation (CECF) qui œuvre pour le dialogue interreligieux. Il fonde dans la foulée Al Basheer Institute qui organise des séminaires et dispense des formations autour des enseignements de l'islam en axant sur la spiritualité. A toutes ces casquettes s'ajoute celle de président du Conseil des Affaires islamiques du Maryland.

Samarkand

Excellent communicant, maîtrisant à la perfection l'art du «storytelling» à l'américaine, cheikh Mohamad Bashar explique pédagogiquement sa démarche qui est à la base de tous ces sigles et enseignes, et qui consiste «à savoir traiter avec la nouvelle laïcité du XXIe siècle». Et de citer à l'appui ce verset paradigmatique : «Allez vers Pharaon, il a dépassé les limites. Parlez-lui avec douceur, peut-être se rappellera-t-il ou Me craindra-t-il ?» (sourate Taha).

Mohamad enchaîne : «Il y a des Pharaons dans ce siècle, non ?» en recommandant de toujours préférer la parole qui attendrit à celle qui accable. «Que Moussa grandisse dans le palais de Pharaon, telle est la philosophie de l'islam», énonce-t-il avec son sens aigu de la formule. La courtoisie de Mohamad Bashar Arafat ne l'empêche pas d'adresser quelques piques à l'élite théologique musulmane.

Il relève pour commencer le peu de mobilité de nos muftis : «Le problème avec nos savants est qu'ils bougent très peu», constate-t-il. «Vous avez des théologiens en Egypte qui ne sont jamais sortis de l'Egypte, idem pour ceux du Maroc, de l'Algérie... Avant, le mufti en Syrie voyageait partout et voyait le monde. Il y a une différence de taille entre un savant qui voyage et un savant qui ne voyage pas. Aujourd'hui, dans le monde arabe, très peu de gens connaissent des contrées musulmanes comme le Turkménistan, l'Ouzbékistan ou le [Kazakhstan](#). Pourtant, ces régions abritent des cités illustres comme Samarkand, Tachkent ou Boukhara dont est issu l'imam Al Boukhari.» Lui, en revanche, n'arrête pas de sillonner le monde : Allemagne, Russie, [Pakistan](#), Indonésie, Macédoine, Kosovo... «J'ai même été sollicité par la Belgique pour un programme de déradicalisation», confie-t-il. Aux Etats-Unis, son audience et son «networking» ne font que s'élargir : «Je suis en contact avec les églises, les synagogues, les universités. J'ai collaboré pendant quelques années avec le Johns-Hopkins Hospital.

J'ai élargi par la suite mes interventions aux congrès médicaux où je suis régulièrement invité pour parler de la relation entre médecine et spiritualité et l'impact de la spiritualité sur la guérison.» L'homme semble désormais rompu aux techniques de communication si chères aux Américains. «Ici, les règles d'un bon orateur, c'est une blague et un sourire. Certains musulmans ne savent même pas esquisser un sourire. Regardez, c'est pourtant facile», s'amuse-t-il d'un rictus jovial en appelant à pratiquer le «fiqh de la diplomatie».

Le département d'Etat s'est intéressé à l'enseignement de Mohamad Bashar «et ils m'ont proposé de travailler avec eux.» Sur le site de son organisation, on peut lire : «Le CECF offre des services de formation, de consultation et d'orientation religieuse et culturelle aux étudiants étrangers et au personnel du Programme d'études et d'échanges de jeunes parrainé par le Département d'Etat des Etats-Unis».

Ce programme, communément désigné par son acronyme YES (Youth Exchange and Study), consiste à inviter des lycéens, issus essentiellement des pays musulmans, à passer une année en immersion aux States au sein d'une famille américaine. «Après les attentats du 11 Septembre 2001, il y a eu une volonté aux Etats-Unis de s'ouvrir sur le monde arabe et islamique pour mieux connaître notre culture», explique le directeur du CECF.

Dans le même esprit, Mohamad Bashar Arafat a imaginé un concept qui rencontrera un franc succès : «Better Understanding for a Better World» (BUBW) qu'on pourrait traduire par : «Une meilleure connaissance mutuelle pour un monde meilleur». Il s'inscrit lui aussi dans une approche interculturelle et interreligieuse. «Le problème le plus urgent auquel sont confrontés les jeunes aujourd'hui est la façon de voir l'Autre.

La menace du terrorisme, de l'extrémisme, du fanatisme et du nationalisme a entraîné la peur, les préjugés, la haine et la suspicion vis-à-vis de l'Autre, que nous cherchons à transcender», résume un document de présentation de ce programme qui ajoute : «Depuis 2006, le CECF a relevé une plus grande prise de conscience de la part des organisations d'échange entre étudiants sur cette question, et qui réalisent la valeur, le bénéfice et la nécessité d'une telle opportunité.

Des jeunes de 35 pays dans le monde participent à cette conférence de cinq jours qui aide à briser les barrières de l'ignorance et des perceptions erronées les uns des autres.» L'imam Bashar propose aux participants à ce programme de passer cinq jours à plein temps pour faire l'expérience du «vivre-ensemble». L'originalité de ces cycles «BUBW» est qu'ils se déroulent dans des sites assez étonnants. «On a organisé plusieurs sessions en plein Disneyland, à Orlando, en Floride», affirme l'imam. «Les étudiants découvrent un autre visage de l'islam. Leur vision change de 180°, se félicite-t-il.

«Laïcité soufie»

Mohamad Bashar Arafat se réclame ouvertement de ce qu'il appelle la «laïcité soufie». «Je suis un "soufi ilmani", mais laïc au sens coranique du terme, pas au sens turc ou français», précise-t-il. «C'est la laïcité qui respecte le dialogue comme le faisait notre Prophète avec les gens de la Mecque lorsqu'il leur disait (en citant le Coran) : "Nous sommes l'un ou l'autre sur la bonne voie ou bien dans un égarement manifeste" (sourate Saba).» Il commente : «Daech et ses semblables ne connaissent pas ces choses-là.

Ces gens qui se font exploser, c'est une caricature.» «Il est important d'inculquer la véritable éducation religieuse dans la lutte contre la violence», plaide-t-il. «A l'ère de Daech et de Boko Haram, il est crucial de savoir comment s'adresser aux gens et de trouver le bon style.» L'ancien imam de Damas préconise de faire une «lecture du Coran avec la mentalité du XXI^e siècle». «Il y en a qui lisent le Coran avec la mentalité du VII^e siècle. Il faut savoir transformer les versets du Coran en ONG.

La lutte contre l'analphabétisme, la pauvreté, l'injustice, la prise en charge des orphelins, sont autant d'actions dans lesquelles nous devons nous investir, et toutes ces actions sont évoquées dans le Coran», professe-t-il. Le théologien invite à revoir l'exégèse musulmane en soulignant que «Le Coran de La Mecque est différent de celui de Médine. L'illicite a été introduit progressivement. L'interdiction du vin est intervenue après quinze ans, quand la foi des premiers fidèles était solide».

«L'Amérique d'Obama a gagné deux fois»

Notre interlocuteur attire notre attention sur le fait que le discours coranique met toujours en avant cette formule d'adresse qui se veut universelle: «Ya ayouha ennass !» «Quand Dieu dit "Ya ayouha ennass", cela signifie qu'il ne s'adresse pas qu'aux musulmans mais à l'humanité entière. Le Coran proclame : "Nous avons fait de vous des peuples et des tribus pour que vous vous connaissiez". La mentalité qui consiste à dire : "Je suis meilleur que toi" a provoqué des bains de sang, des guerres», observe-t-il. Profondément habité par son œuvre, Mohamad Bashar Arafat vit passionnément sa mission et rien ne semble pouvoir le décourager.

«Vous savez, dit-il, moi j'ai fait ma formation et mes débuts en Syrie. Si tu réussis à faire passer ton message sous la dictature du Baâth et tout ce qui s'est passé à Hama (la ville fut bombardée par Al Assad père en 1982, ndlr), si tu arrives à garder le cap au Moyen-orient, avec tous les troubles qu'on a subis, alors tu peux le faire n'importe où dans le monde.» La perspective de voir «l'antimusulman» Donald Trump l'emporter ne l'émeut donc pas outre mesure. «Il y a l'Amérique d'Obama et il y a l'Amérique de Trump. Mais par deux fois, c'est l'Amérique d'Obama qui a gagné», tranche l'exilé damascène avec le sourire.

Soccer without borders : Le foot au service des réfugiés

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 10 - 11 - 2016

Oumeima, Shela, Aya... De petites filles issues de familles de réfugiés qui ont trouvé asile aux Etats-Unis, et qui, pour certaines, sont là depuis seulement quelques mois comme la petite Aya, originaire de Mossoul, en Irak.

Nous les avons rencontrées dans une école de la banlieue de [Baltimore](#), Vanguard Collegiate Middle School. Nous avons rendez-vous dans cette école avec Casey Thomas, directrice de l'antenne de Soccer Without Borders (SWB) à [Baltimore](#). Casey porte un t-shirt bleu ciel floqué dans le dos de la devise de SWB : «Playing for change» (Jouer pour changer). Foot sans frontière est une ONG qui travaille auprès de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en utilisant le football comme moyen d'intégration et d'échange interculturel.

«Soccer Without Borders s'est implantée à [Baltimore](#) en 2009», explique Casey Thomas. «Elle travaille essentiellement en direction des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile. Ceux-ci viennent d'un peu partout : de Syrie, d'Irak, du Yémen, d'Afrique, d'Amérique centrale... Les fondateurs de l'organisation ont observé que les réfugiés adorent le foot. Ils ont pensé alors à utiliser ce sport comme moyen de développement personnel, de team building et aussi pour apprendre l'anglais.» La directrice du programme indique que l'organisation fournit aux jeunes qu'elle encadre tout le nécessaire en termes d'équipement et d'entraînement.

Mais les activités prodiguées par cette association ne se limitent pas au foot. «Nous dispensons aussi des cours de soutien scolaire (academic support) à ces élèves de façon à leur permettre de réussir à l'école et d'arriver jusqu'à l'université.» D'où l'importance de travailler l'anglais, une langue que beaucoup parmi les réfugiés ne maîtrisent pas forcément.

Le programme s'étale sur quatre jours par semaine à raison de trois heures par jour. Il inclut également l'organisation de matchs le week-end et la participation à des tournois scolaires. «Chaque séance est divisée en trois temps : un temps pour le football, un temps pour les devoirs scolaires, et on termine par un goûter qu'on partage collectivement avec les élèves», détaille Mlle Thomas.

Pour voir cela de plus près, la directrice de SWB-[Baltimore](#) nous invite à rejoindre coach Kat Sipes et ses élèves qui vont justement commencer l'entraînement. Kat fait elle aussi partie de «Foot Sans Frontières» où elle est «directrice du coaching», poste qu'elle doit sans doute à sa belle carrière de joueuse de football. Les élèves revêtent chacun son maillot et ses chaussures de foot avant de gagner la salle de gym, une grande salle polyvalente avec gradins.

Phrase chopée au vol dans le couloir, sur un mur : «The important thing is to not stop questioning !» (La chose la plus importante est de ne jamais arrêter de poser des questions). Une citation d'Albert Einstein. La séance commence par la formation d'un cercle. Kat invite les écoliers à s'asseoir par terre autour du rond central. Elle entame par un «english training», un petit exercice d'anglais. Mot du jour : «Achieve», qui signifie «accomplir», «réaliser»...

Les élèves y vont chacun de son interprétation, dans une ambiance guillerette. Ensuite ils sont répartis par équipe de sept joueurs. Les équipes sont mixtes. Casey propose aux membres de notre groupe (Nedjma, Rafik et Nassim) de rejoindre chacun une équipe. Rafik et Nassim s'y prêtent volontiers. Un mini-tournoi est improvisé dans la foulée, avec des parties de dix minutes. Score final : 10 à 0 contre la... xénophobie. A la fin, tout le monde prend position sur les gradins pour une photo de famille. Un excellent moment humain et ludique...

Trump, Freddie Gray et le Printemps Noir de Baltimore

Le récit d'une autre Amérique (III et fin)

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 10 - 11 - 2016

Il l'a fait ! Contre le vent des sondages, contre les votes et les vœux secrets de «l'establishment», Donald Trump a battu Hillary Clinton à plate couture. Après le «YES WE CAN» d'Obama, voici donc le «MAKE AMERICA GREAT AGAIN» du président décoiffé qui flotte au-dessus de la Maison-Blanche. «Rendre à l'Amérique sa grandeur» : le compte à rebours a déjà commencé... Devant ses supporters, au Hilton Midtown Hotel, à [New York](#), M Trump a bredouillé un speech qui se voulait rassembleur. Faux raccord : parmi la foule (famille, staff, spin doctors, équipe de campagne, sénateurs...) qui se dressait à ses côtés sur la scène, aucun Black, Hispanique ou Asiatique.

[Baltimore](#). Troisième et dernière étape de notre périple américain. Nous y avons débarqué en fin de journée le mardi 27 septembre. Nous avons quitté tôt le matin notre hôtel à Pasadena pour rejoindre LAX Airport, l'aéroport international de [Los Angeles](#). Vol à bord de la compagnie Southwest à destination de celle que l'on surnomme «Charm City», au nord-est des Etats-Unis. Le vol avait duré quasiment cinq heures, sans escale cette fois. Ici, le temps est nettement plus frais qu'à [Los Angeles](#). D'ailleurs, tout au long de notre séjour dans cette métropole portuaire, nous n'avons pas vu un seul rayon de soleil tant il n'a pas cessé de pleuvoir.

[Baltimore](#) est la plus grande ville de l'Etat du Maryland et l'un des ports les plus importants de la côte Est. C'est le patelin d'Edgar Allan Poe, de

Dashiell Hammett et de Franck Zappa. Mais malgré ces noms clinquants, malgré son Museum of Art et sa collection de 90 000 œuvres, son Visionary Art Museum, sa [Phoenix](#) Shot Tower, son National Aquarium sur le Inner Harbor qui constitue l'une des plus surprenantes attractions touristiques de la ville, malgré son International Black Film Festival, son Maryland Deathfest, plus grand festival de death metal du pays, malgré ses nombreux centres de recherche, son université Johns-Hopkins, l'une des mieux classées à l'échelle mondiale, ou encore son Space Telescope Science Institute qui traite les données envoyées par le fameux télescope spatial Hubble, malgré tous ces atouts et bien d'autres, [Baltimore](#) reste victime de sa triste réputation de ville rongée par la violence et ne semble devoir son apparition dans les médias mainstream que pour ses émeutes urbaines et ses records d'homicides. Et les statistiques n'arrangent pas vraiment son cas avec près d'un meurtre par jour enregistrés en 2015.

La mort violente de Freddie Gray et l'insurrection de 2015

Le nom de [Baltimore](#) est forcément associé également aux émeutes du printemps 2015 suite à l'affaire Freddie Gray. Elles avaient pris une telle ampleur que le Time les avait considérées comme un remake des manifestations qui avaient ébranlé la ville en avril 1968 après l'assassinat de Martin Luther King.

Freddie Gray, un citoyen afro-américain de 25 ans, était décédé le 19 avril 2015 des suites de fractures des vertèbres cervicales une semaine après son arrestation. La brutalité policière qu'il avait subie avait d'emblée été citée comme étant à l'origine du décès, thèse appuyée par la procureure de l'Etat du Maryland, Marilyn J. Mosby, qui avait conclu à un «meurtre au deuxième degré, homicide involontaire et mauvaise conduite», en accusant clairement les policiers qui l'avaient interpellé.

Le climat insurrectionnel dans lequel était plongée la ville dans la foulée des funérailles de Freddie Gray, transformant [Baltimore](#) en un véritable champ de bataille, a obligé Barack Obama à condamner ces violences raciales en pointant du doigt le comportement de la police. «Nous avons vu beaucoup d'interactions entre la police et des personnes, surtout des Afro-Américains, souvent de milieux pauvres, qui soulèvent des questions troublantes», avait-il déclaré avant d'exhorter le corps de la police à faire son examen de conscience et revoir ses méthodes labellisées «tolérance zéro». «Les communautés noires et les autorités doivent effectuer une réflexion car plusieurs cas ont défrayé les manchettes où des jeunes sans arme ont été tués», assénait le Président sortant.

Jonathan Gross est épidémiologiste et «disease detective» (littéralement : enquêteur médical). Il opère au sein de l'Office of Youth Violence Prevention (service de prévention de la violence juvénile) relevant du Département de la Santé de la ville de [Baltimore](#). Nous l'avons rencontré par le biais du World Trade Center Institute qui a géré l'ensemble de notre programme à [Baltimore](#). Le service où travaille Jonathan Gross a été spécialement créé pour prendre en charge les violences massives qui ravagent la ville et les traiter comme une «affaire de santé publique».

«Aujourd'hui, la violence doit être abordée comme un maladie», souligne M. Gross en nous livrant quelques éléments de stratégie pour affronter cette «épidémie».

23% au-dessous du seuil de pauvreté

L'exposé de Jonathan commence par un amical «A-s-salaam Alaikum» qui ouvre sa présentation par data show. Notre hôte nous gratifiera ensuite d'un t-shirt barré d'un slogan qui résume l'esprit du service qu'il dirige : «STOP SHOOTING, START LIVING» (Arrêtez de tirer, commencez à vivre). L'épidémiologiste nous donne d'emblée quelques chiffres-clés. «[Baltimore](#) compte à peu près le même nombre d'habitants que la ville d'Oran, chez vous, soit environ 622 000 âmes», se lance-t-il. «La population de [Baltimore](#) est composée de 63% de Noirs, 32% de Blancs et 5% d'origine hispanique», détaille-t-il.

Autre statistique édifiante : 23% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, soit quasiment le quart de la population. Concernant le niveau de la criminalité, l'expert avance le chiffre de 344 homicides recensés à [Baltimore](#) en 2015. 133 de plus qu'en 2014. [Baltimore](#) vient ainsi en troisième position dans ce triste registre après [Chicago](#), avec 488 homicides en 2015, et [New York](#) qui a enregistré 352 meurtres la même année. Jonathan ajoute que 393 personnes ont succombé à une overdose à «Charm City» durant l'année écoulée.

Jonathan Gross estime qu'au vu du rythme de propagation de la violence, «ce phénomène est tout à fait similaire au mode d'évolution d'une épidémie», dit-il. «Avant 2014, on était à 200 homicides/an à [Baltimore](#). Depuis, nous avons franchi la barre des 300 homicides», indique l'épidémiologiste. Comment traiter cette «épidémie de violence ?» L'urgence pour commencer, explique M. Gross, est de juguler la fièvre des «shootings» (les fusillades) qui s'empare de «néo-cow-boys» urbains à la gâchette facile en lançant une opération baptisée «Safe streets» (des rues sûres).

«Traiter la violence comme une maladie contagieuse»

La stratégie suivie en l'occurrence repose sur une approche apparue aux Etats-Unis au début des années 2000 et qui s'appelle «Cure violence model». Ce modèle se base sur les travaux de Gary Slutkin, médecin épidémiologiste de [Chicago](#), qui remet en cause l'approche de la violence par la punition et préconise de la traiter comme une «maladie contagieuse» en soutenant qu'on peut la soigner socialement. Il fonde en 2000 une organisation appelée Cease Fire (Cessez-le-feu) qui devient par la suite «Cure Violence» (voir : <http://cureviolence.org/>). Dans une étude intitulée La machine de la violence.

Etude sur l'agression et la violence dans la jeune société américaine (Université de Genève, août 2013), Ruben Levy, de la faculté de médecine de l'université de Genève, revient sur l'expérience initiée par le professeur Slutkin : «Face à cette effrayante "épidémie", écrit-il, Gary Slutkin, médecin épidémiologue à l'Université de l'Illinois, à [Chicago](#), décide à son niveau de repenser les fondations du modèle de prévention de la violence basé sur les notions de répression et de punition». L'organisation Cure Violence, anciennement dénommée CeaseFire, a ainsi été créée avec le clair objectif de «diminuer la violence» par des méthodes de résolution de conflits. Le professeur Slutkin explique que «la violence se répand d'une personne à une autre comme une grippe».

C'est ce qui arrive dans ces quartiers, dans les gangs, à l'école, dans une guerre civile, et dans beaucoup d'autres formes. Cure Violence repose donc sur les principes de prévention d'une épidémie : repérer les cas, éviter qu'ils ne se propagent, identifier les personnes tierces ayant été au contact de ces violences, et finalement changer les comportements. Toutes ces étapes sont prises en charge par «une nouvelle catégorie de travailleurs» appelés par l'organisation les interrupteurs de violence.

Ces modérateurs connaissent mieux que quiconque la violence ». Et de citer le témoignage saisissant de l'un de ces «pacificateurs» ou «violence interrupters» qui raconte : «Nous sommes tous le produit de la violence des quartiers. Nous avons tous commis des délits et des crimes plus ou moins graves quand nous étions jeunes et nous étions presque tous en prison plus ou moins longtemps. Certains ont commis des vols, certains ont menacé des personnes, d'autres en ont tué».

On sait comment ça se passe ici. On sait comment des jeunes peuvent en venir aux armes juste pour une provocation, un regard de travers, un geste mal placé. La situation s'envenime très vite. Et c'est parce qu'on a vécu ça que les jeunes nous font confiance... ou nous respectent... je ne sais pas trop.»

«[Baltimore](#) est trop divisée»

C'est donc le même protocole que s'attache à appliquer le Service de prévention de la violence des jeunes à [Baltimore](#). Pour cela, il est fait appel, nous dit Jonathan, à des «crédibles messengers», des «messagers crédibles» sollicités pour jouer les médiateurs en vue de ramener la

paix dans les quartiers chauds de la ville.

D'ailleurs, Jonathan a pris le soin d'inviter à notre rendez-vous deux acteurs de la société civile locale, Kimberly Lagree et John Comer, qui travaillent avec les communautés des quartiers défavorisés de [Baltimore](#). «Il y a des gens qui souffrent, des familles détruites», soupire Kimberly qui est membre d'une paroisse très active dans le domaine social.

Kimberly insiste sur le rôle des leaders religieux des communautés pour servir de médiateurs. «Les gens écoutent mieux les community leaders que la police», fait-elle remarquer. Notre médiatrice estime que les églises, les mosquées et autres institutions religieuses doivent s'impliquer davantage dans la vie quotidienne des citoyens. «Il ne faut pas se cantonner uniquement dans la religion», lâche-t-elle.

Elle constate avec amertume : «[Baltimore](#) est trop divisée : Blancs/Noirs, Juifs/Musulmans, et même les Chrétiens se déchirent entre eux.» Pour illustrer la démarche qui est la sienne, Kimberly cite une action qu'elle a initiée au lendemain de l'assassinat de Lor Scoota, un rappeur tué par balle le 25 juin 2016. «Après les funérailles, on a ramené un DJ, on a distribué de la nourriture, on a offert des repas... C'était pour occuper l'esprit des gens par des choses positives», explique-t-elle.

«Vivre au-delà de 25 ans»

Un centre de prévention de la violence juvénile a été également mis en place sous la houlette de la célèbre Johns-Hopkins University. Fondée en 1876, c'est l'une des plus anciennes universités américaines. Le Center for the Prevention of Youth Violence (CPYP) est l'un des six centres d'excellence financés par le US Centers for Diseases Control and Prevention (qui forment la principale agence fédérale de santé publique aux Etats-Unis).

Le docteur Philip J. Leaf est le directeur de ce centre. Il nous reçoit dans son service en compagnie d'un officier du Département de la police de [Baltimore](#), Chief Melvin Russell, chargé de la Community collaboration Division qui s'occupe principalement du travail de proximité auprès des quartiers et des communautés de la ville.

Le professeur Leaf a également invité un imam, Earl El Amin, du Muslim Community Cultural Center of [Baltimore](#), pour nous parler du travail qu'il effectue auprès de la communauté musulmane. C'est que le professeur Leaf est lui aussi convaincu de la nécessité de travailler avec les leaders des communautés et les chefs de quartier pour endiguer la violence à [Baltimore](#).

Il est obligé de constater que la ville connaît «l'un des plus hauts niveaux de violence, pas seulement aux Etats-Unis mais dans le monde».

Dans les quartiers difficiles de [Baltimore](#), «des gens ne savent pas s'ils vont vivre au-delà de 25 ans car ils ont des proches, des amis, des oncles, des tantes, qui ont connu une mort violente», dit-il d'un ton grave. Il cite dans son diagnostic les nombreux cas de victimes d'actes de vengeance (vendetta) qui viennent allonger les statistiques des morts brutales.

Et de s'interroger : «Pourquoi tant de violence à [Baltimore](#) ?» Esquisse d'une réponse : «Les gens qu'on regarde comme criminels n'ont pas de self-control, ils font du mal et ils sont en réalité victimes de leur condition.» Philip Leaf met l'accent dans la foulée sur les difficultés qu'éprouvent beaucoup de personnes à «avoir accès à un emploi qui leur permettrait de vivre dignement». Ils ne se comptent pas ceux qui ne jouissent pas non plus de couverture sociale et n'ont pas accès aux soins (health care), pointe-t-il encore. Pour lui, lutter contre la violence «revient à avoir une bonne image de soi, une chose que les gens qui versent dans la violence perdent».

Et cette précarité profonde n'est pas faite pour restaurer leur dignité et «l'estime de soi». Persuadé que la prévention commence par la base, c'est-à-dire l'enfance, le professeur Leaf évoque le travail effectué par ses collaborateurs au niveau des écoles pour assister les élèves traumatisés par les violences dont ils ont été témoins. «A l'école, vous avez des élèves qui vivent des traumatismes terribles et qui vont avec ça en classe.

Un gamin te dit : "Hier, un type est entré chez nous et a tué mon beau-père". D'autres assistent à l'arrestation de leurs proches pour trafic de drogue. Tout le monde est exposé au choc. A l'université, c'est pareil. Comment te concentrer sur tes devoirs scolaires avec ça ?» se désole M. Leaf. «Parfois, les jeunes utilisent la drogue comme automédication (self-medication)», poursuit-il.

Cette situation a poussé notre professeur à mettre en œuvre un programme en direction des lycées les plus touchés par ces phénomènes afin de venir en aide aux élèves vulnérables. Philip en est convaincu : l'école est l'endroit le plus indiqué pour tirer l'enfant de l'engrenage de la violence. «L'école lui donne espoir, développe en lui le sentiment qu'il peut faire ce qu'il veut», dit-il en ajoutant que «beaucoup de jeunes n'ont pas de père alors nous faisons en sorte qu'ils aient un mentor» afin de l'intégrer dans une relation positive.

«La police est devenue une partie du problème»

L'un des écueils majeurs soulevés par Philip Leaf dans la lutte contre la violence à [Baltimore](#) est le manque de coopération des habitants, lui-même symptôme d'une profonde cassure avec le corps de la police. Dès lors, le rétablissement du lien cassé entre les jeunes et la police est un vrai challenge pour les autorités de la ville. «Jusqu'à tout récemment, dans les centres urbains, les pratiques de la police étaient une partie du problème plus que la solution, surtout pour les jeunes», déplore Philip.

Pour pallier ce déficit de confiance, la solution, préconise le directeur du Centre de Prévention de la Violence Juvénile, est le recours à des «peacemakers» comme il les appelle, des «faiseurs de paix», dont des leaders religieux. «On associe dans notre action les membres du clergé et des chefs de quartier», dit-il. C'est précisément le rôle de l'imam El Amin. Les personnalités musulmanes comme lui sont très sollicitées à [Baltimore](#), d'autant plus que les prisons pullulent de «Black muslims».

L'imam Earl El Amin indique que la ville compte différentes sous-communautés d'obédience musulmane : «On a des Afro-Américains, on a des migrants afghans, turcs, pakistanais, malais, on a des gens originaires d'Arabie Saoudite, de la Côte Ouest de l'Afrique...», énumère-t-il. Et de lancer avec fierté : «Je fais partie de la communauté qui a engendré Malcolm X et Mohamed Ali.» «Nous luttons pour la justice, la liberté et l'équité», tonne-t-il.

L'intervention de son organisation dans les quartiers prend des formes diverses : «On distribue des denrées alimentaires aux pauvres, on prodigue des conseils aux gens, on offre un refuge aux sans-abri, et on essaie surtout de créer des zones de sécurité (safes zones) pour les enfants».

«On travaille avec des musulmans mais aussi avec des chrétiens et des juifs, main dans la main», précise l'imam. L'organisation qu'il représente édite également un journal dont il nous offre quelques exemplaires : Muslim Journal qui existe depuis octobre 1975. «On est pleinement associé dans la construction de la société américaine, on a des juges musulmans, des membres du Congrès, des officiers de police musulmans», se félicite-t-il.

Et de rappeler l'épisode de la visite du président Obama à la mosquée de [Baltimore](#). «Il a rencontré les chefs religieux de notre communauté», s'enthousiasme-t-il. Philip, qui écoute attentivement les explications de l'imam El Amin, lui emboîte le pas en disant : «Le challenge pour nous, c'est de trouver des jeunes leaders qui écoutent les vieux leaders.»

«Les Noirs ont le choix entre la prison et le cimetière»

Ayant plus de 20 ans de métier à son actif, le lieutenant-colonel Melvin T. Russell a fait tout son service à [Baltimore](#), sa ville natale. C'est dire qu'il connaît Charm City comme le fond de sa poche, et tout particulièrement la communauté afro-américaine dont il est issu. «Aux Etats-Unis, la plupart des gens croient qu'on vit dans le plus grand pays du monde, avec une belle diversité, une forte tradition liée à l'immigration. La

vérité est qu'il y a encore de la ségrégation dans ce pays», avoue-t-il avant de poursuivre : «[Baltimore](#), c'est la ville qui eu le plus grand nombre d'esclaves affranchis. Hélas, il y a toujours de la discrimination.

Pour l'accès au logement, à l'emploi, à l'éducation, il y a toujours un fossé entre les Blacks et les autres.» Il ajoute : «Il y a 270 quartiers (neighborhoods) à [Baltimore](#) dont certains sont très pauvres, surtout dans les quartiers afro-américains. Et vous avez des quartiers riches dominés par les Blancs». Il affirme par ailleurs que «la majorité de la population carcérale sont des Noirs». Melvin Russell signale aussi les problèmes liés à la drogue. «La drogue fait des ravages. Elle est distribuée et consommée essentiellement par des Noirs.

Cela montre la dislocation de la communauté noire», dit-il. «Dans certains cas, le père de famille devient dealer. Il habite dans un logement précaire alors il verse dans le trafic de drogue pour subvenir aux besoins de sa famille.» Dans la foulée de son exposé, l'officier rapporte que «beaucoup de gamins ne savent pas qui est leur père». Et de lâcher : «A [Baltimore](#), les Noirs ont le choix entre la prison et le cimetière !» «Il y a trop de meurtres, cela devient presque un génocide», fulmine-t-il.

«Des vétérans de la guerre d'Irak sont devenus des flics»

Le chef de la Community Collaboration Division n'a pas manqué de mentionner quelques-unes des initiatives entreprises par son équipe pour ramener la paix dans les quartiers endeuillés de [Baltimore](#). Parmi celles-ci : le soutien apporté aux jeunes n'ayant pas un casier judiciaire «clean» pour se faire embaucher en se portant garant de leur probité. «Les gens ont besoin d'un travail, d'un logement, ils ont besoin de se nourrir. S'ils ne le font pas légalement, ils le feront illégalement, alors on essaie de leur créer des opportunités d'emploi», argue-t-il.

L'officier de police s'évertue par ailleurs à convaincre les anciens «gangs members» qui ont décroché de collaborer avec ses services. «On a même organisé des réunions entre des chefs d'entreprise et des membres de gangs en détention qui intervenaient par Skype depuis la prison. Les patrons leur promettaient de leur offrir un job dès leur libération à condition d'avoir une bonne conduite et d'aller au bout de leur programme de réhabilitation», affirme-t-il.

Dans son action, Melvin Russell mise beaucoup sur l'engagement des femmes et des hommes de foi. «Nous associons les représentants de toutes les religions», clame-t-il. «On forme des chapelains pour nous aider à restaurer la paix dans notre société. Ils nous permettent de développer une meilleure relation avec la population. On a aussi des rabbins et des imams qui nous aident auprès de leurs communautés respectives», assure M. Russell.

Ce que confirme l'imam El Amin, avec, à la clé, ce témoignage flatteur : «M. Russell a vécu toute sa vie à [Baltimore](#). Il connaît les gens, il connaît les quartiers. Il est apprécié par tout le monde. Ce n'est pas le cas de tous les policiers. Parfois, vous voyez débarquer des vétérans de la guerre d'Irak et d'Afghanistan qui se sont convertis en flics. Ils ne connaissent pas la ville et se conduisent d'une façon brutale et arrogante.» Melvin Russell reconnaît : «La relation avec la population s'est brisée.

Quand la police veut obtenir des informations sur certains criminels ou ceux qui versent dans le trafic de drogue, les gens ne coopèrent pas. Même quand ils connaissent les auteurs de ces crimes, ils ne les dénoncent pas à la police.» Des propos qui attestent de ce rapport de méfiance et de défiance relevé tantôt par le Dr Leaf.

Le représentant du Département de la police de [Baltimore](#) fait un constat sans complaisance en reconnaissant les dérapages d'une partie de ses collègues. «Les policiers ont perdu toute compassion, toute empathie. En principe, la police est là pour servir le citoyen, le protéger, mais durant ces dernières années, on a perdu cela. La police n'avait plus de respect pour notre communauté et se rendait coupable de mauvais traitements», dénonce-t-il.

Melvin nous fait part au passage des sentiments contradictoires qui l'habitaient pendant longtemps, tiraillé qu'il était entre la noble mission qu'il pensait être la sienne et la difficulté de porter un insigne et un uniforme aussi décriés. «A un moment donné, j'étais très déprimé, j'étais sur le point de quitter ce job», confie l'officier. «Aujourd'hui, mon but est de servir ma ville et de contribuer à y instaurer l'égalité et la justice», proclame-t-il. Si la violence anti-Blacks qui met en cause la police n'a guère baissé sous la présidence Obama, la sera-t-elle sous l'ère Trump ? Rien n'est moins sûr...The end.

Le SOS de la Kalaâ des Beni Abbas

Plan d'action à Palm Beach pour sauver la citadelle d'El Mokrani

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 20 - 11 - 2016

L'hôtel Abbassides Palace de Palm Beach (commune de Staouéli) était, ce week-end, le lieu de chaleureuses retrouvailles entre des personnes qu'en apparence rien ne lie hormis le fait qu'elles puisent toutes leurs racines dans le terreau fertile de la Kalaâ des Beni Abbas.

Nombre d'entre elles ne s'étaient jamais rencontrées auparavant et, pourtant, rien que le fait de partager ce destin, alors même que toutes quasiment sont nées et ont grandi loin de la fière citadelle des Bibans, les enveloppait d'une belle complicité fraternelle. Certains sont même venus de loin, de [France](#), des USA...

Mais il faut croire que leur «fibre kâlaouie» n'a jamais fléchi sur les chemins de l'exil, eux qui semblent porter dans leurs semelles un peu de la poussière dorée de leurs ancêtres. Et cela donnait au final une atmosphère qui conférait à la salle de conférences de cet hôtel, collé à la mer des grands départs, des airs de cocon familial dont la moindre des vertus est qu'il réchauffait les cœurs avant les corps en ce vendredi pluvieux.

Cette rencontre qui est à mettre au crédit de l'Association culturelle Kalaâ Ath Abbas, répondait à un cri du cœur, un SOS martelé dans un solennel «Appel aux enfants de Kalaâ» pour sauver cette casbah oubliée des Bibans et bastion de l'insurrection d'El Mokrani. Ce fut l'occasion d'un succulent voyage dans le temps sur les traces des bâtisseurs de ce petit royaume qui naquit il y a cinq siècles dans l'actuelle commune d'Ighil Ali, à une centaine de kilomètres de la ville de Béjaïa, et perché sur un plateau rocheux à 1300 m d'altitude.

«La Kalâa ne doit plus offrir cette image de ruine»

Il est un peu plus de dix heures. Saïd Bachir Chérif, le président de l'association, se saisit du micro pour annoncer le début des travaux. A sa droite, un illustre «Kalaâoui» et président d'honneur de l'association : maître Ali Haroun. A sa gauche, une jeune architecte passionnée de vieilles pierres : Amira Boudiba. Amira dirige également une association, Izourane, qui milite pour la préservation du patrimoine culturel de la région de [Skikda](#).

Un petit flash-back historique s'impose. Ce dont Me Ali Haroun s'acquitte avec brio à travers un exposé savoureux où il s'est attaché à restituer l'histoire de la Kalaâ. Il relate d'emblée comment il s'était retrouvé avec d'autres enfants de la Kalaâ n'Ath Abbas un certain 5 mai 1971, à l'occasion de la «commémoration du centenaire de la mort au combat de l'illustre Hadj Mohamed El Mokrani». «Nous nous sommes promis de renouer les liens d'amitié et souvent familiaux, rompus par les péripéties de l'histoire. Il y a de cela 43 ans. Depuis, l'Association Kalâa Ath Abbas a vu le jour.» Et de souligner la détermination de l'association à «préserver de l'oubli le berceau de nos ancêtres».

«Kalaâ, qui fut au cours des siècles la respectable capitale du royaume des Beni Abbas, ne doit plus offrir cette image de ruine et de désolation

qu'en a laissée le colonialisme après la destruction du village en janvier 1958», s'indigne l'ancien responsable politique de la Fédération de France du FLN.

Et de dresser le portrait du royaume des Ath Abbas dont l'essor s'est affirmé après la chute de Béjaïa et la fin du règne de son dernier souverain hafside, Abou El Abbès Abdelaziz : «Le royaume indépendant des Ath Abbas remonte au début du XVI^e siècle. Son noyau urbain est donc dû au démembrement, voire à la chute des royaumes musulmans du Maghreb. On sait que les deux fils du sultan hafside Abu Abdelaziz, survécurent à l'attaque de Béjaïa par Pedro Navarro et à la bataille qui s'en suivit. C'est alors qu'ils se réfugièrent à Kalaâ en 1510», rapporte-t-il. Et de poursuivre : «Quant au site, son choix n'est nullement fortuit. L'endroit abritait une cité, naguère place fortifiée hammadite, étape relais de Triq es Sultan, la route commerciale allant des Hauts-Plateaux vers Béjaïa. Ce fortin, doté d'une solide garnison militaire, assurait la surveillance et le contrôle du passage par Biban El Hadid, (Les Portes de fer).»

Une importante industrie manufacturière

Le président d'honneur de l'association mettra l'accent sur l'importance de la Kalaâ sur les plans industriel, intellectuel, politique et militaire. Il cite le témoignage d'un ecclésiaste et voyageur anglais, Thomas Shaw (1692-1751), qui loue la puissance de la tribu des Beni Abbas en écrivant : «Elle peut, dit-on, mettre en campagne trois mille fantassins et quinze cents chevaux.» Ali Haroun évoque le développement de l'armurerie au sein de la Kalaâ en indiquant que celle-ci «se dotera de fabriques d'armes avec l'aide de renégats, de chrétiens et d'Andalous chassés d'Espagne, qui apporteront leur savoir-faire».

Il cite un autre témoignage, celui d'Edouard Lapène, un officier français qui a servi à Béjaïa, et qui rapporte que «la tribu des Beni Abbas fabrique les longs fusils des Kabâïles». Le conférencier convoque également d'autres récits consignés par les premiers colons à l'image de celui-ci : «La tribu des Beni Abbas est la plus importante de la vallée de la Soummam. Son territoire est très fertile. Il est très riche en céréales, huile d'olive, fruits divers, miel et cire. Elle a de beaux pâturages et beaucoup de bestiaux de toute espèce.» Sur la foi d'un autre récit, il est précisé que «la tribu des Beni Abbas est essentiellement manufacturière. On y fabrique diverses étoffes de laine, des burnous blancs et rayés, très estimés dans toute la contrée». La même source mentionne l'existence, à l'époque, de «beaucoup d'ateliers d'orfèvrerie dans lesquels on fabrique tous les bijoux d'or et d'argent».

«C'est le seul endroit où Amirouche ôtait ses pataugas pour dormir»

L'ancien membre du Haut Comité d'Etat a, en outre, souligné le rayonnement intellectuel de la Kalaâ des Beni Abbas dans la région des Bibans. Il indique que «la route qui reliait les deux capitales, la Kalaâ des Beni Hammad, près de M'sila, et Béjaïa, a été fréquentée par l'élite savante des deux cités dans les deux sens».

Au chapitre de la résistance anticoloniale, Me Ali Haroun revient évidemment sur l'insurrection fondatrice de 1871 «sous la direction du Bachagha Hadj Mohamed El Mokrani» soutenu par «l'appel au djihad de Cheikh Aheddad». «Le mouvement a soulevé 250 tribus, soit le tiers de la population algérienne», affirme Ali Haroun en pointant la violence de la répression qui s'est abattue sur les insurgés, dans la foulée. «Tué le 5 mai 1871, il (El Mokrani, ndlr) fut enterré à la Kalaâ, près de Djamaâ El Kébir, ce qui n'empêcha pas la révolte de se poursuivre sous le commandement de son successeur Boumezreg Al Wanoughi jusqu'à son arrestation.» Une répression qui était loin d'affecter «l'ardeur combative» des Kalaâouis. L'auteur de La 7e Wilaya n'omet pas de rappeler que c'est à la Kalaâ des Beni Abbas que devait initialement se tenir le Congrès de la Soummam avant l'épisode rocambolesque de la mule qui se fourvoya avec, dans ses bâts, des documents confidentiels du FLN. Pour illustrer l'engagement nationaliste des habitants de la Kalaâ, il se remémore cette anecdote cueillie par Jules Roy dans la bouche d'un vieux villageois : «Ici, à Kalaâ, c'est le seul endroit où Amirouche ôtait ses pataugas pour dormir.»

Et de conclure : «Beaucoup de nos compatriotes abbassis ont atteint, aussi bien en Algérie que partout dans le monde, des situations honorables. Aussi pour relever Kalaâ de ses ruines et restaurer son prestige, comptons d'abord sur nous-mêmes et non sur l'Etat dont les ressources s'épuisent et dont les obligations impératives sont prioritaires (...). Kalaâ sera sauvée car une patrie ressuscite dès qu'un cœur bat pour elle.»

«On doit le faire pour nos enfants»

De son côté, l'architecte Amira Boudiba a d'abord fait part de son émotion en découvrant pour la première fois la terre de ses aïeux l'été dernier, elle dont les parents se sont installés à Skikda. «Je voulais que les pierres de Kalaâ me reconnaissent», dit-elle. L'architecte ajoute qu'elle a été ébranlée en constatant l'état d'abandon du site. «J'ai vu un patrimoine délaissé. Pourtant, ça parle de notre mémoire», se désolait-elle en appelant à le sauvegarder sans délai. «On doit le faire pour nos enfants !» plaide l'intervenante. Développant les méthodes de restauration usitées pour ce type de sites, elle explique qu'il faut préalablement connaître l'histoire du monument, en recenser les édifices et autres éléments architectoniques et procéder également à une enquête sociologique pour s'enquérir des pratiques sociales et culturelles de la population locale. Elle insiste sur le choix des matériaux et la nécessité de rester fidèle aux matériaux traditionnels de la Kalaâ. Un relevé archéologique et topographique s'impose, ajoute-t-elle, moyennant un équipement spécialisé à l'instar du scanner Laser 3D. Amira Boudiba a souligné, pour finir, l'utilité de faire revivre le site, entre autres par le tourisme culturel, au lieu de l'appréhender comme un patrimoine figé. «Il ne faut pas avoir une vision muséologique du site»

Khaled Graba, vice-président de l'association, a abondé dans le même sens en disant : «Il ne faut pas avoir une vision muséologique. Quand on parle de site classé, cela n'empêche pas d'y développer des activités culturelles, sportives, tourisme chez l'habitant...» Khaled Graba a présenté le plan d'action de l'association en vue de contribuer à protéger le site. A ce titre, il a assuré la construction d'un mausolée en l'honneur de Cheikh El Mokrani. Acté par les autorités en mai dernier, le chantier est «en cours de finition». Un musée et une bibliothèque devraient accompagner cet édifice.

L'auteur de Le Chemin de Traverse a insisté sur l'impératif de traduire en actes le décret portant classement du site de Kalaâ, avec notamment la restauration des monuments de la citadelle (la médersa, la mosquée de Sidi Ahmed Oussanouna, la mahkama d'El Mokrani, le sous-sol de l'armurerie...). «Il faut passer à l'étape supérieure par l'inscription d'un plan de sauvegarde», dit-il. M. Graba a relevé au passage l'absence de toute commodité au village pour l'accueil des visiteurs. «Il n'y a même pas de toilettes publiques ou un simple café», déplore-t-il avant d'annoncer un projet de réalisation d'une maison d'hôte de 60 lits.

Khaled Graba a pointé un fait autrement plus inquiétant : l'hémorragie démographique qui vide la région de sa sève. «La Kalaâ abritait plus de 7000 habitants dans les années 1950, actuellement, les permanents sont à peu près 300. Et la Kalaâ continue à se vider. Les jeunes n'attendent qu'une opportunité pour partir à leur tour», alerte-t-il. D'où l'urgence de «fixer ces jeunes», seul gage de pérennité pour l'ancienne forteresse des Bibans.

Cela passe forcément par la création d'emplois et d'activités attractives. L'une des solutions préconisées à cet effet est le développement de la zone d'activité de Bouni. A l'issue de ces trois interventions, parole à la salle. Le débat citoyen (très animé par moments) qui s'en est suivi promettait beaucoup pour l'avenir de la Kalaâ. De nombreuses voix ont fusé dans un élan solidaire pour voler au secours de ces pans de notre histoire qui s'effritent. D'aucuns ont promis de mettre leur savoir-faire, leur carnet d'adresses, leurs moyens au service de la Kalaâ et sa cause. A commencer par Ahmed Oulbachir, patron de l'hôtel Les Abbassides, qui a mis son établissement gracieusement à la disposition de

l'association pour ce conclave.

Il confiera avoir été séparé de son village natal dès l'âge de deux ans, mais, manifestement, il est resté profondément attaché à sa Kalaâ éternelle. D'ailleurs, Abbassides, le nom de sa chaîne hôtelière, n'est nullement une référence à la dynastie qui régna sur [Baghdad](#) du VIII^e au XIII^e siècle mais à Ath Abbas précisément. A noter que la réunion devait se clôturer par l'élection d'un conseil consultatif de l'association qui sera chargé de superviser l'exécution de son ambitieux programme.

Le rude hiver des sinistrés

Retour à Mihoub sept mois après le séisme du 29 mai

Mustapha Benfodil Publié dans El Watan le 25 - 12 - 2016

Mihoub post-séisme, sept mois après la catastrophe tellurique du 29 mai.

Au lendemain du tremblement de terre, nous avons trouvé une commune dévastée, entre cités éventrées, baraques écroulées, écoles en ruine et population affolée.

Aujourd'hui, si cette localité enclavée des confins du Titteri a su trouver les ressources pour se relever, panser ses plaies urbaines et colmater les brèches de son intimité fissurée avec, à la clé, un courageux travail de résilience, les séquelles de la catastrophe sont nettement visibles dans le paysage social, entre sinistrés végétant sous les tentes et chaumières qui peinent à se redresser. La faute à des aides modiques comparées à la violence du marché du bâtiment. Récit d'une reconstruction épique...

A peine ayant dépassé la ville de Larbaâ pour emprunter la sinueuse RN8 qui serpente à travers les flancs de l'Atlas, un épais brouillard enveloppe la route montagneuse en cette matinée froide du mardi 13 décembre. Le brouillard ne fait que s'épaissir à partir de Tablat. La visibilité est quasiment nulle par endroits.

Quelques kilomètres plus loin, nous nous engageons sur une route secondaire qui s'étale jusqu'à Aïn Bessam. Mais notre destination, c'est la localité sinistrée de Mihoub, commune de 15 000 habitants perchée à plus de 800 m d'altitude, aux confins du Titteri, à 100 km au nord-est de [Médéa](#), et dont le nom est fatalement associé au séisme du 29 mai dernier. L'épicentre du tremblement de terre, de magnitude 5,3, avait, rappelle-t-on, été, en effet, localisé à 10 km de Mihoub.

Le séisme avait fait plus de 80 blessés et des dégâts matériels considérables, laissant des milliers de personnes sans toit, la grande majorité de la population de la commune résidant dans des habitations traditionnelles qui n'ont pas résisté à la secousse. Nous avons trouvé au lendemain du séisme une ville dévastée et une population en plein désarroi, entre errance et stupeur.

Les équipes du CTC déployées dans la région, qui avaient expertisé plus de 3700 habitations individuelles, avaient recensé 668 bâtisses classées rouge. Les édifices publics eurent également leur lot de préjudices, principalement les écoles, la poste, les mosquées, la bibliothèque municipale ou encore le siège de l'APC. Même les nouvelles cités, livrées pourtant de fraîche date ou sur le point d'être achevées, ne furent pas épargnées par les fissures.

Un chantier à ciel ouvert

Plus de six mois après le séisme, nous voici de retour à Mihoub pour nous enquérir du sort de la population sinistrée. A mesure que la brume se dissipe, la petite ville enclavée arbore ses plaies urbaines et les béances laissées par la catastrophe naturelle, point d'orgue d'une longue séquence tellurique marquée par plusieurs secousses qui harcelaient continuellement la région.

Dès les premiers hameaux qui apparaissent à hauteur de Brouni, en passant par Ouled El Aoufi, Ouled Saâd, jusqu'au chef-lieu de la commune, partout, à perte de vue, carcasses de béton et maisonnettes rafistolées, avec leurs fers d'attente et leurs murs de brique ou en ciment nu.

Même le bâtiment municipal est encore en travaux. Des briques et autres matériaux de construction jonchent la cour de la mairie. A quelques mètres de là se dresse la bibliothèque municipale qui est elle aussi en pleine reconstruction.

La poste qui jouxte l'enceinte municipale a été carrément démolie et une aire aménagée s'apprête à accueillir le chantier de la nouvelle agence postale. La polyclinique a retrouvé des couleurs. Les établissements scolaires, qui ont été sévèrement touchés, étaient fonctionnels dès septembre. On a dû, pour les plus affectés, remplacer les pavillons détruits par des classes en préfabriqué pour parer aux urgences de la rentrée. Le lycée Belgherbi Saïd, que nous avions laissé dans un piètre état, a été remis sur pied.

Cependant, le dortoir et le réfectoire sont en pleine restauration. Une Maison de la culture est sortie fraîchement de terre, un projet tout neuf précise le maire. Quant aux bâtiments OPGI, ils ont été pour la plupart remis en état. Les brèches et les larges fissures qui cisailaient les immeubles ont été colmatées tant bien que mal, et la couche de peinture fraîche qui enduit les façades donne à voir des cités comme neuves. Les travaux de réhabilitation du parc immobilier collectif ne sont pas pour autant terminés.

Des sinistrés encore sous les tentes

Si les infrastructures publiques et les bâtiments OPGI ont globalement été restaurés ou sont en voie de réhabilitation, les séquelles du séisme sont encore nettement visibles à Mihoub. L'une des images qui retiennent d'emblée l'attention à ce propos, c'est celle de deux camps de toile abritant des familles sinistrées, l'un installé au niveau d'un terrain vague à la lisière de la ville, et faisant office de stade de proximité, l'autre implanté en face de la polyclinique, sur un site communément appelé Matico. Une dizaine de tentes de la Protection civile recouvrent le terrain Matico. Hocine, un jeune sinistré, surgit d'une tente protégée par une bâche en plastique plantée à l'entrée du camp, et langée de cordages pour résister aux rafales de vent. Hocine vivait dans une cité du centre-ville avec ses parents.

Depuis le séisme, ni lui ni sa mère ne veulent regagner leur appartement. «Je vis encore sous la tente avec ma mère, elle ne veut pas retourner dans la cité. Elle est encore sous le choc. Mon père est mort d'une crise cardiaque suite au séisme, elle est encore traumatisée», explique-t-il, avant de lancer : «On ne demande rien, on veut juste rester ici. Je ne veux pas retourner au bâtiment, je ne leur fais pas confiance !»

Un autre sinistré nous confirme cette angoisse persistante chez certains habitants : «La peur nous hante toujours. On a retapé notre logement, mais on continue à occuper la tente. Ma famille passe la journée dans notre cité, mais la nuit, elle revient ici. Makache lamane.» Ali Baâziz, dans les 45 ans, ancien Patriote, se déplace difficilement dans la cour du camp. Ayant été victime d'un AVC, il a du mal à articuler. «Mon mari est dans cet état depuis l'an 2000», dit son épouse. Mme Baâziz, mère de quatre enfants, souffre le martyre par ce froid polaire. «Entrez, venez voir dans quelle misère on végète par ce temps maudit», maugrée-t-elle.

«Miziria kahla»

Des ustensiles sont entassés, pêle-mêle, à l'intérieur de la tente. Une bonbonne de gaz reliée à une «tabouna» tient lieu de coin cuisine. Mme Baâziz s'affaire à préparer des crêpes de semoule pour ses enfants. Une table basse, un lit bringuebalant, une petite télé, des bidons en plastique, une corde à linge sur laquelle pendillent des vêtements qui ont du mal à sécher, composent l'essentiel du décor. Des toilettes collectives sont aménagées au fond du camp. «Cela fait presque sept mois qu'on moisit ici et on n'a que des promesses. Nos os sont cisailés par le froid. Nous sommes livrés aux eaux de pluie.

Tout est trempé, le linge, la literie, rien n'est épargné. Karitha. La cour est vite noyée sous l'eau. Il y a quelques jours, il y avait une violente tempête qui a failli tout emporter. On n'a pas fermé l'œil de la nuit. Miziria kahla ! On nous a promis de nous reloger rapidement. De mois en mois, notre attente ne fait que s'allonger», peste Mme Baâziz.

Notre interlocutrice habitait avec son mari et leurs enfants dans un petit F2, au sein d'une cité OPGI. «Quand on a eu ce logement en 2009, j'étais la femme la plus heureuse du monde. Le jour du séisme, le ciel m'est tombé sur la tête. Comme on habitait au 3^e étage de l'immeuble, j'ai eu tout le mal du monde à évacuer mon mari qui était quasiment paralysé», raconte-t-elle.

«Maintenant, avec la maladie de mon époux, on ne peut pas retourner dans ce logement, on a demandé un transfert vers un autre logement plus adapté et on attend toujours», poursuit-elle. Mme Baâziz nous confie, dans la foulée, que sa fille aînée, âgée de 18 ans, a convolé en justes noces dans ce camp même.

«Elle est partie de cette tente vers son nouveau foyer, on n'avait pas le choix», sourit-elle. Sa voisine, Mme Haloui, qui occupe une tente avec son mari et ses deux enfants, nous apprend quant à elle qu'elle attend un troisième enfant. «Je vais finir par accoucher dans ce trou», lâche-t-elle. «Nous étions trois familles entassées dans un F3. On avait déposé un dossier de demande de logement depuis longtemps. Après le séisme, on nous a promis qu'on allait bénéficier d'un logement, mais on n'a rien vu pour le moment. Même pour la tente, on a galéré pour l'obtenir. C'est notre voisin qui nous l'a cédée.»

«Qu'est-ce qu'ils attendent pour nous reloger ?»

Le camp de toile aménagé au niveau du stade compte 23 tentes. «Il ne reste que quelques familles, la plupart ont dû partir avec le froid. Même les éléments de la Protection civile, qui avaient une tente ici, ont fini par plier bagage», dit Rabah Salhi, un sinistré qui a longtemps trouvé refuge ici avec les siens. Travailleur à l'unité Naftal de Beni Slimane, père de quatre enfants, Rabah occupe un petit appartement loué auprès d'un particulier à la cité des 18 Logements.

«Notre cité a été sérieusement endommagée par le séisme, mon logement est fêlé de partout. J'ai tenu de longs mois avec ma famille sous cette tente. Même la rentrée scolaire, on l'a passée ici. Il y a 15 jours, j'ai dû réintégrer mon ancien gîte. On ne pouvait plus supporter ce froid glacial. L'entrepreneur n'a pas encore attaqué la réfection de l'appartement où je loge, mais on n'avait pas le choix» ajoute Rabah. «Je loue depuis 1999. J'ai déposé un dossier de demande de logement depuis belle lurette et je n'ai rien reçu. Pourtant, je suis un enfant de Mihoub. En plus, je suis un ancien Patriote. J'ai servi de 1996 à 2001. On avait notre caserne à El Azizia.

A l'époque, tu ne pouvais pas entrer à El Mihoub. On a participé à des opérations côte à côte avec l'armée, on a ratissé tous les maquis de la région : Chréa, Lakhdaria, Zbarbar, Palestro... On a contribué au retour de la paix et la sécurité en Algérie. On a hissé le drapeau national, on ne l'a jamais laissé tomber» martèle-t-il avec une pointe d'amertume. D'après lui, tous les réfugiés du stade devraient être relogés dans une cité qui, d'ailleurs, surplombe le camp. Celle-ci est située rue Chahid Amokrane. «La liste a été arrêtée il y a plus de quarante jours (début novembre, ndlr). La cité est prête. Qu'est-ce qu'ils attendent pour livrer les logements ? Nous sommes en danger, ça ne peut plus durer», fulmine-t-il. Rabah a gardé une partie de ses effets personnels et quelques baluchons dans sa tente. «Regardez, c'est rempli d'eau» fait-il en secouant le haut de la toile rongée par la moisissure.

«Déjà, en été, c'est l'enfer ; en hiver, c'est pire.» Une mare de boue s'est formée entre les deux rangées de tentes. Des rigoles sont creusées autour des guitounes pour empêcher l'eau de pénétrer. En outre, les rebords sont tenus par des blocs de pierre pour parer aux tempêtes. Ce provisoire qui dure a fini par user la patience des sinistrés jusqu'à la corde. «Hada mouhtachad !» (c'est un camp de concentration) s'insurge un sinistré. Rabah alerte sur l'avenir des enfants, si cette situation s'éternise.

Le décrochage scolaire est un sujet qu'il connaît bien, lui qui est membre de l'Association de lutte contre les fléaux sociaux : «Laisser le peuple moisir dans ces conditions favorise les fléaux sociaux. On a prévenu contre les conséquences de cette situation dans le futur. Les gens de la région sont certes conservateurs et attachés aux traditions, mais avec cette précarité, un enfant qui grandit dans un camp comme ça, tu le laisses un mois, il décroche de l'école, perd ses repères et sur la durée, il peut mal tourner. Les élèves ne peuvent pas se concentrer sur leurs études dans un tel environnement. C'est impossible !»

«que vas-tu construire avec 70 millions ?»

Outre les camps du stade et du site Matico, on peut croiser un peu partout, en parcourant les ruelles accidentées de la commune, diverses tentes isolées, dressées à côté de chaumières efflanquées, tenant à peine debout. Même topo dans les douars environnants, comme c'est le cas de ce paysan rencontré près de la localité de Maghraoua. Sur une colline oubliée trône la tente de Saïd Belazouz, plantée à quelques mètres de sa vieille mansarde croulante, où il languit auprès de sa femme et ses trois enfants à attendre des jours meilleurs. A la faveur d'une aide financière de 700 000 DA, il s'acharne à ériger une habitation décente dont la charpente est presque finie. Saïd en vient presque à remercier le séisme. A quelque chose malheur est bon, comme on dit...

«Moi, j'étais sinistré avant le séisme, ma baraque était déjà abîmée. Normalement, je suis censé bénéficier d'une aide ou d'un logement sans cette catastrophe, mais on ne m'avait rien donné. S'il n'y avait pas eu ce séisme, j'aurais pu attendre toute ma vie, je n'aurais rien eu. Je me dis quelque part el hamdollah que Dieu ait secouru la terre.» Saïd a vite déchanté en voyant chaque jour la facture de sa construction s'allonger. «Je vais bientôt dépasser les 70 millions qu'ils m'ont attribués. C'est des clopinettes, ça. Teklekh. Le ciment a atteint les 1700 DA le sac. Le maçon est payé à la tâche.

C'est 4000 DA le demi-poteau, sachant que j'ai 12 demi-poteaux. Après, il est payé au mètre, à raison de 1000 DA le mètre. Faites le calcul. Comment allez-vous rentrer dans vos frais avec ça ? Moi, si j'avais une chance de bénéficier d'un logement, j'aurais refusé n'importe quelle aide financière.

Maintenant, je suis comptabilisé avec les bénéficiaires, je n'ai plus le droit de postuler à un logement à l'avenir. Je suis coincé. Tu élèves juste une carcasse et tu t'arrêtes. Tu ne peux pas habiter là-dedans. D'ailleurs, beaucoup de gens ont refusé l'argent. Ils préfèrent avoir un logement entier.» A noter que les 70 millions dont parle Saïd sont le plafond autorisé pour l'autoconstruction. Les sinistrés ayant accusé moins de dommages se sont vu allouer des montants allant de 150 000 à 300 000 DA. Face à la modicité de ces indemnités, beaucoup ont décliné l'offre de l'Etat.

«On m'a proposé une indemnisation de 15 millions de centimes, j'ai refusé. T'meskhir. Qu'est-ce que tu vas faire avec 15 millions ?» lâche un cadre de l'éducation rencontré près du lycée Belgherbi Saïd. Un autre employé du même établissement cite un autre écueil, d'ordre bureaucratique celui-là : «L'un des problèmes qui se sont posés est l'accès aux aides à l'autoconstruction. Dans nombre de situations, vous avez plusieurs familles qui cohabitaient dans un même haouch, et quand ils ont attribué les aides, ils ont donné juste au propriétaire, les autres se sont retrouvés sur la paille.»

Le cas de Bachir est autrement plus touchant. Paradoxalement, lui qui est maçon de métier, se retrouve dans l'incapacité de retaper sa modeste demeure. La faute à un dispositif ne tenant pas compte des sinistrés qui, comme lui, n'ont pas de titre de propriété. Quand nous l'avons rencontré, Bachir s'échinait à ferrer un voile de béton destiné à une nouvelle construction érigée sur les décombres d'une bicoque rasée. Bachir nous précisait timidement qu'il n'était pas le proprio mais un simple ouvrier engagé pour les besoins de ce chantier. Il vivote sous

une tente, avec sa femme et son fils, dans un haouch niché dans la campagne d'El Azizia. «Je loue là-bas, et le taudis où j'habite est un haouch en toub. Il a été fortement fragilisé par la secousse. Mais je n'ai pas les moyens de le redresser, et comme je suis locataire, je n'ai pas reçu d'aide financière.

On m'a dit qu'il fallait être propriétaire du terrain ou de la bâtisse pour être indemnisé. Donc, je travaille chez des particuliers. Il n'y a pas de place pour moi chez les entrepreneurs qui travaillent sur les chantiers de l'Etat.» Bachir ne peut pas compter sur ses faibles émoluments pour améliorer sa condition. «On ne gagne pas grand-chose», glisse-t-il pudiquement. «Les gens sont pauvres à la base, ils sont en plus sinistrés, ils paient comme ils peuvent.» C'est vraiment le cordonnier mal chaussé. Quelle tristesse !